

**Le déficit
du commerce extérieur
atteint presque
11 milliards de francs
en sept mois**

LIBRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnement 12 mois : 1,50 F
12 mois : 1,50 F
6 mois : 0,75 F
3 mois : 0,375 F
1 mois : 0,125 F
1 semaine : 0,025 F
1 jour : 0,005 F
1 heure : 0,001 F
1 minute : 0,0001 F
1 seconde : 0,00001 F

Tous les abonnements page 14

5, RUE DES ÉCLAIRÉS

75001 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 4297-23 Paris 7

Tél. : 246-72-23

LES TENSIONS EN EXTRÊME-ORIENT

**Pékin conteste la validité du traité
sino-soviétique**

Un geste de la Chine à l'égard du Japon

Les plus étonnantes dans les propos de M. Teng Hsiao-ping sur le « traité d'amitié » d'Union et d'entraide entre l'U.R.S.S. et la Chine est qu'il n'aient pas été tenus plus tôt. On sait en 1950, ce traité n'avait plus qu'un caractère historique depuis le début de la campagne des dirigeants de Pékin contre leurs anciens alliés, accusés chaque année, avec plus de violence, de « révisionnisme » et d'« impérialisme ». Quelle pouvait être la « tentative d'amitié » d'Union et d'entraide entre les Chinois et ceux qu'ils décrivent comme les « nouveaux tsars » ?

Ce traité, dont on commençait à oublier l'existence en raison de la polémique entre ces deux grands pays, avait été conclu dans un contexte historique aujourd'hui différent. Son but principal était d'« empêcher une nouvelle agression ou la violation de la paix de la part du Japon, ou de tout autre État qui s'attaquerait à lui », allusion aux États-Unis alors soupçonnés de vouloir utiliser Tokyo dans leurs menées contre Pékin. En cas d'agression, l'U.R.S.S. et la Chine s'engageaient à « apporter immédiatement une aide militaire ou autre, par tous les moyens à leur disposition ».

Aujourd'hui, la Chine se méfie moins des États-Unis et recherche l'amitié du Japon. Assurément, ce n'est pas la « bande des quatre » s'opposant à l'expansion des militaires américains, les dirigeants de Pékin se sont entendus au printemps dernier sur le principe d'un accord à long terme prévoyant notamment la livraison au Japon d'importantes quantités de pétrole et de charbon. A cette occasion, Pékin a réaffirmé son désir que les deux pays, qui entretenaient simplement des relations diplomatiques, viennent à signer un traité d'amitié et de coopération.

Les Japonais, soucieux de tirer parti de l'immense marché que constitue la Chine, souhaitent eux aussi signer un traité, mais ils n'ont pas accepté jusqu'à présent la clause « anti-hégémonie » dont Pékin exige l'inclusion. Tokyo estime, non sans raison, que cette clause vise essentiellement l'U.R.S.S. et qu'il n'est pas possible de l'accepter sans compromettre gravement les relations avec Moscou.

Ces relations se sont apparemment dégradées depuis quelques mois. La controverse sur l'archipel des Kouriles, dont Tokyo revendique quatre îles « occupées » par l'U.R.S.S., s'est envenimée en juin. Le contentieux au sujet des droits de pêche dans la zone de 200 milles établie par l'U.R.S.S. n'a pas été réglé définitivement. De façon significative, les dirigeants chinois qui ont reçu la délégation japonaise, à laquelle M. Teng Hsiao-ping a dit son sentiment au sujet du traité de 1950, ont expliqué à leurs hôtes que, le jour où la Chine établirait à son tour une zone de pêche réservée au large de ses côtes, ils examinaient avec « bienveillance » les problèmes que cette mesure pourrait susciter parmi les pêcheurs japonais.

Pékin estime qu'il lui faut profiter du mécontentement du Japon à l'égard de l'U.R.S.S. pour tenter de lui forcer la main en vue de la signature du traité d'amitié. C'est le sens de la petite phrase de M. Teng Hsiao-ping sur l'ancienne alliance sino-soviétique. Cette phrase n'est qu'une nouvelle étape dans la polémique entre l'U.R.S.S. et la Chine, déjà si vive qu'on ne voit pas ce qui pourrait advenir de plus, à part une rupture des relations diplomatiques. En revanche, elle constitue un geste significatif à l'égard du Japon, désigné comme l'adversaire dont il fallait se méfier dans le traité considéré comme caduc.

M. Teng Hsiao-ping, rencontré à Pékin, une délégation japonaise, a contesté la validité du traité d'amitié sino-soviétique conclu en 1950, indiquant des informations en provenance de Tokyo.

Le vice-premier ministre chinois a également déclaré à ses interlocuteurs que Pékin ne s'opposerait pas au renforcement par le Japon de sa capacité de défense ni au développement de ses liens avec les États-Unis.

« Les deux blocs socialistes et impérialistes établis après la seconde guerre mondiale ont déstabilisé et, en conséquence, le traité d'Union et d'entraide », a dit M. Teng Hsiao-ping devant des membres du Nouveau Club libéral, parti d'opposition modérée au Japon. Ce traité, signé en février 1950 et préparé par Mao Tse-toung lors d'un séjour d'un mois à Moscou, était valable en principe jusqu'en 1980. L'U.R.S.S. et la Chine s'engageaient à se consulter mutuellement sur tous les problèmes internationaux importants touchant leurs intérêts, ainsi qu'à développer leurs relations économiques et culturelles.

Malgré la dégradation des relations entre Pékin et Moscou, le traité n'a jamais été dénoncé officiellement. Néanmoins, il était clair depuis longtemps que les dirigeants soviétiques et chinois ne se considéraient plus tenus par l'alliance militaire. « L'U.R.S.S. ne peut soutenir de sa puissance nucléaire les buts particuliers de la Chine », avait écrit dès 1964 M. Valerian Zorine, alors vice-ministre des affaires étrangères, dans la Pravda. De son côté, Chou En-lai, premier ministre, affirmait en 1967 : « Même s'il devait y avoir la guerre entre la Chine et les États-Unis, nous ne chercherions pas l'alliance avec l'U.R.S.S. ».

La publication des déclarations de M. Teng a coïncidé avec l'arrivée jeudi à Paris d'une délégation militaire chinoise composée de trente membres des trois armes conduits par le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint, qui est en visite officielle en France jusqu'au 25 septembre (le Monde du 14 septembre). Cette délégation devait avoir ce vendredi un premier entretien avec le général Méry, chef d'état-major français. Les hôtes de la France doivent également rencontrer à une date qui n'est pas encore précisée, MM. Barre et Bourges, ministre de la Défense.

Dans un rapport d'experts

**LA C.E.E.
PRÉCONISE UNE RELANCE
DE LA CONSOMMATION**

(Lire page 38 l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

**Pluri
dictionnaire
Larousse**
à partir de la 6^e
le dictionnaire
secondaire
nouvelle édition (15,5 x 23 cm)
69,00 F LAROUSSE

LES ENTRETIENS DE WASHINGTON

**Le président Carter fait l'éloge
du programme économique de la France**

Poursuivant son séjour aux États-Unis, M. Raymond Barre a commencé la journée du vendredi 16 septembre par un petit déjeuner de travail avec des amis américains.

À la suite d'un nouvel entretien avec le président Carter, devant être abordés les problèmes de l'énergie, du contrôle des armements, des négociations soviéto-américaines sur les armements stratégiques, les affaires économiques et commerciales multilatérales.

Après avoir répondu, lors d'un déjeuner au National Press Club, aux questions des journalistes américains, le premier ministre devait rencontrer dans l'après-midi quatre ministres ou conseillers du président des États-Unis, afin d'examiner notamment les questions des transports et de la défense. Il termine sa journée par un dîner offert à l'ambassade de France en l'honneur du vice-président Mondale. M. Barre doit repartir pour Paris samedi en fin de nuit.

Le premier ministre a reçu jeudi, au château de la part de M. Carter, qui a fait l'éloge de son programme économique. Les premières entretiens ont porté sur l'économie et les affaires économiques, puis sur la Proche-Orient, l'Afrique australe et la non-prolifération nucléaire.

Le plan Barre et l'horizon américain

par PAUL FABRA.

On se souvient de la pragmatique et peu glorieuse définition que M. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques de janvier 1980 à janvier 1982, donnait d'une bonne politique anti-inflationniste : « Ne pas faire plus de dépenses que le revenu ». À l'époque où furent prononcées ces paroles, si souvent citées depuis lors — signe de la médiocrité des ambitions françaises dans ce domaine — la plupart des autres gouvernements de la France étaient sages, au nord, à l'est et même au sud-est puisque c'était encore le temps du « miracle » italien.

Aujourd'hui, il est des voisins sur lesquels il serait dangereux de s'appuyer (même si leur situation est en

voie d'amélioration). Il en est un autre — l'Allemagne fédérale — dont les performances en matière de prix en tout cas (pour l'activité, c'est autre chose...) apparaissent hors de portée. Deux tentatives, l'une et l'autre sanctionnées par l'échec, de fier le franc au deutschemark au sein du « serpent » européen ont conduit, semble-t-il, le paragon résolu de la stabilité qu'est M. Raymond Barre, qui, pour une période indéfinie de temps, la France doit renoncer à « ne pas faire plus mal » que la République fédérale. Tout semble indiquer que ces objectifs, deux fois ou trois fois en fait après le lancement du plan qui porte son nom, sont plus modestes.

(Lire la suite page 6.)

Violents combats dans l'Ogaden

De très violents combats se poursuivent dans la province éthiopienne de l'Ogaden, entre l'armée fédérale et les forces somalises. Selon certaines informations, la ville de Jijiga serait tombée aux mains des troupes somalises. Dans le sud de l'Ogaden, un groupe de journalistes — parmi lesquels notre envoyé spécial — a pu franchir dans les zones « libérées » par le Front de libération somali sans trouver trace d'une intervention de l'armée régulière somalienne.

D'autres journalistes, en revanche, amenés par les autorités éthiopiennes à Dire-Dawa, ont acquis la conviction que l'armée régulière de Mogadiscio avait été engagée, avec du matériel lourd, dans l'attaque contre cette ville, repérée, à la mi-août, par les Éthiopiens.

(Lire nos informations page 4.)

RÉPONSE A JEAN GENET

Comment faire face à la violence ?

Le point de vue de M. Jean Genet, « Violence et brutalité » (le Monde du 2 septembre), a ouvert, sur la « bande à Baader », ses méthodes et son idéologie, un vif débat. Il s'est poursuivi par des répliques de Jacques Ellul, de V.V. Staudt, des extraits de lettres

de lecteurs et des articles d'Alfred Grosser et de Maurice Duverger, ainsi que par une enquête de Manuel Luchert au Allemagne fédérale.

Pour clore ce dossier, nous publions ci-dessous le point de vue de Pierre de Boisdeffre.

par PIERRE DE BOISDEFFRE

Industrie et bureaucratie, puis police. Qu'il faille résister à la prolifération de l'auto dans les villes, à la multiplication des siges ou aux brutalités policières, qui pourrait le nier — encore que tout ne doit pas être placé sur le même plan ? Et qui, dans certains cas — qui sont tout de même des cas extrêmes — la violence spontanée de la vie continuée par la violence des révolutionnaires — puisse et même doive s'opposer à la brutalité organisée, à la fois, en effet, l'admettre : rien de plus légitime que de combattre la tyrannie ! Mais lorsque nous apprenons ensuite que « nous devons à Andreas Baader, à Ulrike Meinhof... à la Rote Armée Fraktion en général, de nous avoir fait comprendre, non seulement par des mots, mais par leurs actions... que la violence seule peut achever la brutalité des hommes », alors, soudain, nous comprenons qu'il s'agit de tout autre chose.

Il s'agit de justifier les crimes de la RAF ou du terrorisme allemand et d'opposer la violence assez bien organisée de ces « desperados » à la « brutalité » d'une société rapée et hiérarchisée. Quelque jours plus tard, l'enlèvement de M. Schleyer et l'assassinat de ses quatre gardes du corps par la

(1) Violence et brutalité (le Monde du 2 septembre).

LES DÉBATS DE LA GAUCHE

**Un rapprochement n'est pas impossible
entre les thèses respectives
de MM. Marchais et Fabre sur les nationalisations**

C'est en vain que M. Georges Marchais a une nouvelle fois proposé, jeudi soir 15 septembre, de reprendre le plus tôt possible, c'est-à-dire le 16, le 17, le 18 ou le 19, les négociations « au sommet » sur l'actualisation du programme commun. M. Robert Fabre réclame un délai de réflexion plus long et n'envisage de reprendre la discussion qu'au plus haut niveau que s'il a la certitude d'une modification des positions communistes. M. François Mitterrand passe le week-end dans la Nièvre, en attendant la réunion, lundi 19 septembre, du comité directeur du P.S.

L'actualisation du programme commun demeure donc « gelée », mais les perspectives d'un dialogue se dessinent. D'une part, le débat public entre MM. Marchais et Fabre à la télévision laisse entrevoir les bases d'un compromis possible. D'autre part, des contacts discrets ont déjà été noués par les radicaux de gauche : M. Maurice Faure avec M. Mitterrand, et M. François Londe avec le P.C.

S'ils ne cachent pas leur satisfaction devant la crise de l'union de la gauche, les dirigeants des partis de la majorité ne se font guère d'illusions sur ses conséquences immédiates dans la répartition des forces politiques. M. Lecomte invite les radicaux de gauche à « tirer la conclusion logique de leur attitude », mais M. Chirac estime que le bloc de la gauche se reconstruira.

Qu'ils se situent dans la majorité, derrière M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ou dans l'opposition de gauche avec M. Robert Fabre, les héritiers dispersés de la famille radicale ont encore en commun leur goût pour la technique du coup d'éclat. Dans les camps qu'ils ont respectivement choisis, leur participation minoritaire aux côtés de formations massives et volontiers impérialistes les contraint, sous peine d'être écrasés ou oubliés, à se faire remarquer d'une façon ou d'une autre. C'est le moyen de se rappeler à la mémoire des électeurs et, pour les dirigeants qui ne négligent pas les effets de « l'état spectacle », dénoncé par M. Schwartzberg, de réaffirmer leur autorité sur des troupes instables avant les échéances ou les congrès décisifs. De ce point de vue, M. Robert Fabre a réussi sa manœuvre. Les militants radicaux approuvent sa fermeté à l'égard du P.C., tandis que les élus s'inquiètent un peu des conséquences électorales d'une éventuelle rupture de l'union de la gauche.

Il n'est pas question pour le président du M.R.G. d'aller jusqu'à cette extrémité, ainsi qu'il l'a clairement réaffirmé jeudi soir à l'émission télévisée « l'Événement ». Son interlocuteur, M. Georges Marchais a été tout

sauvage en expliquant que son parti n'avait pas eu depuis tant d'années l'union de la gauche pour la briser alors qu'elle est, selon lui, aux portes du pouvoir. Les communistes veulent aller au gouvernement. Gagnons que les radicaux de gauche veulent y aller aussi. Pour ces deux partis, comme pour le P.S., tout le problème est de conquérir, ensemble, le pouvoir, sans sacrifier ni peu, ni ce soit leur audience électorale et en prenant des garanties pour l'avenir.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Programme comment ?

« Qu'est-ce qu'une campagne électorale dans laquelle nous n'aurions pas dit toute la vérité, et dans laquelle on n'aurait pas proposé à l'avance les projets à mettre en œuvre ? »

Diabolique Pourquoi J.-J.S.S. parle-t-il comme Georges Marchais ? Pourquoi lui répond-on, à lui aussi : surtout pas de polémique ? Pourquoi y a-t-il un manifeste radical, un manifeste de M. Chirac, un manifeste de la majorité, un manifeste-programme commun individuel P.C., un manifeste-programme commun individuel P.S., un manifeste-programme commun et, finalement — il ne faut pas oublier celui-là — un manifeste communiste, ce qui est manifestement trop ?

Sans compter les manifestations de mécontentement. Et sans compter, selon les organisateurs et selon la police, le nombre futur des manifestants...

PABLO DE LA HIGUERA.

PLAIDOYER POUR LA « LEÇON DE CHOSES »

L'humanisme fossilisé

La réforme de l'enseignement est entrée en application le jour de la rentrée scolaire. En même temps que l'organisation pédagogique et administrative, les programmes ont changé, du moins au cycle préparatoire et en séminaire. Ils se valent plus concrets, plus modernes, plus ouverts sur la vie qu'auparavant.

Pour en juger, il faut cependant d'une part, attendre que les programmes de toutes les classes soient publiés et, d'autre part, patienter quelques années pour évaluer la qualité des connaissances acquises — et relâchées — par les élèves. En attendant, ceux qui continuent de sortir des collèges et des lycées sont, semble-t-il, bien ignorants de tout ce qui fait la vie, comme l'explique M. J.-M. Robert, professeur de génétique médicale.

Lors de la première année du premier cycle des études médicales, l'enseignement en biologie humaine balance entre deux attitudes : la doit envisager, à regret, rétrograde à la seconde attitude. Et à me poser cette question : « Qu'est-ce qui empêche donc nos collègues naturalistes de l'enseignement secondaire de présenter à ces cervelles en fin d'adolescence, à l'heure des premières synthèses culturelles, la frappe infrangible de l'unité de la Vie ? »

J.-M. ROBERT.

(Lire la suite page 26.)

150

idées

Le point de vue de...

Maurice T. MASCHINO

Les fous du roi

Maurice T. Maschino est professeur de philosophie; il est l'auteur de plusieurs essais politiques.

DEPUIS que les « nouveaux philosophes » ont « découvert » le Goulig et l'« imposture du socialisme », beaucoup, comme soulagés par cette « révélation », prédisent les pires catastrophes : marasme économique, restriction des libertés (« Vous verrez, au bout de six mois... »), bureaucratie galopante, il n'est aucun méfait que la gauche au pouvoir ne soit capable d'accomplir. Ici et là, on se prend même à espérer son échec aux législatives : « Croyez-moi, cela vaut mieux », nous confiait dernièrement un écrivain connu, proche du leader du P.S.

Comme tout procès d'intention, celui-ci nous informe moins sur l'accusé que sur ses procureurs. Car l'accusé n'a encore rien fait ! Sans doute peut-on avoir des inquiétudes — communistes et socialistes ne se donneront-ils pas des coups bas ? Les gestionnaires ne l'emporteront-ils pas sur les démocrates ? Sans doute. Mais il n'est pas d'entreprise politique sans risques — et l'on ne voit pas que les difficultés actuelles conduisent au désespoir les intellectuels de droite : un million cent mille chômeurs n'empêchent pas Raymond Aron de croire aux vertus du libéralisme.

Si les intellectuels de gauche, ou dits de gauche, déclarent fortifier alors même que la gauche n'a rien entrepris, c'est, nous semble-t-il, pour des raisons qui tiennent moins à la nature (« dénaturée ») de cette gauche ou à l'essence (supposée) du socialisme qu'à leur propre situation dans la société.

A l'inverse de leurs précurseurs (Descartes, Voltaire, Diderot), pourchassés et persécutés, les intellectuels d'« avant-garde » sont aujourd'hui parfaitement intégrés au système. Professeurs au Collège de France ou à l'Ecole polytechnique, directeurs de collection ou d'hébergement, chroniqueurs, membres de jurys littéraires, agrégés ou docteurs, ils occupent une position privilégiée. Non seulement à cause des avantages matériels qu'ils tirent de cette position et auxquels, et « injustes » qu'ils les déclarent, aucun, semble-t-il, n'a renoncé. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que, à la différence des autres notables (hommes politiques, hommes d'affaires), ils n'ont pas à se justifier : les bilans qu'ils dressent sont toujours des bilans de faillite. Ils doivent l'être.

Contester, telle est en effet la fonction que le système leur assigne — et à eux seuls. Un syndicaliste s'agit-il un peu trop ? Son employeur n'hésite pas à le renvoyer. Un mandarin dénonce-t-il les turpitudes du capitalisme ? On en fait une vedette. Et à juste raison : l'intellectuel dits de gauche est la caution libérale d'une société répressive, son arme spirituelle et sa soupape de sécurité. Si les détenus en révolte représentent un danger, un philosophe qui subit à leur cri l'académisme de son discours ne dérange pas ; mieux, il apaise ;

des commissions d'enquête, des colloques et des séminaires feront le reste.

Ainsi, compté tenu du lieu où elle fait (le ghetto intellectuel), des formes qu'elle revêt (pétitions, livres-gadgets), du circuit socio-économique dans lequel elle s'inscrit et qui en fait une marchandise, la contestation-intellectuelle-de-gauche ne peut être qu'abstrait, sans rapport avec les conditions réelles de vie et, finalement, sans efficacité. Le prince le sait bien, qui récompense ses fous : de temps à autre, il les invite à sa table.

Il n'est pas certain, naturellement, qu'une victoire de la gauche priverait les intellectuels de leur agitation-spectacle (tout dépendrait des conditions de cette victoire, de la politique suivie) ; mais elle le rendrait probablement plus difficile, surtout si elle s'accompagne de progrès social. Autant il est aisé (et gratifiant) de dénoncer les monopoles et autres oligopolies, autant il serait peu sensé de vitupérer contre un gouvernement qui réforme la fiscalité, démocratise l'enseignement, crée des emplois. Qui aurait osé écrire, en 1968, quand les travailleurs bénéficiaient pour la première fois des congés payés, que « progresser, c'est avancer dans la décadence » ?

Pour continuer à jouer les Cassandres, les intellectuels dits de gauche ont donc besoin que la droite reste au pouvoir. Et que la gauche, par conséquent, n'y accède pas. Ou que, y accédant, elle échoue. D'où ces attaques tous azimuts pour l'affaiblir et la discréditer, et cet étrange silence à l'égard de ceux qui gèrent actuellement la société. Comme si les centres de décision étaient vacants, les multinationales dissoutes. Comme si les capitaux ne prenaient pas, chaque jour, la direction de pays « sûrs », comme si toutes sortes de complots ne se tramèrent pas.

Malheureux intellectuels ! Ils orientent au loup en regardant à gauche, sans voir quelle « bête », à droite, se prépare à bondir, toutes griffes dehors.

Pour ceux qui ne se prêtent pas à ces jeux, une seule question se pose : la victoire de la gauche permettrait-elle de réaliser un peu plus de justice sociale, d'accomplir (ou de commencer) à accomplir les réformes qui s'imposent ? Libérés-elle, si peu que ce soit, les énergies de ces milliers d'hommes et de femmes que le régime actuel condamne à l'impuissance ?

Si l'on a la plus petite chance qu'il en soit ainsi — et une chance se présente, — on ne voit pas au nom de quelle utopie on ne la saisirait pas. Ni pourquoi, faute d'espérer le meilleur, on préparerait le pire.

OSÉ !

C'EST bien d'oser parler de la violence comme d'un chien noir qui, nuit et jour, colle à nos chausses, d'oser dire que notre histoire déborde de convulsions, qui sont la guerre en temps de paix, et de guerres, qui sont la convulsion répandant le sang des peuples.

Encore un peu de temps et

nous finirons peut-être par découvrir cette vieille, vieille et trêve vérité que l'histoire n'est pas adorable, ni sainte ni glorieuse, mais un champ retourné, le nôtre, où nous risquons de nous enfoncer si nous n'osons pas croire que des mains qui ne sont pas les nôtres nous offrent de nous délivrer.

R. DE MONTVALON.

La philosophie par Jean LACROIX

Heidegger et la valeur

HEIDEGGER peut être considéré comme le plus remarquable et le plus difficile philosophe de notre temps. Doublement difficile. Par sa pensée, certes, mais aussi par sa langue : c'est devenu une plaisanterie commune de dire que pour le traduire en français il faut d'abord le traduire en allemand. Le livre qu'Henri Mongis consacre à sa critique de la notion de valeur ne pouvait être facile, mais c'est sans doute le plus clair dans sa difficulté même et le meilleur que j'aie lu sur Heidegger. Cette critique sous-tend toute la pensée heideggerienne, puisqu'elle repose sur les rapports de l'être et de l'étant.

Ce qui est immédiatement donné à l'homme, ce sont des « existants multiples », qu'on appelle « étants ». Mais d'où viennent-ils ? Comment existent-ils ? On nomme « être » leur source et leur essence, suivant le mot grec *ousia*, que Mongis traduit par « étance », c'est-à-dire origine de l'étant. Ce que Heidegger reproche à la pensée occidentale, qu'il appelle métaphysique, c'est d'avoir été oublieuse de l'être en restant fixée sur l'étant. Certes, elle a bien cherché l'être, mais dans son rapport à l'étant, jamais en lui-même. Aussi a-t-elle abouti à une sorte de nihilisme, avec Nietzsche, qui fait de l'être une valeur. « Depuis la seule maîtrise du sens de l'être par les Grecs jusqu'à l'interprétation moderne de l'être comme valeur, la métaphysique occidentale œuvre un dévoilement de l'être de l'étant sans avoir le souci de la vérité propre de l'être » (Heidegger). C'est toute cette critique historique qu'analyse Mongis : elle suppose évidemment la conception heideggerienne de la vérité de l'être, que la conclusion de l'ouvrage résume.

Le point de départ de la métaphysique, c'est Platon. Il a posé profondément le problème de l'être, mais en fonction de l'étant et cette relation est devenue la seule question. L'homme connaît d'abord les existants sensibles, les « étants ». Le philosophe ne peut pas ne pas se demander ce qu'ils font être. Platon découvre que c'est l'idée. C'est à partir d'elle que le monde est ouvert. Certes elle n'est connaissable qu'en dernier lieu : il faut remonter de l'étant sensible à l'idée intelligible qui

est l'être. La fonction fondamentale de l'idée, de l'être c'est de faire être l'étant, de l'amener à découvrir. L'étant ne peut être connu comme tel que par sa relation à l'idée, qui lui apporte forme et limite, qui lui garantit stabilité et constance. L'idée est ce dont l'étant est recevable pour être. Elle a ainsi un double caractère : elle est possibilité d'existence pour l'étant et elle est *s'priori*.

C'est cette capacité de faire être l'étant qui constitue son *ousia*, sa substance, son « étance », comme traduit Mongis. L'idée n'est pas une valeur. Cependant, cette « étance possible » deviendra l'axe directeur de la construction de la valeur dans la perspective nietzschéenne. L'idée, en effet, est ce qui rend l'étant apte à être, et à être ce qu'il est. Mais elle tient cette capacité, cette aptitude d'une source transcendente et inconcevable que Platon appelle le Bien, sans donner à ce terme aucun sens moral. Il constitue la transcendance de l'essence de l'idée en laquelle s'épuise le sens de l'être. Cette ouverture première à l'être, cette « *s'priori* » est évidemment un caractère métaphysique, et l'on entend par là la relation de l'être à l'étant. Platon pense l'être en termes d'*s'priori* et de condition de possibilité, comme chez Nietzsche la valeur sera ce qui rend possible la puissance de la volonté.

Selon Platon, ce n'est pas la pensée de l'homme qui met en position l'étant dans son être, mais l'idée intelligible. Le virage, le retournement de l'idée en représentation de l'esprit humain, en *représentativité*, voilà ce que feront Descartes et Kant. C'est le triomphe de la métaphysique de la subjectivité. Tout reposera désormais sur la certitude de la vérité, et cette certitude est l'œuvre de notre raison, qui devient le fondement de toute réalité. « La vérité, en tant que représentativité de l'objet, objectivité, trouve son fondement dans la subjectivité, dans l'activité représentative qui se représente » : cela, parce que l'activité représentative est elle-même l'essence de l'être (Heidegger). Si l'homme fonde tout sur la certitude, il doit avoir la certitude de lui-même. C'est ce que montre Descartes, et sa position commande tous les développements ultérieurs. Le « je pense » assure l'homme de son propre être comme de l'être des objets. L'être de tout étant c'est son pouvoir être pensé par

l'homme, c'est sa représentativité : être comme représentativité, voilà l'être de notre époque.

Cette représentativité devient chez Kant condition de possibilité *a priori* ; en d'autres termes, l'être même des étants se résume aux catégories fondamentales de l'esprit humain. Toute connaissance d'un étant dépend dès lors d'une connaissance exhaustive de soi par soi, de la subjectivité humaine. « De même que de l'idée, dévolue d'avance à partir de soi, dépendait la possibilité du dévoilement de l'étant, de même Kant fait dépendre la représentation de l'objet en son être de représentations préalables ancrées dans la subjectivité pure » (Heidegger). La conscience devient le lieu de l'éclosion. L'entendement juge de la vérité de l'étant en termes de catégories. La possibilité métaphysique de l'étant, qu'assurait l'idée platonicienne, se rassemble ici ainsi tout entière dans un système de conditions immanentes au « je pense ».

Avec Nietzsche, l'ultima possibilité de la métaphysique est réalisée : la volonté s'empare de l'essence inconcevable de la subjectivité et détruit la rationalité. En ce sens, Leibniz avait préparé le terrain, entraînant la spéculation et ce qui appelle force (*vis primitiva activa*). Celle-ci devient le vrai pouvoir de la subjectivité, qui rend son auto-réalisation possible. Pour réaliser l'ultima possibilité de la métaphysique, il fallait que la volonté détrônât la rationalité et s'emparât de l'essence inconcevable de la subjectivité. C'est ce qu'a fait Nietzsche. La volonté, désormais, ne veut rien d'autre qu'elle-même : la rationalité devient un simple instrument de son pouvoir. Nietzsche l'appelle volonté de puissance : la poursuite de l'être devient son déploiement. Cette volonté doit se conserver, non pour demeurer — comme Nietzsche le reproche au *conatus ethicus*, qui n'est que la tendance de l'être à persévérer dans son être, — mais pour s'accroître. Il lui faut donc poser des valeurs comme conditions de son déploiement, ce qui suppose une sorte d'appréciation vitale.

Cette institution des valeurs est la manière dont la vie réalise son essence. La volonté de puissance vise à la croissance, elle a en vue l'effectuation de son essence sur le double mode de la conservation et de

l'accroissement. étant admis qu'on ne conserve que pour accroître. Il n'y a donc pas de valeur en soi : ce sont des conditions qui ne valent que pour les puissances qui les ont posées et dans le temps de leur service. Nietzsche en définitive ne résume la platonisme que pour le porter à son comble. Mais le réel est pour lui le devenir : c'est la volonté de puissance, le véritable être, qui suscite les valeurs qui font être ce devenir et permettant d'accéder à un surcroît de force. Ces valeurs, issues d'une volonté créatrice, « poétique », Nietzsche les appelle valeurs d'art. Quand il déclare qu'il n'y a pas d'étant, pas de vérité, pas d'être, il veut seulement signifier qu'il n'y a rien de constamment présent. Il fait appel à l'essence « poétique » de la volonté, à la valeur créatrice de l'art dans la nature comme chez l'homme.

On comprend que dans une lettre-préface, Heidegger ait félicité Mongis d'avoir envisagé « le problème de la valeur dans une relation décisive avec la question de l'être ». A l'époque où la promotion ontologique de la volonté atteint son point culminant, l'être reste enfoui dans l'oubli où l'a laissé tomber la métaphysique, c'est-à-dire l'attitude qui ne détermine l'être qu'en vue de la fondation de l'étant. Toute cette critique implique donc une conception de la vérité de l'être en lui-même que Mongis expose dans le dernier chapitre, précédemment intitulé « La vérité de l'être ». Selon Heidegger, l'être est présence, ce qui n'est pas synonyme du présent. Le propre de l'être lui-même est de se présenter à l'homme, de se donner à lui, et le propre de l'homme, est de s'ouvrir à l'être, de s'adonner à lui de manière à accueillir sa venue préalable. L'essence de l'homme est de demeurer dans la proximité de l'être. Dans des pages bien connues, Marx célèbre, contre le laudis de l'ouvrier, le « maison de lumière » que, dans Eschylus, Prométhée désigne comme le plus grand cadeau que lui ait permis de transformer le plus pauvre en homme. Il présente la Cité socialiste comme celle qui rendra au travailleur sa dignité et sa jouissance dans l'horizon ouvert par cette « demeure lumineuse ».

* Heidegger et la Critique de la notion de valeur. La destruction de la métaphysique, avec lettre-préface de Heidegger, par Henri Mongis. Ed. Nijhoff, 221 p., La Haye, 1977.

Les paillettes d'or

par GABRIEL MATZNEFF

IL n'y avait pas de journaliste à Bethléem la nuit de la naissance du Christ ni de photographe autour du faguet au pied duquel le Bouddha a eu son illumination. Les grandes aventures sont silencieuses. Le brouhaha de ce qu'il est convenu d'appeler l'actualité n'apporte rien à l'âme. Tout ce qui se passe de véritablement important fait son chemin dans le secret. « Les copeaux de bois flottent sur l'eau, les paillettes d'or reposent au fond de la rivière », aimait à dire l'évêque Théophile le Reclus. Dans l'obscurité moirée où elles sont enfouies, les paillettes d'or peuvent parfois souffrir d'être ainsi ignorées, méprisées ; elles auraient toutefois tort de s'en émouvoir durablement, car cela est naturel, et dans l'ordre des choses. Quand on est une paillette d'or, il faut savoir qu'on n'aura pas l'accueil réservé aux copeaux de bois. Durant les dix mois qui ont suivi la publication de « Par-delà le bien et le mal », les libraires n'en ont vendu que cent dix-sept exemplaires. C'est précisément dans ce livre que Nietzsche pose la question essentielle : qu'est-ce qui est noble ? En l'occurrence, la noblesse est d'être supérieur à l'approbation, et d'avoir confiance en son destin.

Le contraste entre le tohu-bohu des médiocres et l'effacement des talents, entre la place que l'on accorde à ce qui est futile et celle que l'on refuse à ce qui ne l'est pas, s'il est frappant dans la vie littéraire, l'est davantage encore dans la vie religieuse. Considérons, par exemple, le bruit que fait la querelle qui, dans l'Eglise romaine, oppose les intégristes aux progressistes.

Une semblable émotion n'a, certes, rien d'étonnant dans un pays tel que le nôtre qui, pour déchristianisé qu'il soit, n'en demeure pas moins de tro-

dition catholique. Il est cependant clair que ces disputes autour des ordinations illicites opérées par Mgr Lefebvre et de l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet sont dérisoires en comparaison d'un événement spirituel d'une portée historique inouïe qui est l'émigration en Occident, et singulièrement en France, de la fleur du bouddhisme tibétain. Or, le prurit catholique occupe, depuis des mois, les gazettes et les esprits, au lieu que seuls quelques spécialistes paraissent se soucier de la présence parmi nous de maîtres spirituels porteurs de vrais trésors de lumière et de vie.

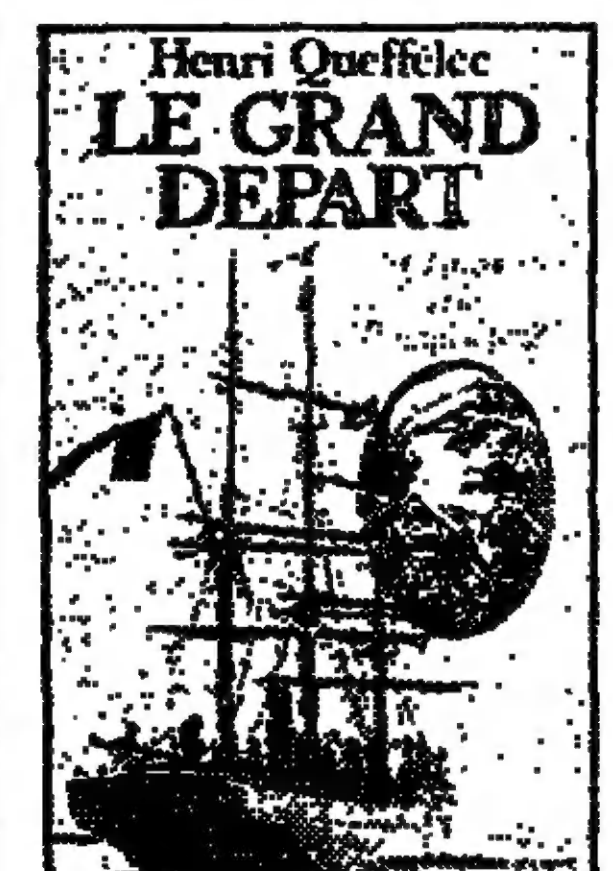
Un vœu

Jadis, Bouineau, non sans amertume, reproché à l'intelligentsia parisienne d'être devenue indifférente à ce phénomène extraordinaire que fut l'immigration russe ; et, de fait, ni Merejkovski, ni Chestov, ni même Berdiaeff n'exercèrent sur la jeune philosophie française l'influence qu'il devrait être leur. Il est à craindre que les sages tibétains ne connaissent un échec analogue, et qu'une fois de plus l'intelligence française ne passe à côté d'une rencontre qui aurait pu être féconde et salutaire.

Les histrions parodent sur le devant de la scène et ahurissent le public au point de le rendre incapable de discernement. Les paillettes d'or existent pourtant, mais presque plus personne ne sait les voir. Si j'ai un vœu à formuler en ce début de l'année scolaire, c'est qu'au sein de l'année liturgique, c'est que les gens osent échapper enfin aux mots d'ordre des coteries et au tumulte de l'imposture, pour accomplir, en solitaires, en franciscains, leur propre quête de beauté et de joie.

Henri Queffelec LE GRAND DEPART

Charcot et le "Pourquoi pas?"



Un grand drame de la mer, le dernier voyage et la fin du "Pourquoi pas?" coulé il y a quarante et un ans jour pour jour, le 16 septembre 1936...

"Cette tragique aventure nous est contée par Henri Queffelec, grand romancier de la mer, et Breton de surcroît. Avec amitié, avec amour il a ressuscité la lumineuse figure de Charcot et de ses compagnons. Reportage, poème, méditation, son livre est tout cela." G. GUILLEMINAULT "L'AUREOLE" PRESSES DE LA CITÉ

actualité d'un coup d'Etat pro-américain

de M. Nguyen...

Le Monde

étranger

Les conflits dans la corne de l'Afrique

Deux années de guérilla dans l'Ogaden

De notre envoyé spécial

Kabri-Dehar. — Sayid Mohamed Abdallah Hassan, que les Britanniques avaient surnommé The Mad Mullah (le Mullah fou), a été le premier chef africain à se battre contre des avions. Au début du siècle, il a combattu les Britanniques, les Italiens, ainsi que les héros éthiopiens Alemayou, dont l'aéroport de Gode portait encore le nom.

Début 1981, Sayid Mohamed est mort l'année suivante. Sa famille avait alors caché sa tombe quelque part dans la province éthiopienne de Bale. Voilà six mois, les partisans du F.L.S.O. l'ont retrouvée. Elle se trouvait à l'ouest, à plus de 300 kilomètres de la frontière somalienne. Une grande fête a été organisée sur place.

Le père de Sayid Mohamed était né à Imi, sur le fleuve Schebele. Son frère, Hassan Sher Abdallah, est aujourd'hui président du comité de libération du F.L.S.O. à Kafa. Ce noble vieillard a été l'un des fondateurs, au début des années 60, de God's Grace (la grâce de Dieu), le premier mouvement somali de résistance à l'occupation militaire éthiopienne de l'Ogaden.

Par les traités de 1948 et de 1964, Londres avait cédé à l'Éthiopie ce territoire que l'armée britannique administrait depuis la défaite italienne de 1941 dans la corne de l'Afrique. God's Grace sera le produit de ces accords. Après la guerre somalo-éthiopienne de 1963, Hassan Sher Abdallah participait également à la fondation, fin 1964, du F.L.S.O. Cette histoire, Musa Mohamed Hussein, membre du comité central du F.L.S.O., nous l'a racontée un soir à Kabri-Dehar, à l'ouest d'une terre meurtrie par les combats de juillet paraissant comme enveloppée par les étoiles de l'Ogaden. Selon les témoignages de chefs abandonnés par les Éthiopiens et la rumeur lointaine de canons remontant vers le nord venaient troubler le silence.

Musa, âgé de trente et un ans, lui-même fils de l'un des fondateurs de God's Grace, a parcouru pendant plus de deux ans l'Ogaden avec les guérilleros du F.L.S.O. dont il est, en quelque

sorte, l'un des principaux « officiers politiques ». Son père, âgé de quatre-vingts ans, vient de regagner Degahabur, après douze années d'exil en Somalie.

La « libération » des basses terres de la Somalie occidentale, auxquelles les Éthiopiens ont donné le nom d'un clan de nomades somalis — l'Ogaden — ne s'est pas faite en une nuit. En 1974, le F.L.S.O. avait déjà mis sur pied deux brigades de partisans, raconte Musa. À l'époque, il se rendait lui-même sur place à pied. « Les nomades n'y croyaient pas, ils nous disaient qu'ils se sentaient trop faibles, et le gouvernement somalien ne montrait, lui aussi, un peu réticent. » La guérilla ne s'organise véritablement que l'année suivante, à la suite du congrès de Badkhyne, une localité proche de la frontière somalienne.

« Nous étions quelque cinq cents à participer à ce congrès, qui a duré sept jours. Les Éthiopiens étaient courants, mais ils n'avaient pas de garnison dans le secteur », dit encore Musa.

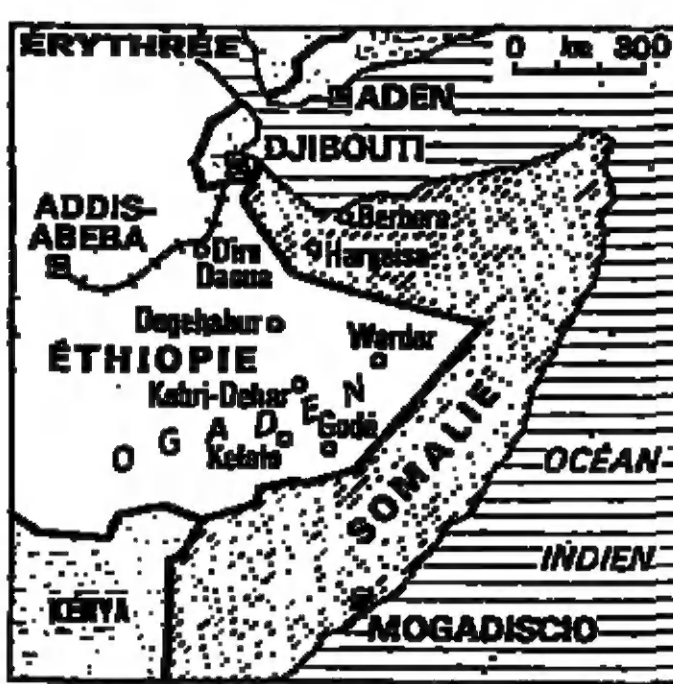
C'est à cette occasion que le F.L.S.O. devient officiellement le « Mouvement de libération des territoires occupés militairement par les Abyssins ». Le label F.L.S.O. n'est pas moins accepté, même aujourd'hui, 1977 marque un tournant, aux yeux des forces de libération somaliennes. « Une prise de conscience » liée à

l'affaiblissement de l'Éthiopie et au renforcement du potentiel militaire somalien.

Pour des raisons différentes, Addis-Abeba et Mogadiscio parlent alors peu de cette guérilla qui se développe dans l'Ogaden. De temps à autre, on apprend qu'un poste a sauté, qu'un poste a été attaqué, qu'un raid aérien a eu lieu. Terre de légendes, la Somalie occidentale ne vibre alors que la nuit, tous les chefs militaires du F.L.S.O. nous l'ont répété : la « libération » des basses terres — « l'assaut final » de juillet — a été le fruit de deux années d'intenses préparatifs.

« Il est vrai, déclare Musa, que nous recevons beaucoup d'aide du gouvernement de Mogadiscio, mais pourquoi prétendre que nous ne libérons pas nous-mêmes notre propre pays ? »

Avant l'installation progressive de garnisons éthiopiennes dans l'Ogaden, à partir des années 60, l'Ogaden était demeuré une sorte de « no man's land » aux frontières imprécises parcourues par quelques centaines de milliers de nomades somalis vivant de leurs ébènes et de la cueillette de baobabs. Dans la région de Werder — le Fouta profond — au hasard de pistes tracées depuis par des prospecteurs américains de pétrole, on retrouve encore ce rythme de vie séculaire, ici rien n'a changé ou presque. Des armées — éthiopiennes, britanniques, italiennes



« L'éventualité d'un coup d'État pro-américain à Addis-Abeba est réelle »

nous déclare M. Negede Gobezi, dirigeant du mouvement socialiste panéthiopien

Le 28 août, le parti Meisonne (mouvement socialiste panéthiopien) qui appartient au régime militaire — « soutien critique » — fut, en 1975 et 1976, à l'origine des principales mesures révolutionnaires en Éthiopie, a rompu avec le pouvoir. Retournant à la clandestinité, il a choisi l'opposition révolutionnaire. « Si certains de ses dirigeants paraissent avoir été arrêtés ces derniers jours, l'un d'eux, M. Negede Gobezi, qui fut l'un des principaux dirigeants du « bureau politique », a réussi à quitter l'Éthiopie. C'est la première fois qu'un responsable du parti Meisonne s'explique publiquement et à visage découvert sur la crise éthiopienne.

« Pourquoi avez-vous rompu brusquement avec le régime militaire ? »

« Le mouvement socialiste panéthiopien (Meisonne) est une organisation marxiste-léniniste. Comme l'indique notre programme, pour faire avancer la révolution, Meisonne utilisera les différentes formes de lutte — clandestine et ouverte, légale et illégale, pacifique et violente — et appliquera des tactiques différentes selon les circonstances. Sous le régime de Haile Selassie, notre lutte était totalement clandestine. Avec la prise du pouvoir par les militaires, nous avons pu mener une lutte semi-légale et semi-clandestine. Aujourd'hui, la situation a de nouveau changé. Pour faire avancer la révolution, Meisonne est de nouveau passé dans la clandestinité.

« Quand nous menions une lutte semi-clandestine, on nous accusait parfois d'opportunisme et de soif du pouvoir. D'autres pensaient que nous étions de « l'extrême ». En fait, notre « soutien critique » était une alliance tactique.

« En ce qui concerne notre « collaboration » avec le Derg, il faut rappeler un certain nombre de points : premièrement, nous avons expliqué dès le début que le Derg de par sa « stature de classe » ne pouvait mener la révolution à son terme et que les masses ne devaient nourrir aucune illusion à cet égard. Deuxièmement, avant notre « collaboration », nous avons demandé que soit rendue publique la plate-forme d'accord entre les révolutionnaires et le Derg. C'est ainsi que le régime militaire a été amené à proclamer le Programme de révolution nationale démocratique en avril 1976. Nous avons expliqué à maintes reprises que le respect de cette

plate-forme constituait la base de notre collaboration.

« Troisièmement, durant la période où nous « collaborions » avec le Derg, nous avons poursuivi parallèlement nos préparatifs clandestins en vue d'une rupture inévitable. Depuis quelques mois, le Derg cherche à freiner le processus révolutionnaire pour stabiliser la situation. Les points sur lesquels nous étions parvenus à un accord : la proclamation des libertés démocratiques, la garantie de l'égalité des nationalités, la lutte contre le bureaucratisme, le développement des organisations de masses, le respect du droit à la création de partis politiques... bref, les principaux points de la plate-forme, nous ont été retirés depuis mars, remis en cause par le régime militaire. Le Derg a tendance à se rapprocher des forces réactionnaires. Par conséquent, la situation est une pour une contre-révolution. Aussi, pour poursuivre dans les meilleures conditions la lutte pour la démocratie et le socialisme, Meisonne a décidé de passer d'une clandestinité à la lutte ouverte.

« Sur le fond, et au sujet de l'Érythrée et de l'Ogaden, pour nous, l'intégrité territoriale ? »

« Notre programme reconnaît le droit à l'autodétermination des nationalités d'Éthiopie, y compris le droit à la séparation. De plus, notre organisation lutte pour l'édification d'une Éthiopie démocratique où l'unité des nationalités devra être fondée sur leur libre volonté de vivre ensemble dans l'égalité la plus complète.

« C'est dans l'heure actuelle, la question de l'intégrité territoriale de notre pays est intimement liée à celle de la révolution d'une façon générale. Pour la question de l'Érythrée, le Derg semble avoir opté pour une solution avant tout militaire tandis que nous pensons que la question devrait être résolue par des négociations pacifiques avec les forces progressistes en Érythrée. Une agitation systématique doit être entreprise pour permettre à ces peuples opprimés de s'organiser et de participer à la révolution. Ceci ne veut pas dire que nous sommes pour la séparation de l'Érythrée dans l'état actuel des choses. Il ne faut pas considérer la question de l'Érythrée en soi, mais il faut la replacer dans le contexte plus général de l'Éthiopie et de la région.

« Il suffit de voir que, sous l'ancien régime, toutes les forces réactionnaires s'opposaient à la sécession de l'Érythrée tandis que nous soutenions cette lutte parce qu'elle contribuait à l'affaiblissement du régime de Haile Selassie et, par conséquent, renforçait le

camp révolutionnaire. Telle était la position des forces progressistes à l'échelle internationale. Aujourd'hui, cette situation a changé. Même l'ex-prince héritier soutient l'indépendance de l'Érythrée. Cela nous a clairement le changement dans l'alignement des forces, l'aide qu'apportent les régimes réactionnaires arabes aux fronts érythréens, et de la part de toutes les forces progressistes, nous nous sommes alignés à l'échelle internationale. Dans ces conditions, aujourd'hui, notre organisation est contre la séparation de l'Érythrée.

« En ce qui concerne l'Ogaden, nous nous opposons à l'annexion somalienne. La thèse qui tend à faire croire qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale est dénuée de tout fondement. Nous n'avons jamais vu jusqu'aujourd'hui un mouvement de libération disposant de chars et d'avions.

« On nous dit plutôt hostiles à l'engagement des Soviétiques dans la lutte pour la libération de l'Éthiopie. Pourquoi ? »

« À l'heure actuelle, la révolution éthiopienne doit faire face à de très puissants ennemis intérieurs et extérieurs. Aussi a-t-elle besoin de toutes les forces progressistes. On dit que Meisonne s'oppose à l'engagement des Soviétiques et de leurs alliés avec des vues de la révolution. Cependant, nous mettons l'accent sur le fait que, pour faire avancer la révolution, les peuples d'Éthiopie doivent, avant tout, compter sur leurs propres forces. L'aide extérieure ne peut être qu'un facteur secondaire.

« Pour ne citer que les principaux, il y a désormais trois fronts clandestins qui luttent contre les militaires : le nôtre, l'Edu (Union démocratique éthiopienne) et le P.R.P.E. (parti révolutionnaire des peuples d'Éthiopie). N'y aura-t-il pas finalement un rapprochement tactique entre certains de ces mouvements ? »

« Meisonne jouant un rôle d'avant-garde dans la lutte des peuples d'Éthiopie, œuvre à la mise en application du programme de révolution nationale démocratique d'avril 1976. Cela veut dire que nous luttons contre toutes les forces qui rejettent ce programme, et particulièrement les organisations telles que l'Edu et le P.R.P.E. ainsi que la bureaucratie qui combattent la réforme agraire qui a libéré des millions de paysans pauvres. Il ne saurait être question de nous allier avec ces forces pour combattre le régime militaire.

« On parle beaucoup aujourd'hui de l'éventualité d'un

« ont bien traversé tout à tour ces espaces arides. Elles ne pouvaient être, aux yeux des nomades, que de passage.

Le chef de l'État somalien appartient à une famille originaire de l'Ogaden. C'est également le cas de nombreux dirigeants du régime de Mogadiscio.

Chacun exprime cette réalité à sa façon. Le commandant Yusuf Ali Nur, chef militaire du F.L.S.O. à Geladi : « Je suis né ici. Mon père y a été enterré après avoir été abattu, en 1969, par un sergent éthiopien. Ce jour-là, d'un village, » Abdillahi Hassan Mohamed, secrétaire général du F.L.S.O. : « Nous n'allons pas cesser de nous battre pour nos droits, parce que quelques soldats d'extrême gauche nous libèrent d'armes. » Les deux vieux combattants éternellement camoufflés à l'entrée du village de Dahan, sur la route de Kabri-Dehar : « Nous ne voulons pas des Russes ici. » Ou encore cette femme de Geladi qui, faute de pouvoir s'occuper autrement, ramasse une poignée de terre et la porte sur son cou.

Le F.L.S.O. calcule que six régions sont aujourd'hui « totalement libérées », dont cinq sur les quatorze que compte le Bar-raghe et une sixième dans le Bale. La guerre s'est déplacée vers le nord du Hararghe, elle y a pris l'allure d'un conflit ouvert entre la Somalie et l'Éthiopie, un conflit d'une tout autre dimension.

Le F.L.S.O. le sait si bien qu'il refuse de s'engager sur l'avenir. Il ne parle ni de république, ni de gouvernement, ni de nationalisme, mais seulement d'auto-détermination. Une fois la Somalie occidentale « libérée », dit-il, la population choisira elle-même un régime de son choix. « Le futur est un défi que nous acceptons », dira Musa, avant de conclure : « La situation peut prendre la même tournure qu'au Vietnam, et les Soviétiques et les Chinois s'engageront davantage du côté éthiopien. Dans une telle éventualité, nous serions alors prêts à accepter les troupes étrangères. Même françaises. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

L'armée somalienne est intervenue dans les combats de Dire-Daoua

Dire-Daoua (A.F.P.). — Les traces d'un combat opposant deux armées conventionnelles sont encore visibles à Dire-Daoua, la plus grande ville de la province du Harar, à l'est de l'Éthiopie. Des journalistes ont pu la constater au cours d'une visite de la ville, qui a subi de violents assauts à la mi-août et au début septembre. Ils avaient effectué le voyage dans un Boeing 720-B en compagnie de soldats et de miliciens éthiopiens se rendant sur le front oriental, où de graves affrontements ont été signalés autour de la ville de Jijiga, dans l'Ogaden (1).

A Dire-Daoua, qui se trouve à kilomètre 440 de la ligne Djibouti-Addis-Abeba, ils ont vu plusieurs pièces d'armement lourd parmi le matériel saisi par les forces éthiopiennes pendant la bataille, et notamment des chars d'assaut. Ces pièces portaient l'emblème somalien, une étoile à cinq branches sur fond bleu.

Selon les autorités militaires éthiopiennes, les forces somaliennes, soutenues par des Migs, des chars et des pièces d'artillerie, ont attaqué la ville, le 16 août. Le combat s'est poursuivi pendant la plus grande partie de la nuit et le jour suivant. Deux colonnes auraient donné l'assaut, l'une près de l'aéroport, l'autre sur la route du Nord-Est, vers Ayashe.

Selon un officier des forces éthiopiennes, le commandant Tadesse, les Somaliens avaient engagé le 15^e bataillon motorisé, le 15^e bataillon blindé, les 30^e et 60^e bataillons d'artillerie, appuyés par une compagnie de lance-roquettes (au total, quatre mille soldats engagés).

Les journalistes ont vu les restes calcinés d'un char T-34 éthiopien près de l'aéroport et un peu plus loin, dans un dépôt de munitions, les carcasses d'une remorque et d'une citerne.

Sur les douzaines de chars alignés par les Somaliens, a affirmé le commandant Tadesse les Éthiopiens en ont détruit onze et saisi dix en état de marche. Ces derniers ont été immédiatement engagés sur le front, à-t-il

précisé. Malgré les mauvais temps et le terrain boisé, a encore indiqué le commandant Tadesse, la contre-attaque aérienne et terrestre des forces éthiopiennes a mis l'ennemi en déroute, lui causant des pertes supérieures à sept cents tués.

Parmi les autres catégories d'armes saisiées ou détruites montrées aux journalistes figurent notamment cinq canons opérationnels 85 mm, sept mortiers de 62 mm, deux mortiers de 120 mm, quatre canons antichars, seize roquettes, trois lance-roquettes Btl 13 d'une portée de 8 km. Selon le commandant Tadesse, trente véhicules chargés de munitions, un véhicule d'artillerie et deux véhicules pourvus d'équipement de transmission, ont également été saisis. Trente autres véhicules auraient été en outre détruits.

« Deux boulangeries mobiles, saisiées parmi l'équipement somali, montrent combien les Somaliens étaient préparés au combat », a encore affirmé le commandant Tadesse.

Conduits sur les deux principaux lieux des combats, les journalistes ont pu constater, tant au dehors qu'à l'intérieur de la ville, la présence d'importantes troupes éthiopiennes régulières et de forces de la milice, en constant état d'alerte.

Pour les visiteurs, il ne fait aucun doute que cette guerre est de type conventionnel et n'a rien de commun avec un combat de guérilla. Les Éthiopiens, pour leur part, semblent prêts à se battre jusqu'au dernier pour défendre leur ville.

La vie revient à la normale à Dire-Daoua, mais l'activité économique a été ralentie de toute évidence à la suite de l'interruption du trafic ferroviaire entre Addis-Abeba et Djibouti, due à l'action des « troupes somaliennes », qui ont fait sauter de nombreux ponts en juin.

(1) Selon des « milieux diplomatiques » à Addis-Abeba, a été par le correspondant à Nairobi de l'agence Reuters, la ville de Jijiga serait tombée aux mains des forces somaliennes. Toutefois, ces rumeurs « sources » soulignent que de violents combats se poursuivent autour de cette ville et que la situation demeure « floue ». — (N.D.L.R.)

Le Monde
dossiers et documents
NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

LES DROITS DE L'HOMME

Vacances en France

Le numéro : 2,50 F
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

Charles Levinson



« Tout l'ouvrage, à l'honneur, cause aux lecteurs un trouble, où domine l'ambiguïté du mot "affaires". »

ALFRED SAUVY - LE MONDE

« Le traité le plus passionnant et le plus exact sur la communauté d'intérêts entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme libéral. »

JEAN CLEMENTIN - LE CANARD ENCHAÎNÉ

« Livre novateur, on ne peut plus regarder les rapports Est-Ouest avec les mêmes yeux, une fois reformulé VODKA COLA. »

MICHEL THIERRY - LIBÉRATION

« 460 pages qui se lisent comme un "thriller". Le tout dans un style d'une verve étonnante. »

ALAIN CHENICOURT - LE NOUVEL ÉCONOMISTE

STOCK

Propos recueillis par J.-C. GUILLEBAUD.

صكزا من الأصل

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Un millier d'étudiants noirs ont été arrêtés

Ils protestent contre la mort en prison d'un dirigeant nationaliste

De notre correspondante

Johannesburg. — La mort de Steve Biko, « père » de la conscience noire, continue de soulever des protestations parmi les Blancs progressistes et les Noirs sud-africains. Outre les masses et les prières collectives organisées à sa mémoire dans la plupart des villes du pays — sauf dans l'état libre d'Orange, bastion afrikaner, — des meetings de protestation se tiennent ou sont prévus pour les jours à venir. On a même vu des membres du Black Sash, mouvement de femmes blanches travaillant contre la discrimination, poser des banderoles devant l'université du Witwatersrand et même dans la salle du congrès du Parti national pour le Transvaal, à Pretoria, mercredi 14 septembre.

Mille deux cent cinquante étudiants de l'université de Fort-Hare, université pour Noirs, dans l'est de la province du Cap, ont été arrêtés jeudi 15 septembre alors qu'ils étaient réunis pour célébrer une messe à la mémoire de Biko. Le gouvernement les accuse d'avoir organisé un meeting public interdit. Sept cent cinquante étudiants seront gardés en prison jusqu'à leur procès, prévu le 26 septembre prochain.

Zaïre

LE GÉNÉRAL MOBUTU GRACIE M. KARL I BOND

Kinshasa (A.P.P., Reuters). — Le général Mobutu Sese Seko, président du Zaïre, a gracié, jeudi 15 septembre, son ancien ministre des affaires étrangères, M. Ngulu Karli I Bond, condamné à mort mardi par la Cour de sûreté de l'Etat pour haute trahison.

De source officielle, le chef de l'Etat zaïrois a communiqué en emprisonnement à vie la peine de mort prononcée contre M. Karli I Bond.

Tunisie

Le président Bourguiba confirme son appui à M. Nouira

Tunis. — Recevant, mercredi 14 septembre, à Carthage, les vœux des cadres du pays à l'occasion de la fête de l'Aïd el Fitr, qui marque la fin du mois de ramadan, le président Bourguiba a confirmé publiquement son appui à M. Nouira, alors que des rumeurs avaient fait état ces dernières semaines du prochain départ du premier ministre.

Quelques jours auparavant, lors d'une réunion du parti unique, M. Nouira avait fait table rase de ces bruits et répondu avec fermeté aux critiques formulées à l'encontre de sa politique, notamment par le journal de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), *Ech Chaab*.

« Mon soutien au contenu du discours de M. Nouira, mon bras droit et l'homme qui bénéficie de toute ma confiance, est total, a déclaré le président tunisien à la radio. Ce qu'il a dit est conforme à ma pensée, à mes impressions, à mes conseils et à mes directives ».

Le chef de l'Etat s'est félicité des progrès accomplis dans la voie du développement et surtout dans l'amélioration de la situation de la classe ouvrière depuis la nomination de M. Nouira à la tête du gouvernement. Il a ajouté :

« Tous ceux qui tenteraient par des manœuvres subtiles d'entraver ces acquis ne pourront qu'échouer, car le travail entrepris depuis cinquante ans a consolidé la solidarité et l'unité du peuple ».

M. Habib Achour, secrétaire général de la centrale syndicale unique et membre du bureau politique du P.S.D., qui a regagné Tunis au début de la semaine après un court séjour à Genève, a présidé jeudi une réunion de la commission administrative de l'U.G.T.T., qui, selon le journal *Le Temps*, devait « arrêter des décisions importantes à propos de la politique intérieure ». Cette réunion s'est prolongée tard dans la nuit et l'on ignorait, vendredi matin, ses conclusions.

(Dans son discours du 8 septembre, M. Nouira avait affirmé que les difficultés actuelles de la Tunisie étaient purement conjoncturelles. Elles seraient dues, pour l'essentiel, aux mauvaises récoltes en raison de conditions climatiques défavorables, et aux restrictions imposées par la

C.E.S. aux importations de produits textiles en provenance de divers pays, dont la Tunisie.

Il semble qu'il y ait eu, également, crise de confiance et que des retraits importants aient été effectués dans les banques. Par ailleurs, au mois de juin, les réserves en devises étaient de 193 millions de dollars, ce qui représentait sept semaines de couverture. C'est sans doute pour faire face à cette situation que la Tunisie, à court de devises, a décidé, selon des informations diffusées à Londres et reprises par le *Financial Times*, de lancer un emprunt sur le marché international des capitaux. Pour cela, un groupement bancaire, dirigé par la Bank of America, mobilise actuellement 100 millions de dollars empruntés pour sept ans à un taux d'intérêt supérieur de 1,5 % au « Libor », taux d'intérêt international du marché de l'euro-dollar. La Tunisie a alors effectué le tirage de la moitié (50 millions de D.T.), soit 25 millions de dollars) de quotas dont elle dispose au Fonds monétaire international.]

Togo

LE GÉNÉRAL GNASSINGBE SYADAMA, président de la République togolaise, a quitté, jeudi 15 septembre, Paris pour Bonn au terme d'un séjour d'une semaine en France. Le président Eyadéma devait avoir, ce vendredi, des entretiens avec le président Walter Scheel, puis rencontrer le chancelier Helmut Schmidt.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Papa « Grand Dragon »

De notre envoyé spécial

Jefferson (Kentucky). — Ils sont environ deux cents réunis, le 15 septembre, dans la salle de conférences d'un très officiel bâtiment du canton de Jefferson (Kentucky) pour protester contre le busing obligatoire — le transport d'enfants noirs dans les écoles blanches, et réciproquement. La coupe de cheveux un peu militaire des uns, l'assurément quelques-uns l'expression d'obédience, qui s'opposent bruyamment avec un fort accent du sud, ne surprennent pas outre mesure : c'est l'Amérique toute simple des travailleurs en col bleu, des mécaniciens employés dans les garages, des mères de famille qui restent à la maison.

Tout serait simple, en effet, si certains de ces parents d'élèves n'avaient des chemises imprimées portant l'image d'une croix enflammée et les trois lettres K.K.K. Le Ku Klux Klan est généralement associé à des images de violence : parades nocturnes de cavaliers menaçants et masqués, intimidations des familles noires cherchant à s'installer dans les quartiers blancs.

On s'attend donc davantage à voir les klansmen se faire justice eux-mêmes qu'à appeler aux tribunaux. C'est pourtant cette dernière solution qu'ils ont choisie pour lutter contre le busing. M. Robert Shelton, « sorcier impérial » du Klan — c'est-à-dire chef suprême de l'organisation pour l'ensemble des Etats-Unis — était, il y a quelques jours, dans le comté de Jefferson pour leur indiquer la méthode à suivre.

« Nous invitons les parents à porter plainte individuellement auprès du juge de district et à exiger l'habes corpus pour leurs enfants », nous explique M. Sherman Adams, « Grand Dragon » du Klan pour le Kentucky. Le raisonnement est à la fois spectaculaire et simple. Le K.K.K. assimile le busing à un emprisonnement arbitraire. Se réclamant curieusement des traditions du droit britannique, il demande, selon l'unique formule, qu'on « présente le corps » des « détenus », bref, qu'on « libère » ces détenus de l'obligation du busing. Plusieurs dizaines de parents ont ainsi

porté plainte dans le comté de Jefferson, estimant qu'on leur « faisait subir un traitement de force à eux et à leurs enfants dans un procès préalable en bonne et due forme ».

Le busing a été ordonné dans le comté en 1975 par un juge fédéral, et les rentrée scolaires ont depuis lors un peu tumultueuses. Des parents blancs manifestent régulièrement pendant les premiers jours de septembre. La déségrégation, qui est l'objectif du busing, n'est pas leur problème. Ils réclament seulement que leur enfant, au lieu d'aller à l'école près de chez eux, doit parfois faire un trajet d'une heure ou plus en autocar pour atteindre un établissement moins bien coté et situé dans un quartier noir.

C'est parmi ces parents déboussolés ou furieux que le Klan recrute ses nouveaux membres. Le « Grand Dragon » croit, ou fait semblant de croire, à l'efficacité du recours à l'habes corpus. Il a vu lui-même ne pas enlever grand-chose aux subtilités juridiques. Mais cette expression latine lui paraît être une arme de bon aloi dans la lutte engagée contre les décisions fédérales en matière de déségrégation. Il en a d'autres, et notamment un lourd revolver dont il affirme tranquillement ne jamais se séparer et qu'il sort de sa chemise avec un brin d'ostentation.

Agé d'une cinquantaine d'années, catholique (le Klan est juïc) et père de sept enfants, M. Sherman Adams s'est battu en Europe en 1944-1945 (de Cherbourg à Berlin, précise-t-il) et y a été blessé. Il était contre-maître dans une entreprise de poids lourds, mais a pris une retraite anticipée en raison de l'état de son cœur et se consacre désormais exclusivement aux affaires du Klan.

Et si le juge de district ne répondait pas à la demande d'habes corpus présentée par les parents ou faisait trainer les choses ? Dans un grand état de fureur accompagné d'un clin d'œil le « Grand Dragon » répond : « Eh bien ! Dans ce cas on le pendra... »

DOMINIQUE DHOMBRES.

PROCHE-ORIENT

Les États-Unis suggèrent que les Palestiniens soient représentés à Genève au sein d'une délégation arabe unique

Washington souhaite une enquête internationale sur les éventuelles tortures en Cisjordanie

M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a clairement indiqué, jeudi 15 septembre, que le problème de la représentation arabe et palestinienne à la conférence de Genève se réduirait désormais à un choix entre les deux formules suivantes : « délégation arabe unique ou délégation par pays ». Les Palestiniens étant représentés au sein de la délégation jordanienne. (Il ressort cependant de fuites manifestement « organisées » que l'administration Carter préfère une délégation arabe unique. M. Vance n'a pas voulu le confirmer ouvertement, mais il a chargé son porte-parole, M. Kenneth Brown, de dire qu'elle méritait d'être prise sérieusement en considération. De sources américaines autorisées, on précise que cette délégation unique devrait comprendre, d'une part, les maires des principales villes de Cisjordanie et, d'autre part, des membres peu connus de l'O.L.P.

M. Kenneth Brown a, d'autre part, exprimé à nouveau le souhait qu'une commission internationale indépendante puisse aller enquêter sur les accusations de torture dans les prisons de Cisjordanie, en dépit du démenti formel opposé par le gouvernement israélien. « Nous pensons, a-t-il dit, que sérieux la déclaration israélienne selon laquelle ces accusations sont dénuées de fondement, mais nous pensons qu'une enquête effectuée par un organisme international impartial contribuerait à faire disparaître ces accusations ». Le département d'Etat était déjà parvenu mercredi en faveur d'une telle enquête à la suite des accusations portées par la Ligue suisse des droits de l'homme contre le comportement d'Israël en Cisjordanie.

À TEL-AVIV, le quotidien du soir *Maariv* révèle à ce propos que le premier ministre israélien, M. Menachem Begin, a donné ordre à la police israélienne de sécurité et au personnel des prisons de ne pas employer la violence dans les interrogatoires de détenus arabes comme jadis. Selon *Maariv*, ces instructions auraient été données après une conversation entre M. Begin et le président Carter en juillet dernier.

À Washington, le journal croit savoir que c'est le président Carter qui avait alors soulevé cette question. M. Begin aurait alors affirmé ne rien savoir à ce sujet. Il aurait également demandé à M. Carter de garder le secret sur cette conversation, en lui assurant solennellement que, dès son retour à Jérusalem, il donnerait un ordre clair et énergique interdisant toute violence au cours des interrogatoires.

Le ministre israélien des affaires étrangères à Jérusalem a déclaré pour sa part ne pas avoir été informé de la présence du groupe d'enquêteurs suisses, ce qui semblerait indiquer que ces derniers n'ont rencontré aucune personnalité officielle. Le ministre a renouvelé à cette occasion les précédentes affirmations officielles en réponse aux informations concernant des tortures données par le *Sunday Times* et Amnesty International, déclarant : « Il n'existe pas de mauvais traitements systématiques et que tous ceux qui se laissent entraîner à de mauvais traitements sont jugés et punis ». Selon certains observateurs israéliens, les enquêteurs suisses seraient connus pour leur attitude d'extrême gauche et leurs sympathies pro-palestiniennes.

À DAMAS, le président Assad a, rappelé, dans une déclaration faite à l'occasion des fêtes marquant la fin du ramadan, que son pays avait accepté la résolution 338 du Conseil de sécurité mettant fin à la guerre d'octobre 1974, à deux conditions : qu'Israël se retire de tous les territoires occupés en 1967 et que le peuple palestinien soit réintégré dans ses droits nationaux. Il a ajouté que, si la résolution 242, dont la mise en application est requise par la résolution 338, « signifiait autre chose » que le retrait israélien sur les lignes de 1967 et la restauration des droits palestiniens, « la Syrie et l'Égypte seraient tenues de la rejeter ».

À BEYROUTH, M. Zuhair Mohsen, chef de la Salha, organisation palestinienne d'obédience syrienne, a révélé que l'Union soviétique avait conseillé à M. Arafat et à lui-même, lors de leur récent séjour à Moscou, « de ne pas faire confiance aux promesses américaines et de ne pas modifier [notre] attitude en ce qui concerne la résolution 242 du Conseil de sécurité ». — (A.P.P., Reuters, UPI.)

LA CONFRONTATION CARTER-BEGIN EST FONDAMENTALE

affirme le général Dayan

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — L'heure n'est plus aux euphémismes auxquels on avait recouru à Jérusalem pour qualifier les relations américano-israéliennes. La confrontation Carter-BEGIN est fondamentale, a déclaré jeudi 15 septembre à Bruxelles M. Moshe Dayan aux dirigeants juifs européens qu'il a rencontrés dans la capitale belge. « Il faut se rendre à l'évidence, a-t-il dit, les Américains, en affirmant la nécessité d'une participation palestinienne à la conférence de Genève, pensent à l'O.L.P. et soutiennent de la sorte l'idée d'un Etat palestinien. (...) Cela, Israël ne l'acceptera jamais, car cela signifierait l'effacement du démantèlement de l'Etat juif ».

M. Dayan a rappelé qu'Israël acceptait la présence de Palestiniens au sein de la délégation jordanienne, mais que des négociations avec l'O.L.P. n'auraient jamais lieu, et que cette organisation reconnaissait ou non la résolution 242. Le chef de la diplomatie israélienne, attendu samedi à Washington, présentera, la semaine prochaine, à M. Carter et Vance le « plan de paix » israélien. Il contiendrait les principes généraux de la conception israélienne. « A ce stade, nous n'envisageons pas les détails et nous ne traversons pas de carte », a précisé M. Dayan avant son départ de l'U.S.A.V.

Jérusalem craint en particulier les résolutions « modérées » de certains pays arabes auxquelles Washington pourrait être amené à souscrire.

Dans la presse israélienne de vendredi, on évoque déjà l'union sacrée que le « tournant » de la politique américaine vis-à-vis des Palestiniens laisse présager.

(Interim.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Cohen : les servitudes d'un patronyme

Les organisations juives de France estiment que le gouvernement a légitime des discriminations raciales

travers le monde

Colombie

Tchécoslovaquie

Uruguay



COLLOQUE EURO-ARABE — PARIS — 20-22 SEPTEMBRE 1977

L'Europe peut-elle contribuer à un règlement de paix au Proche-Orient



ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

Président : Louis TERRENOIRE

Année de création : 1967

BUT :

L'Association de Solidarité Franco-Arabe a été créée en 1967, au lendemain de la guerre des Six Jours. Elle a pour but de développer la solidarité entre le peuple français et l'ensemble de la nation arabe, tout en s'interdisant de s'immiscer dans la vie intérieure des Etats qui la composent. Elle s'attache particulièrement à la défense du peuple palestinien et à la reconnaissance de ses droits légitimes. Elle soutient au sein de l'opinion française la politique d'amitié avec les peuples arabes et combat les manifestations de discrimination et les vexations à l'encontre des ressortissants arabes travaillant en France.

Publication : FRANCE - PAYS ARABES
Spécimen sur demande
12-14, rue Augereau, 75007 PARIS.

EURABIA
UR
AB
P
I
EURABIA

Comité Européen de Coordination des Associations d'amitié avec le monde arabe

PAYS REPRÉSENTÉS :

Grande-Bretagne, France, Belgique, Hollande, Suisse, Islande, Espagne, Portugal, Italie, Suède, B.F.A.

Publication : Bulletin Eurabia, 16, rue Augereau, 75007 PARIS.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe et le Comité Eurabia organisent à Paris, du 20 au 22 septembre, un colloque international dont le thème est : « L'Europe peut-elle contribuer à un règlement de paix au Proche-Orient ? », auquel participeront de nombreuses personnalités européennes et arabes du monde politique, diplomatique, économique, universitaire et de la presse.

- 1 — Les puissances européennes — ou certaines d'entre elles — ont-elles une responsabilité historique dans la situation au Proche-Orient ?
- 2 — Les pays arabes et Israël ont-ils fait des concessions suffisantes pour parvenir à un règlement de paix ?
- 3 — Les Israéliens ont-ils intérêt à négocier avec l'O.L.P. (l'Organisation de Libération de la Palestine) pour trouver une solution de coexistence ?
- 4 — Les Palestiniens ont-ils le droit de vivre dans un Etat souverain ?
- 5 — La Cisjordanie et Gaza, territoires occupés par Israël depuis 1967, peuvent-ils constituer un Etat pour les Palestiniens ?
- 6 — Si cet Etat palestinien était constitué en Cisjordanie et à Gaza, Jérusalem pourrait-il en devenir la capitale ?
- 7 — L'implantation des colonies juives en Cisjordanie.
- 8 — L'Europe ou certains pays européens peuvent-ils intervenir efficacement auprès des différents pays impliqués dans le conflit du Proche-Orient en vue de parvenir à un règlement de paix ? Dans l'hypothèse positive, quelles initiatives pourraient être prises et serait-il possible à l'Europe ou à certains pays européens de garantir un règlement de paix entre Israël et les pays arabes ?
- 9 — Tous les Etats de la région, y compris l'Etat d'Israël et le nouvel Etat palestinien, une fois la paix revenue, pourraient-ils vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ?
- 10 — Les pays européens ont-ils intérêt à maintenir et à renforcer une coopération économique, culturelle et politique avec les pays arabes ?

Ce sont quelques-unes des questions qui seront abordées au cours du colloque des 20, 21, 22 septembre. « L'EUROPE PEUT-ELLE JOUER UN RÔLE POUR UN RÈGLEMENT DE PAIX AU PROCHE-ORIENT ? » Informations : A.S.F.A., 12-14, rue Augereau, 75007 PARIS - 553-27-52.

سكوا من الأمل

Les États-Unis suggèrent que les Palestiniens soient représentés à Genève au sein d'une délégation arabe unique

Washington souhaite une enquête internationale sur les éventuelles tortures en Cisjordanie

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a déploré vivement la déclaration publiée à l'occasion de la nouvelle année juive, « la directive du premier ministre israélien au sujet de la loi anti-boycott » du 7 juin 1977. (Le Monde du 4 août). Cette « interdiction d'association », affirme le CRIF, aboutit à faire échouer la volonté nationale clairement exprimée au cours des débats parlementaires qui ont précédé la vote de la loi. Cette position modérée et politiquement inacceptable, remet en cause les principes d'égalité et de non-discrimination, base de notre démocratie. L'exécution de la loi anti-boycott, a-t-il été dit, est la guerre économique de type raciste menée contre Israël.

Le CRIF exprime avec regret, mais avec force, son opposition déterminée à cette directive qu'il combattra par tous les moyens légaux. Il dénonce avec la plus grande fermeté la résurgence des mythes nazis ainsi que leur exploitation à des fins commerciales. Il appelle les pouvoirs publics, l'opinion publique et les mass media à s'opposer sans compromis à cette résurgence multiforme, véritable menace aux 50 millions de victimes de la barbarie hitlérienne.

Le CRIF invite la communauté juive à réunir face à ces dangers et à faire preuve d'une vigilance et d'une solidarité renforcées, pour contribuer à faire de 1978, pour la France, pour Israël et pour les Juifs, partout dans le monde, y compris en U.R.S.S. et en Syrie, une année de progrès dans les efforts vers la paix, la justice et la liberté.

PROCHE-ORIENT

Israël

Cohen : les servitudes d'un patronyme

De notre correspondant

Jérusalem. — Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Cette formule banale illustre une réalité qui ne l'est pas à l'hôpital Hadassa de Jérusalem. Comme tous les hôpitaux, cet établissement ultra-moderne situé dans la banlieue d'Einkann, possède une morgue où, « transitant », les malades décédés en attendant leur transfert jusqu'à leur dernière demeure. Pour des dizaines de milliers de « cohanim » (pluriel de Cohen, patronyme qui désigne en principe les juifs appartenant à la caste des prêtres), les sont « impurs » et, à ce titre, leur contact doit être évité comme la peste.

D'après la Halakha (l'antique loi juive), l'impureté des morts se propage à l'intérieur de tout espace clos. Pour cette raison, les morgues des hôpitaux israéliens sont, ou bien situées dans un bâtiment séparé du reste de l'établissement, ou bien, c'est le cas de l'hôpital Hadassa, dotées d'un double système de fermeture isolant totalement l'espace intérieur de l'extérieur pour éviter de « contaminer » l'ensemble du bâtiment. Alors que les autres étages de l'hôpital sont isolés par des portes tournantes, celui de la morgue dispose d'une double porte faisant sas.

Or le système est en panne depuis trois mois, et la répartition traitant en longueur pour des raisons techniques, l'hôpital Hadassa est « zone interdite aux cohanim ».

En fait, seuls les « cohanim » pratiquants sont touchés par cet état de choses puisque l'interdit est purement religieux. La panoplie apposée à l'entrée de l'hôpital et mettant en garde les « cohanim » est uniquement destinée à informer les intéressés. Franchement, cela signifie qu'un Cohen pratiquant ne peut ni se faire hospitaliser ni se rendre en visite à l'hôpital Hadassa à moins que l'intéressé soit lui-même en danger de mort, car du point de vue de la loi juive, la vie est la valeur suprême.

Cette affaire remet en lumière la surveillance au sein du peuple juif de la caste des prêtres. Pour en comprendre la signification, il est nécessaire d'en retracer brièvement l'histoire.

Du point de vue religieux, le peuple juif se compose de trois grandes catégories : les prêtres (cohanim), les lévites et les simples israéliens. Ces « ordres » sont héréditaires. On remarquera que les dirigeants spirituels, les

rabbin, sont choisis parmi l'ensemble des juifs en fonction de leurs connaissances, et que leurs charges n'ont jamais été héréditaires.

Les « cohanim » étaient astreints à certaines règles et restrictions. Les grands-prêtres ne pouvaient épouser qu'une vierge d'origine juive, aucun Cohen ne pouvait s'unir à une divorcée. Ils n'avaient pas le droit d'entrer en contact avec un mort ni même de pénétrer dans un cimetière ou une maison où se trouvait un cadavre.

L'histoire politique et sociale des « cohanim » a été mouvementée tout au long de l'histoire. Avant même la chute du second temple, leur prestige a baissé au profit de celui des « sages », des « rabbins ». Cependant l'espérance messianique leur confère un grand rôle. La religion juive est orientée vers l'espoir d'une reconstruction du temple de Jérusalem sous la direction spirituelle du Messie qui instaurera la paix et la justice parmi tous les humains. On conserve donc fidèlement la mémoire des lignées sacerdotales afin que le Messie attendu trouve immédiatement parmi les « cohanim » actuels les hommes destinés à mettre en pratique la volonté divine.

(Interim.)

LE COMMERCE AVEC LES PAYS ARABES

Les organisations juives de France estiment que le gouvernement a légitimé des discriminations raciales

De son côté, M. David Rude, professeur de droit, écrit dans l'organe mensuel, *Information juive*, que dirige M. Jacques Lassus. Le *Journal officiel* du 24 juillet 1977 a publié un « avis » du premier ministre relatif à l'application de l'article 32 de la loi du 7 juin 1977, qui constitue, en réalité, une décision administrative de caractère réglementaire, c'est-à-dire ayant force obligatoire. Par cet avis, le gouvernement cherche à valider sa politique, a-t-il été dit, de la loi anti-boycott.

Le gouvernement, sous prétexte d'assurer le « développement » rapide des exportations, notamment vers les pays du Proche-Orient producteurs de pétrole, a entamé, précise l'organe, des opérations commerciales effectuées en direction de ces marchés « entrant dans le cadre de la politique économique » et commerciale du gouvernement et sont donc conformes « aux directives de celui-ci ».

Autrement dit, dans des termes enveloppés, le gouvernement légitime les clauses discriminatoires, généralement incluses dans les contrats passés avec des opérateurs arabes et qui figurent aussi bien dans les dossiers soumis à la COFACE que dans ceux présentés aux établissements bancaires, accordant des crédits documentaires à l'exportation. (...) L'avis permet la discrimination dans les relations commerciales extérieures, exclusivement fondée sur l'appartenance à une race, une religion ou une ethnie. A ce titre, l'avis est fondamentalement contraire à la Constitution française. Nos craintes, sur ce point, se sont donc, malheureusement, révélées fondées.

A travers le monde

Colombie

LES EMEUTES SE SONT POURSUIVIES A BOGOTÁ le jeudi 15 septembre, après la grève générale de la veille. Des sources officielles, on indique que, durant ces deux journées, 13 personnes au moins ont été tuées et de 100 à 400 autres blessées, 4 000 auraient été arrêtées. Le couvre-feu a été maintenu dans la capitale, pour la seconde nuit consécutive. — (A.P., Reuters.)

Tchécoslovaquie

M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a posé, avec son collègue tchécoslovaque, M. Vlastimil Chalupa, les bases d'une coopération franco-tchécoslovaque dans le domaine des postes et télécommunications. L'accord de principe, signé le 15 septembre, devra être complété, d'ici la fin de l'année, par des experts qui en fixeront les modalités. (A.F.P.)

Uruguay

LA DISPARITION DE M. JULIO CASTRO, ancien codirecteur de l'hebdomadaire *Marcha*, un des plus prestigieux d'Amérique latine, nous est signalée par certains de ses amis. M. Castro serait détenu depuis le 1er août par les autorités de Montevideo, et l'on craint désormais pour sa vie. M. Castro avait, à plusieurs reprises, travaillé à l'UNESCO comme consultant. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'éducation en Uruguay et en Amérique latine.

le 21 Septembre dans 145 cinémas en France

LES GRANDS FONDS

ASIE

Laos

LE GOUVERNEMENT ACCUSE LA THAILANDE DE SOUTENIR LES MAQUIS ANTICOMMUNISTES

(De notre correspondant.)

Bangkok. — Les forces armées laotiennes ont tué soixante-deux « réactionnaires laotiens exilés » et capturé quatre-vingt-deux « rebelles anti-gouvernementaux » au cours des deux derniers mois, a annoncé mercredi 14 septembre la radio de Vientiane.

Une nouvelle fois, le régime socialiste laotien accuse certains groupes de « réactionnaires thaïlandais » de soutenir les activités « des bandits, espions et réactionnaires laotiens exilés ».

Ces accusations ont été régulièrement démenties par le gouvernement de Bangkok, qui a accusé à diverses reprises les militaires laotiens d'être à l'origine de multiples incidents armés le long du Mékong. La presse en rapporte pratiquement chaque semaine, notamment lors des passages de réfugiés fuyant le Laos. Ils sont aujourd'hui près de soixante-dix mille établis dans des camps en Thaïlande, non loin de la frontière commune.

Au moins trois groupes d'exilés laotiens anticommunistes demeurent actifs dans cette région, nous a affirmé au début du mois un officier de l'armée thaïlandaise. Il a précisé que le 27 août un groupe de quarante-trois exilés laotiens avait lancé une attaque dans la région de Vientiane contre un camp où seraient entraînés des étudiants thaïlandais ayant fui au Laos après le coup d'Etat militaire du 6 octobre 1976 à Bangkok. Selon cet officier, aucun d'eux n'a répondu à sa base de départ. — R.-F. P.

Timor-Orient

De graves dissensions au sein du Fretilin affaiblissent le mouvement nationaliste

Un violent conflit interne vient de secouer le Fretilin, mouvement nationaliste de Timor-Orient qui mène la lutte armée contre les Indonésiens depuis l'invasion, puis l'annexion, l'année dernière, de cette ancienne colonie portugaise par Djakarta. Le 7 septembre, M. Francisco Xavier de Amaral, le président du Fretilin, qui était également président de la « République démocratique de Timor-Orient » proclamée en novembre 1976, a été arrêté (ainsi que plusieurs importants responsables civils et militaires). Il est accusé d'avoir tenté d'assassiner les principaux dirigeants du Fretilin, d'avoir pris contact avec les Indonésiens en vue d'une reddition et de mener une vie de laval (seigneur féodal de la période coloniale). Il sera jugé avec ses complices par un « tribunal populaire ».

Le nouveau chef de l'Etat et du Fretilin est M. Nicolau Lobato, ancien vice-président et premier ministre, et principal responsable de la lutte contre les forces armées indonésiennes. Agé d'une trentaine d'années, c'est, comme M. de Amaral, un ancien séminariste. Le comité central du Fretilin se réunira bientôt pour procéder à de nouvelles nominations. Les responsables de la branche « extérieure » du mouvement, qui mènent la lutte diplomatique avec le soutien des anciens territoires portugais, en particulier le Mozambique, ont perdu de leur côté leurs postes de ministres. C'est le cas notamment de M. Ramon Horta, qui est remplacé par M. Mari Alkatiri.

L'apparition d'une lutte ouverte au sein du mouvement nationaliste peut être lourde de conséquences. Isolés par un strict blocus indonésien, ne recevant aucune aide matérielle ou militaire de l'extérieur, forcés de subsister sur une terre pauvre, manquant de médicaments et de matériel médical, les guerilleros du Fretilin pourront-ils résister longtemps ? Certes, ils bénéficient d'un large soutien dans la population selon les rares témoignages disponibles (les journalistes ne peuvent actuellement se rendre ni d'un côté ni de l'autre en raison de l'opposition de Djakarta) ainsi que de l'appui matériel d'une quinzaine de pays, dont les pays socialistes asiatiques et les anciennes colonies portugaises. Mais les pertes ont été sévères (les Indonésiens auraient tué une centaine de milliers de personnes sur une population d'environ six cent mille) et l'espoir d'une aide extérieure s'émousse. Bien que l'armée indonésienne, beaucoup plus nombreuse et mieux équipée, ait elle aussi beaucoup souffert des combats.

C'est dans ce contexte que le président indonésien Suharto a offert une amnistie générale à ceux des membres du Fretilin qui déposeraient les armes avant la fin de l'année. L'offre a-t-elle été entendue ? M. Xavier de Amaral et les siens ont-ils voulu céder, considérant une défaite comme inévitable ? Une chose paraît certaine : ces luttes intestines ne peuvent qu'affaiblir le Fretilin et profiter aux Indonésiens.

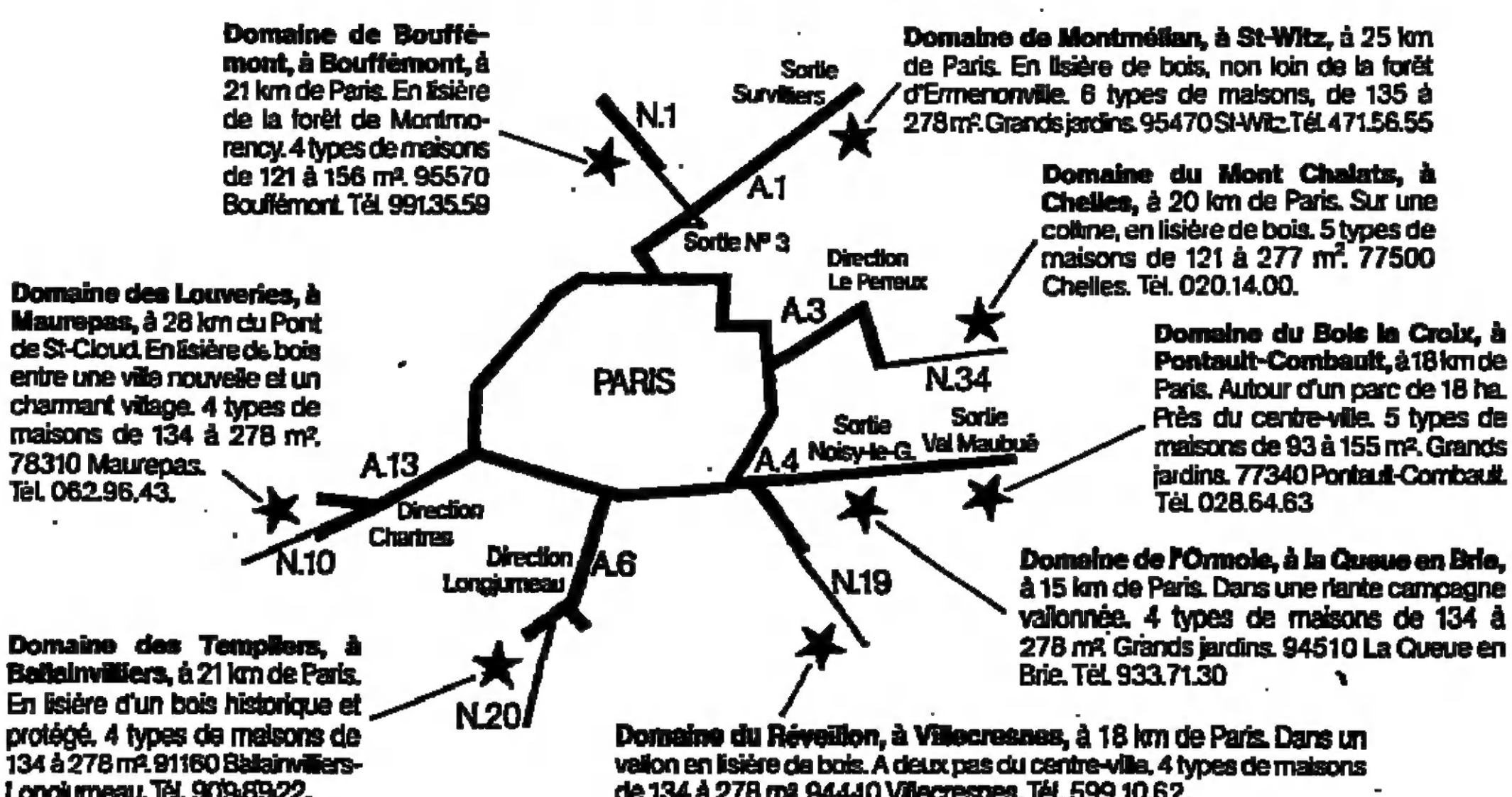
PATRICE DE BEER.

Breguet CONSTRUIT DES MAISONS DURABLES SUR LES MEILLEURS TERRAINS.



Tilleul, 227 m², 7 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².

IL Y A DES MAISONS BREGUET TOUT AUTOUR DE PARIS. VENEZ LES VOIR.



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H. Ecrivez ou téléphonez aux Domaines pour recevoir une documentation gratuite.

55.10.11.12.13.14.15.16.17.18.19.20.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.101.102.103.104.105.106.107.108.109.110.111.112.113.114.115.116.117.118.119.120.121.122.123.124.125.126.127.128.129.130.131.132.133.134.135.136.137.138.139.140.141.142.143.144.145.146.147.148.149.150.151.152.153.154.155.156.157.158.159.160.161.162.163.164.165.166.167.168.169.170.171.172.173.174.175.176.177.178.179.180.181.182.183.184.185.186.187.188.189.190.191.192.193.194.195.196.197.198.199.200.201.202.203.204.205.206.207.208.209.210.211.212.213.214.215.216.217.218.219.220.221.222.223.224.225.226.227.228.229.230.231.232.233.234.235.236.237.238.239.240.241.242.243.244.245.246.247.248.249.250.251.252.253.254.255.256.257.258.259.260.261.262.263.264.265.266.267.268.269.270.271.272.273.274.275.276.277.278.279.280.281.282.283.284.285.286.287.288.289.290.291.292.293.294.295.296.297.298.299.300.301.302.303.304.305.306.307.308.309.310.311.312.313.314.315.316.317.318.319.320.321.322.323.324.325.326.327.328.329.330.331.332.333.334.335.336.337.338.339.340.341.342.343.344.345.346.347.348.349.350.351.352.353.354.355.356.357.358.359.360.361.362.363.364.365.366.367.368.369.370.371.372.373.374.375.376.377.378.379.380.381.382.383.384.385.386.387.388.389.390.391.392.393.394.395.396.397.398.399.400.401.402.403.404.405.406.407.408.409.410.411.412.413.414.415.416.417.418.419.420.421.422.423.424.425.426.427.428.429.430.431.432.433.434.435.436.437.438.439.440.441.442.443.444.445.446.447.448.449.450.451.452.453.454.455.456.457.458.459.460.461.462.463.464.465.466.467.468.469.470.471.472.473.474.475.476.477.478.479.480.481.482.483.484.485.486.487.488.489.490.491.492.493.494.495.496.497.498.499.500.501.502.503.504.505.506.507.508.509.510.511.512.513.514.515.516.517.518.519.520.521.522.523.524.525.526.527.528.529.530.531.532.533.534.535.536.537.538.539.540.541.542.543.544.545.546.547.548.549.550.551.552.553.554.555.556.557.558.559.560.561.562.563.564.565.566.567.568.569.570.571.572.573.574.575.576.577.578.579.580.581.582.583.584.585.586.587.588.589.590.591.592.593.594.595.596.597.598.599.600.601.602.603.604.605.606.607.608.609.610.611.612.613.614.615.616.617.618.619.620.621.622.623.624.625.626.627.628.629.630.631.632.633.634.635.636.637.638.639.640.641.642.643.644.645.646.647.648.649.650.651.652.653.654.655.656.657.658.659.660.661.662.663.664.665.666.667.668.669.670.671.672.673.674.675.676.677.678.679.680.681.682.683.684.685.686.687.688.689.690.691.692.693.694.695.696.697.698.699.700.701.702.703.704.705.706.707.708.709.710.711.712.713.714.715.716.717.718.719.720.721.722.723.724.725.726.727.728.729.730.731.732.733.734.735.736.737.738.739.740.741.742.743.744.745.746.747.748.749.750.751.752.753.754.755.756.757.758.759.760.761.762.763.764.765.766.767.768.769.770.771.772.773.774.775.776.777.778.779.780.781.782.783.784.785.786.787.788.789.790.791.792.793.794.795.796.797.798.799.800.801.802.803.804.805.806.807.808.809.810.811.812.813.814.815.816.817.818.819.820.821.822.823.824.825.826.827.828.829.830.831.832.833.834.835.836.837.838.839.840.841.842.843.844.845.846.847.848.849.850.851.852.853.854.855.856.857.858.859.860.861.862.863.864.865.866.867.868.869.870.871.872.873.874.875.876.877.878.879.880.881.882.883.884.885.886.887.888.889.890.891.892.893.894.895.896.897.898.899.900.901.902.903.904.905.906.907.908.909.910.911.912.913.914.915.916.917.918.919.920.921.922.923.924.925.926.927.928.929.930.931.932.933.934.935.936.937.938.939.940.941.942.943.944.945.946.947.948.949.950.951.952.953.954.955.956.957.958.959.960.961.962.963.964.965.966.967.968.969.970.971.972.973.974.975.976.977.978.979.980.981.982.983.984.985.986.987.988.989.990.991.992.993.994.995.996.997.998.999.1000.

LA VISITE DU PREMIER

Le plan Barre et l'horizon américain

(Suite de la première page.)

Non pas que le temps paraît mesuré au premier ministre. A ses proches collaborateurs, il a l'habitude de dire que, lorsqu'on a le pouvoir, on peut parler — et agir — comme si l'éternité était devant soi et que, en tout état de cause, l'œuvre d'assainissement, commencée le 22 septembre 1976, a besoin de trois années pour porter ses fruits. Non, une autre raison, qu'on ne peut comprendre qu'en analysant un peu plus avant l'évolution qui s'est produite récemment dans le monde capitaliste en général et en Europe occidentale en particulier, explique à la fois la prudence du premier ministre et les risques que court la France dans la nouvelle conjoncture.

La fait brutal, c'est donc qu'il n'existe plus de « norme » européenne à laquelle un pays comme la France puisse se référer, sinon l'insaisissable politique de la R.F.A. qui consiste à s'isoler, jusqu'aux limites du possible, de l'inflation ambiante. Pour parvenir à leurs fins, les autorités allemandes n'ont qu'un moyen à leur disposition, comme l'avait si bien compris (pour son malheur), dès la fin de la précédente décennie, le professeur Karl Schiller, ministre des

finances de Bonn de décembre 1968 à juillet 1972. Cet efficace instrument, c'est le flottement en hausse de la devise nationale, obtenu grâce à une gestion vigilante des affaires économiques et monétaires intérieures. La réévaluation du deutschemark, qu'on peut aussi bien décrire comme la baisse continue — interrompue seulement par des pauses d'une durée plus ou moins longue — des autres monnaies sur le marché des changes de Francfort, a pour effet de ralentir considérablement le rythme auquel les prix internes allemands s'élèvent : 4 % environ actuellement, au lieu d'un peu plus de 7 % pour les prix américains.

Limiter l'ascension des prix française à un pourcentage proche de celui qui est constaté aux Etats-Unis, tel est, pour 1978, le but recherché par M. Barre. Il estime avoir de bonnes chances de l'atteindre. Les raisonnements que l'on tient à Matignon représentent, sur le terrain de la logique économique, un incontestable progrès par rapport aux discours que l'on entendait sur ce thème depuis un nombre trop respectable d'années. On fait observer que l'indice des prix, suivi mois par mois, est un indicateur plutôt mauvais d'inflation. N'enregistre-t-il pas des

hausse de nature différente dont certaines peuvent contribuer à la lutte contre l'inflation ? Par exemple, quand le gouvernement, comme il l'a fait en avril dernier, relève les tarifs des entreprises publiques (uniformément de 6,5 %), il fait monter l'indice ; mais en réduisant le déséquilibre financier de tout un immense secteur de l'économie française — ou pour être plus exact, en empêchant qu'il se dégrade encore plus vite — il contribue à deux concurrents à atténuer les tensions inflationnistes que le relèvement ait été très brutalement pour assainir la situation, cela ressort de la nouvelle et forte progression des concours budgétaires que l'Etat devra leur allouer en 1978 : 25 milliards de francs, ce qui est beaucoup plus qu'en 1977 (22,7 milliards) et ce qui représente la totalité de leurs investissements !

L'argument ne devrait surprendre que ceux qui confondent les statistiques (non interprétées) et la réalité. Le danger, dans les circonstances actuelles, est qu'il serve d'excuse ou recouvre, de la part du gouvernement, une certaine complaisance envers lui-même. Cependant, les résultats des derniers mois, en ce qui concerne justement l'indice, sont-ils si mauvais ? On ne le pense

pas à l'Hôtel Matignon. C'est ainsi que, pour 1,7 point environ, la progression de l'indice depuis le début de l'année s'explique par des « accélérateurs » tels que la flambée des cours du café et du cacao pendant l'hiver et le printemps, ainsi que par les dévaluations de la production de fruits et légumes. Si on exclut les produits alimentaires qui ont connu une évolution proprement à barreaux, le tableau se présente sous un jour plus favorable. De janvier à juillet 1976, les prix des produits manufacturés avaient monté de 4,8 % ; cette année, pendant la même période, de 4,2 %, malgré les majorations subies par les produits pétroliers et par les tarifs publics déjà cités. Pour les prix des services, la dégradation est encore plus nette : 5,9 % en 1977 au lieu de 8,1 % l'année dernière.

Pour consolider les résultats fragiles déjà obtenus, il faut franchir une nouvelle étape. M. Barre estime qu'en dépit des affirmations proférées ici ou là le consensus ne lui a pas manqué depuis douze mois. Il avait annoncé que sa politique des salaires ne garantirait plus de progression automatique et que pour 1977 il ne fallait guère s'attendre à plus que le maintien du pouvoir d'achat (qu'il a donné un coup de pouce en fin

d'année). Les Français, dans l'ensemble, ont compris ce langage ou plutôt cette nécessité, dit-on à Matignon. Pour l'année prochaine, on veut leur proposer une formule un peu améliorée de la même politique, que préfigure l'accord conclu au début de cette semaine à la R.A.T.P.

Il s'agit d'accroître dans l'opinion l'idée qu'une certaine amélioration du pouvoir d'achat n'est possible que si, non seulement les prix mais aussi les rémunérations, progressent de moins de 10 %. A supposer, comme on l'espère et le croit probable, que l'évolution des premiers s'inscrive sur une pente de 7 % « à l'américaine », alors on pourrait sans danger laisser les salaires croître de quelque 9 %. Sans brusquer l'appréhension de la conjoncture internationale (hypothèse qu'on n'écarte pas), il s'ensuivrait un progrès de l'ordre de 2 % du pouvoir d'achat.

Il y a encore quelques années, on entendait soutenir, même parmi les experts, une étrange opinion : quelle différence y aurait-il pour les salariés de voir les prix monter de 14 % ou de 8 % si, dans le premier cas, leurs rémunérations augmentaient de 15 % et dans le second de 10 % ? L'écart favorable étant de 2 % dans les deux hypothèses ? Une telle présentation des choses ignorait que l'inflation est un phénomène dynamique et que, en s'accroissant, elle ouvre inévitablement la voie à une dégradation ultérieure du niveau de vie et de l'emploi. Là encore, l'« approche » de l'économiste devenu premier ministre s'appuie sur une meilleure analyse de la réalité.

Sur ce thème, le gouvernement voudrait lancer une campagne d'explication. Ce n'est pas son fort. Dans le domaine de l'information, les dirigeants français sont encore des apprentis ; par comparaison aux efforts déployés dans les grandes démocraties industrielles, américaine et allemande en particulier.

Un bilan global

Toute idée de relance par la consommation continue à être considérée, dans l'entourage de M. Barre, comme très dangereuse et comme dénotant chez ceux qui la proposent un programme commun qu'il présente une « dangereuse méconnaissance des changements intervenus depuis quelques années dans l'économie. L'heure n'est plus aux remèdes keynésiens ou pseudo-keynésiens de stimulation de la demande. Par la modération de la croissance des charges salariales, il s'agit de rétablir progressivement la capacité de financement des entreprises. C'est la dégradation de leurs comptes d'exploitation qui a conduit à la crise. On n'en sortira pas sans une rampe en ordre de l'appareil de production. La consommation suivra, et non le contraire. La comparaison des crédits supplémentaires accordés depuis douze mois au soutien des investissements (1,5 milliards) avec la relative modicité des suppléments consacrés au minimum vieillesse (1 milliard), aux allocations familiales (1,5 milliard) et à l'allocation de rentrée scolaire (1,5 milliard) montre assez que l'orientation n'a pas changé.

Pour « tenir » les rémunérations, il ne suffit pas que le secteur public, en continuant à refuser toute formule d'augmentation « automatique », « donne l'exemple » au secteur privé. Il faut aussi que les entreprises ne puissent pas trouver auprès des banques les crédits nécessaires pour satisfaire aux revendications. C'est dire qu'il est dans les intentions du gouvernement de poursuivre sa politique d'encadrement. La « norme » fixée par l'accroissement de la masse monétaire était, cette année de 12,5 %. La progression réelle est actuellement inférieure d'un point à ce chiffre. Mais ici le gouvernement est trop enclin à faire confiance aux statistiques courantes. Pour se faire une idée de la croissance réelle des moyens de paiement, il conviendrait de tenir compte des emprunts contractés à l'extérieur. L'année dernière, la France avait, par entreprises publiques interposées, emprunté l'équivalent en devises de 21,5 milliards de francs ; l'objectif fixé pour cette année est inférieur de 4 à 5 milliards de francs à ce chiffre. Il serait de 14 à 15 milliards de francs pour 1978. On estime ces apports de fonds étrangers encore indispensables pour assurer dans de bonnes conditions le financement des programmes d'équipement des grandes sociétés nationales. On ajoute qu'il convient de considérer le « bilan global » des finances extérieures de la France et que, celles-ci devant continuer à servir à l'étranger, ces investissements, dans les circonstances actuelles, ne peuvent pas globalement être financés par l'épargne nationale. On doit donc emprunter sur le marché international des capitaux.

Difficile exercice d'équilibre, qui n'a en tout cas des chances de réussir qu'à la condition que la France n'ait pas besoin de financer en plus un déficit commercial gran-

dissant. Le premier ministre continuait-il à penser que le rétablissement graduel de la balance des échanges de biens et de services — déficit d'au moins 12 milliards de francs cette année contre 20 milliards en 1976 — reste, comme il l'a encore dit la semaine dernière devant la commission des comptes de la nation, la « priorité des priorités » ?

Plus que le chômage ? L'idée qu'on se fait de la gravité du phénomène dépend, en partie, du type d'explication qu'on avance pour le définir. Si on l'analyse du côté de la « demande » de travail, on est, comme on aime à le faire à Matignon, si une fois de plus les vieilles lois de l'économie politique et idéologiques ne s'appliquent pas. A partir du moment où le chômage est indemnié, la définition de « chômage » change. On classerait auparavant sous ce vocable ceux qui ne trouvaient pas d'emploi. Il s'agit plutôt aujourd'hui de ceux qui n'en ont pas trouvé un qui leur convienne, auquel s'ajoute, pourquoi le nier, un nombre non négligeable de gens qui, tout simplement, tirent le meilleur parti possible du dispositif d'aide prévu. Si on se contente de cette approche, on peut en arriver à estimer à « largement plus de 20 % », comme le font certains experts du gouvernement, la proportion des chômeurs plus ou moins indûment considérés comme tels. Ils ajoutent que le taux officiel de chômage constaté actuellement en France (4,9 %) est du même ordre de grandeur que celui qu'on considère encore aux Etats-Unis comme correspondant au plein emploi.

Mais faut-il rappeler au gouvernement qu'une interprétation de la réalité fondée exclusivement sur une analyse de la demande ne fournit qu'un demi éclairage ? C'est un fait que les entreprises n'« offrent » plus de travail qu'au compte-gouttes. Cela est une autre face de la réalité qui a de profondes répercussions sur le sort des jeunes et des moins jeunes dans leur quête vaine d'un travail. Aussi le chef du gouvernement redoute-t-il particulièrement une aggravation de la conjoncture internationale, et cela d'autant qu'il ne croit pas aux remèdes de la relance par la consommation (au contraire des Britanniques). Les Américains, il s'en souvient, ont la modération dont font preuve Japonais et Japonais dans leurs propres programmes de soutien de l'activité. De cette préoccupation il fera part au président Carter (avec qui il doit surtout s'entretenir) de politique extérieure et de défense, et aux responsables de la politique économique et monétaire des Etats-Unis. Il insistera surtout auprès d'eux sur la nécessité de maintenir un dollar stable au moment où, avec la France, la plupart des pays européens, à l'exception de l'Allemagne fédérale et de ses partenaires — « moins ou moins nombreux — du « serpent », se sont donné pour objectif de maintenir un taux de change stable avec la devise américaine, comme du temps où le système de Bretton-Woods fonctionnait encore.

PAUL FABRA.

Le voyage de M. Peyrefitte au Canada

LA FRANCE ET LE QUÉBEC POURRAIENT CRÉER UNE « GRANDE COMMISSION MIXTE »

S'entretenant avec quelques personnalités du voyage officiel qu'il vient d'entreprendre au Québec, puis à Ottawa, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a confirmé le désir évident du Québec de relancer la coopération avec la France, qui stagnait quelque peu depuis 1971. Les autorités québécoises demandent qu'une « grande commission mixte » de coopération soit créée entre la France et le Québec. Les accords franco-québécois de 1967 évoquaient déjà l'éventualité, à la demande du Québec, de rencontres périodiques au niveau des ministres.

M. Peyrefitte a indiqué que la demande québécoise demandait « réflexion ». La visite officielle que M. René Lévesque, le premier ministre québécois, effectuera en France au début novembre pourrait être l'occasion de la mise en place d'une telle « grande commission de coopération » dont l'objet se limiterait aux domaines définis depuis de nombreuses années par l'accord cadre de coopération.

Évoquant sa visite à Ottawa, M. Peyrefitte a déclaré qu'elle était déroulée dans de bonnes conditions. Il avait confirmé aux autorités fédérales que la politique française à l'égard du Canada restait délimitée par deux principes essentiels : celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures du Canada, notamment dans les rapports entre Ottawa et le Québec, et celui de « non-indifférence » et même « sympathie équilibrée » à l'égard du Québec. La France ne saurait rester indifférente au « fait français » au Canada.

MINISTRE A WASHINGTON

Barre s'élève contre le protectionnisme



Le nouveau Terre Humaine



Printemps Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil
Italie-Galaxie/Brumell Rosny 2

Brumell

Pull-over,
100 % laine shetland
contrôlée Woolmark.

75F

WOOLMARK.
LE MEILLEUR DE LA LAINE.

QUINZAINES DU TRICOT JUSQU'AU 24 SEPTEMBRE.

سكزا من الأمل

VISITE DU PREMIER on américain

Washington. — La première journée de M. Barre à Washington, jeudi, a été écopée dans l'actualité locale par l'affaire Lance, puisque le directeur du budget commençait, ce jour-là, à répondre à ses détracteurs devant la commission des affaires gouvernementales du Sénat (la présence du premier ministre empêchant d'ailleurs M. Carter de suivre à la télévision la déposition de son homme de confiance, ce qui le dispensa de porter, à ce stade, un jugement). Elle n'en avait pas moins débuté dans une atmosphère favorable. L'accueil à 10 h. 30, sur le perron de la Maison Blanche, M. Carter a prononcé un discours chaleureux, mentionnant rituellement la contribution française à l'indépendance américaine, mais faisant aussi un éloge vigoureux du programme économique du premier ministre « dont le succès va causer un grand plaisir, l'un qui est, au peuple français aussi ». M. Barre, sans doute pour répondre

aux commentaires faisant état d'une « visite électorale », a rappelé, par deux fois, que son séjour était dû à une invitation américaine et que son but était de décrire la politique de la France « dans sa dignité et sa continuité ».

Les entretiens de la Maison Blanche comportaient deux parties : M. Carter et Barre eurent d'abord un tête-à-tête sans interprète, au cours duquel, apprit-on de sources françaises, le premier ministre se lança dans un vigoureux plaidoyer en faveur de Concorde. Tout en comprenant fort bien les aspects judiciaires et constitutionnels du problème, dit en substance M. Barre, le gouvernement français et l'opinion considéreraient une interdiction définitive du supersonique, à New-York, comme une mesure « discriminatoire, arbitraire et désagréable », pour reprendre l'expression du juge Polak, en bref, contrairement aux principes de « compétition honnête » préconisés par les Américains eux-mêmes. Paris estime, en outre, que l'administration fédérale doit prendre position sur cette affaire et que la décision attendue le 24 septembre, en ce qui concerne l'aéroport Dulles à Washington, devrait être conforme aux principes exposés par M. Coleman, secrétaire aux transports dans le précédent cabinet.

M. Barre s'éleva également contre le « bill Anderson », qui lui paraît traduire une démarche protectionniste tout à fait fautive. Il s'agit d'un projet de loi déposé le 3 août par M. Anderson, représentant démocrate de Californie, aux termes duquel toute compagnie aérienne voulant bénéficier d'un programme fédéral de 2 milliards de dollars d'aide pour la réduction du bruit, devra prouver que les avions concernés ont été fabriqués, pour 50 % au moins, aux Etats-Unis. Ce texte pourrait notamment empêcher l'exécution du contrat passé par la compagnie Eastern Airlines pour la location d'avions Airbus.

On ne connaît pas la réponse du président américain sur tous ces points, mais il semble que M. Carter n'ait pas été en état de faire connaître des maintenant la décision qu'il prendra le 24 septembre à propos de Concorde. Il recruta d'ailleurs, lundi et mardi prochains, deux groupes de congressistes, partisans et adversaires du supersonique, pour entendre leurs arguments. Ce n'est qu'après ces audiences qu'il arrêtera sa position.

La crise du Proche-Orient.
M. Barre poursuivit ensuite ses entretiens avec M. Carter en présence des deux délégations. Etaient présents du côté français, MM. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, Kozlowski-Morizet, ambassadeur de France à Washington jusqu'en octobre, de Laboulaye qui lui succédera à partir de novembre et qui est directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, et Jean-Claude Paye, conseiller diplomatique du premier ministre. Du côté américain, MM. Mondale, vice-président, Vance, secrétaire d'Etat, Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, Brzezinski, conseiller du président pour les affaires étrangères, Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, participèrent notamment à l'entretien.

M. Barre commença par parler du Proche-Orient, attirant l'attention de ses hôtes sur les dangers de la situation dans cette région et la nécessité de faire des progrès vers un règlement avant la fin de l'année. Il y va notamment, fit-il valoir, non pas seulement de la survie de gouvernements arabes modérés, mais aussi du problème encore plus aigu que poserait, sur le plan pétrolier, la reprise des hostilités. M. Carter sembla avoir mis en avant les difficultés rencontrées, notamment celles tenant à l'indépendance de jugement d'Israël, mais sa volonté d'agir impressionna favorablement, dit-on, ses hôtes français.

On parla ensuite de l'Afrique australe et plus longuement de la non-prolifération nucléaire. M. Barre confirma l'accord de la France pour participer, dans le cadre du « programme d'évaluation du cycle des combustibles », lancé par le « sommet » de Londres, en mai, à une conférence convoquée à Washington pour le 21 octobre afin de déterminer des règles internationales en matière d'équipement nucléaire. Paris y met comme condition que l'O.R.S.S. y participe aussi et qu'aucune atteinte ne soit portée, pendant la durée de l'étude en question,

M. WIBAUX EST NOMME AMBASSADEUR EN GUINÉE-BISSAU ET AU CAP-VERT
Le Journal officiel de ce vendredi 16 septembre publie la nomination de M. Fernand Wibaux comme ambassadeur en Guinée-Bissau et au Cap-Vert. M. Wibaux conserve simultanément son poste d'ambassadeur à Dakar, où il a été nommé le 6 juin 1977 (le Monde du 4 juin).

Les questions pétrolières
Le président américain chargé son hôte de ramener M. Giscard d'Estaing pour le télégramme de soutien envoyé par ce dernier après la signature du traité sur le canal de Panama. La situation intérieure française n'a pas été évoquée, précise-on des deux côtés, pas plus que l'éventualité de sanctions françaises si une décision négative était prise sur Concorde : « Dans ces cas-là, on n'agit pas ses

à l'approvisionnement de la France en produits nécessaires à son industrie nucléaire (les Américains voudraient, eux, que les transferts de technologie et d'équipement soient suspendus jusqu'à ce que des règles internationales aient été mises au point). Enfin, sur le plan de la procédure, la France considéra cette réunion comme une conférence d'experts sans pouvoir de décision : les Etats-Unis parlent, eux, de « réunion gouvernementale à niveau moyen » et souhaitent qu'une action soit entreprise le plus tôt possible.

ressa notamment aux possibilités d'investissements dans cet « immense marché » et aux mesures à prendre pour faciliter l'installation en plus grand nombre de Français à l'étranger.

La journée se termina par un dîner d'une vingtaine de couverts à la Maison Blanche. Prenant la parole après le divertissement musical de rigueur, le premier ministre fit un exposé sur la politique française en matière d'énergie et souhaita un plein succès au programme lancé par M. Carter dans ce domaine : Paris estime, en effet, que l'augmentation continue des importations américaines de pétrole est de nature à déséquilibrer le marché mondial de ce produit et, en aggravant le déficit commercial américain, à perturber encore un peu plus la situation monétaire internationale. Un représentant du Minnesota, M. Fraser, interrogea le premier ministre sur la politique française en matière de surrégénérateurs, ce qui donna l'occasion à M. Barre de rappeler qu'un pays comme la France, dépourvu de ressources énergétiques naturelles, ne peut se payer le luxe de gaspiller l'uranium.

MICHEL TATU.

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de bord
vrai et cruel d'un
Terre-Neuvas.
La fin de la
Grande Pêche.
Collection dirigée par
Jean Malaurie
Plon

Le nouveau
Terre Humaine

Jean Recher
Le grand
métier
Journal d'un
capitaine de pêche
de Fécamp
Avec les
travailleurs de la
mer, le livre de

EUROPE

APRÈS L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DU PATRONAT OUEST-ALLEMAND

Comment faire face à la violence ?

(Suite de la première page.)

Venant de Jean Genet, ce texte ne surprend pas. Voici bientôt trente ans, constatant l'engouement qui, dans l'intelligentsia parisienne — de Jean Couteau à Jean-Paul Sartre, — avait accueilli les premiers écrits — superbes — de l'auteur de *Notre-Dame des Fleurs*, je me demandais si son intention n'était pas de démorale- liser, au sens radical du terme, la conscience de l'Occident. L'auteur des *Paravents* semble près d'y réussir ! Ses idées — mais elles n'ont pas cette forme exemplaire — inspirent des journaux comme *Rouge ou Libération*, sans même parler de la presse underground. Mais pourquoi le *Monde* leur

donne-t-il audience ? D'aucuns accusent ce grand journal d'avoir « choisi la subversion » ! Je n'en crois rien. Le *Monde* a été à son tour mignon : un point de vue qui s'exprime à contre-courant de l'opinion dominante mérite toujours d'être pris en considération, surtout s'il émane d'un grand écrivain ! J'ai poursuivi ma lecture, et j'ai retrouvé dans cet article, choisis bien des traits qui figuraient, naguère, dans les poétiques et brûlantes réclames du premier Genet : le goût de la violence, voire l'apologie du crime, des qu'ils émanent de hors-la-loi ; une sorte d'inversion généralisée, qui conduit à baptiser Mal le Bien et à sanctifier le Mal (« Je volerais pour être un voleur »).

La Rote Armée Fraktion est d'une terrible simplicité : « Qui ne s'arme pas meurt », disait Ulrike Meinhof, en mai 1970. Qui ne meurt pas est enterré vivant : dans les prisons, les maisons de rééducation, dans les trous des cités satellites, dans le sinistre béton des tours résidentielles. »

Pour éviter un sort aussi horrible, tout est bon ! C'est pourquoi, après avoir commis d'innombrables attentats au pistolet, haid-up et vols en tout genre après 54 — cinquante-quatre — tentatives de meurtre et 5 assassinats, Ulrike Meinhof a préféré la mort à la prison à vie, devenant ainsi une martyre. Car sous ce nihilisme démentiel se cache un calcul politique : puisque le capitalisme paraît indestructible (du moins en Allemagne), eh bien ! précipitons l'arrivée du fascisme au pouvoir ! A force d'exactions et de crimes, accablons la bourgeoisie à sa défensive : elle fera appel à des durs. Le peuple fera donc l'expérience du fascisme... et il pourra ainsi accéder, après la destruction inévitable de ce dernier, au socialisme libéral et paradisiaque que nous lui promettons tous.

Victimes d'une sorte de loi du bouc-émissaire, les dictateurs eux-mêmes ont vu se retourner contre eux les armes qui auraient dû les rendre invulnérables.

Hitler et Mussolini n'avaient pas prévu leur fin misérable ; Hitler ne savait pas que les morts d'Auschwitz et de Bergen-Belsen, reviendraient à vite crier vengeance contre leurs bourreaux. Staline n'avait pas prévu que les survivants obligeraient son nom. Mais les démocrates elles-mêmes, lorsqu'ils usent, par une sorte de commodité misérable — et, on voudrait le croire, à leur corps défendant — de ce que Jean Genet devrait appeler — s'il était juste — une contre-terreur, en paient cherement le prix. La France a payé le bombardement d'Alphington et la lecture en Algérie d'Angela- terre paiera la répression en Tunisie du Nord. Les Etats-Unis eux-mêmes n'ont pu indéfiniment continuer la guerre au Vietnam.

Mais la question reste posée partout et pas seulement en Allemagne : devant la violence, que faire ? On discute la peine de mort, on s'indigne parce que l'assassin d'une mineure — coupable de viol avec tortures — est monté sur la guillotine. La peine de mort, il est vrai, ne correspond guère à la mentalité d'une société libérale avancée. Mais justement, sommes-nous une société si avancée ? Mais laissons la peine de mort qui n'est plus qu'une triste survivance. Faut-il priver de liberté les ennemis de la liberté ? Méritent-ils

ce droit que nous voudrions leur accorder au nom de nos principes et qu'ils nous refusent au nom des leurs ?

Hier, tout était plus simple. Une barrière séparait les bons des méchants. En gros, les bons occupaient le dessus du panier ; le pouvoir leur appartenait. La force allait avec le droit ; tant pis pour ceux qui contestaient ! Mieux valait une injustice qu'un désordre. Au premier signe de rébellion, on s'empressait de punir. Le pilori, le fouet, le fer rouge sanctionnaient des écarts que nous trouverions bénins. Pour un coup de couteau donné à Louis le Bien-Aimé, Damien était exécuté ; on versait du plomb fondu dans ses plaies. Chez nous, bien après la proclamation des Droits de l'homme, le bourreau tranchait un poignet aux parricides. Les exécutions capitales étaient des fêtes. Les dames, dans leurs abours, paraient aux fenêtres et donnaient leur avis sur le savoir-faire du bourreau.

Trop humaine

La société n'avait pas manqué de conscience. Punir, c'était rétablir l'ordre. La prison, les galères ne se proposaient pas d'amender le criminel, de le réintégrer dans la société ; il s'agissait de l'exclure. Aujourd'hui, la société n'est plus sûre de son droit. Chacun la persuade qu'elle est coupable. Comment n'hésiterait-elle pas à sévir ?

Il faut pourtant conclure. Et d'abord, dire très haut que nous n'avons pas à juger le peuple allemand. Nous n'avons pas si

bonne conscience ! Pourquoi aurait-il toujours tort ? Mais nous pouvons souhaiter que, dans la tâche difficile qui est la sienne et qui consiste à sauver, non seulement une vie humaine, mais la liberté de chaque citoyen, le gouvernement de Bonn garde la mesure et ne se laisse pas entraîner, comme le voudraient ses pires adversaires, dans le cycle implacable de la violence et de sa répression. Plus l'expression, plus la manifestation des opinions seront libres, et moins la violence révolutionnaire sera légitime, moins elle aura d'occasions de s'exprimer. L'Allemagne, nous le savons bien, n'est pas « inhumaine », comme le prétend Jean Genet, elle est au contraire molle, alanguie, gourmande, confortable, oublieuse de toute idéologie. — bref, presque trop humaine.

Chaque crime de la Fraction armée rouge risque de réveiller de vieux démons qu'on pouvait croire oubliés. Mais sommes-nous si sûrs qu'ils ne se réveilleraient pas chez nous, si les mêmes crimes étaient commis ? A l'universalité de la terreur devrait être opposée l'universalité de la justice. Nous en sommes encore loin. C'est ici que la non-violence nous interpelle. Peut-être nous donnera-t-elle demain la réponse, que « l'Étoile », ni les colonels, ni Jean Genet, n'ont pu jusqu'ici nous apporter.

PIERRE DE BOISDEFRELL

(2) La Fraction rouge (Le Monde daté 11-12 septembre).

La société bourgeoise et le mal

Puisque la bourgeoisie est le mal (« Je préférerais mille fois vivre dans la société des SS que dans celle des bourgeois », disait Genet, vers 1950, à Couteau, émerveillé), l'Allemagne fédérale, ce modèle pittoresque de société bourgeoise, sera donc le Mal absolu. Dans cet « extrême gauche à l'Est, et le plus offensif », des gouvernements des Etats-Unis, se perpétuerait « une logique devenue folle ». A cette « Allemagne inhumaine, vouée par l'Amérique », la Rote Armée Fraktion ne ferait qu'opposer « une violence héroïque ». Dans ces conditions, et toujours en vertu de la même logique, la Russie — surtout la Russie stalinienne — ne peut être elle-même que l'asile de l'innocence et le rempart de la liberté ! Certains « détails rapportés par les kreninologues... qui ont tant de signification que les écarts sentimentaux de la reine d'Angleterre » ne doivent pas nous abuser : le Goulag n'a jamais existé, parce que la politique soviétique « n'est jamais en défaut ». En toute circonstance, elle « a pris toujours la parti du pays le plus faible, le plus démuné ». Quant à la Rote Armée Fraktion, qui vit « dans son esprit et dans son corps », la misère, du tiers-monde, elle a le grand mérite d'avoir tiré de leur état léthargique les contestataires occidentaux. Elle a su leur opposer à la « dentelle angélique, spirituelle, humaniste » des révoltes françaises de mai 1968 —

— dont « les jeux nocturnes de rues » relevaient, paraît-il, « plus de la danse que du combat » (sic) — la violence aux mains nues (pas si nues...) de la guérilla urbaine.

Désormais, tout est clair. Honneur à ceux qui, comme les terroristes du Munich palestinien, comme les guérilleros de l'IRA, comme les maquis brésiliens ou andins, comme les combattants de la « bande à Baader », enlèvent, pillent et tuent, puisqu'ils le font au nom de la liberté... du tiers-monde ! Peu important les bavures — tant reprochées à la « brutalité » policière ! L'autre été, un jeune Allemand enlevé par un commando Baader-Meinhof a été rendu à son père après qu'on lui eût brisé les bras et les jambes à coups de barre de fer, — ce ne sont que des égratignures, les premiers effets d'une aiguille bien plantée « dans la chair trop grasse de l'Allemagne » !

Jean Genet ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement, puisqu'il plaide pour les terroristes emprisonnés. Mais la logique de

Admirable raisonnement... qui fait si des morts et de la souffrance humaine. Mais aussi, calcul imbécile ! Maurice Duverger l'a parfaitement montré dans les colonnes du *Monde* (2). A moins d'une guerre mondiale (mais peut-être la souhaitent-ils ?) les terroristes de l'ultra-gauche n'auraient aucune chance de reconquérir le pouvoir après l'avoir donné, dans de telles conditions, à leurs pires adversaires.

Peut-on convaincre ces fous furieux ? N'est-il pas déjà trop tard ? Comment résoudre ce problème angossant : défendre une société d'hommes libres — et qui veulent le rester — sans employer les moyens de ceux qui veulent la détruire ? Jusqu'où peut aller la légitime défense ?

La fin et les moyens

Ce n'est pas un problème nouveau : depuis que le monde existe, nous n'avons cessé de nous demander si la fin justifiait les moyens. Les tyrans ont toujours répondu oui, et les moralistes non : la fin ne s'accommodait pas de n'importe quels moyens. L'expérience, à défaut de la morale, finit toujours par donner tort à ceux qui n'ont aucun scrupule.

Je souhaiterais donc que les journalistes français, et surtout ceux de la gauche, s'efforcent d'analyser plus finement et plus correctement la situation en Allemagne, en dépassant des points de vue anti-allemands. Car souvent, hélas ! on a l'impression que, pour la gauche française, les terroristes sont les « bons Allemands » et que tous les autres représentent l'Allemagne inhumaine et réactionnaire. La gauche allemande, il est vrai, n'a jamais compris la prise de position erronée de Jean-Paul Sartre, après sa visite spectaculaire dans la prison de Stammheim, et la sympathie aveugle des gauchistes français pour les terroristes qui s'en ensuivit.

Néfaste aussi pour la gauche en France

Maurice Lucbert (Le Monde des 7 et 8 septembre) explique les raisons de la « maladie d'Allemagne », tout en citant « les villes-fortresses de béton » ou le régime de la consommation, le chômage des jeunes, etc. Mais tout cela n'est pas une explication sincère du terrorisme, car il ne s'agit point d'une maladie allemande, voyons, mais de la maladie du système capitaliste qui règne, et je vais bien, autant en France qu'en Allemagne.

Je souhaiterais donc que les journalistes français, et surtout ceux de la gauche, s'efforcent d'analyser plus finement et plus correctement la situation en Allemagne, en dépassant des points de vue anti-allemands. Car souvent, hélas ! on a l'impression que, pour la gauche française, les terroristes sont les « bons Allemands » et que tous les autres représentent l'Allemagne inhumaine et réactionnaire. La gauche allemande, il est vrai, n'a jamais compris la prise de position erronée de Jean-Paul Sartre, après sa visite spectaculaire dans la prison de Stammheim, et la sympathie aveugle des gauchistes français pour les terroristes qui s'en ensuivit.

Que, enfin, la gauche française cesse de sympathiser avec les terroristes allemands ! Que, enfin, la gauche française comprenne à quel point le terrorisme allemand est néfaste pour le mouvement de gauche en Allemagne, qui lutte pour un socialisme démocratique. Néfaste, pas seulement pour la gauche en Allemagne, mais aussi, à long terme, pour la gauche en France.

BERGOTTE ROCHONNETTE, professeur de philosophie à Munich.

La contagion

Le film *Hitler, une carrière*, je le juge très nuisible. Ici à Heidelberg et à Munich par exemple, il est présenté depuis dix semaines. N'est-ce pas, une telle masse de spectateurs veut être informée, pas salutairement bouleversée. Les abominations de Majdanek et d'Auschwitz, ce film ne les montre pas.

Je vois la caractéristique de notre misère socio-politique dans ces faits, peut-être généralement moins pris en considération : 1) Adolf Hitler a pris le pouvoir non par un coup d'Etat proprement dit, mais légalement — un cas, il me semble, assez singulier dans l'histoire.

2) Nous ne nous sommes pas libérés de la tyrannie nous-mêmes, mais nous avons été libérés de dehors.

3) Après l'effondrement du national-socialisme, pour la re-

Aussi libres qu'en France

Il est absurde de supposer que le gouvernement allemand, qui se compose de sociaux-démocrates et de libéraux, établisse un nouvel Etat policier allemand. L'hypothèse selon laquelle la population allemande d'aujourd'hui réagit dans le fascisme est fautive de même. Un sectarisme néo-nazi et une réminiscence hitlérienne ne peuvent certainement pas détruire la démocratie allemande.

ALFONS BERG (Heidelberg).

En tant que Française mariée à un Allemand et travaillant à Francfort, je crois pouvoir me permettre quelques réflexions à propos de l'article de Jean Genet

suivi il y a eu énormément à redire. Par exemple, je n'ai jamais entendu dire que la Rote Armée Fraktion (RAF) soit tellement partisans de la politique de l'Union soviétique ! Par ailleurs, malgré l'anticommunisme primaire qui règne en R.F.A., il existe ici un parti communiste allemand (D.D.P.) qui compte malgré tout 40 000 membres et a certainement plus de poids dans la vie politique allemande qu'une quelconque organisation terroriste anarchiste. Si l'en était pas ainsi, ses membres ne se verraient pas l'objet de poursuites incessantes et surtout d'une chasse aux sorcières qui n'arrête pas de s'aggraver : je crois que le mot « Berufsverbot » (= interdiction professionnelle) commence à être suffisamment connu dans toute l'Europe pour ne pas avoir besoin de m'étendre sur ce sujet.

En tant que Française mariée à un Allemand et travaillant à Francfort, je crois pouvoir me permettre quelques réflexions à propos de l'article de Jean Genet suivi il y a eu énormément à redire. Par exemple, je n'ai jamais entendu dire que la Rote Armée Fraktion (RAF) soit tellement partisans de la politique de l'Union soviétique ! Par ailleurs, malgré l'anticommunisme primaire qui règne en R.F.A., il existe ici un parti communiste allemand (D.D.P.) qui compte malgré tout 40 000 membres et a certainement plus de poids dans la vie politique allemande qu'une quelconque organisation terroriste anarchiste. Si l'en était pas ainsi, ses membres ne se verraient pas l'objet de poursuites incessantes et surtout d'une chasse aux sorcières qui n'arrête pas de s'aggraver : je crois que le mot « Berufsverbot » (= interdiction professionnelle) commence à être suffisamment connu dans toute l'Europe pour ne pas avoir besoin de m'étendre sur ce sujet.

Quant à la version de l'Allemagne inhumaine, je me contenterai de dire que la R.F.A. — heureusement — est encore loin d'être un Etat fasciste, malgré un certain nombre de signes révélateurs d'une évolution en ce sens qui ne peuvent qu'inquiéter à la vigilance. Il ne faut tout de même pas exagérer à ce point. Je ne suis certainement pas de ceux qui embellissent l'image de l'Allemagne actuelle et je combats où je peux les interdictions professionnelles, la course aux attentats et l'aggravation de la répression, mais je suis persuadée que ce sont précisément des groupes comme la RAF qui rendent cette lutte encore plus difficile. Bref, ce ne sont pas les actes de la RAF qui risquent de donner un jour à Silvia Gindoff une place dans la fonction publique, pour résumer en une phrase où je veux en venir. Ce ne sont pas eux qui mettront fin à la discrimination et à la calomnie dont font l'objet la gauche tout entière et même ses sympathisants.

GENEVIEVE VAN OYEN, Francfort-sur-le-Main (R.F.A.).

FRITZ RENNEN (Munich).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

ALFONS BERG (Heidelberg).

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

Modèle TRECA
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e ■ Métro Parmentier
Tel. 357.46.33

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

amérique latine

Musique de qualité : disques et cassettes. Importation exclusive.
En plus : livres, presse, guides, cartes géographiques.
Méthodes audio-visuelles, diapositives, drapeaux, etc. du Brésil et de toute l'Amérique Latine, de la Pérouse librique et des nouveaux pays Africains de langue Portugaise.
Bibliothèque des pays de langue espagnole et portugaise (sont incluses l'Amérique Portugaise et Brésilienne).
18, rue des Ecoles, Paris-VI - Tél. : 033.48.16 - Métro Maubert-Mutualité.
(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

collection automne-hiver

Chloé

3 RUE DE GRIBEAUVAL (7^e) BAC-ST-GERMAIN

553 من الأصل

EUI

Des centaines de travailleurs
ont été violemment
menacés de Whitehall

Italie

Les Jésuites expliquent la nécessité
des compromis historiques



Moscow

AUSTRIAN AIRLINES

EUROPE

Grande-Bretagne

Des députés travaillistes attaquent violemment les « mandarins de Whitehall »

De notre correspondant

Londres. — Après deux ans d'études, une commission d'enquête de la Chambre des communes recommande dans son rapport final, rendu public le 15 septembre, de renforcer le contrôle du Parlement et des ministères sur les hauts fonctionnaires. Il s'agit d'éviter que, comme souvent dans le passé, les « mandarins de Whitehall », ne bloquent ou ne freinent des réformes envisagées par des responsables politiques. Le rapport traduit aussi le souci d'empêcher que ne se développe une caste de bureaucrates, issus d'un même milieu, qui administrerait le pays sans contrôle politique. Le rapport conclut cependant sur une appréciation favorable du Civil Office qui, à son avis, « sert bien, dans l'ensemble, le pays », mais il recommande un certain nombre de mesures propres à élargir son recrutement, à renforcer son contrôle parlementaire et à améliorer la formation et le traitement de son personnel.

Un groupe important de députés travaillistes a insisté pour ajouter au rapport de la commission un chapitre très critique sur le Civil Office. Ce chapitre a été rédigé par M. Sedgmore, secrétaire privé de Tony Benn, ministre de l'énergie et chef de file de la gauche du Labour.

Les conclusions de M. Sedgmore ont été repoussées par la commission d'enquête par 15 voix contre 11. Elles n'en ont pas moins été publiées. Elles attaquent vigoureusement les hauts fonctionnaires qui « confondent l'intérêt national avec celui de leur classe » et « s'arrogent un pouvoir qui appartient au peuple et à ses représentants ». « La bureaucratie britannique est plus dangereuse que d'autres parce qu'elle est intelligente et travaille dur », estime M. Sedgmore.

M. Sedgmore accuse des « bureaucrates » de s'être opposés, par des manœuvres ou par la simple force d'inertie à la politique du gouvernement travailliste, notamment au ministère de l'Industrie où ils auraient « saboté » l'interventionnisme de l'Etat. « Il serait absurde, ajoute-t-il, de ne pas reconnaître que le gouvernement travailliste, qui cherche à orienter la société vers le socialisme, a plus de difficultés avec les hauts fonctionnaires que les gouvernements conservateurs ».

M. Sedgmore est particulièrement sévère pour le Foreign Office : « La mentalité de Vichy » règne dans certaines directions où être un « bon Européen » signifie être prêt à abandonner les intérêts britanniques », écrit-il.

Le ministère de l'Intérieur est, selon M. Sedgmore, truffé de « réactionnaires ». Les hauts fonctionnaires, sortis dans leur grande majorité d'Oxford ou de Cambridge, n'ont pas « compris leur rôle dans la société. Il y a un conflit entre leur intelligence supérieure et l'insuffisance de leur expérience et de leurs connaissances pratiques ».

Les remarques de M. Sedgmore ont provoqué des réactions dans les milieux politiques dans la mesure où elles reflètent les vues d'un grand nombre de députés travaillistes. M. Sedgmore se propose de soumettre son rapport au comité national du parti travailliste pour qu'il soit inclus dans le programme électoral du Labour.

HENRI PIERRE.

Autriche

LE GOUVERNEMENT ENTEND LUTTER CONTRE LES ABUS DES PRIVILÉGES FISCAUX

(De notre correspondant.)

Vienne. — Pour la première fois depuis la fin de la guerre, plusieurs milliers de travailleurs indépendants autrichiens (commerçants, membres de professions libérales, chefs d'entreprises) ont manifesté, le mardi 13 septembre, dans les rues de Vienne, pour protester contre un projet de loi du gouvernement socialiste touchant à certains de leurs privilèges fiscaux. Les manifestants, venus de toutes les provinces du pays, répondaient à l'appel de la Fédération économique du parti populiste d'opposition (tendance chrétienne-démocrate).

Le projet de loi gouvernemental prévoit notamment de limiter les avantages fiscaux liés à la possession d'une voiture pour le travail et de réduire les tarifs kilométriques déductibles des impôts. Il crée en outre un impôt sur le « capital social » des entreprises. Jusqu'à maintenant, ces dernières pouvaient réaliser une réserve financière, non imposable et elle était destinée à payer les compléments de retraite et les primes de licenciement des employés. Or certains chefs d'entreprise n'utilisent pas la totalité de cette réserve pour le but auquel elle est destinée.

Un lourd déficit de la balance commerciale

C'est aux abus liés à ces avantages fiscaux que veut s'attaquer le gouvernement de M. Kreisky. Il s'agit pour celui-ci de tenir compte de la situation budgétaire du pays (44 milliards de schillings de déficit en 1976 contre 37 milliards en 1975) (1), qui exige de sérieuses mesures de réajustement. L'Autriche souffre également d'un très lourd déficit de sa balance commerciale : un peu plus de 53 milliards de schillings en 1976 contre quelque 30 milliards en 1975. A en juger par les résultats du premier semestre, ce solde négatif risque d'être encore plus élevé cette année. Une grande partie de ce déséquilibre est causée par l'importation de voitures de tourisme. L'Autriche ne disposant pas encore d'usines de construction automobile malgré ses efforts pour attirer en particulier la firme Porsche.

En organisant la manifestation de Vienne, le parti populiste a saisi l'occasion d'exploiter le mécontentement d'une partie de la classe moyenne, particulièrement attachée à ses privilèges, et déjà sensibilisée aux pressions fiscales. L'appel de consultations électorales dans plusieurs provinces autrichiennes renforce aussi actuellement la combativité de l'opposition. Toutefois, les arguments avancés par les populistes dans cette affaire sont en contradiction avec les critiques sévères qu'ils formulent régulièrement contre la politique économique et budgétaire du gouvernement. Ils ne se font pas faute, en effet, de reprocher aux socialistes leurs « gaspillages et de leurs cadeaux fiscaux ». — A. R.

(1) Un schilling autrichien vaut environ 0,30 F.

Italie

La revue des jésuites explique la nécessité et les limites du « compromis historique »

De notre correspondant

Rome. — Le dernier numéro de *Civiltà Cattolica*, revue des jésuites, contient deux articles qui ne passent pas inaperçus. Le premier est une note de l'abbé Antonio Caruso approuvant le récent accord gouvernemental entre la démocratie chrétienne et le parti communiste en Italie ; le second, signé du Père Bartolomeo Sorge, rédacteur en chef, affirme la nécessité d'une « confrontation laïque et ouverte » avec le marxisme. Confondant les deux articles — ce qui donne évidemment plus de relief aux considérations politiques — l'Unità, organe officiel du P.C.I., salue en premier page, ce vendredi 16 septembre, « l'étude de grand intérêt du Père Sorge ».

L'établissement du programme gouvernemental commun était nécessaire, estime *Civiltà Cattolica*. Il s'agit d'une « collaboration, limitée et bien définie, pour éviter au pays des maux plus graves ». Cette affirmation est intéressante, car l'Eglise avait gardé le silence jusqu'à présent sur l'accord du 4 juillet. Or, la revue jésuite — dont les articles sont soumis avant publication à la secrétairerie d'Etat du Vatican — passe pour exprimer le point de vue du Saint-Siège, ou tout au moins d'une partie de la curie. Il est clair cependant que l'ex-substitut, Mgr Giovanni Benelli, devenu cardinal, archevêque de Florence, n'était pas favorable à un rapprochement de la démocratie chrétienne et du P.C.I.

Civiltà Cattolica souligne bien cependant qu'il ne s'agit pas d'une « expérience irréversible » ni d'un premier pas vers le

« compromis historique » voulu par les communistes, ce qui équivaudrait à un « suicide de la démocratie chrétienne ».

Le Père Sorge lui-même, dans ces considérations de politique intérieure, il serait pourtant le plus habile pour le faire : car jésuite jadis, il a joué un rôle crucial de médiateur entre la démocratie chrétienne et les mouvements catholiques, entre l'Eglise et les forces politiques.

Il est censé avoir en tant que directeur de *Civiltà Cattolica*, l'oreille du pape.

Commentant les conclusions de la trentième et dernière congrégation générale de la compagnie de Jésus (1974-1975), le Père Sorge écrit que « le défi principal de notre temps à la conscience chrétienne » est, à la fois, « l'injustice et l'expérience des athées ». Il affirme à ce propos : « L'espérance chrétienne met le croyant en état de recherche continue, d'ouverture vers la nouveauté, en mouvement, toujours attentif à ne pas compromettre la modernité fidèle à la parole immuable de Dieu, mais à la traduire incessamment en nouveauté de choix, selon l'évolution de la culture et de l'histoire ».

ROBERT SOLÉ.

Préparation annuelle

SC.PO

sur place (3 centres à Paris) ou par correspondance

● Examen d'entrée 1^{er} année ;
● Procédure annuelle 2^{ème} année ;
● Soins en cours d'A.P.

CEPES Groupement libre de professeurs
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly
722.94.94 ou 745.09.19



Moscou?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 268-34-66

Apprenez l'anglais chez vous

avec les éditions de la B.B.C.

Remise spéciale 20 %
du 17 septembre au 8 octobre

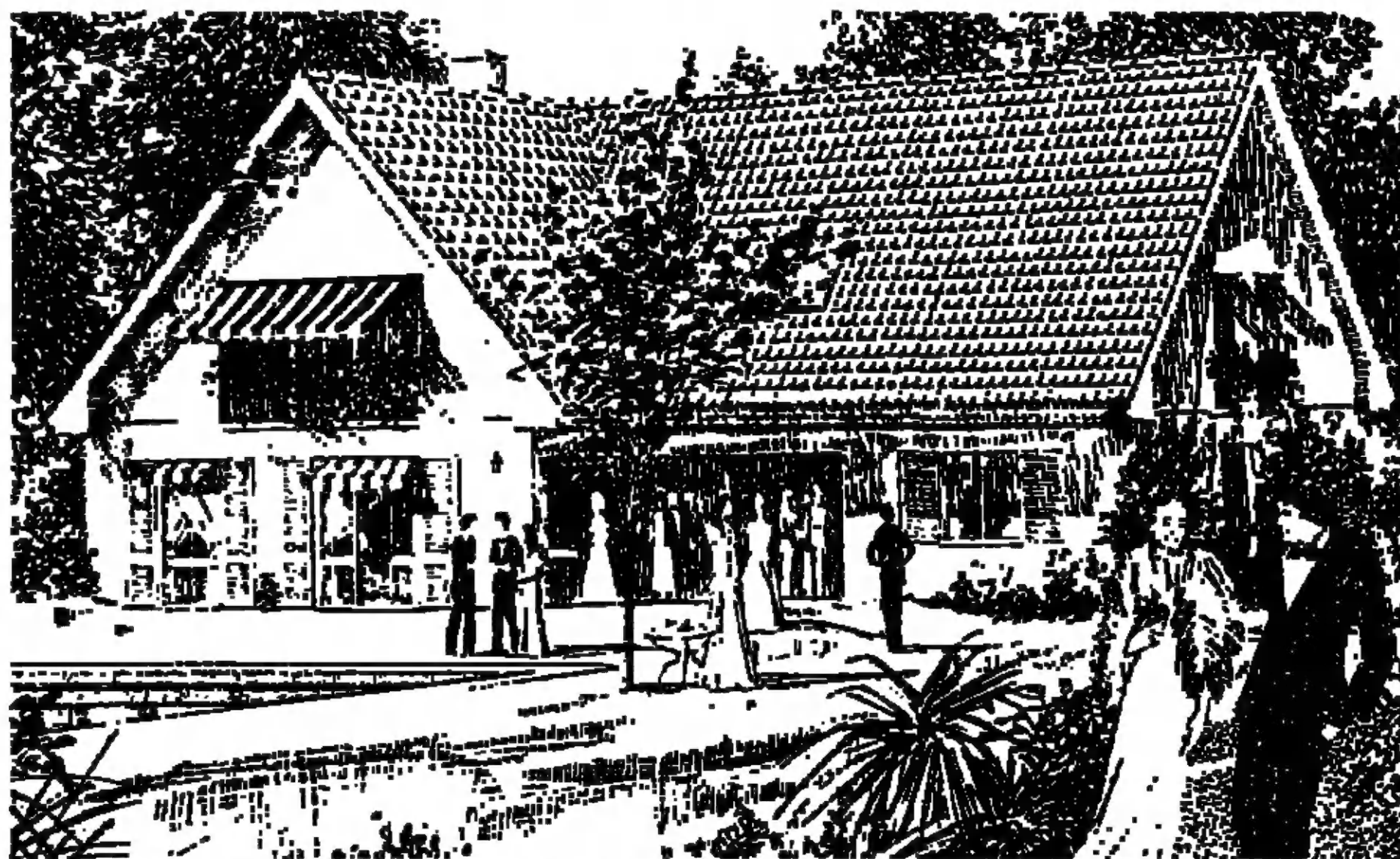
WHSMITH

The English Bookshop

Librairie anglaise et salon de thé
248, rue de Rivoli, Paris 1^{er}
Tél. : 260.37.97

Catalogue sur demande

Breguet LANCE A 21 KM AU SUD DE PARIS

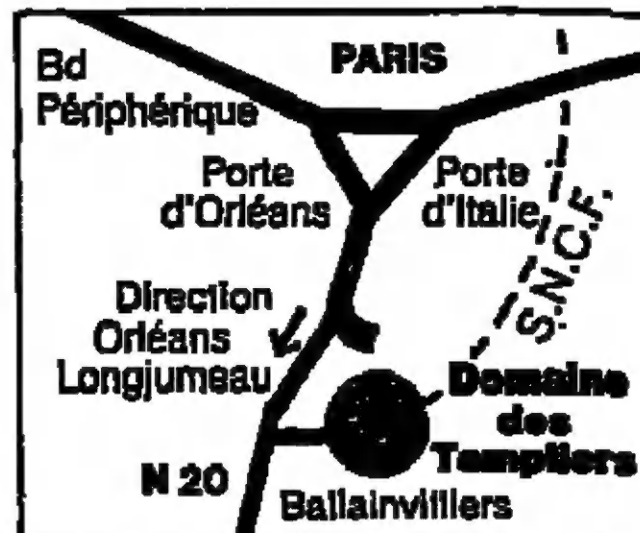


Séquoia, 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

le Domaine des Templiers

DES MAISONS DURABLES.

C'est le dernier-né des 8 programmes Breguet autour de Paris. Il se trouve à Ballainvilliers, un charmant petit village en lisière du Bois historique des Templiers. C'est la vraie campagne, avec tous les avantages de la banlieue sud. Des trains très fréquents relient Paris-Austerlitz à la gare de Gragny (à 1,5 km du Domaine). Au Domaine des Templiers, vous trouverez 4 modèles de grandes et luxueuses maisons de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, toutes dans de grands jardins.



A 21 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE DU SUD
ET LA N.20

VISITE DES MAISONS
MODELES TOUS LES JOURS
DE 10 A 19 H.

DOMAINE DES TEMPLIERS 91160 BALLAINVILLIERS LONGJUMEAU (TEL. 909.89.22).

مسكن من 5 غرف

POLITIQUE

de la gauche

Un rapprochement n'est pas impossible

(Suite de la première page.)

La composition d'une majorité de gauche et, par voie de conséquence, d'un gouvernement émanant de cette majorité dépendra du verdict de l'électorat. Or, jusqu'à maintenant, la pratique unitaire au sein de l'opposition a favorisé la poussée du P.S. qui s'est ainsi assuré une position dominante. Il est donc naturel que ses partenaires réagissent. Le P.C. l'a fait à sa manière, c'est-à-dire en engageant sa lourde machine dans une campagne d'explications qui a bien vite pris la forme d'une pression de plus en plus appuyée. Le M.R.G. s'est manifesté comme un saut et se donne le temps d'exploiter ce coup d'éclat. « Fabre redit non à Marchais », titre l'« Aurore », au lendemain du débat télévisé entre les deux hommes. Il y a quelques jours, c'était M. Mitterrand qui disait : « Non, non et non » au P.C. Les radicaux de gauche existent, ils l'ont prouvé, à la plus grande surprise de leurs partenaires.

Comment renouer les fils d'une négociation à laquelle personne apparemment ne veut renoncer ? Des contacts ont déjà été pris à cette fin entre les trois partis concernés et le débat entre MM. Marchais et Fabre a montré qu'il n'y avait rien d'irréconciliable entre les signataires du programme commun. L'intransigeance que chacun reproche aux deux autres peut s'accommoder de quelques concessions.

Le ton volontairement mesuré du débat télévisé de jeudi soir contrastait, il est vrai, avec celui qui, selon plusieurs participants, était inséparable de la rencontre « au sommet ». M. Rocard pour le P.S., et Lancelotti pour le M.R.G., furent durement pris à partie et, d'une façon générale, les radicaux de gauche eurent le sentiment qu'ils ne comptaient guère aux yeux de leurs partenaires et qu'on ne leur ferait pas beaucoup de concessions. D'où leur décision d'interrompre une négociation si mal engagée, à leur sens, encore que M. Marchais persiste à les soupçonner d'être venus avec l'intention de rompre et s'interroge sur les raisons de ce qu'il considère comme une manœuvre.

Cette querelle a été vidée en public, jeudi soir, mais le face-à-face a montré aussi que la re-

prise de la négociation était possible. M. Marchais s'est défendu de faire de la surenchère, selon un terme employé par M. Mitterrand, en expliquant qu'il ne présentait qu'un nombre limité de propositions nouvelles en matière de nationalisations (de sidérurgie, de pétrole, Peugeot-Citroën) et que, pour le reste, il s'en tenait au programme commun signé en 1972. Ces propositions nouvelles sont à discuter, a-t-il précisé, s'employant à les justifier. Ainsi, même la nationalisation de la sidérurgie, que le secrétaire général du P.C. s'était engagé à exiger, est négociable. Les déclarations sur ce point de M. Mitterrand et Fabre laissent penser qu'un accord est envisagé.

Les positions que le P.C. juge « irréconciliables » sont celles qui figurent déjà dans le programme commun. Il en est ainsi du secteur bancaire et des neuf groupes dont la nationalisation est prévue et, selon M. Marchais, de leurs filiales détenues majoritairement par l'Etat : il y en a, précise-t-il, mille huit. Le secrétaire général rappelle que M. Mitterrand a, dans un récent passé, avalisé cette interprétation de l'accord signé en juin 1972. En réalité, le P.S. considère que plus d'un million de filiales seront concernées, mais pas nécessairement sous la forme de la nationalisation. Il est vrai aussi que, dans son esprit, le document annexé au programme commun en 1972, à la demande du M.R.G., excluait l'extension du secteur nationalisé. Tel qu'il est prévu, le champ des nationalisations couvre, certes, peu d'entreprises comme le souligne le P.C., mais concerne 74 % de la population active, 15 % des salariés de l'industrie, 14 % de la valeur ajoutée française, 15 à 20 % de l'investissement des entreprises, 15 % des dépenses de recherche de la France ; ce n'est pas rien.

La crainte des radicaux de gauche — et des socialistes — est que la pression communiste en faveur de l'élargissement du secteur nationalisé n'entraîne l'élargissement des élections et ne paralyse la machine économique après une victoire de la gauche. M. Fabre demande, sur ce point, des garanties et notamment la suppression de la disposition déjà inscrite dans le programme commun, qui confirme la possibilité

offerte aux travailleurs de proposer la nationalisation de leur entreprise, la décision appartenant au Parlement sur proposition du gouvernement. Financièrement, selon M. Marchais, dans la mesure où elle établit un droit déjà reconnu par la Constitution, il n'est pas impossible que, grâce à une référence constitutionnelle, cette disposition soit rédigée d'une façon plus anodine encore.

La controverse qui se prolonge depuis quatre mois entre le P.C. et le P.S., le dernier coup d'éclat du M.R.G. et, jeudi soir encore, le face-à-face de MM. Marchais et Fabre, révèlent, d'une part, qu'il y a deux lectures du programme commun et, d'autre part, que cette dualité d'interprétation n'est apparue que lorsque la finalité de ce programme a changé de nature. Tant qu'il fut resté comme le symbole de l'union de la gauche, son énoncé, il y eut peu de problèmes. Dès lors que se dessina la possibilité d'une victoire et qu'il apparut comme un instrument de gouvernement, chacun des partenaires n'y vit que ce qu'il voulait y voir. Pour les socialistes, un programme limité à cinq ans et destiné à amorcer le changement des rapports sociaux et des structures économiques. Pour les communistes, un outil de transformation plus profonde de la société française. Pour les radicaux de gauche, une expérience n'allant pas au-delà d'un réformisme humaniste.

Entre l'intention et le passage à l'acte, il y a souvent un moment de flottement. Dans cette conjoncture, la pression du P.C. explique par le sonnet d'obtenir avant le succès de la gauche ce qui lui serait refusé après. La manière dont elle a pesé a irrité le P.S. et le M.R.G. et leur a donné à croire qu'elle continuait à s'exercer dans l'avenir. Et ils ont voulu marquer un coup d'arrêt.

Pour relancer une union amoncelée, il faudrait que les trois partenaires aillent au-delà d'un compromis sur le SMIC ou les nationalisations. Il faudrait qu'ils s'entendent sur leur programme, sa portée, ses limites, le calendrier d'application, et prennent conscience qu'il a cessé d'être l'emblème d'une espérance pour devenir éventuellement l'instrument d'une politique.

ANDRÉ LAURENS.

M. Defferre : M. Fiterman n'a pas le droit de dire que nous sommes en retrait par rapport à 1972

MM. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, et Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste ont débattu, jeudi soir 15 septembre, au cours du journal télévisé d'Antenne 2, des nationalisations. M. Fiterman a notamment déclaré : « Le P.S. et les radicaux de gauche veulent transformer les nationalisations prévues en une sorte de coquille vide. C'est là un recul grave par rapport à 1972. (...) Si on veut nationaliser un groupe, il faut nationaliser toutes ses filiales. (...) En février 1977, M. François Mitterrand lui-même, dans un colloque du parti socialiste, avait expliqué que les nationalisations du programme commun toucheraient mille cinq cents entreprises. » (1)

Dans sa réponse, M. Gaston Defferre a estimé : « M. Fiterman n'a pas le droit de dire que nous sommes en retrait par rapport à 1972. »

sommes en retrait par rapport à 1972, c'est contraire à la vérité. En ce qui concerne les nationalisations, nous avons répété maintes fois que nous tenions l'engagement pris en 1972 pour les neuf groupes. J'ai demandé qu'on définisse le sens du mot « groupe » et qu'on établisse une liste nominative des filiales. J'ai pris le P.C. de nous communiquer ses listes. Il avait accepté de le faire au moment où M. Robert Fabre a créé l'incident qui a mis un terme à notre discussion. »

Interrogé aussi au micro de Radio-Monde-Carlo, M. Defferre a affirmé : « Ce qui s'est produit n'est pas bon pour l'union de la gauche. Ce n'est pas bon pour nous, du point de vue électoral : cela n'incite pas les Français, qui nous faisaient confiance, à voter pour nous, ou d'autres, qui ne nous faisaient pas encore confiance, à nous voter. Le résultat est que nous perdons la confiance de la gauche. (...) Si l'on n'est pas possible de regrouper les trois formations politiques, de les réunir de nouveau pour discuter, il est très possible que les socialistes décident de reprendre le dialogue avec le parti communiste. Mais alors les choses devront être préparées. Le dialogue ne pourra pas être repris dans n'importe quelles conditions, pour n'importe quels résultats. »

grand hôtel
piazza agostini
florence

10°
BIENNALE
INTERNATIONALE
DES ANTIQUAIRES

17 SEPTEMBRE
16 OCTOBRE 1977

Bucarest?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266-34-66

Les maisons villageoises de l'Angelus

3 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs, terrain compris. Elles sont groupées par deux ou par trois et parfois isolées.



Marsange
7 pièces :
salon, salle à manger, séjour de famille, 4 chambres, 2 salles de bains, cellier, garage

Chalouette
4 pièces :
séjour, 3 chambres, salle de bains, salle d'eau, cellier, garage.

Bièvres
(3 options)
4 ou 5 pièces :
séjour, repas, 2 ou 3 chambres, salle de bains, cellier, garage.

Conçues et construites dans un esprit traditionnel, les maisons villageoises de l'Angelus bénéficient, dans le cadre de **Chevy 2**, des qualités, des équipements et de l'environnement d'un programme vivant et réputé.

Les équipements de Chevy 2

- Ecoles/Colège : 2 maternelles, 2 primaires, 1 CES, 1 crèche, 2 garderies.
- Supérette et pharmacie • Centre commercial Ulis 2, à moins de 4 km.
- Piscine/country-club avec restaurant.
- Tennis/sports : 4 courts, 2 gymnases et une salle omnisports.
- Golf 9 trous, practice, pitch and putt, sur 27 hectares et club-house.

CONSORTIUM PARISIEN DE L'HABITATION
ALLÉE DE MOUSSOURIS, 91190 GIF
TEL. 012.31.12

Visitez les maisons modèles
tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10 à 12 h et de 14 à 20 h

Deux itinéraires par voies rapides
Par le pont de Sèvres ou l'autoroute du Sud, direction Chartres, sortie les Ulis et prendre la D 35 (vers Chartres par RN 188).

مكتبة الأمل

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

TARN-ET-GARONNE : des socialistes « revanchards » face à des radicaux de gauche insatiables

Montauban. — Depuis la fameuse élection sénatoriale partielle de septembre 1975, qui avait vu le candidat radical de gauche, M. Pierre Tajan, conseiller général, maire de Fabas, l'emporter au deuxième tour, avec seulement douze voix d'avance — et cela grâce à l'appui de la majorité — sur le candidat socialiste, M. Louis Delmas, ancien député, conseiller général, maire de Montauban (le Monde des 28 et 30 septembre 1975), les socialistes de Tarn-et-Garonne ne rêvent que de revanche. Malgré l'existence de diverses listes communales, les élections municipales n'ont pas atténué cette querelle, qui a provoqué l'écroulement de l'union de la gauche dans ce fief radical dominé par la toute-puissante famille Baylet, propriétaire du quotidien régional la Dépêche du Midi, dont les adversaires déplorent l'esprit partisan.

Bien au contraire, Mme Evelyn Baylet, présidente du conseil général, leur a fourni un nouvel argument en poussant son fils, Jean-Michel, trente et un ans, directeur du journal, à lui succéder à la tête de la municipalité de Valence-d'Agen, où il a été élu, au grand dépit des socialistes et des communistes ligés contre lui.

L'irritation des socialistes s'est accrue à l'annonce de la candidature de M. Jean-Michel Baylet aux prochaines législatives dans la deuxième circonscription du département, M. Antonin Ver, l'actuel député radical de gauche, ayant décidé de ne pas se représenter. Irritation d'autant plus vive que M. Jean-Michel Baylet a de bonnes chances d'obtenir l'investiture de M. François Mitterrand, peu désireux de s'attirer l'inimitié de l'influente Dépêche du Midi.

Les socialistes du Tarn-et-Garonne ont de plus en plus de mal à supporter l'impérialisme des radicaux. « Leur appétit est tel qu'ils ont refusé la constitution d'une liste commune : ils veulent conserver les deux sièges sénatoriaux sans perdre leur siège de député », déclare M. Delmas. Pour les amis du maire de Montauban, pourtant, les choses se présentent un peu mieux : qu'en 1975, puisque, cette fois, les deux candidats du P.S., MM. Louis Delmas et Henri de Marias, conseiller général, maire de Marsac, ont reçu le soutien des instances nationales du parti, alors qu'il y a deux ans celui-ci avait appuyé la candidature de M. Pierre Tajan dans le cadre

De notre envoyé spécial

de l'U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate).

Cet exploitant agricole, qui fut naguère le plus jeune maire de France, réfute les insinuations du P.S. : « C'est faux de dire que nous avons mis les socialistes devant le fait accompli en présentant deux candidats. Nous sommes prêts à en apporter les preuves. » M. Pierre Tajan ne s'émoussait pas non plus des commentaires peu flatteurs que ses adversaires multiplient sur ses rapports privilégiés avec la famille Baylet : « Mes rapports avec la Dépêche du Midi sont analogues à ceux des socialistes de Marseille avec le journal de M. Defferre, tout ce qu'on peut dire d'autre ne me gêne pas parce que c'est faux ».

Le second candidat radical de gauche est M. Marcel Hamecher, garagiste, conseiller général, deuxième adjoint du maire de Montauban. Il brigue le siège de M. Adrien Laplace (gauche démocratique), qui, âgé de soixante-deux ans, a décidé de ne pas se représenter.

Les deux favoris du M.R.G. attendent le scrutin avec confiance. Les résultats de la désignation des grands électeurs, qui a eu lieu dimanche 4 septembre, sont en effet beaucoup plus favorables aux radicaux de gauche qu'on ne le prévoyait généralement à la suite de la poussée socialiste aux municipales. Les radicaux de gauche sont assurés d'un minimum de 213 voix contre 140 aux socialistes, 102 à la majorité, 39 aux communistes et 47 « divers gauche » sur 541 inscrits.

Il n'en demeure pas moins que, pour l'importer, MM. Pierre Tajan et Marcel Hamecher pourraient à nouveau avoir besoin du renfort de la majorité, à moins qu'ils n'obtiennent, discrètement, celui du P.C.F., dont les relations avec les socialistes ont été affectées depuis qu'en mai dernier un conseiller général communiste, M. Guy Catusse, a renoncé à son siège de conseiller régional pour permettre à Mme Evelyn Baylet de siéger à l'Assemblée de la région Midi-Pyrénées.

Le parti communiste présente d'ailleurs ses propres candidats : MM. Pierre Juge, ancien député, troisième adjoint du maire socialiste de Montauban, et Marcel Gulche, deuxième adjoint du maire radical de gauche de Castelnaudary.

Le secrétaire fédéral du P.C.F., M. Maurice Souffil, estime au

demeurant que la rivalité entre le M.R.G. et le P.S. est « une fausse querelle » : « Les socialistes se trompent de cible, l'axe du combat ne doit pas être dirigé contre les radicaux de gauche, mais contre la majorité », déclare-t-il.

Quant à la majorité, elle manque de volontaires pour s'engager dans un combat perdu d'avance. Certes, le maire de Montauban, M. André Bessière, radical valoisien, a annoncé sa candidature, mais son initiative se heurte à une indifférence apparente générale.

De sa mairie de Causseade, M. Jean Bonhomme, député app. R.P.R. de la première circonscription, où il battit en 1973 le maire de Montauban, observe la situation avec le détachement feint du joueur attendant le moment opportun pour négocier ses quelques bonnes cartes. Discrètement sollicité par les uns et les autres, il n'a pas encore pris position : « Rien ne presse, nous réfléchissons. Il est difficile de faire dire les socialistes qu'ils soutiennent le programme commun, mais il est aussi assez difficile de favoriser l'éternel jeu de bascule des radicaux de gauche. J'ai bien une idée derrière la tête, mais je ne me déclare pas publiquement qu'un dernier moment. »

ALAIN ROLLAT.

TARN : la majorité... et le P.C. espèrent troubler la lune de miel socialo-radical

De notre envoyé spécial

Albi. — A l'inverse de leurs voisins et frères d'armes de Tarn-et-Garonne, qui subissent les conséquences de leurs désaccords, les socialistes et les radicaux de gauche du Tarn vivent en ce moment dans la bonne entente.

Le sénateur socialiste sortant, M. Frédéric Bourquet, quarante-huit ans, ayant décidé de ne pas se représenter en raison de son âge (mais aussi des grosses difficultés affectant son entreprise, victime de la crise des industries textiles), le second sénateur du département, M. Louis Brives, radical de gauche, fera liste commune avec le député socialiste de la troisième circonscription, M. Georges Spénale, qu'attire le palais du Luxembourg.

Les deux hommes se connaissent bien. Ils sont, ils le disent eux-mêmes, « copains de toujours », et leurs partis respectifs ont approuvé à une très large majorité la constitution de ce tandem.

Tous les pronostics locaux leur sont favorables, la gauche ayant enregistré une très forte poussée lors des élections municipales, en conquérant notamment quatre grandes villes : Albi, Castelsarrasin, Lavaur et Graulhet. Les résultats de la désignation des grands électeurs confirment que la liste

socialo-radical possède un avantage paraissant enclaver toute surprise. A eux seuls, les grands électeurs socialistes et radicaux de gauche (y compris, il est vrai, les élus classés « divers gauche ») représentent 534 voix (263 pour le P.S., 271 pour le M.R.G. et « divers gauche »), sur un total de 883 inscrits, contre 112 voix aux communistes, 214 voix à la majorité (128 centristes et 86 « modérés ») et 23 « divers droite ».

M. Louis Brives, qui est aussi président du conseil général et maire de Cug-Toulza, ne doute pas de sa réélection ni de l'élection de M. Georges Spénale : « J'ai la conviction formelle que nous gagnerons au premier tour, dit-il. Un pointage extrêmement rigoureux nous assure un minimum de cinq cents voix, soit nettement plus que la majorité absolue. »

Le sénateur sortant se félicite de l'entente qui règne entre le M.R.G. et le P.S. : « Chez les socialistes, souligne-t-il, le principe de la formation d'une liste commune a obtenu 80 % des voix, c'est-à-dire autant que le choix de Georges Spénale comme candidat. De notre côté, il ne lui manquait pas une seule voix radicale. »

M. Georges Spénale, maire de Saint-Sulpice, premier vice-président du Parlement européen, manifeste le même optimisme. Sa candidature au second siège sénatorial du Tarn a troublé, toutefois, certains de ses amis qui craignent aujourd'hui que sa décision ne fasse perdre au P.S. la troisième circonscription qu'il occupait sans interruption depuis 1962. Quelques-uns lui reprochent également d'avoir choisi la voie de la facilité. Certains de la fidélité de son électeur, M. Georges Spénale ne doute pas que son parti conserve le siège de la troisième circonscription, d'autant qu'il se propose de mener campagne aux côtés du candidat socialiste à sa succession, un jeune agrégé, M. Charles Pistre, conseiller général de Caillac.

Quant à son choix personnel, il s'en explique longuement dans la perspective d'une victoire de la gauche en mars 1978 : « A l'Assemblée nationale il y aura, à gauche, une centaine de députés de plus dont beaucoup de jeunes qui auront l'ambition de prendre la tribune pour se faire un nom. Je n'ai pas l'intention de la leur disputer. En revanche, au Sénat, qui ne va pas basculer, il va falloir des gens qui acceptent de travailler intelligemment avec la nouvelle Assemblée. Je pense que je peux avoir un rôle plus intéressant à jouer en alliant au Sénat qu'en restant à l'Assemblée. En outre, j'aurai plus de temps à consacrer au Parlement européen. »

La volonté

de « mordre » à gauche

Bien que ses chances de succès soient jugées plus que réduites, la majorité n'entend pas se retrancher dans la passivité. Les principales formations soutenant la politique gouvernementale ont accordé leur investiture à deux personnalités du monde agricole tarnais : M. Etienne Chamayou, maire de Paulinet, président de la Mutualité agricole 1900, et M. Louis Martéjouis, maire et conseiller général de Puy-lavard, vice-président de la Mutualité sociale agricole. Les deux espèrent prendre des voix au P.S. et au M.R.G. dans leur secteur professionnel. « Notre volonté est de ne pas nous appuyer bêtement sur l'ancien », déclare M. Etienne Chamayou. Il ajoute : « Les candidats des radicaux et des socialistes sont des bourgeois affaiblis d'une dégoûtante gestuelle, certaines mesures du programme commun les gênent plus que nous. Nous allons « mordre » à gauche pour démontrer que le monde du travail peut être représenté par d'autres hommes que des marxistes ou prétendus tels. »

Les communistes, eux non plus, ne passent pas que les leurs soient totalement faits. Contrairement à la position qu'ils avaient adoptée en 1968, où ils n'avaient pas participé à la compétition, ils présentent cette fois, eux aussi, deux candidats : M. Marcel Enjalbert, adjoint du maire d'Albi, et M. Raymond Bressolles, maire de Labastide-Saint-Georges. Estimant que des « manœuvres médiatiques » l'ont privé de la représentation « à laquelle il pouvait légitimement prétendre », à l'occasion des élections, le 4 septembre, des grands électeurs, le P.C. ne cherche pas uniquement à compter ses voix, mais aussi à inciter le P.S. et le M.R.G. à se montrer plus coopératifs lors des prochaines législatives.

Le secrétaire fédéral du parti communiste, M. Francis Delpas, souligne, au passage, que le parti socialiste « dans le Tarn, « des tendances rétrogrades et dominatrices très marquées ».

« On ne s'adresse pas à un électeur de nif, mais à des agriculteurs de la politique, des gens très sérieux », rétorquent MM. Louis Brives et Georges Spénale, en pensant aux grands électeurs.

A dire vrai, en effet, ni les velléités des candidats de la majorité ni l'irritation des communistes n'empêchent les deux « copains » de dormir. — A. R.

19 SEPTEMBRE 1977 : UN NUMERO DU NOUVEL OBSERVATEUR...

Au sommaire de ce numéro :

POURQUOI LA DROITE REPREND ESPOIR ?	par Georges Mamy
LES DESSOUS DU SOMMET DE LA GAUCHE	par F.-O. Giesbert
LÉON BLUM	par Jean Lacouture
LA POLITIQUE DANS MA VIE	par Yves Montand
ARAGON ET LA VIEillesse	par Michel Cournot
LA CHINE AUJOURD'HUI	par K.-S. Karol
ÊTES-VOUS PRÊT A VIVRE AUTREMENT ?	par Josette Alia
L'EDITORIAL	de Jean Daniel

Le Nouvel Observateur, chaque semaine, tente de vous présenter l'actualité et ce qui la dépasse. La vieillesse d'Aragon, n'est-ce pas aussi important que le dernier discours de Chirac ?

L'histoire de la Chine aujourd'hui nous concerne. Mais l'étrange est que nous connaissons mieux l'itinéraire de Mao que celui de Blum.

Les humeurs de Marchais, les perplexités de Mitterrand doivent-elles effacer dans notre esprit les choix d'un grand acteur connu : Yves Montand ?

Le Nouvel Observateur n'est pas rive aux événements fugitifs du jour. Il cherche à faire la part des choses. A voir ce qui se joue d'essentiel derrière le fracassant.

Chaque semaine, il vous donne à lire, avec le seul souci de l'honnêteté, des textes qui vous permettent, à vous-mêmes, à vous seuls de dire : cela compte et cela non.

LE NOUVEL observateur

SOUS LOUIS XIV LES ENCADREURS PORTAIENT L'ÉPÉE

A la cour du Roi Soleil, être encadré était un privilège recherché. Si l'histoire n'a pas retenu leur nom, nous savons par contre que les encadreurs de cour, grâce à leur talent, ont été les véritables artisans des succès du grand siècle. Ainsi, le roi leur accordait-il le droit de porter l'épée.

Aujourd'hui, les encadreurs ne portent plus l'épée, mais ils gardent toujours une noble idée de leur métier. Au Centre de l'Encadrement, 34, rue René-Boulanger, métro République, 105 - 205-11-55, les artistes du Centre réalisent tous encadrements sous 48 heures, s'il s'agit, bien sûr, de travaux simples concernant peintures, lithos, gravures, canons. Pour les encadrements délicats nécessitant des conseils de collage, nous sommes à votre service ou des recherches particulières, le délai est d'environ 3 jours.

Maintenant, si vous voulez encadrer vos œuvres, le Centre de l'Encadrement vous offre toutes les fournitures et tous les conseils.

Pour augmenter vos chances de réussite dans la vie

Pour votre métier savoir écrire, rédiger, présenter, convaincre.	Pour vos études savoir lire, comprendre, mémoriser.	Pour la famille savoir communiquer, éduquer, gérer.
---	--	--

SAVOIR S'EXPRIMER

SAVOIR PARLER, SAVOIR ÉCRIRE, ETC.

NEUF LIVRES EN UN !

- Savoir parler
- Savoir écrire
- Savoir lire plus vite
- Développer sa mémoire
- La guide de la correspondance
- Savoir se présenter
- Apprendre à négocier
- Communiquer en famille
- Être un leader • etc.

544 PAGES
GRAND FORMAT
LE LIVRE QUI VOUS APPREND ENFIN CE QUI N'EST JAMAIS ENSEIGNÉ

Des conseils pratiques
Des exemples concrets
Des exercices
Des tests à faire vous-même

YVES FURET
avec une préface de
La Bibliothèque de la Pléiade
114 Champs-Élysées
75008 Paris

OFFRE EXCEPTIONNELLE RIEN D'AUTRE À ACHETER

BON D'EXAMEN GRATUIT

à découper et à coller en réponse à l'encadré « SAVOIR S'EXPRIMER » dans 10 jours, l'envoi sera fait de l'ouvrage.

À retourner à :
• Je voudrais le premier de la région et 2 exemplaires : 42,50 F + 5,15 F de port.
• Je voudrais le deuxième de la région : 42,50 F.
• Je voudrais le troisième de la région : 42,50 F.

Prénom : _____ Nom : _____
Date de naissance : _____ Ville : _____
Signature : _____

55: امت الاصل

**Jamais autant d'articles de sport
ne s'étaient retrouvés
sous un même toit.**

MI-TEMPS

Le premier libre-service du Loisir, Sport, Détente.
Centre Gaité. Métro Gaité. Angle avenue du Maine. Rue du Commandant Mouchotte.

**CUIR
CENTER**

Seul à Paris
100 salons cuir en exposition

**commandé le matin
livré le soir**

Seul Cuir Center
à la puissance pour
vous proposer ces
7 salons "vedette"
en stock permanent

Prix Cuir Center 5950 f.

Atlanta Le salon cuir 5 places
210x255x70/80x35x70

Miami
Le salon cuir 5 places
210x205x75/77x50x73
Prix Cuir Center : 9.975 f.

Los Angeles
Le salon cuir 5 places
205x209x75/92x59x75
Prix Cuir Center : 11.500 f.

Barbizon
Le salon cuir 5 places
170x180x92/90x50x92
Prix Cuir Center : 11.560 f.

Dakota
Le salon cuir 5 places
190x255x80/90x55x80
Prix Cuir Center : 12.560 f.

Chinon
Le salon cuir 5 places
230x197x95x86
Prix Cuir Center : 13.875 f.

Oxford
Le salon cuir 5 places
210x205x90/95x50x90
Prix Cuir Center : 14.500 f.

**CUIR
CENTER**

176 à 182 Bd de Charonne
75020 PARIS
tél. 373.36.13
Métro : Alexandre Dumas

Nocturnes
mardi, mercredi,
jeudi, vendredi
jusqu'à 22 h

POLITIQUE

EN CORSE

Le malaise ne s'est pas dissipé

La situation demeure confuse en Corse après l'attentat commis récemment contre le procureur général près la cour d'appel de Bastia et les quatre interpellations qui ont suivi (« le Monde » du 16 septembre), et l'on s'interroge pour savoir quand le président de la République, qui avait récemment déclaré qu'il se rendrait dans l'île « le moment venu », pourra mettre à exécution son projet.

D'autre part, la question de l'organisation des pouvoirs en Corse n'est pas sans rapport, même indirect, avec la crise qui agite actuel-

lement l'union de la gauche, puisqu'il existe entre le parti socialiste, les radicaux de gauche et le P.C.F. des divergences sur le statut particulier qu'il serait souhaitable d'accorder à cette région insulaire (voir « le Monde » du 16 septembre).

Les viticulteurs pieds-noirs de la plaine orientale suivent de près, pour leur part, les événements insulaires et se demandent avec inquiétude quel sort leur sera réservé par la Corse et dans la Corse de demain.

Les raisins de l'inquiétude

De notre envoyé spécial

Ghisonaccia. — Les grappes ont encore besoin d'un petit peu de soleil avant d'être cueillies. Du côté de Ghisonaccia, les vendanges commencent cette année un peu plus tard que d'habitude. « Le bon mois qu'elles dureront, personne ici ne pensera à rien d'autre », disent les « pieds-noirs » de la côte orientale. On verra bien après comment les choses tourneront.

L'absence remarquée de la population aux côtés des élus, lors des cérémonies du trente-quatrième anniversaire de la libération de la Corse, alors que certains l'avaient prise de s'y associer massivement, pour marquer sa réprobation « du séparatisme et des violences d'où qu'elles viennent », ne laisse pas d'inquiéter plus d'un viticulteur « pied-noir ». Beaucoup s'interrogent : « Les autonomistes et les nationalistes ne vont-ils pas conclure de cette désertion que la majorité silencieuse leur est hostile et qu'ils ont prétexte de cela pour relancer l'insurrection ? »

Pratiquement depuis Noël dernier, aucun plastiquage n'a eu lieu contre des installations viticoles dans la région de Ghisonaccia. Et pourtant, l'atmosphère y est très lourde. Beaucoup de « pieds-noirs » sont sur le qui-vive et s'inquiètent. Le passé leur revient en mémoire. Ils n'arrivent pas à s'en débarrasser : « La Corse finira

comme l'Algérie : une nouvelle fois il faudra faire la valise », se persuadent certains. Si beaucoup de viticulteurs gardent encore ce mauvais moral, c'est que le dynamitage de la cave Lorenzo, au mois de décembre dernier, leur a donné à réfléchir. « Ici on n'a pas compris cet acte de violence, indique un « pied-noir ». Une vengeance personnelle ? Lorenzo ne se connaissait pas d'ennemi déclaré. Un rude travailleur — ni trafiquant, ni exploitateur — qui avait réussi à la force du poignet. »

C'était ici la première fois que les plastiquiers s'en prenaient à un parfait honnête homme. constata un viticulteur. Il ne faudrait quand même pas nous confondre avec ces quelques gros viticulteurs qui vivent la vie de châteaux sur le continent. Le dynamitage de la cave Lorenzo n'était-il qu'une bavure ? Beaucoup pour s'en alarmer pensent au contraire que les adeptes de la violence se soucient fort peu de trier le bon grain de l'ivraie : « Pour eux tout viticulteur « pied-noir » est un ennemi qui doit être bauté hors de Corse. »

Depuis le drame d'Aleria, il y a deux ans, une dizaine de familles « pieds-noirs » qui n'avaient pas de biens au soleil ont quitté

Ghisonaccia pour le continent. Beaucoup de ceux qui ont investi ici ne demanderaient pas mieux que de plier bagages. Mais encore faudrait-il qu'ils puissent liquider leur propriété à bon prix. Pas question de partir à la va-vite sur un coup de tête.

A toutes fins utiles, les viticulteurs « pieds-noirs » en sont venus à prendre des mesures de précaution. Ceux qui ont été victimes de plastiquages et quelques autres organisent des gardes de nuit autour de leurs bâtiments. Passés les vendanges, certains murent l'entrée de leurs caves.

Dans cette communauté « pied-noir » sur la défensive, le moindre incident prend les dimensions d'un drame ; la peur et la suspicion s'installent dans les esprits ; l'irrationnel et le passionnel parfois, guident les comportements.

Du côté de Ghisonaccia, c'est aujourd'hui la consigne du silence. Mieux vaut se faire oublier que de parler à tort et à travers, de se plaindre au tout venant. Inutile d'entretenir des querelles. Trop d'expériences malheureuses. « Nos réflexions et nos commentaires on se les garde », confient des viticulteurs « pieds-noirs ». Ils préfèrent parler de la pluie et du beau temps : « Pas fameux cet été. Que d'eau ! »

JACQUES DE BARRIN.

POINT DE VUE

RIEN NE SERT DE MENTIR...

par ANTOINE
SANGUINETTI (*)

Le 9 septembre, à l'occasion du 34^e anniversaire de la libération de la Corse, les parlementaires radicaux de gauche et les appareils de partis de la majorité présidentielle, appuyés sur le souvenir de Napoléon Bonaparte, ont tenté d'organiser une manifestation de protestation contre la violence et le séparatisme. Or celle-ci, dont l'échec a semblé dégrader les médias, aurait été précédée en cas de succès comme un « désaveu des autonomistes ». Il était donc prévisible que la population de l'île, désireuse de paix civile et de progrès, refuse de se prêter à une manœuvre entachée d'arrière-pensées partisans et électoralistes, et à l'exploitation qui pourrait en être faite dans une opinion normale. Or l'un a, depuis des années, soigneusement brouillé les cartes.

On peut gloser autant que l'on voudra, mais l'est un fait que les frères Sangalet peuvent rassembler en un point donné 10.000 personnes, soit près du dixième de la population autochtone résidente, dans l'inconfort, la chaleur, la poussière et l'enthousiasme, en dépit de difficultés multiples comme les semis de cactus sur les routes. Tandis que, en un jour anniversaire cher au cœur de la population et fort de surcroît par arrêté préfectoral, les autorités locales de l'île, renforcées de certains appoints parisiens, ne réussissent à grouper péniblement, au cœur même des deux grandes villes, que deux mille personnes à Ajaccio et à peine mille à Bastia. Voilà qui devrait donner à réfléchir à nos gouvernants et à des élus qui ne semblent pas encore prendre conscience de la maturation progressive des citoyens face aux vieilles tromperies.

C'est un autre fait indéniable que les autonomistes de l'Union du peuple corse (U.P.C.) ont clamé depuis longtemps à tous les vents — et encore à l'avenir le 14 août dernier — leur refus de la violence, du racisme et de l'aventure séparatiste. Ils ont affirmé à maintes reprises, et sans ambiguïté, leur volonté d'évolution au sein d'une souveraineté française indiscutée. Il est notoire en Corse que ces prises de position modérées, par l'audience populaire qu'elles recueillent, constituent connexes l'obstacle majeur, et sans doute le dernier, aux aspirations violentes des groupuscules séparatistes et jacobins. Et les autonomistes sont à ce titre, comme l'a encore montré le plastiquage du relais général de télévision de la Corse à la veille même de leur rassemblement annuel, la bête noire et la cible privilégiée des plastiquiers des deux bords, objectivement aliés en l'occurrence.

Car il est enfin aussi notoire, pour ceux qui se sont penchés sur la

dossier de l'île, qu'il existe deux groupes de plastiquiers qui revendiquent tout à tour les attentats. Le F.I.N. séparatiste clandestin et le mouvement jacobin, également clandestin, qui s'intitule abusivement « Francia » et que les Corse appellent « barbouzes ». Faut-il préciser que depuis plusieurs années qu'agissent régulièrement ces deux groupes, nombreux sont ceux qui s'étonnent du peu d'empressement — et en tout cas d'efficacité — mis à en rechercher et arrêter les membres. De même, pourquoi l'annonce d'un délit insupportable pour la remise en service d'une salle d'émission TV plastiquée ? Espère-t-on attiser les haines jusqu'à un déchaînement de violence insulaire qui faciliterait à la fois la répression et le blocage des structures actuelles ? On pourrait le croire, à entendre parfois proclamer que le problème corse doit se régler entre Corse.

C'est tout cela que constate la majorité silencieuse de l'île — celle que c'est à elle qu'il était fait appel vendredi dernier — et à quoi elle n'a pas voulu se prêter. Ce fut le refus de l'amalgame tendancieux qui a cours en France depuis plusieurs années, et à encore éclairé dans les livres de cette semaine, entre autres dans leur ensemble, et autonomistes qui réclament dans la légalité, avec une audience croissante, l'autogestion de leur province. Ce fut le refus de la montée de la violence qui se profile dans les appels, fussent-ils officiels, à descendre dans la rue. Ce fut le refus de favoriser ainsi de nouveaux ajournements dans le règlement du problème national essentiel de la centralisation abusive qui accable les provinces françaises bien au-delà de la seule Corse. Et ces refus de se laisser manipuler ont été, de façon rassurante, de la majorité politique et de la sagesse profonde de la population insulaire.

Il reste qu'aucun progrès n'est à espérer si la France n'est pas mieux informée du problème. Que les médias gouvernementaux asservis aux thèses centralisatrices du pouvoir et aux intérêts de certaines féodalités financières, perpétuent l'amalgame autonome-violence-insularité, pourrait à la rigueur s'expliquer à défaut de s'excuser. Il n'est pas avéré qu'en démocratie et au XX^e siècle rien ne sert de mentir et mieux vaudrait agir à temps.

(*) Vice-amiral d'escadre (O.S.).

Mais il est plus difficilement compréhensible que des journaux d'opposition, par simple manque de rigueur dans l'analyse ou le choix des mots, entraînent la confusion ; alors que l'autogestion est un des espoirs du combat en cours pour un changement de la société ; que le parti socialiste a déjà déposé en juin dernier sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi portant statut particulier de la Corse dans la République française ; et que l'U.P.C. vient d'appeler les dirigeants de la gauche unie à inclure un tel projet de loi dans la réactualisation du programme commun. Nul doute en tout cas que ceux-ci modifieraient considérablement d'un seul coup le climat insulaire s'ils accédaient à cette demande !

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 08
C.C.P. 037-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
36 F 35 F 23 F 37 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
38 F 35 F 23 F 37 F

ÉTRANGERS
(par avion)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
33 F 28 F 25 F 40 F

II - TUNISIE
33 F 32 F 25 F 40 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (sans virement) re-
çoivent bien entendu ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse : adre-
ssez vos lettres (à l'attention de la
réception ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande sous entente au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'adresse à toute correspondance.

Veuillez vous adresser à nos
éditeurs pour les abonnements en
espèces d'impression.

MINISTRE
GARDE-MEUBLES
BAILLY
145 AV. DU MAINE
75014 PARIS
867.43.00

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Ceux qui se présentent...

M. Doublet sera candidat dans les Hauts-de-Seine

M. Maurice Doublet, directeur de cabinet du maire de Paris, a annoncé, jeudi 15 septembre, qu'il sera candidat, avec l'étiquette R.P.R., dans la deuxième circonscription des Hauts-de-Seine (Asnières).

L'ancien préfet de Paris et de la région parisienne, qui avait été candidat sans succès sur la liste que patronnait M. Jacques Chirac dans le douzième arrondissement de Paris, lors des élections municipales de mars dernier, a déclaré : « J'ai la conviction de plus en plus grande qu'il faut rétablir des liens entre la capitale et la région d'Ile-de-France. Il ne faut plus que leurs problèmes soient étudiés séparément. »

Le député des deux circonscriptions est M. Yves Cornic (R.P.R.), qui n'a pas l'intention de solliciter le renouvellement de son mandat. Premier adjoint au maire d'Asnières, M. Cornic avait remplacé à l'Assemblée nationale, en août 1976, M. Albin Chalandon, dont les fonctions de parlementaire en mission avaient été prolongées par décret. M. Chalandon avait retrouvé son siège — qu'il avait abandonné en juillet 1968 pour entrer au gouvernement — au second tour des élections législatives de mars 1973, en battant son adversaire communiste, M. Claude Denis, par 19 728 voix contre 14 554.

M. Michel Maurice-Bokanowski, ancien ministre, sénateur, maire d'Asnières et président de la fédération départementale du R.P.R., en présence duquel M. Doublet a rendu publique sa candidature — a évoqué la présence d'un candidat de son mouvement dans la 9^e circonscription des Hauts-de-Seine (actuellement détenue par Mme Florence d'Harcourt, R.P.R., qui a remplacé M. Achille Peretti, nommé membre du Conseil constitutionnel). M. Maurice-Bokanowski a déclaré : « On parle d'une candidature de M. Robert Herant (1). Nous n'avons rien objecté contre, mais nous présentons notre propre candidat qui n'a pas encore été désigné. »

Il a également indiqué que, face à M. Henri Glinoux (réf.),

(1) M. Robert Herant est député réformateur de la troisième circonscription de l'Oise.

député sortant de la 13^e circonscription (Antony-Montrouge), il y aura un candidat R.P.R., dont la présence est de nature à sauver le siège. Bien qu'ayant obtenu 2 604 voix de moins que le député sortant U.D.R. au premier tour des élections législatives de mars 1973, M. Glinoux avait bénéficié, au second tour, du retrait de ce dernier. M. Maurice-Bokanowski s'est, d'autre part, déclaré « réservé » quant à une pluralité de candidatures de la majorité dans la 5^e circonscription (Courbevoie-La Garenne-Colombes), actuellement détenue par M. Charles Depres (P.R.), il a enfin fait observer que la bataille sera difficile pour MM. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, dans la 9^e circonscription (Mondouvi-Vaucluse), et Pierre Massaud, qui a été remplacé lors de son entrée au gouvernement, par M. Paul Vauclair (R.P.R.), dans la 1^{re} circonscription (Clamart-Seclaux).

Deux mouvements écologistes refusent tout désistement

Le mouvement S.O.S. Environnement, qui regroupe d'anciens « candidats verts » aux élections cantonales de 1976 et municipales de 1977 et des membres de diverses associations, poursuit la préparation des élections législatives. Après la publication d'un programme « d'écologie politique » (le Monde du 25 juin) et d'une première liste de candidats (le Monde du 12 juillet), S.O.S. Environnement a défini ses options électorales en vue du scrutin de mars 1978. M. Jean-Claude Delarue, président du mouvement, a précisé, mardi 13 septembre : « Le mouvement écologiste ne doit pas se laisser récupérer par l'un des deux camps en présence. S.O.S. Environnement s'oppose à toute opération qui tendrait à faire des écologistes une annexe de l'union de la gauche. » Après avoir affirmé qu'il ne mènerait pas de « campagne globale » contre les partis politiques et le système actuel, M. Delarue a plaidé pour que des « majorités d'idées » se traduisent au Parlement par des

LANDES : M. Juppé (R.P.R.), candidat à Mont-de-Marsan.

M. Alain Juppé, délégué national aux études du R.P.R., membre du comité central de ce mouvement, sera candidat aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription des Landes (Mont-de-Marsan), dont le député sortant est M. Roger Duroure, P.S., élu en septembre 1973 contre M. Mirin (U.D.R.), à l'occasion d'une élection partielle après l'invalidation de M. Mirin, élu en mars. M. Juppé, né en 1945 à Mont-de-Marsan, est ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de lettres, ancien élève de l'ENA et inspecteur des finances.

D'autre part, le Mouvement des radicaux de gauche a fait connaître les noms de ses trois candidats dans ce département. Ce sont MM. Christian Ducassou pour la 1^{re} circonscription, Serge Claverie pour la 2^e (Dax) et Alain Dutoya, vice-président du conseil général et maire de Haubert pour la 3^e (Aire-sur-l'Adour).

...et ceux qui ne se représentent pas

HAUTS-DE-SEINE : MM. Barbet et L'Huillier (P.C.)

MM. Raymond Barbet et Waldeck L'Huillier, députés communistes sortants des Hauts-de-Seine, ont annoncé qu'ils ne solliciteront pas, lors des prochaines élections législatives, le renouvellement de leur mandat.

Dans la première circonscription (Gennevilliers - Villeneuve-la-Garenne), M. L'Huillier avait été réélu au premier tour des élections législatives de mars 1973 avec 12 323 voix contre 5 193 au candidat de la majorité, M. Philippe François (rép. ind.), 2 713 à M. Lucien Lelièvre (U.G.S.D.-P.S.), 1 871 à M. Jean-Michel Lobbéde (réf.), 773 à M. Maurice Tombolato (P.S.U.), 323 à M. Pierre Frank (Ligue communiste) et 243 à M. Jean Guillaud (parti libéral de France). M. L'Huillier a précisé que son actuel suppléant, M. Jacques Brunhes, sera le candidat du parti communiste dans cette circonscription. Ce dernier aura pour suppléant M. Lucien Lanterrier, conseiller général, maire de Gennevilliers.

Né le 27 mai 1925 à Chavigny (Vienne), M. Waldeck L'Huillier, ingénieur, a été député de 1946 à 1951 avant de siéger de 1952 à 1957 au Sénat, où il a présidé de 1956 à 1959 le groupe communiste. Il a été réélu jusqu'en 1967, député de la trente-sixième circonscription de la Seine (Columbus - Gennevilliers), M. L'Huillier représentait depuis dix ans la première circonscription des Hauts-de-Seine. Conseiller municipal de Gennevilliers depuis 1934, il a été le maire de cette ville de 1945 à mai 1973, date à laquelle il avait renoncé à sa charge, tout en conservant son mandat de conseiller municipal, qui lui a été renouvelé en mars dernier.

Dans la septième circonscription (Nanterre - Suresnes),

● Le maire de Lafayette (Louisiane), M. Kenneth Bowen, a été reçu jeudi 15 septembre par le président de la République. M. Bowen a déclaré en quittant l'Élysée qu'il souhaitait voir « de nombreux investisseurs français s'intéresser à la Louisiane, où les débouchés sont immenses ». Il a confirmé que la Louisiane était prête à accueillir l'Académie régionale sur l'Acadian Regional Airport.

M. Barbet avait été réélu au second tour des élections législatives de mars 1973, avec 27 370 voix contre 17 806 au candidat de la majorité, M. Ladislav Poniatowski. Le parti communiste présentera dans cette circonscription Mme Jacqueline Frayse-Casalis qui aura pour suppléant M. Jean Lecombe, adjoint au maire de Suresnes.

[Né le 18 novembre 1902 à Chartres]

AUDE : MM. Capdeville et Gayraud (P.S.)

Deux des trois députés socialistes sortants de l'Aude, MM. Robert Capdeville et Antoine Gayraud, ont indiqué qu'ils ne seront pas candidats en mars prochain.

M. Gayraud avait succédé en mars 1973 au député sortant de la première circonscription (Carcassonne), M. Georges Guille, ancien ministre qui ne se représentait pas. (M. Guille n'avait pas adhéré au parti socialiste constitué au congrès d'Espéyran en 1971). M. Gayraud avait été élu au second tour avec 30 037 voix contre 18 018 au candidat de la majorité, M. Vitalis Gros. M. Gayraud a précisé qu'il avait pris cette décision « pour des raisons internes à la fédération du P.S. de l'Aude » et qu'il assumerait jusqu'à leur terme son mandat législatif ainsi que celui de maire de Carcassonne.

[Né le 15 mai 1910 à Alzon (Aude), M. Antoine Gayraud, pharmacien, est conseiller général et maire de Carcassonne depuis 1962.]

LE GRAND-ORIENT À LA RECHERCHE D'UNE ÉTHIQUE DE SOCIÉTÉ

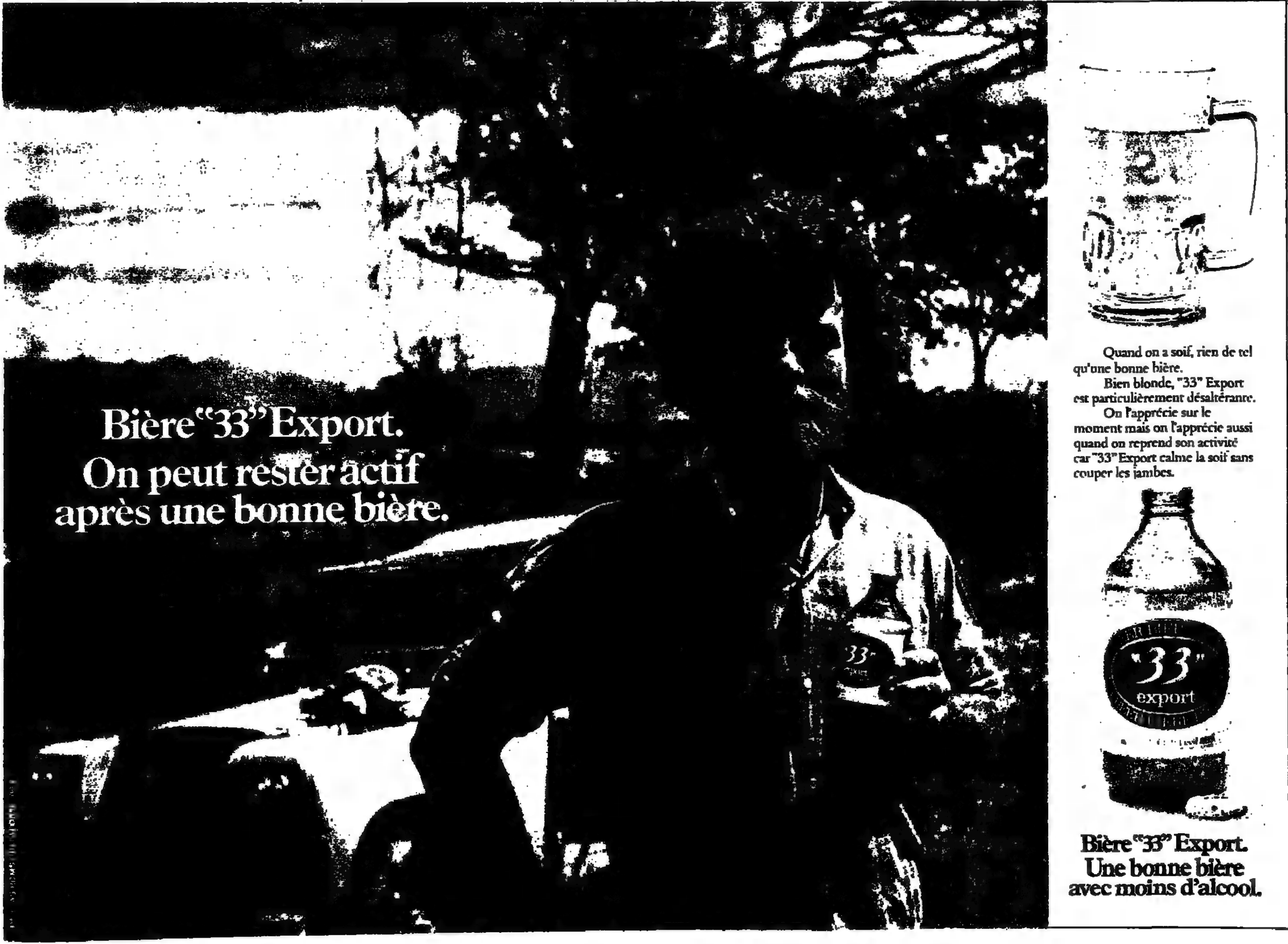
M. Michel Baroin, nouveau grand maître du Grand-Orient de France, a précisé, jeudi 15 septembre : « Si le Grand-Orient n'a pour objectif la conquête du pouvoir politique, et ne saurait, en aucun cas, subir l'influence d'aucun parti, d'aucun groupement, d'aucun homme politique, il n'est pas apolitique. Le G.-O.D.F. a une politique : contribuer au perfectionnement in-

tellectuel et moral de l'homme et de la société. » Dans cet esprit, l'obédience va travailler avec « toutes les bonnes volontés à l'élaboration d'une éthique de société ». Quant au grand maître, « il n'est de toute allégeance et jurement mutuel, il entend le rester et, à l'exemple de tous ses prédécesseurs, il ne saurait en aucune façon intervenir dans quelque débat politique ».

De son côté, M. Capdeville a indiqué que, hostile au cumul des mandats, il entendait se consacrer à sa tâche de président du conseil général et « ne pas laisser la route de ses jeunes de valoir ». Il avait battu au second tour des élections législatives de mars 1973, le député U.D.R. sortant de la troisième circonscription (Castelnary), M. Jean-Pierre Cassabon par 25 371 suffrages contre 21 365.

Dans la seconde circonscription (Narbonne), M. Jean Antagnac (P.S.) qui a remplacé, en juin 1974, Francis Vals, décédé, à l'Assemblée nationale ainsi que M. Pierre Guidoni, conseiller de Paris où il est candidat aux élections sénatoriales, sollicite l'investiture du P.S. Les sections ont jusqu'au 28 septembre pour se prononcer.

[Né le 2 décembre 1915 à Gers (Gironde), M. Robert Capdeville, instituteur, président depuis 1973 le conseil général de l'Aude dont il était vice-président depuis 1953 date de sa première élection à l'Assemblée départementale.]



Bière "33" Export.
On peut rester actif après une bonne bière.

Quand on a soif, rien de tel qu'une bonne bière. Bien blonde, "33" Export est particulièrement désaltérante. On l'apprécie sur le moment mais on l'apprécie aussi quand on reprend son activité car "33" Export calme la soif sans couper les jambes.

Bière "33" Export.
Une bonne bière avec moins d'alcool.

صكرا من الله

ÉQUIPEMENT

COLLECTIVITÉS LOCALES

A cause de la création
de nouveaux sièges sénatoriaux

LE NOMBRE DES CONSEILLERS RÉGIONAUX AUGMENTE DANS LES PAYS DE LA LOIRE, LA HAUTE-NORMANDIE ET RHONE- ALPES

Pour tenir compte de la création de nouveaux sièges de sénateurs, le Journal officiel du 16 septembre publie un décret qui modifie la composition des conseils régionaux de Haute-Normandie, des Pays de la Loire et de Rhône-Alpes. On sait, en effet, que les sénateurs, comme les députés, sont de droit membres des conseils régionaux. Comme, en outre, selon l'article 5 de la loi du 3 juillet 1972, « un nombre de sièges égal à celui des parlementaires de la région est attribué aux représentants des conseils généraux, des conseils municipaux et des conseils de communauté, les sièges étant répartis proportionnellement à la population de chaque département », le nombre total des conseillers régionaux passera, en Haute-Normandie, de 42 à 44 ; dans les Pays de la Loire, de 80 à 82 et dans Rhône-Alpes, de 133 à 136.

Les modifications introduites par ce décret entreront en vigueur après les élections sénatoriales du 25 septembre prochain dans les départements de la série C.

TRANSPORTS

UN ACCORD EST CONCLU POUR LA DESERTE MARITIME DES ANTILLES

Après plusieurs mois de concurrence acharnée sur les lignes maritimes reliant la métropole aux Antilles, la Compagnie générale maritime (C.G.M.) et la Mixte viennent d'aboutir à un accord. Aux termes de cet arrangement, la Mixte retirera de ce secteur un de ses navires et la C.G.M. mettra à la disposition du groupe privé un quota de capacité de transport en conteneurs sur ses deux bateaux modernes, le *Buffet* et le *Hausmann*.

On se félicite dans les deux compagnies de cet accord de rationalisation qui met un terme à une longue période de « concurrence française déchaînée », de « guerre des frères ennemis » et qui a coûté aux deux compagnies plusieurs dizaines de millions de francs en 1976 et dans la première moitié de 1977.

SPORTS

FOOTBALL

APRÈS LES INCIDENTS DU STADE GEOFFROY GUICHARD

Le ministre britannique des sports met en cause l'Union européenne de football

De notre correspondant

Londres. — Les bagarres de Saint-Etienne ont provoqué des réactions contradictoires dans la presse et dans les milieux officiels britanniques. Beaucoup de journaux publient en bonne place les justifications données par les dirigeants de Manchester United. Mais l'*Evening Standard* se félicite, lui, que l'« armée rouge » des supporters de l'équipe anglaise ait été maîtrisée et chassée du terrain par les sportifs français avant même l'intervention des forces de l'ordre. A son avis, bien qu'il soit difficile d'apprécier qui a commencé la bagarre, il est indéniable que l'« armée rouge » s'est conduite grossièrement, brandissant notamment des pancartes provocatrices. « Nous manquons les grenouilles ! les Français ! », les violences se déclenchent, selon le journal, lorsque les Français ripostent en jetant du pain sur les Britanniques et en criant : « Remenez-les chez eux ! ». Insensibles à la référence à la grève des boulangers, les supporters anglais, qui avaient bu toute la journée, ripostèrent avec des bouteilles.

VOILE. — Les deux voiliers, *Courageous* et *Australis*, n'ayant pas terminé l'épreuve dans le temps imparti (15 h. 30), la deuxième manche de la Coupe de l'Amérique a été annulée. Au moment de l'annulation, alors que le vent était presque nul, *Courageous* se trouvait à 100 mètres de l'arrivée, avec 5 min. 37 sec. d'avance sur son concurrent.

ENVIRONNEMENT

Comment éliminer les déchets des industries chimiques ?

Comme nous l'avons indiqué dans nos éditions datées du 15 septembre, le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures.

Les difficultés rencontrées pour éliminer les déchets des industries chimiques, et en particulier le sel, apparaissent très nettement pour les responsables des usines installées près de Nancy au bord de la Meurthe, affluent de la Moselle, laquelle se jette dans le Rhin.

Un exemple : les soudières de Nancy

De notre correspondant

Nancy. — Comment se débarrasser des déchets provenant de la fabrication de soude ? A partir de la mi-septembre et pour une durée de quarante jours, les sociétés Rhône-Poulenc et Solvay (deux mille salariés) vont procéder à un essai d'injection en couches profondes, de leurs effluents (25.000 m³), à proximité de Toul, en Meurthe-et-Moselle.

Comment réduire d'un tiers ? Diverses dans la Meurthe, ces rejets gagnent, depuis un siècle environ, la Moselle puis le Rhin où ils provoquent la colère des Hollandais. Ils sont préjudiciables — surtout en période de sécheresse — à la flore et à la faune des rivières ainsi qu'aux consommateurs d'eau. Il y a quelques années, « eux basins de décontamination de 45 hectares ont été mis en place avec le concours de l'Agence financière de bassin Rhin-Meuse. Mais cette mesure s'est révélée insuffisante.

Les pouvoirs publics ont donc demandé aux deux sociétés de réduire d'un tiers leurs rejets de chlorure de calcium dans la Meurthe pour 1980, en application d'une convention internationale sur le problème des eaux. Comment faire ? Les deux sociétés avaient envisagé, à un moment, de relier par un double tuyau les usines lorraines aux Potasses d'Alsace. On abandonna le projet car, au lieu de polluer la Meurthe, le système aurait atteint le Rhin et, à l'arrivée en Hollande, la pollution aurait été la même. Une autre solution, plus spectaculaire, aurait pu être la construction d'un tuyau inversé de 400 kilomètres de long, allant de la région de Nancy à la mer du Nord, soit en direction de la baie de la Somme soit vers l'embouchure de l'Escaut, en Belgique, par Charleroi. Ce projet aurait coûté environ 500 millions de francs. En raison de son prix, les deux sociétés s'orientèrent vers une troisième étude : l'enfouissement des eaux salées dans le

sous-sol, à grande profondeur (plus de 1.000 mètres). Des essais ont eu lieu en Alsace en liaison avec les Potasses d'Alsace, puis en Lorraine dans le secteur de Toul. Selon le groupement d'intérêt économique Risorlor (Recherche et Injections souterraines en Lorraine), créé par Rhône-Poulenc et Solvay, qui sera chargé des essais, le site de Toul offre toutes garanties : « Le forage préalable d'un puits de reconnaissance a permis d'analyser les éléments du sous-sol et de reconstituer le coupe du terrain. Le réservoir des grès coquilleux ou l'injection sera réalisée à une profondeur de 700 mètres de terrain imperméable. »

Cependant, cette injection rencontre la plus vive opposition des habitants du Toullois, qui ont manifesté le 10 juillet sur le terrain. Des travaux de forage avaient été menés discrètement l'an dernier et l'affaire n'a véritablement éclaté que durant la campagne de élections municipales. M. Jean Feidt (P.S.), ainsi que d'autres personnalités de diverses opinions politiques, ont lancé une pétition, recueillant

deux cent quarante-huit signatures, adressée au Parlement européen. Entre-temps, une association de défense se met en place avec, à sa tête, une vingtaine de maires, dont celui de Toul.

Si l'enfouissement présente une solution pratique et un investissement plus progressif, il demeure cependant incertain en raison des réactions imprévisibles du sous-sol. Les deux sociétés concernées ont en bien conscience, même si elles souhaitent la réussite de leur projet, que l'indétermination des réactions est liée à l'élimination de leurs rejets.

CLAUDE LEVY.

Les suites de la conférence sur la désertification

Les États intéressés étudient l'application des recommandations adoptées à Nairobi

Depuis lundi 13 septembre, les représentants de quarante-cinq pays directement concernés par la lutte contre la désertification travaillent à Nairobi pour traduire de manière concrète les vingt-six recommandations adoptées la semaine précédente par la conférence plénière. Cet « atelier » fonctionne jusqu'au 17 septembre.

En effet, le plan d'action approuvé par l'ensemble des nations est un gros document de quatre-vingt-dix pages dans lequel chaque pays choisira ce qui convient à sa situation propre. Le texte recommande à chaque État de déterminer d'abord quelle est la zone menacée par la désertification, d'adopter un programme de lutte prioritaire et de désigner une autorité gouvernementale pour le mettre en œuvre. Ce doit se convaincre que ses projets de développement économique (agricoles en particulier) doivent respecter l'écologie sous peine d'aggraver la désertification qui est le résultat de l'action inconsidérée des hommes.

Tout plan d'action nécessite la mobilisation des citoyens. Il passe, indique le document, par une série de mesures pratiques et immédiates pour protéger la végétation existante, ménager les sols, empêcher l'érosion, replanter des arbres, conserver les sols, prévenir la salinisation des terres, établir des systèmes d'irrigation et de drainage. Ces travaux doivent s'accompagner de mesures d'assistance médicale aux populations concernées allant jusqu'au renforcement du contrôle des naissances.

Le document recommande aux différents pays de pousser de « vigoureuses recherches » pour mettre au point des systèmes utilisant les énergies nouvelles (solaire en particulier), bon marché, adaptés aux besoins locaux et décentralisés.

Les plans d'action de chaque État pourront recevoir l'approbation scientifique et technique des différentes agences spécialisées des Nations unies. Le tout sera coordonné par le bureau des Nations unies pour l'environnement (PNUB), dont le siège est justement à Nairobi. Mais cette première réponse internationale à la catastrophe économique et écologique qu'est l'avancée des déserts reste encore bien théorique. En effet, la conférence ne s'est que mise d'accord pour lui donner une réalité financière.

La décision de créer un fonds spécial « Lutte contre la désertification » a bien été votée par trente-sept pays mais refusée par dix-huit autres tandis que dix-huit autres l'ont acceptée. Or ce sont les pays « riches », occidentaux comme socialistes, seuls capables de financer le plan de Nairobi qui ont voté contre le fonds spécial. Ils ont d'ailleurs annoncé qu'ils ne verseraient aucune contribution spéciale à l'ONU suite que les minimales — qu'ils versent déjà.

Reste donc aux pays menacés par les déserts à prendre en main leurs propres problèmes, y compris financiers. C'est ce qu'ils ont commencé à faire à Nairobi, immédiatement après la conférence.

● L'usine de La Hague et les contrats étrangers. Le don de la Hague (Manche) affirme dans un communiqué que les contrats signés avec l'étranger pour le traitement de combustibles nucléaires sont « fondés sur des mensonges ». « On fait croire que l'usine actuelle a la capacité industrielle de retraiter des combustibles oxydés alors que l'usine n'a pas été construite pour brûler tout ce combustible. Cette pensée renforce la suprématie des femmes (54 467 pour 34 894), faisant de la Fédération française de gymnastique la plus forte à participation féminine.

RÉGIONS

A PROPOS DE...

UN GRAND CHANTIER URBAIN

Lille, son métro et... la politique

Le chantier du métro de Lille est ouvert. Le jeudi 15 septembre, à Villeneuve-d'Ascq, ont débuté les travaux de terrassement du garage-atelier qui abritera notamment le poste central de contrôle et de coordination du mouvement des véhicules, du fonctionnement des stations et de la distribution d'énergie. On y assurera aussi l'entretien des trente-huit véhicules de la première ligne (13 kilomètres), qui ira de Villeneuve-d'Ascq au centre hospitalier régional après une traversée complète de la ville de Lille. Le garage-atelier occupera cent trente personnes en 1980.

Ce métro, d'un modèle nouveau système VAL (véhicule automatique léger), dont le procédé a été mis au point par la société Matra, coûtera plus de 1.500 millions de francs, dont 1.200 millions pour le génie civil. Il n'a pas fallu moins de sept années d'études, de débats et la communauté urbaine et de vicissitudes diverses pour que l'on puisse enfin aboutir à ces premières coups de pioche.

Le 15 septembre, M. Arthur Nohbart, président (socialiste) de la communauté urbaine, a souligné avec force la nécessité de ce métro qui ne sera qu'un élément du réseau de transport en commun de la communauté urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing. Il a notamment fait valoir que douze à quinze mille personnes seront occupées à sa réalisation et que le matériel roulant sera fabriqué dans des usines du Nord, à Valenciennes. Les travaux de la première ligne, qui seront partagés en huit lots « afin de hâter la réalisation et d'échapper à tout monopole », dureront de quarante-huit à cinquante-deux mois. On utilisera à la fois le viaduc (coût : 23 millions de francs le kilomètre), la tranchée couverte (47 millions le kilomètre) et le souterrain, notamment aux alentours de Lille (100 millions le kilomètre).

M. Nohbart a assuré que, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres grandes villes, le génie pour les riverains pendant les travaux serait réduit au minimum et que les habitants seraient « tenus au courant de manière très précise des programmes de chantier. Enfin, il a annoncé que le métro permettrait la mise en pratique de la carte orange dans la région lilloise, comme cela se fait à Paris.

Ce métro a suscité de nombreuses controverses, notamment

GEORGES SUEUR.

Faits et projets

CIRCULATION

● Des quotas dans le métro. — La R.A.T.P. continue la politique d'animation du métro qu'elle a entreprise depuis plusieurs mois. Ainsi, c'est à la station Auber que sera tirée le 26 octobre la « tranchée des orchidées » de la loterie nationale et le lot. Un spectacle accompagné de mesures d'accompagnement le tirage. Au cours du mois d'octobre également, la station Auber accueillera pendant une quinzaine de jours la Fédération française de ski qui fera une exposition sur ce sport.

D'autre part, la station Concorde va se transformer en mini-salon de l'Auto. Aux côtés du Salon traditionnel, une firme automobile française présentera ses modèles sur un quai non utilisé.

Enfin, la R.A.T.P. prépare pour la seconde quinzaine de novembre à la station Auber une exposition Rubens, à l'occasion du bicentenaire de la mort du peintre.

● Moins de morts en juillet. — Suivant les statistiques des services de police et de la gendarmerie, les mois de juillet 1976, le nombre des accidents de la route (24 036), des tués (1 376) et des blessés (24 580) a diminué respectivement de 5,9, de 10,4 et de 4,5 %.

● Nouvelles limitations de vitesse en Italie. — Dans l'espoir que cette mesure aidera à réduire les accidents de la circulation, les autorités italiennes ont imposé de nouvelles limitations de vitesse : 120 kilomètres/heure sur les autoroutes, 100 kilomètres/heure sur les routes départementales et 80 kilomètres/heure dans les villes. Dans le même temps, les amendes pour excès de vitesse sont majorées avec un maximum de 100 000 lire. (U.P.I.)

● Deux chalutiers espagnols cravachés. — Deux chalutiers espagnols ont été arraisonnés le jeudi 15 septembre, alors qu'ils pêchaient dans la zone de 200 milles de la C.E.E. au large du cap Ferret (Gironde). Le *Verano*, de Gijón, et l'*Urdola*, de Vigo, ont été repérés par un dragon de la marine nationale, puis escortés jusqu'à Arcachon. Le produit de leur pêche a été saisi et vendu à la criée municipale

● Accord entre les îles Féroé et la C.E.E. — Les îles Féroé viennent de signer avec la C.E.E. un accord fixant les quotas de poissons que les pêcheurs de la Communauté européenne auront le droit de prendre en 1977 dans les eaux de l'archipel (une grande partie de ces quotas a déjà été utilisée à ce jour). Cet accord, qui doit encore être approuvé par le Lagting (le Parlement local des îles) et le conseil des ministres des Neuf, réduit de moitié les quotas de 1976. Les habitants des îles, quant à eux, pourront pêcher librement en mer du Nord toutes les catégories de poissons à l'exception du hareng. (Cont.)

TRANSPORTS

● Tarifs moins élevés sur New-York-Londres. — Le bureau de l'aéronautique civil (C.A.B.) a approuvé un tarif aérien réduit sur la ligne New-York-Londres au prix de 280 dollars (environ 1.400 F) l'aller et retour, pour les passagers réservant une semaine de voyage, mais non la date exacte de leur passage, ni le numéro de vol. Ce tarif est proposé par les compagnies Pan American World Airways (Pan Am), Transworld Airlines (T.W.A.), Air India, Iran Air, Air Lingus et British Airline. (A.F.P.)

● Concorde et le P.S.U. — Le parti socialiste unifié (P.S.U.) confirme dans un communiqué son hostilité à Concorde. A son avis, « cet avion, d'un coût par passager deux fois supérieur à celui des autres avions, source de nuisances pour les riverains à Paris comme ailleurs, n'est d'aucune utilité sociale. Son usage sera toujours réservé à l'élite capitaliste ».

TRAVAUX PUBLICS

● Les crédits du F.A.C. — Les crédits du ministère de l'équipement provenant du débloqué du Fonds d'action conjoncturelle, le 1^{er} septembre (le Monde du 3 septembre), ont été répartis, comme M. Fourcade l'avait annoncé, avant le 15 septembre, fait savoir le ministère de l'équipement dans un communiqué. Les préfets de région ont été avertis des crédits qui leur étaient attribués, soit au total 800 millions de francs pour les routes et les travaux publics et le financement de 91 200 logements sociaux.

Les charters gagnent du terrain avec les nouvelles frontières

CLAUDE FRANCOIS

LE MONDE ET L'HISTOIRE EN DIAPPOSITIVES

AUS

هكذا من الأصل

Le Monde

du tourisme
et des loisirs

LES PARCS NATIONAUX MALADES DE LEURS ANIMAUX

Suisse : les dents du lynx

DANS l'interview qu'il accordait au « Monde » le 3 septembre dernier, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, annonçait que les chasseurs des communes se trouvant dans la zone périphérique du parc national des Écrins seraient autorisés à procéder à des tirs de sélection dans la zone centrale du parc. En contrepartie, ces chasseurs ont accepté de s'imposer sur leur propre territoire des plans de chasse, c'est-à-dire une limitation du nombre des animaux tués.

Des écologistes et protecteurs de la nature réagissent vivement aux propos du ministre. Ils font remarquer que si les grands animaux pullulent, on peut imaginer d'autres moyens que la chasse pour rétablir les équilibres naturels : par exemple, la réintroduction de prédateurs comme le lynx, à l'instar de la Suisse (comme le rapporte notre correspondant suisse) ou de l'Allemagne, de l'Italie et de la Yougoslavie. Les écologistes allemands demandent depuis deux ans la réintroduction de lynx dans le massif des Vosges où les chamois abondent et causent des dégâts aux plantations.

Les expériences étrangères semblent montrer en tout cas que ces grands félins cohabitent parfaitement avec les touristes. — M. A.-R.

Des fusils dans les Écrins ?

LES « tableaux » des chasseurs de chamois du département de la Savoie risquent cette saison d'être plus « maigres » que les autres années. Ainsi, dans la commune de Jaxy, dont les territoires de chasse sont situés en bordure de la réserve nationale des Bauges, les chasseurs tiraient habituellement 50 à 80 chamois dès les premières heures d'ouverture. Dimanche 11 septembre, une trentaine de bêtes seulement ont été redescendues de la montagne. Ceux qui, traditionnellement, déclarent les « viandiers » et les « tueries sauvages » effectuées chaque année dans cette région ont constaté avec satisfaction le caractère « raisonnable » des tirs effectués. Quant aux chasseurs, beaucoup estimaient dimanche que l'épidémie de kerato, conjonctivite qui a sévi au mois d'août dernier dans la réserve des Bauges (le Monde du 23 août), a découragé en grande partie le chamois chamois. Certains avançaient le chiffre de quatre cents chamois victimes de l'épidémie, alors que la réserve nationale en comptait près d'un millier.

Les responsables de la réserve déclarent avoir abattu ou trouvé morts cent vingt-deux chamois et estiment que la maladie est en très nette régression. Pour le docteur Liegeron, président de la fédération de chasse de Savoie, « ce n'est pas la catastrophe dont

certaines parlent ». Cependant, plusieurs bêtes tuées le jour de l'ouverture présentaient les symptômes de la kerato conjonctivite.

Les chasseurs des Bauges ont, semble-t-il, entendu le conseil donné la veille de l'ouverture par l'ancien garde chef de la réserve nationale des Bauges, M. Pierre Gauthier. Selon lui, « il y aura pas ou très peu d'essaimage d'automne de la réserve. On pourra, et d'ajouter : « Les chasseurs risquent, en 1978, de rater à tirer sur leur territoire que les animaux qu'ils auront épargnés. » Un appel à la raison quand on sait qu'habituellement les territoires chassés sont pratiquement vides de chamois après la période de chasse. On estime à 70, voire 90 %, le taux de prélèvement effectué par les chasseurs, dans les zones où le tir est autorisé. « Tout animal qui franchit les limites de la réserve est un mort en puissance », déclare le docteur Francis Rouche, vice-président de l'Association nationale pour la chasse. Autrement dit, nos réserves sont des réservoirs à massacre. Toute bête avec quatre pattes et des cornes est systématiquement tuée. Le permis donne un droit d'abattage pour deux, d'adresse ou de désarmement.

Des statistiques réalisées depuis plusieurs années par les responsables de l'Office national de la chasse montrent en effet que 60 % des chamois tués ont moins de trois ans et qu'il s'agit pour la plupart de jeunes mâles rejetés de la réserve par leurs aînés. La brièveté de la période de chasse et le trop grand nombre de chasseurs par rapport à la superficie rendent impossible toute chasse à l'approche, et les bêtes sont tuées à plus de 200 mètres afin qu'elles ne puissent être tirées par un autre chasseur.

Devant les abattages inconsidérés et anarchiques d'animaux à proximité des réserves, une organisation de prélèvements à la périphérie de ces « réservoirs » paraît impensable. Beaucoup de chasseurs réclament aujourd'hui l'introduction d'un plan de chasse. L'un d'eux constate en effet que « les réserves ne profitent qu'à quelques sociétés riveraines qui tuent tout ». L'objectif des réserves était en la suite d'abriter et de recueillir le chamois, puis de permettre l'essaimage de celui-ci sur tout le territoire alpin. Les réserves sont aujourd'hui des « oasis envies » au milieu du désert cynégétique. Les réserves ne sont pas cependant une fin en soi ; elles doivent nécessairement s'ouvrir, mais à des chasseurs plus raisonnables.

CLAUDE FRANCHILLON.

L'EUROPE PROTÈGE SES PRÉDATEURS

Après la déclaration de M. d'Ornano, nous avons reçu de M. R. de Fromental, à Capenne-sur-Mer, des précisions fort intéressantes sur les grands prédateurs — loups et lynx — existant encore dans des pays voisins de la France.

ESPAGNE : le lynx y est sérieusement protégé. Il n'y a pas eu de cas de réintroduction. Les populations restantes étaient insuffisantes, et le lynx espagnol est une sous-espèce propre à ce pays, donc à ne pas mélanger avec d'autres espèces. Le loup, qui a fait l'objet de nombreuses études, ne semble pas protégé en dehors de certaines réserves ou parcs. Il paraît même sérieusement menacé dans le sud-ouest du pays, où survivaient une quarantaine d'individus.

ITALIE : le loup est protégé sur l'ensemble du territoire. Dans le parc national des Abruzzes, on

aussi le lynx. Après de laborieux palabres, l'affaire fut conclue. C'est ainsi que, depuis le début des années 70, quatre couples de lynx, capturés en Tchécoslovaquie, ont été officiellement lâchés dans la région de Sarnen.

L'exemple d'Obwald a stimulé les amis de la nature. A l'heure actuelle, une dizaine de couples ont été remis officiellement en liberté en Suisse dans les cantons d'Obwald, de Neuchâtel, d'Argovie, de Vaud et des Grisons : tous avaient été au préalable vaccinés et soumis à une quarantaine au zoo de Bâle. En l'absence d'une législation valable pour l'ensemble du pays, la réintroduction de l'animal se fait au coup par coup. Certains parti-

culiers ont même pris l'initiative d'acheter des lynx et de les lâcher dans l'Obwald.

Dans ce canton, les fidèles de saint Hubert reconnaissent aujourd'hui qu'on assiste à une amélioration de l'état sanitaire des chevreuils. « Le lynx, affirmant en effet les écologistes, n'est dangereux ni pour l'homme ni pour le cheptel. En revanche, il est utile au maintien d'une population saine de cervidés. C'est un ennemi du renard, de la martre et de la fouine. Il contribue au maintien des équilibres naturels. »

Les premiers lâchers de lynx, dans le canton de Neuchâtel, suscitèrent une virulente opposition dans les rangs des chasseurs et des amateurs de champignons. Pourtant, aucun accident n'a été signalé, même pas dans les Alpes vaudoises, où deux mâles avaient été libérés à proximité d'un alpage.

Le félin semble s'adapter sans difficulté à son nouvel environnement. Il a commencé à se reproduire dans le canton d'Obwald. Mais cette réimplantation exige quelques précautions, car chaque animal a besoin au minimum d'un territoire de 10 kilomètres carrés. Et certaines prévisions ont la vie dure : ainsi il y a deux ans, une femelle a été abattue dans l'Ain, de l'autre côté de la frontière suisse. C'est pourquoi les amis de la faune estiment que, pour réussir véritablement cette entreprise, il faudrait pour l'instant lâcher les lynx dans des endroits protégés où ils pourraient, en toute liberté, accomplir la tâche qui leur est assignée : contribuer à maintenir un équilibre écologique de plus en plus menacé.

JEAN-CLAUDE BUHRER.



(Dessin de PLANTU.)

Lire page 2 deux points de vue sur la chasse et un rappel des textes en vigueur.

La Guyane au fil de la pirogue

C'EST fait bien une demi-heure que l'Indien — un Oyampé du haut Oyapok — algues doucement, amoureusement, le tranchant de son sabre d'abatis en tissant parfois le fil du bout du ponce. Il faut comprendre : le sabre, le coupe-gorge, le machette, c'est l'homme, et sans sa lame l'homme serait tout nu. Ce n'est pas qu'il porte grand-chose sur les reins : juste une courte bande de toile rouge, le kalmé, retenue par une ficelle à la taille et qui lui pend sans recherche esthétique particulière, devant et derrière.

Du reste, les femmes ne se couvrent guère plus : un petit pagne et c'est tout.

Donc, Makalapissonson — c'est l'Indien, — tout rouge de s'être frotté la peau avec des graines de nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas de viandes nouon pour se faire une beauté (et décourager aussi les insectes), algues son coutelas qui a beaucoup servi hier : derrière lui, sur le plancher surélevé du carbet sans murs, penchée depuis son hamac au-dessus d'un feu qui dégage, c'est voulu, plus de fumée que de flammes sa femme fait se boucaquer un amas

Tourisme

LA CHASSE DANS LA BROUSSE DES TEXTES

par JACQUES LASSAUSOIS (*)

Le domaine de la chasse n'échappe pas à la prolifération des textes légaux et réglementaires qui, sur tous sujets, envahissent notre société. On peut le déplorer, mais le problème n'est pas là : il n'est pas permis de l'ignorer.

Aussi, pour les amoureux de la chasse qui n'ont pas le loisir ou le cœur de poursuivre un recyclage permanent et vigilant à longueur d'année, le *Monde* livre-t-il cette année, comme les précédentes, un inventaire complet des nouveautés législatives et réglementaires parues depuis la dernière ouverture. Cet inventaire annuel fait ainsi suite à celui publié dans le *Monde* du 4 septembre 1976. Depuis la rédaction de ce précédent article, ont paru, dans l'ordre chronologique :

Décret du 20 août 1976. — *Permis de chasser*. Ce décret est relatif à la délivrance et au visa du permis. Il souligne que dans la déclaration du chasseur est rapetée la possibilité pour les tribunaux de prononcer, pour tout délit d'emprisonnement, la peine accessoire de retrait de permis de chasser. En cas de poursuite pour état alcoolique, ces mêmes tribunaux pourront prononcer l'interdiction temporaire d'obtenir ou de détenir un permis de chasser, et l'interdiction définitive en cas de récidive. Il convient d'approuver cette saine mesure de sécurité. (J.O., 27 août 1976.)

Arrêté du 14 octobre 1976. — *Reserves de chasse maritime*. Ce texte modifie des délimitations ou crée de nouvelles réserves de chasse maritime dans les départements suivants : Gironde, Haute-Corse, Corse-du-Sud, Hérault, Seine-Maritime, Manche, Bou-

ches-du-Rhône, Martinique. Les détails n'en peuvent être donnés ici. Le lecteur amené à chasser dans ces régions sera bien avisé de se renseigner à l'avance sur place, ou de consulter le *Journal officiel* du 6 décembre 1976.

Arrêté du 25 octobre 1976. — *Alibis*. Dans ce département, le préfet est autorisé à différer l'enquête préalable à la constitution d'associations obligatoires communales de chasse agréées, dans certaines communes nommément déterminées, « si la constitution d'un territoire de chasse paraît momentanément impossible ». (J.O., 28 nov. 1976.)

Arrêté du 10 décembre 1976. — *Gibier migrateur*. Il est désormais interdit sur tout le territoire de la France continentale et de la Corse, de la Martinique, de la Réunion, de la Guadeloupe, de mettre en vente, de vendre, d'acheter, y compris sous forme de pâtés ou de conserve, de colporter les espèces de gibiers migrateurs suivantes : oies, canards, souchets, pilettes, chipeaux, siffleurs, sarcelles, canards plongeurs, milouins, milouinards, morillons, nyrocas, bécassines, courlis, râles, pluviers, chevaliers, bécasseaux, gravelots, tourterelles, barge, tourterelles, brues, ortolans. (J.O., 1^{er} janv. 1977.)

Arrêté du 13 janvier 1977. — *Subventions*. Cet arrêté est relatif aux subventions que peuvent obtenir les associations communales ou intercommunales de chasse agréées. Ces subventions sont réparties par département par l'Office national de la chasse sur proposition des fédérations départementales et avis du directeur départemental de l'agriculture. Elles ne peuvent excéder

2 000 francs par an par association. (J.O., 4 avril 1977.)

Arrêté du 19 janvier 1977. — *Chasse au vol*. Le Groupement des fauconniers et autoursiers du Sud-Ouest est agréé pour obtenir l'autorisation de chasse au vol avec desaiage, transport et détention des rapaces. (J.O., 18 février 1977.)

Arrêté du 21 janvier 1977. — *Budget O.N.C.* Les prévisions de recettes et dépenses de l'Office national de la chasse sont majorées de 4 363 800 francs pour 1976. (J.O., 16 février 1977.)

Arrêté du 10 février 1977. — *Budget O.N.C.* Pour 1977, le budget de l'Office national de la chasse est fixé à 136 249 083 francs. (J.O., 30 mars 1977.)

Arrêté du 4 mars 1977. — *Chasse en mer*. Cet arrêté détermine les embarcations, le nombre de fusils par embarcation, les armes et munitions, les modes de chasse autorisés. Ce sujet important est développé ci-après (J.O., 18 mars 1977.)

Arrêté du 19 avril 1977. — *Eramen du permis de chasser*. Désormais, les candidats devront obtenir les trois quarts (et non plus les deux tiers) du maximum des points fixés et répondre à toutes les questions éliminatoires. (J.O., 21 avril 1977.)

Arrêté du 3 mai 1977. — *Gironde*. Ce texte fixe les superficies minimales au-dessous desquelles il n'est pas possible, dans ce département, de s'opposer à l'intégration dans une association

communale ou intercommunale de chasse agréée (J.O., 27 mai 1977.)

Arrêté du 11 mai 1977. — *Plan de chasse*. L'arrêté donne désormais aux préfets divers pouvoirs de décision concernant l'organisation du plan de chasse au gros gibier, après « avis » (seulement) du président de la Fédération des chasseurs et du directeur départemental de l'agriculture. (J.O., 5 juin 1977.)

Arrêté du 11 mai 1977. — *Conseil national*. M. A. de La Rocheboucaud, président de la société de vénerie, est nommé au Conseil national de la chasse en remplacement de M. Ph. de Vitrage. (J.O., 5 juin 1977.)

Arrêté du 27 mai 1977. — *Camargue*. M. B. Coulet est nommé directeur de la réserve nationale de Camargue.

Décret du 29 juin 1977. — *Redevance gibier d'eau*. Ce décret institue une redevance spéciale « gibier d'eau », suivant diverses modalités analysées ci-après (J.O., 30 juin 1977.)

Ces textes sont d'importance inégale. Ceux de caractère local ou personnel n'appellent pas de développements particuliers dans le cadre d'une publication nationale. Ils sont néanmoins tous cités avec leurs références au *Journal officiel*, afin de permettre au lecteur qui s'estimerait plus spécialement concerné par l'un d'eux, d'y recourir.

Parmi les nouveautés de l'année, s'appliquant à tous, il convient de relever plus spécialement, outre ce qui a déjà été indiqué pour l'interdiction de commerce et de transport de certains gibiers migrateurs, deux innovations principales :

1. — *CHASSE EN MER EN EMBARCATIONS OU ENGINES DE SURFACE MOBILE*. — En réalité, le titre donné au décret aurait pu plus opportunément être intitulé « chasse en zone maritime ». Il s'applique, en effet, dans les eaux territoriales,

sur les étangs et plans d'eau sa-
lés, parties des plans d'eau, des
fleuves, rivières et canaux
affluant à la mer, en aval de la
limite de salure des eaux.

Sur ces eaux, la chasse maritime n'est autorisée qu'aux conditions suivantes :
a) A partir d'embarcations ou engins de surface non munis de moteur et avec autorisation du chef de quartier des affaires maritimes ; b) Le nombre de fusils par embarcation ou engin ne peut être supérieur à deux ; c) Le calibre des fusils ne peut être supérieur à 12 ; d) Ces fusils ne peuvent être fixés sur affûts ; e) Le plomb utilisé doit être d'un diamètre inférieur ou égal à 4 mm ; f) Le rabot est interdit avec des embarcations ou autres engins de surface munis de moteurs ; g) Sont interdits également les pièges, les lances, les filets, les phares, les lanternes, les systèmes lumineux et sonores pour la capture ou la destruction des oiseaux ; h) La chasse maritime est interdite en tous temps

(outre dans les réserves) :
au-dedans des jetées des ports ;
à moins de 300 mètres du point de
mouillage des navires, des instal-
lations fixes en mer (phares, balises,
etc.), des établissements de
pêche maritime ; i) Lorsqu'ils
sont fixés par destination, les engins
de surface devront être
séparés par une distance mini-
male de 150 mètres.

II. — *REDEVANCE « GIBIER D'EAU »*. — Il est créé une redevance cynégétique « gibier d'eau », en complément de la redevance nationale ou départementale. Cette redevance est due :

a) Dans tous les départements, pour la chasse au gibier d'eau avant l'ouverture générale ; b) Dans les départements côtiers, pour la chasse maritime, en tout temps d'ouverture. Le montant de cette redevance, que concède lors du paiement l'apposition d'un timbre spécial sur le permis, a été, pour la présente saison, fixé à 21 francs.

Sans consulter l'ordinateur

En conclusion, il peut être noté pour le présent inventaire une légère baisse par rapport aux années précédentes, de la marée législative. Il faut s'en féliciter, car les réglementations de tous ordres concernant la chasse depuis une dizaine d'années ne permettraient bientôt plus, sur cette lancée, d'épauler son fusil, sans consulter préalablement un ordinateur pour être sûr de ne pas être en infraction. Il est au demeurant curieux de noter qu'en matière de chasse, contrairement aux évolutions générales, la prolifération des textes a fait que l'on en est revenu pratiquement à la constitution d'un grand nombre de droits locaux. Il est vrai que ceci est dû à la grande diversité des terrains, de la faune et de la flore de ce pays.

Les préoccupations écologiques à la mode ne sont sans doute pas étrangères non plus à cette

politique. Mais en cette matière, comme en toute autre, il convient de voir les données du problème avec nuance et de faire preuve de pondération dans le choix des solutions. Le ministère de la culture et de l'environnement chargé de la chasse ne doit pas, en interdisant progressivement tout, devenir le ministère de l'anti-chasse.

La chasse au demeurant joue, comme l'on sait, un rôle non négligeable dans la sélection des espèces et à l'intérieur de celles-ci. Elle intervient ainsi dans l'équilibre général de la nature. Elle participe aussi, ce qui est singulièrement important, à la bonne santé physique et psychique de plus de deux millions de chasseurs.

(*) Avocat à la cour, auteur du Code de chasse (Hachette), examinateur du permis de chasser.

POINTS DE VUE

NE PAS FAIRE PARLER LA POUDRE...

Il est notoire que les parcs nationaux sont très mal découverts sur le plan écologique, leurs limites étant souvent le fruit de concessions à la démagogie locale où les chasseurs interviennent comme principaux opposants et de ce fait, allés objectifs des promoteurs immobiliers. La grande faune qui se développe dans ces territoires protégés (montrant ainsi que la chasse est bel et bien le facteur limitant) est alors piégée par une mauvaise réglementation du prélèvement à l'extérieur, se combinant avec le découpage irrégulier du territoire.

C'est pourquoi, aujourd'hui, les deux tiers du cheptel chamoisards sont confinés dans les quelques 10 ou 15 % du territoire où la chasse est interdite. Parallèlement, statistiques et calculs montrent que la « récolte » est largement supérieure au croît à l'extérieur de ces zones protégées. Dès lors, il est compréhensible que beaucoup de chasseurs du désert longent vers cet oasis. Ne serait-il pas beaucoup plus logique de leur demander de contenir à bien gérer la faune là où il est permis de la tirer avant de leur ouvrir les portes des sanctuaires ? D'autres pays alpins l'ont fait, pourquoi pas la France ?

En réalité, deux conceptions des parcs nationaux s'affrontent. Celle des chasseurs, qui persistent à voir surtout un réservoir à gibier,

et celle des écologistes, qui pensent que l'on doit laisser le plus possible la nature y évoluer sans intervention.

En effet, ce ne sont pas les prédateurs mais bien les facteurs climatiques qui à la disette et les maladies qui en découlent qui régulent naturellement les effectifs des ongulés montagnards. Les parcs nationaux français sont encore trop jeunes pour que les cycles naturels aient eu le temps d'agir et le rôle des parcs en ce domaine est justement de servir de témoin.

C'est pourquoi si, après tout, les chasseurs peuvent ouvrir leurs ré-

servés, ou mieux, instaurer un véritable plan de chasse à l'extérieur de celles-ci, les associations de protection de la nature ne sont pas d'accord pour permettre le tir dans les parcs nationaux. Demain on leur demandera des concessions identiques en faveur de la promotion immobilière ou pour tout autre « bon » motif. L'exemple de la Vanoise est encore tout frais dans les mémoires.

MICHEL BROSELIN,

représentant la Fédération française des sociétés de protection de la nature au Conseil national de la chasse et de la faune sauvage.

...MAIS LA NATURE

Le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) relève dans les déclarations du ministre une grave menace qui ne peut qu'inquiéter les millions de Français attachés à la protection de la nature. Il s'agit là du début du démantèlement des parcs nationaux. Alors que des centaines de milliers de Français se précipitent chaque année vers ces havres de paix pour y découvrir une nature sauvage, des animaux libres, vivant sans la hanche des coups de fusil, le ministre de l'environnement compte laisser le champ libre à ceux-là mêmes qui ont contribué à la disparition des es-

pèces que des zoologues tentent aujourd'hui de réhabiliter.

Si une espèce a tendance à proliférer au détriment des autres espèces ou de la flore, il existe des moyens efficaces pour revenir à un certain équilibre : capture des animaux en surnombre ensuite réintroduits dans des régions qui en manquent, ou bien dans les cas limites, après étude écologique poussée, tirs sélectifs effectués sur des bêtes malades ou infirmes.

Ces tirs, qui doivent être effectués en perturbant le moins possible le milieu, les hardes et les autres espèces, ne peuvent être confiés qu'à des gardes professionnels spécialisés dans le tir à distance. Mais, pour le ROC, seule la réintroduction des grands prédateurs, préconisée par des scientifiques de plus en plus nombreux, peut apporter une solution durable et efficace à la régulation des espèces.

BERNARD GROSLEIR,
président du Rassemblement des opposants à la chasse.

La Guyane au fil de la pirogue

(Suite de la page 17.)

La Guyane marquée au fer rouge par son épouvantable image de marque : la chourme tortionnaire mettant ses morts au compte de la nature ; les supplices voyant, confondant dans leur difficile survie, les effets du châtiment avec ceux du climat équatorial. L. Peut-être lui rendra-t-on un jour justice — quel mot ! — pour tout le tort que lui a fait le bagne ?

Dans un sens, cela commence quinze cents touristes par an, c'est encore peu. Mais la tout savoir au retour que la pirogue possède des charmes inconnus tels, par exemple, que de conformer le siège aux planches du bord, qui ne comptent pas habituellement au nombre des avantages vantés par les catalogues des agences de voyages. Mais quel contact avec la réalité du pays ! Car, hors d'un vieux DC-3 qui se pose comme il peut sur des pistes tranchées dans la compacité de la forêt équatoriale, la pirogue, au-delà, demeure le seul moyen de pénétrer un monde mystérieux d'arbres énormes, colossaux, murailles végétales bordant des fleuves immenses, des énormités fluides, épaisses laque verte avec, au bout du voyage, des populations réservées jusqu'alors aux vitrines du Musée de l'homme.

Au fil des jours (entre cinq et douze), l'aventure prend des allures d'expédition en compagnie de piroguiers Caboc, métis d'indiens et de Portugais, sur l'Oyapock en frontière du Brésil, ou, côté Surinam, Bonis et Bosch, descendants d'esclaves évadés retournés autr-

fois à leur nature africaine sous la protection de la grande forêt amazonienne et qui y sont restés, pauvres mais apparemment heureux. Ces hommes ont une superbe connaissance des fleuves : debout à l'avant, jambes écartées, le bosman, pesant sur sa pagaie, devine la trajectoire de la pirogue des monstres immergés que sont les rochers et guide le mobosse de l'arrière, d'une rive à l'autre, à travers les trafrises des écueils, les embûches des rapides, des sauts qui hachent le flot descendant et obligent parfois à débarquer : 19 mètres de dénivellation à Maripa, sur l'Oyapock, mais le plus souvent 1 mètre par-ci, 150 mètres par-là. Longs trajets : l'un s'occupait précédemment de météo et de balistique à la base de Kourou, tandis que l'autre s'achinait à vendre des pneus français aux Américains. Tous deux ont fini par trouver leur Eldorado, et il semble bien que leurs clients aussi : grâce à eux, de bouche à oreille, ce pays est en train, dans un sens, de se refaire une beauté.

Un hamac sous les palmes

Le soir, on aborde dans la forêt trois caribés qui prennent une allure de village. On discute sans affectation, en créole, c'est-à-dire comme on peut, avec les notrs habitants. On accroche son hamac sous un abri en feuilles de palmier. On se rase, etc., dans la rivière sans purnas. Les purnas, c'est ailleurs. En prime, on visite au passage, Guyane oblige, ce qui reste du bagne en demandant la clé au commissaire bon enfant de Saint-Laurent-du-Maroni : le rapport, dans la beauté de l'en-

vironnement, entre les fers du pénitencier et le charme discret des maisons à vérandas entourées de jardins, où la chourme s'épanouissait dans les douces de la famille, inspire des réflexions d'une forte densité.

Un saut, forcément, aux îles du Salut — dérision des cages dans cette splendeur polynésienne — et aussi dans quelque mine d'or où des vieillards riches d'histoires désertes cachent leur filon sous un chapeau blanchi par les tornades.

Deux solides gaillards sont à l'origine de cette utilisation de la Guyane à des fins touristiques imprévues dans le Plan vert et autres lancement d'engins spatiaux : l'un s'occupait précédemment de météo et de balistique à la base de Kourou, tandis que l'autre s'achinait à vendre des pneus français aux Américains. Tous deux ont fini par trouver leur Eldorado, et il semble bien que leurs clients aussi : grâce à eux, de bouche à oreille, ce pays est en train, dans un sens, de se refaire une beauté.

Tout de même : inconditionnels des étoiles intra-palaces, spécialistes des contacts « humains » avec les barman en veste blanche et autres explorateurs du folklore en boîte (de nuit), s'abstenir.

LOUIS DOUCET.

* Takari Tour, hôtel du Montabo, B.P. 513, Guyane 97310. Téléphone : 31-25-73. Voyages proposés en France par : Explorator, 18, place de la Madeleine, 75008 Paris ; T.T.H., 4, rue Balzac, 75008 Paris ; Claude Vignot, 74, boulevard Haussmann, 75008 Paris ; J&S Tours (dans les agences de voyages).

L'ATELIER DE POTERIE

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille tous les amateurs de 3 à 83 ans

5 rue Lacépède - Paris 5^e - 707-85-64

Différent, passionnant et inoubliable, le KENYA pour vos prochaines vacances.



GRATUIT
Veuillez m'envoyer gratuitement la collection de brochures en couleur.

Le folklore, les plages de l'Océan Indien, les rivières et cascades, les réserves de grands fauves, les safaris-photo dans les réserves de grands fauves, l'Alpaga, un dromédaire, des hôtels ultra-modernes, tout pour réussir vos prochaines vacances.

Demandez la collection de brochures en couleur à l'Office du tourisme du Kenya ou à votre Agent de Voyages habituel.

OFFICE DU TOURISME DU KENYA
5, rue Volney - 75002 Paris - Tél. : (1) 280.66.88

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

Prenez la Manche comme vous prenez la route, à 100 à l'heure.

— Jusqu'à 18 départs par jour.
— 40 minutes de traversée — Exemple de prix : à partir de 215 F pour une Mini.
— Passagers : Traversée gratuite jusqu'à 5 personnes par voiture.

Informations et réservations auprès de votre agence de voyages ou
HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais.
Tél. Paris 723.73.05 - Calais 34.67.10 - Bruxelles 219.02.25
ou directement 24, rue de Saint-Ouen - 75010 Paris.



HOVERLLOYD
à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.

NEW-YORK

15 Nov. 1977

1000 F

NOUVEAU VOYAGES

هكذا من الأصل

Modes du temps

A L'ATTAQUE DU POIL

DEBOUT devant sa glace, un homme se rase. Acte quotidien. Il y a, en France, dix-huit millions d'hommes en âge de sacrifier au rituel, dont 4,5 % de barbus. Rasoir électrique ? Rasoir mécanique ? Chaque système a ses inconvénients. Mais dans l'ensemble les utilisateurs du rasoir mécanique sont légèrement plus nombreux.

Malgré des perfectionnements notables, le rasoir électrique, rotatif ou à grille, est considéré par le consommateur comme un produit « obsolète », fait remarquer François Bonfils, qui a consacré dans « Stratégies » une étude très complète sur le marché des rasoirs. Le rasoir mécanique bénéficie, au contraire, d'une image jeune et dynamique d'autant plus directement perçue par le consommateur que les progrès ont porté sur le tranchant des lames et sur la forme du rasoir lui-même. Ces deux marchés consacrent des sommes importantes à leur publicité dans la presse écrite, à la radio, à la télévision : 22 millions en 1975 pour les rasoirs électriques, 14 millions pour les rasoirs mécaniques.

Le prix mis à part, la grande différence entre le rasoir mécanique et le rasoir électrique est d'ordre psychologique, fait remarquer Philippe Spetia, responsable du budget-publicité de Gillette, le leader de la lame. Dans le premier cas, le rasage est un rituel agréable. Au plaisir de s'épiler s'ajoute le plaisir de se débarrasser d'un acte qu'il considère comme une corvée.

« Nous n'essayons pas de séduire », dit-on chez Philips, le premier de « l'électrique », « L'essentiel de notre publicité repose sur des arguments techniques ». Sur les pages des magazines, en revanche, le rasoir électrique apparaît le plus souvent seul, il est de couleur noire, métallisé, viril en soi. C'est lui le héros de la publicité, ce n'est pas l'homme. Plus aucune main ne le tient. La publicité pour ce produit est froide, sans connotation psychologique. Elle correspond bien à cet autre rasage, à cette catégorie d'hommes plus modernes, qui voient dans le rasoir électrique net, rapide et pratique, le moyen de se débarrasser d'un acte qu'il considère comme une corvée.

« Nous n'essayons pas de séduire », dit-on chez Philips, le premier de « l'électrique », « L'essentiel de notre publicité repose sur des arguments techniques ». Sur les pages des magazines, en revanche, le rasoir électrique apparaît le plus souvent seul, il est de couleur noire, métallisé, viril en soi. C'est lui le héros de la publicité, ce n'est pas l'homme. Plus aucune main ne le tient. La publicité pour ce produit est froide, sans connotation psychologique. Elle correspond bien à cet autre rasage, à cette catégorie d'hommes plus modernes, qui voient dans le rasoir électrique net, rapide et pratique, le moyen de se débarrasser d'un acte qu'il considère comme une corvée.

Quand il faut ainsi renoncer aux joies d'une cave, on peut, si les moyens financiers ne font pas défaut, avoir recours à une armoire réfrigérée conçue pour conserver le vin dans l'appartement. Bouleversant les notions traditionnelles d'hygiène et d'entretien de cette conservation, ce type d'armoire est de création trop récente pour que l'on tire des conclusions de son utilité. Dans cette cave d'appartement, qui ressemble à un réfrigérateur, règne une température uniforme de 10-12 °C ; on peut aussi la diviser en trois compartiments, à l'aide de plaquettes réglables en hauteur ; au sommet, une température de 4 à 8 °C permet de conserver le champagne ; au centre, entre 8 et 12 °C, les vins d'Alsace et de Loire et, en bas, entre 12 et 18 °C, on peut entreposer « le temporaire », dit le constructeur, les vins de Bordeaux et de Bourgogne. Une armoire réfrigérée pour cent bouteilles mesure 0,60 m de large, 0,50 m de profondeur et 1,50 m de haut, et coûte 3 900 F ; pour deux cents bouteilles, le double de largeur et 4 900 F (« Euro-cave », Planidis).

Ceux qui possèdent une vraie cave, loin d'une chaudière et aérée, peuvent y conserver le vin à une température qui doit être comprise entre 12 et 18 °C, selon les saisons. Dans un local de 10 m², il est possible d'aligner environ neuf cents bouteilles, ce qui constitue une « bonne » cave. Pour leur rangement, le choix se portera sur des casiers contenant cent cinquante ou trois cents bouteilles : en fer peint (150 places, 108 F, catalogue Mann-franco) ou en fer galvanisé (150 places, 117 F, au B.E.V.). Pour mettre les bouteilles à l'abri d'un vol ou d'une tentation, des casiers se scellent au mur et se ferment, soit par un cadenas (B.E.V. et Manufacture), soit par une clé (Morel). Les casiers pour magnons sont introuvables. Pour qu'il les fabricants ne s'intéressent pas à ces contenances de boîtes, trop petites aussi, on ne peut y conserver du vin, à part quelques bouteilles à consommer sans trop tarder.

La mise en bouteille est un travail minutieux. Le fût, descendu à la cave, sera posé sur un support incliné, dit « chandelier » (difficile à trouver ; Manufacture propose un porte-fût métallique) où le vin doit reposer pendant trois semaines environ. Le tirage du vin s'opère ensuite par un robinet de bois (ou en cannelle) introduit dans le tonneau ou par une « tireuse », constituée d'un tuyau avec bec verseur et soufflet pour l'amarçage. Les bouchons solent être neufs, longs et de bonne qualité (de 40 à 60 F les cent, prix dus à la raréfaction des lièges) ; ils sont mis en place à l'aide d'une bouchouse à levier, de préférence montée sur socle.

JANY AUJAME.
* « Euro-cave », société Planidis, centre d'Alais 31142 317, bâtiment 120A, 94588 Buzon, Orléans.

FLORENCE BRETON.

L'AMÉRIQUE A PETITES FOULÉES

Le « jogging » ou la rage de courir

SUR les profondeurs de l'Amérique, le jogging (course à petites foulées), qui fait rage aujourd'hui d'un bout à l'autre du pays, figure actuellement de loin en tête des loisirs. L'étranger qui débarque à New-York, à Miami, à San-Francisco — en fait, où que ce soit aux États-Unis — ne peut que constater que les Américains sont saisis d'une stupéfiante rage de courir. Dans les quartiers cosmopolites et vaporeux, dans les parcs, dans les rues, le passant croise à toute heure de la journée des coureurs qui foncent, l'air libéré, vers un but inconnu, l'air d'être des fous, des fous, des fous, l'air d'être des fous, des fous, des fous.

Dix millions d'Américains, selon des statistiques récentes, s'adonnent actuellement au jogging, et le jogging moyen parcourt tous les jours 12 kilomètres à pied. Et ce n'est sans doute pas le moindre paradoxe que le peuple qui a inventé la civilisation automobile, qui s'est ingénié à créer des machines permettant de se déplacer sans effort, pour qui la route a été inventée, qui a inventé le « jogging », se livre à une activité physique si exigeante.

Le jogging est en effet au centre de toutes les conversations, dans les bureaux, les salons, les bars : on se bombarde mutuellement de coups de performances. Un tel a parcouru 20 kilomètres, 30 kilomètres, ou même 50 kilomètres durant le week-end. Un autre, victime il y a deux ans d'un infarctus, se porte comme un charme depuis qu'il court tous les jours sur une distance de 12 kilomètres. Chacun y va de son petit miracle personnel. Pour tout le monde il s'agit — grâce au jogging — d'être en forme. Pour la jeunesse, c'est l'occasion de se débarrasser de la tristesse d'être jeune. Pour les autres, c'est l'occasion de se débarrasser de la tristesse d'être vieux.

Sport et délassement tout à la fois le jogging est à première vue démocratique : les grands manitous de Wall-Street, les petits fonctionnaires, les employés de bureau, les mères de famille, les architectes, les professeurs, les médecins, le pratiquent avec un fanatisme égal. En fait, la course de fond n'est pratiquée que par les cols blancs. Les ouvriers, qui doivent économiser leurs calories, ne s'y adonnent absolument pas. Un dirigeant syndicaliste a dit tout net sur le petit écran : « Suer pour gagner sa vie, on est bien obligé, mais suer pour le plaisir... »

Périodiquement l'Amérique est en proie à des habillages nationaux, d'ailleurs d'un exercice, d'une mode, d'un gadget : il y eut le hoola-hoop, la maritima, la méditation transcendante, la psychanalyse, les radios-amateurs : il s'agit généralement pour les classes moyennes de se débarrasser de leur trop-plein d'énergie et d'échapper à l'ennui tout à la fois. Le jogging présente l'avantage d'être à la portée de toutes les bourses. Les trottoirs, les chaussées même, servent de pistes aux joggers, qui passent, sans vergogne, même aux heures de pointe des bureaux, en trombe, comme des météores : ils n'ont pas besoin de terrains réservés, de stades. Mis à part les importations de chaussures de tennis auxquelles ce nouveau passe-temps fait faire fortune, le commerce et la publicité n'en tirent pas le moindre profit.

Les psychologues et les sociologues s'en donnent à cœur joie dans les revues spécialisées et donnent du jogging les explications les plus inattendues. Selon certains il s'agit d'une nouvelle manifestation de la manie américaine d'être jeune. La « contre-culture » des années 60 avait mis l'accent sur le langage ; aujourd'hui, les adolescents d'ailleurs ayant passé la trentaine penseraient pouvoir trouver la fontaine de Jouvence dans le jogging.

Quant aux médecins, le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont divisés sur les avantages et les dangers que cette activité comporte pour les cardiaques : pour les uns, la pratique quotidienne de la course stabilise la condition cardiaque et fortifie le cœur ; pour les autres, rien n'est moins sûr. La polémique fait rage entre les deux camps, ce qui n'empêche pas des milliers de spécialistes, et même des aspirants, de grossir les rangs des joggers et de détruire la chronique par leurs exploits dément rapportés à la télévision : « Aujourd'hui, M. John Smith, âgé de soixante-huit ans, demeurant rue Campbell, a parcouru 35 kilomètres... »

Les effets subtils du jogging sont d'ailleurs très contestables, lorsqu'il est pratiqué à New-York, à Detroit, à Pittsburgh, à Los Angeles, où les coureurs fortifient peut-être leurs muscles abdominaux mais manquent d'être épuisés par la pollution, quand ils ne passent pas l'été sous les coups de soleil. On rapporte qu'un jogger ayant téléphoné récemment d'une cabine à son médecin de famille lui ayant dit : « Je viens de parcourir 25 kilomètres et j'ai une crampe à la cheville, que dois-je faire ? » s'entendit répondre : « Voyez un psychiatre... »

Soitaines dans leur course de fond comme dans leurs automobiles, les Américains « joggent » aujourd'hui comme des fous. Où courent-ils donc et pourquoi ? Quelle fuite en avant se dissimule-t-elle sous les dehors d'un exercice apparemment innocent et peu onéreux ? Gageons qu'avant que ces questions n'aient trouvé un embryon de réponses les Européens se seront mis à l'heure du jogging et que des Français au-dessus de tout soupçon, en short et en t-shirt ou en survêtement, courront à leur tour comme des fous le long des boulevards jusqu'au beau milieu de la place de la Concorde.

LOUIS WIZNITZER.

VIVRE DANS UN DEUX-PIÈCES



(Croquis de MABCO.)

L'AVENIR semble bien être aux petites pièces, faciles à changer, à renouveler et à superposer selon son humeur, et, dans ce contexte, tricot, blousons et jupes de maille sont irremplaçables, tant pour le confort qu'ils apportent que pour le rapport qualité-prix. Les formes douces de l'automne à la capture par des effets d'épaules surabondantes, de généreuses emmanchures raglan et des cols chemins en fils moelleux et en mélange de laine, d'angora, de mohair ou de courtelle, voire de cachemire. A côté de ces formes « boules », amusantes à porter sur des jupes paysannes à fronces, l'ensemble de chandail et de gilet revient, après une absence de plusieurs années, en mailles fantaisie, en points de dentelle, à porter avec des blazers de tweed et des jupes de velours côtelé ainsi qu'avec des jeans et des pantalons.

Le guide pratique de Dépêche-Mode pour l'automne offre une

excellente sélection de modèles de marque, en vente dans les grands magasins, et de fabrication semi-artisanale qui, avec les variantes de la mode, tendent à rivaliser avec la bonneterie classique, à évolution plus lente. Les silhouettes d'automne du prêt-à-porter rejoignent celles des tricotés dans les boutiques qui donnent comme best-sellers la veste sport, empruntée au vestiaire masculin, et le blouson long et étoffé arrivant sous les hanches, qui met en valeur tous les genres de chandails à grosses mailles et à emmanchures travaillées de façon à allonger le cou et à affiner la taille. Ils se distinguent encore par des coloris qui donnent bonne mine : les naturels, les roux et les marron chauds, les pastels légèrement assourdis et les chinés.

Les jacquards conservent leur vogue en tons plus foncés pour la ville, ou à rayures grises, à gros écossais, réajustant les motifs écossais aux tenues de week-end ou de sports d'hiver.

Le thème des tricotés pastels se retrouve aussi dans le numéro de septembre du Jardin des modes réalisé avec entrain par Martine Fell, qui a demandé des patrons aux maisons de style, à exécuter soi-même à moitié prix ou à acheter tout fait.

NATHALIE MONT-SERVAN.

la boutique franck olivier vient d'ouvrir.

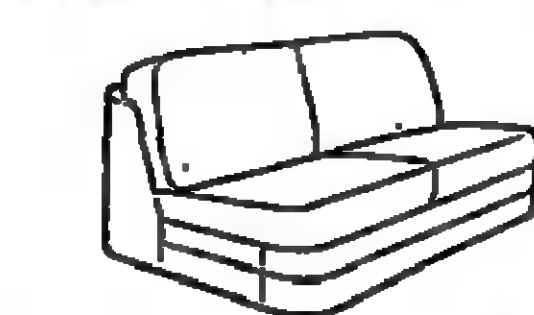
Vous y trouverez le Prêt à Porter, les chemisiers et -c'est nouveau - les fourrures franck olivier.

franck olivier

26, rue Du Four Paris VI^e

Stuart Courville & associés

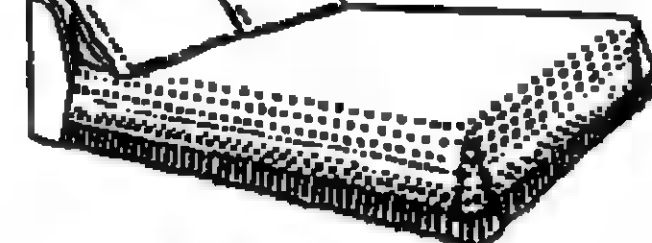
Bien dormir sur un bon canapé



Une boutique très spécialisée en canapé-lit s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles,

nous avons choisi cette semaine le plus petit canapé-lit pour 2 personnes, soit 1,62 m pour 140 de couchage.

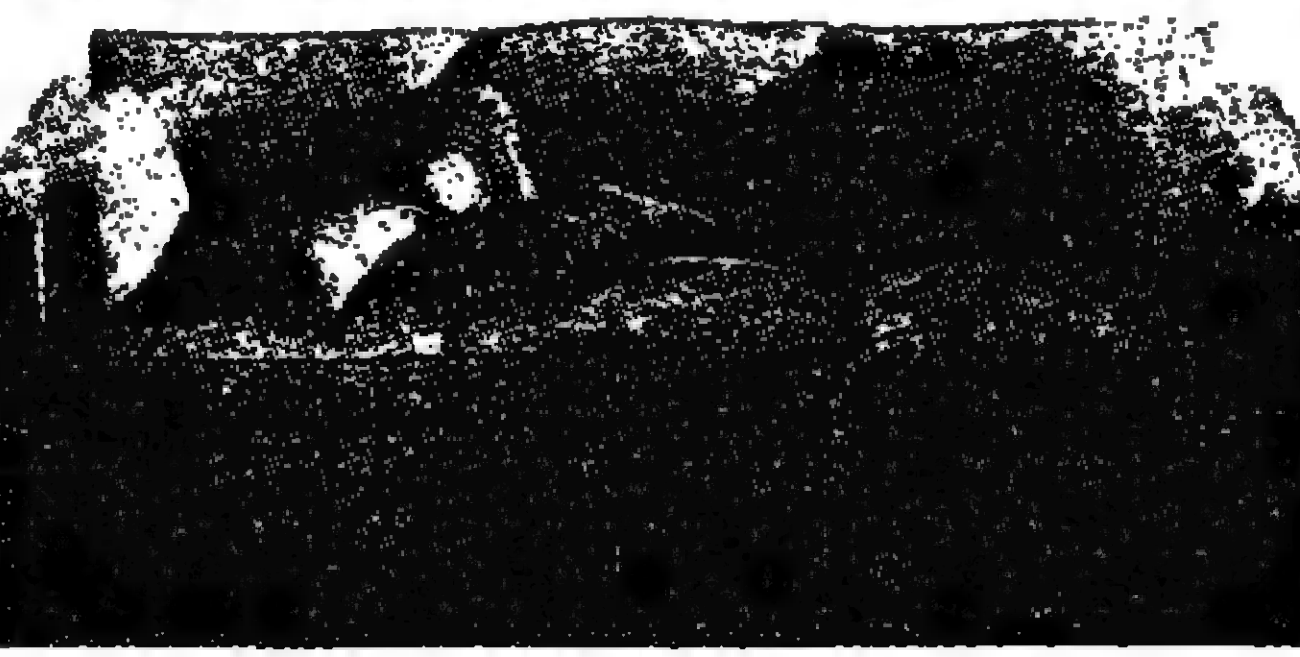
Prix à partir de 3.700 F



LA GUERANDE

« La Boutique du Canapé-lit » 13 bis, rue de Grenelle, PARIS (7^e) - 548-23-02

Bien choisir son canapé



Sélectionné pour vous cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »

44, rue du Faubourg, 75006 PARIS - Tél. : 548-86-22.

مكتبة الأصيل

Hippisme

Les Anglais tirent les premiers

SEMAINES des déceptions. La première se situe à Doncaster. Trois chevaux français sont au départ du « Saint-Leger », la plus célèbre et la plus ancienne course anglaise de longue distance pour « trois ans ». *Funny Hobby*, le vainqueur de notre dernier Grand Prix de Paris, qui s'est gravement blessé à l'entraînement (au point que sa carrière est probablement terminée), n'est pas du nombre. Mais il y a là *Solario*, le gagnant du « Kerguelan », *Guadagni*, celui du Grand Prix de Vichy, et *Montrossier*, mieux que des utilités. Or, tous trois terminent dans le lointain. La victoire revient à *Dumferline*, une pouliche de la reine, devant *Alleged*, révélation de l'été anglais et dont les bookmakers font un des favoris de l'ère de triomphe.

Le résultat confirme l'impression qui ressortait déjà des « Saint-Leger » et des « Gold Cup » des dernières années : les chevaux anglais dament actuellement le pion aux nôtres sur les longues distances, qui furent longtemps leur point faible. La suppression du Grand Prix de Paris, après le déclin du « Royal-Oak », devenu une simple course de consolation en fin de saison, ne peut qu'accroître le phénomène. Car le Grand Prix de Paris, qui fut un des mythes de la vie parisienne pendant près d'un siècle, ne sera plus.

La décision a été prise pendant les vacances. Le « Saint-Leger » restera la seule grande course européenne sur 3 000 mètres pour « trois ans ». Les courses françaises de galop, qui furent jusqu'en 1974 les plus riches du monde, qui continuent de bénéficier, avec le financement par prélèvement automatique sur les

jeux, d'une législation prodigieusement favorable, se montrent ainsi, une fois de plus, incapables d'offrir leur vie propre. Passées entièrement sous la dépendance des Etats-Unis pour les grands reproducteurs et presque entièrement pour ce qui est d'une certaine couche de l'élevage, les voies se plaçant sous l'aile anglaise pour la désignation des champions de tenue, dont le couronnement a été longtemps leur apogée. Dès lors, faut-il s'étonner des déceptions ?

Une arrivée pointue

En voici une autre, avec le prix de la Salamandre, dimanche à Longchamp. Huit poulains et pouliches au départ. Parmi eux, *Super Concorde* et *Little Love*, les deux premiers du prix Moray ; *Kenmare*, qui, à Deauville, a gagné depuis ; *Bilal*, également bon gagnant à Deauville. C'est à peine si, dans cet aréopage, on descendait à un regard pour l'Anglais *John de Coombe* qui, chez lui, n'a pas encore élevé ses ambitions au niveau des courses de groupe. Il est à 40 contre 1 au P.M.U. *Super Concorde* part en tête ; *Kenmare* vient à son côté et lui prend l'avantage. On croit qu'il va gagner. Mais surgissent *John de Coombe* et, dans son sillage, *Bilal*, sur lequel *Saint-Martin* — qui connaît, si l'on ose dire, dans les cols l'arrivée au second tour — a longtemps attendu. L'arrivée est pointue. Il faut la photographie pour la fixer. Elle donne l'avantage aux deux derniers attaquants. Le gagnant est *John de Coombe*, une tête devant *Bilal*, lequel devance de la même distance *Kenmare*.

Le dixième ou le douzième en

Angleterre devant, d'un coup, le premier à Longchamp : voilà qui laisse mal augurer des futures rencontres dans la jeune génération. Peut-être faut-il retenir également le fait — sans lui accorder encore valeur de symbole — que le second est un représentant de la jeune école arabe *Fustok*.

On parle de plus en plus arabe au passage de Longchamp. Il était de bon ton, dimanche, d'y faire la cour au président du Jockey-Club de Ryad, à l'heure où les courtiers — qui ont toujours quelques chevaux à vendre au fond de leurs poches — dansaient un ballet enfiévré. Les dirigeants de la Société d'encouragement avaient réservé une loge d'honneur à ce visiteur, à qui ils décernèrent maints autres égards. Sous protection américaine et tutelle technique anglaise, le galop cherche encore des gages financiers du côté du pétrole. Fabriquons français.

Le record des « quatre ans »

Le trot, lui, sait le faire. La formule ne lui résistait pas trop mal. *Hadol du Vieux* a remporté dimanche, dans le prix de l'Etoile, ses dix-septième victoire. Comme chaque fois qu'il est en piste, il n'y a pas eu de véritable course. A l'entrée de la ligne droite, exactement à l'endroit où il le fait d'habitude, son driver lui a lâché les rênes. Comme d'habitude également, *Hadol du Vieux*, en 100 mètres, en a pris 15 d'avance.

Ces 100 mètres d'accélération lui ont suffi pour égaler, en l'ère du kilomètre, le record des « quatre ans » à Vincennes. Ne s'agit-il pas d'un véritable effort aussi bref (mais aussi adversaire exigeant) qu'il l'est battu le record

général de la piste. A quatre ans, c'est-à-dire, chez un trotteur, tout juste au sortir de l'adolescence, ce petit cheval relègue les exploits de ses plus illustres devanciers, d'*Uranie* à *Belino II*.

Mais nous aurons tout le temps, l'hiver prochain, de dénouer des tapis de pourpre devant ses sabots. Pour l'heure, encore quelques mots de Longchamp. Une autre demi-défaillance, avec *Crystal Palace*, gagnant, certes, du prix Niel, mais sans éclat et après avoir eu, devant le Pavillon, des velléités d'incartable. Meilleure impression dans le prix Roy, avec *Malacate* et *On My Way* (dont la rentrée, après dix mois d'absence est excellente).

Destinées à des carrières d'étoiles aux Etats-Unis (évidemment...), *The Minstrel* et *Smoller*, qui auraient été deux des favoris de l'Arc de triomphe, y sont partis précipitamment, par crainte d'une fermeture des frontières américaines devant l'épidémie de métrite née en Angleterre. *Malacate* apparaît aujourd'hui comme celui qui peut être le premier bénéficiaire de leur hâte. Bénéficiaire en partie platonique : *Malacate* est resté stérile au cours d'un premier séjour au haras, raison pour laquelle il a été remis à l'entraînement.

S'il gagne l'Arc de triomphe, il rapportera, certes, à son propriétaire, les 1 300 000 francs de la course, mais rien de ce qui constitue le véritable bénéfice de la victoire : la carrière au haras, au tarif de 30 000 ou 40 000 francs par jument honorée. Son destin ne peut plus être que courtier, toujours courtier, encore courtier.

LOUIS DANIÉL

Philatélie

N° 1502

FRANCE - « Château de Vitre ». Dans la série touristique prévue au programme de l'année en cours, la cinquième figurine postale représentant le château de Vitre et elle sera en vente générale le 25 septembre.



240 F. bruns, vert et bleu. La marque est de Jacques Devillers et la gravure de Michel Monvoisin. Impression taille-douce : Ateliers du Timbre de France. Vente anticipée : Les 24 et 25 septembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire installé au Château de Vitre, salle du ras-de-chaussée, école rue Notre-Dame - Obligation « premier jour ». Le 24 septembre, de 9 h. à 12 h., au bureau de poste de Vitre principal - Boîte aux lettres spéciale pour l'obliteration « premier jour ».

FRANCE - Retraits. Deux timbres émis au début de l'année seront retirés de la vente des bureaux de poste, le 4 novembre : 0,50 F. installations postales de Dunkerque ; émis les 12-13 février 1977. 0,55 F. Le souvenir français ; émis les 5-7 mars 1977.

Bureaux temporaires O 32900 Arménites (exposition florale), les 17 et 18 septembre, à Centaure du Cercle horticulteur. O 37000 Tours (part des expositions de Boulogne-Billancourt), du 12 au 20 septembre. - Quinzième foire agricole (cachet petit format). O 37000 Tours (foire municipale), les 24 et 25 septembre. - Quinzième exposition du Cercle philatélique de Courbevoie. O 31100 Caen (exposition), le 24 septembre. - Vingt-quatrième foire économique. O 31500 Béziers (palais des congrès et des expositions), le 1er octobre. Douzième exposition philatélique et philatélique association Arts et Culture. O 5500 Perpignan (salle Arago), les 1er et 2 octobre. - Centenaire anniversaire du jumelage européen des P.T.T. Perpignan-Banora. O 30000 Carrière-sur-Mer (gymnase), les 5 et 6 octobre. - Vingt et unième congrès régional philatélique Marseille-Provence.

ANDORRE - Série des « Institutions andorranes ». Pour la série des « Institutions andorranes », deux timbres (6 et 7 de l'année) sortent fin septembre, dont la vente générale est fixée pour le 26.

Le premier nous montre la Salle du Conseil général : 1. 240 F. brun-rouge, bleu et brun Van Dyck. Dessiné et gravé par Claude Holey. Le second représente l'église de Guillem d'Arny Flanodit, studio : 2. 240 F. brun-rouge, bleu et brun Van Dyck. Dessiné et gravé par Claude Holey.

Les deux timbres ont été imprimés en taille-douce dans les Ateliers du timbre de France.

Vente anticipée : - Le 24 septembre au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. - Obligation « premier jour » grand format non illustré. O 4 SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS, les 24 et 25 septembre, la salle Gérard-Philippe arborea une exposition philatélique (sujet municipal), les 24 et 25 septembre. - Quinzième exposition du Cercle philatélique de Courbevoie. O 31100 Caen (exposition), le 24 septembre. - Vingt-quatrième foire économique. O 31500 Béziers (palais des congrès et des expositions), le 1er octobre. Douzième exposition philatélique et philatélique association Arts et Culture. O 5500 Perpignan (salle Arago), les 1er et 2 octobre. - Centenaire anniversaire du jumelage européen des P.T.T. Perpignan-Banora. O 30000 Carrière-sur-Mer (gymnase), les 5 et 6 octobre. - Vingt et unième congrès régional philatélique Marseille-Provence.

ADALBERT VITALYOS.

Jeux

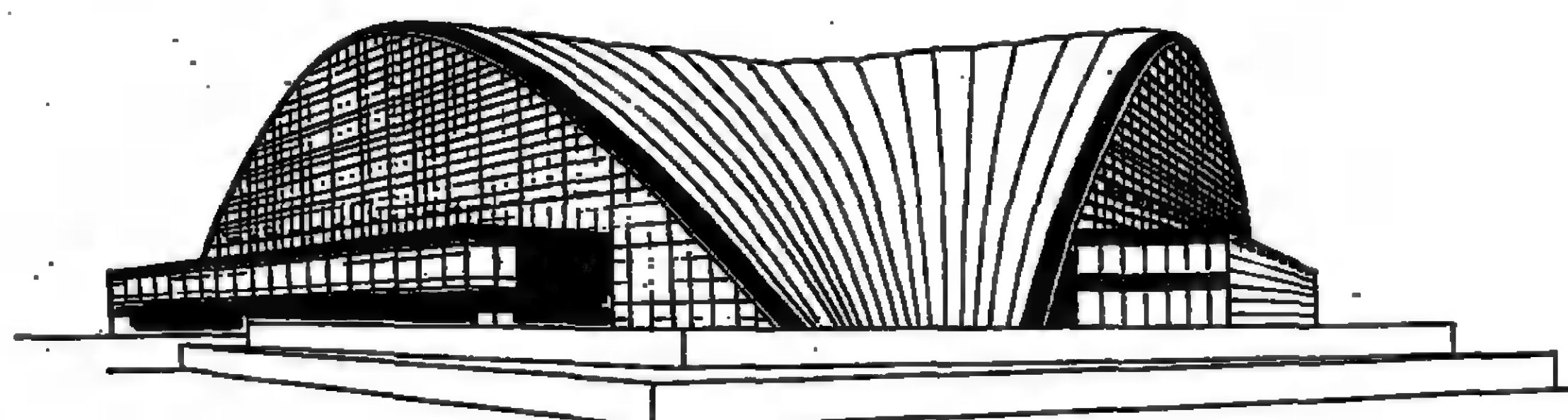
échecs

N° 727

(Mémoires Tchigorine, septembre 1977, Tchigorine). Blancs : 1. DURA0 (Portugal). Noirs : 2. DURA0 (Portugal). Défense Philidor.

1. e4 e5 2. Cf3 Cf6 3. Cc3 Cc6 4. Cg3 Cg4 5. Fc4 Fc5 6. Fd3 Fd6 7. De2 De7 8. Dc3 Dc6 9. Fc2 Fc3 10. Fd3 Fd6 11. Cb4 Cb5 12. Cc3 Cc6 13. Cb4 Cb5 14. Cc3 Cc6 15. Cb4 Cb5 16. Cc3 Cc6 17. Cb4 Cb5 18. Cc3 Cc6 19. Cb4 Cb5 20. Cc3 Cc6 21. Cb4 Cb5 22. Cc3 Cc6 23. Cb4 Cb5 24. Cc3 Cc6 25. Cb4 Cb5 26. Cc3 Cc6 27. Cb4 Cb5 28. Cc3 Cc6 29. Cb4 Cb5 30. Cc3 Cc6 31. Cb4 Cb5 32. Cc3 Cc6 33. Cb4 Cb5 34. Cc3 Cc6 35. Cb4 Cb5 36. Cc3 Cc6 37. Cb4 Cb5 38. Cc3 Cc6 39. Cb4 Cb5 40. Cc3 Cc6 41. Cb4 Cb5 42. Cc3 Cc6 43. Cb4 Cb5 44. Cc3 Cc6 45. Cb4 Cb5 46. Cc3 Cc6 47. Cb4 Cb5 48. Cc3 Cc6 49. Cb4 Cb5 50. Cc3 Cc6 51. Cb4 Cb5 52. Cc3 Cc6 53. Cb4 Cb5 54. Cc3 Cc6 55. Cb4 Cb5 56. Cc3 Cc6 57. Cb4 Cb5 58. Cc3 Cc6 59. Cb4 Cb5 60. Cc3 Cc6 61. Cb4 Cb5 62. Cc3 Cc6 63. Cb4 Cb5 64. Cc3 Cc6 65. Cb4 Cb5 66. Cc3 Cc6 67. Cb4 Cb5 68. Cc3 Cc6 69. Cb4 Cb5 70. Cc3 Cc6 71. Cb4 Cb5 72. Cc3 Cc6 73. Cb4 Cb5 74. Cc3 Cc6 75. Cb4 Cb5 76. Cc3 Cc6 77. Cb4 Cb5 78. Cc3 Cc6 79. Cb4 Cb5 80. Cc3 Cc6 81. Cb4 Cb5 82. Cc3 Cc6 83. Cb4 Cb5 84. Cc3 Cc6 85. Cb4 Cb5 86. Cc3 Cc6 87. Cb4 Cb5 88. Cc3 Cc6 89. Cb4 Cb5 90. Cc3 Cc6 91. Cb4 Cb5 92. Cc3 Cc6 93. Cb4 Cb5 94. Cc3 Cc6 95. Cb4 Cb5 96. Cc3 Cc6 97. Cb4 Cb5 98. Cc3 Cc6 99. Cb4 Cb5 100. Cc3 Cc6 101. Cb4 Cb5 102. Cc3 Cc6 103. Cb4 Cb5 104. Cc3 Cc6 105. Cb4 Cb5 106. Cc3 Cc6 107. Cb4 Cb5 108. Cc3 Cc6 109. Cb4 Cb5 110. Cc3 Cc6 111. Cb4 Cb5 112. Cc3 Cc6 113. Cb4 Cb5 114. Cc3 Cc6 115. Cb4 Cb5 116. Cc3 Cc6 117. Cb4 Cb5 118. Cc3 Cc6 119. Cb4 Cb5 120. Cc3 Cc6 121. Cb4 Cb5 122. Cc3 Cc6 123. Cb4 Cb5 124. Cc3 Cc6 125. Cb4 Cb5 126. Cc3 Cc6 127. Cb4 Cb5 128. Cc3 Cc6 129. Cb4 Cb5 130. Cc3 Cc6 131. Cb4 Cb5 132. Cc3 Cc6 133. Cb4 Cb5 134. Cc3 Cc6 135. Cb4 Cb5 136. Cc3 Cc6 137. Cb4 Cb5 138. Cc3 Cc6 139. Cb4 Cb5 140. Cc3 Cc6 141. Cb4 Cb5 142. Cc3 Cc6 143. Cb4 Cb5 144. Cc3 Cc6 145. Cb4 Cb5 146. Cc3 Cc6 147. Cb4 Cb5 148. Cc3 Cc6 149. Cb4 Cb5 150. Cc3 Cc6 151. Cb4 Cb5 152. Cc3 Cc6 153. Cb4 Cb5 154. Cc3 Cc6 155. Cb4 Cb5 156. Cc3 Cc6 157. Cb4 Cb5 158. Cc3 Cc6 159. Cb4 Cb5 160. Cc3 Cc6 161. Cb4 Cb5 162. Cc3 Cc6 163. Cb4 Cb5 164. Cc3 Cc6 165. Cb4 Cb5 166. Cc3 Cc6 167. Cb4 Cb5 168. Cc3 Cc6 169. Cb4 Cb5 170. Cc3 Cc6 171. Cb4 Cb5 172. Cc3 Cc6 173. Cb4 Cb5 174. Cc3 Cc6 175. Cb4 Cb5 176. Cc3 Cc6 177. Cb4 Cb5 178. Cc3 Cc6 179. Cb4 Cb5 180. Cc3 Cc6 181. Cb4 Cb5 182. Cc3 Cc6 183. Cb4 Cb5 184. Cc3 Cc6 185. Cb4 Cb5 186. Cc3 Cc6 187. Cb4 Cb5 188. Cc3 Cc6 189. Cb4 Cb5 190. Cc3 Cc6 191. Cb4 Cb5 192. Cc3 Cc6 193. Cb4 Cb5 194. Cc3 Cc6 195. Cb4 Cb5 196. Cc3 Cc6 197. Cb4 Cb5 198. Cc3 Cc6 199. Cb4 Cb5 200. Cc3 Cc6 201. Cb4 Cb5 202. Cc3 Cc6 203. Cb4 Cb5 204. Cc3 Cc6 205. Cb4 Cb5 206. Cc3 Cc6 207. Cb4 Cb5 208. Cc3 Cc6 209. Cb4 Cb5 210. Cc3 Cc6 211. Cb4 Cb5 212. Cc3 Cc6 213. Cb4 Cb5 214. Cc3 Cc6 215. Cb4 Cb5 216. Cc3 Cc6 217. Cb4 Cb5 218. Cc3 Cc6 219. Cb4 Cb5 220. Cc3 Cc6 221. Cb4 Cb5 222. Cc3 Cc6 223. Cb4 Cb5 224. Cc3 Cc6 225. Cb4 Cb5 226. Cc3 Cc6 227. Cb4 Cb5 228. Cc3 Cc6 229. Cb4 Cb5 230. Cc3 Cc6 231. Cb4 Cb5 232. Cc3 Cc6 233. Cb4 Cb5 234. Cc3 Cc6 235. Cb4 Cb5 236. Cc3 Cc6 237. Cb4 Cb5 238. Cc3 Cc6 239. Cb4 Cb5 240. Cc3 Cc6 241. Cb4 Cb5 242. Cc3 Cc6 243. Cb4 Cb5 244. Cc3 Cc6 245. Cb4 Cb5 246. Cc3 Cc6 247. Cb4 Cb5 248. Cc3 Cc6 249. Cb4 Cb5 250. Cc3 Cc6 251. Cb4 Cb5 252. Cc3 Cc6 253. Cb4 Cb5 254. Cc3 Cc6 255. Cb4 Cb5 256. Cc3 Cc6 257. Cb4 Cb5 258. Cc3 Cc6 259. Cb4 Cb5 260. Cc3 Cc6 261. Cb4 Cb5 262. Cc3 Cc6 263. Cb4 Cb5 264. Cc3 Cc6 265. Cb4 Cb5 266. Cc3 Cc6 267. Cb4 Cb5 268. Cc3 Cc6 269. Cb4 Cb5 270. Cc3 Cc6 271. Cb4 Cb5 272. Cc3 Cc6 273. Cb4 Cb5 274. Cc3 Cc6 275. Cb4 Cb5 276. Cc3 Cc6 277. Cb4 Cb5 278. Cc3 Cc6 279. Cb4 Cb5 280. Cc3 Cc6 281. Cb4 Cb5 282. Cc3 Cc6 283. Cb4 Cb5 284. Cc3 Cc6 285. Cb4 Cb5 286. Cc3 Cc6 287. Cb4 Cb5 288. Cc3 Cc6 289. Cb4 Cb5 290. Cc3 Cc6 291. Cb4 Cb5 292. Cc3 Cc6 293. Cb4 Cb5 294. Cc3 Cc6 295. Cb4 Cb5 296. Cc3 Cc6 297. Cb4 Cb5 298. Cc3 Cc6 299. Cb4 Cb5 300. Cc3 Cc6 301. Cb4 Cb5 302. Cc3 Cc6 303. Cb4 Cb5 304. Cc3 Cc6 305. Cb4 Cb5 306. Cc3 Cc6 307. Cb4 Cb5 308. Cc3 Cc6 309. Cb4 Cb5 310. Cc3 Cc6 311. Cb4 Cb5 312. Cc3 Cc6 313. Cb4 Cb5 314. Cc3 Cc6 315. Cb4 Cb5 316. Cc3 Cc6 317. Cb4 Cb5 318. Cc3 Cc6 319. Cb4 Cb5 320. Cc3 Cc6 321. Cb4 Cb5 322. Cc3 Cc6 323. Cb4 Cb5 324. Cc3 Cc6 325. Cb4 Cb5 326. Cc3 Cc6 327. Cb4 Cb5 328. Cc3 Cc6 329. Cb4 Cb5 330. Cc3 Cc6 331. Cb4 Cb5 332. Cc3 Cc6 333. Cb4 Cb5 334. Cc3 Cc6 335. Cb4 Cb5 336. Cc3 Cc6 337. Cb4 Cb5 338. Cc3 Cc6 339. Cb4 Cb5 340. Cc3 Cc6 341. Cb4 Cb5 342. Cc3 Cc6 343. Cb4 Cb5 344. Cc3 Cc6 345. Cb4 Cb5 346. Cc3 Cc6 347. Cb4 Cb5 348. Cc3 Cc6 349. Cb4 Cb5 350. Cc3 Cc6 351. Cb4 Cb5 352. Cc3 Cc6 353. Cb4 Cb5 354. Cc3 Cc6 355. Cb4 Cb5 356. Cc3 Cc6 357. Cb4 Cb5 358. Cc3 Cc6 359. Cb4 Cb5 360. Cc3 Cc6 361. Cb4 Cb5 362. Cc3 Cc6 363. Cb4 Cb5 364. Cc3 Cc6 365. Cb4 Cb5 366. Cc3 Cc6 367. Cb4 Cb5 368. Cc3 Cc6 369. Cb4 Cb5 370. Cc3 Cc6 371. Cb4 Cb5 372. Cc3 Cc6 373. Cb4 Cb5 374. Cc3 Cc6 375. Cb4 Cb5 376. Cc3 Cc6 377. Cb4 Cb5 378. Cc3 Cc6 379. Cb4 Cb5 380. Cc3 Cc6 381. Cb4 Cb5 382. Cc3 Cc6 383. Cb4 Cb5 384. Cc3 Cc6 385. Cb4 Cb5 386. Cc3 Cc6 387. Cb4 Cb5 388. Cc3 Cc6 389. Cb4 Cb5 390. Cc3 Cc6 391. Cb4 Cb5 392. Cc3 Cc6 393. Cb4 Cb5 394. Cc3 Cc6 395. Cb4 Cb5 396. Cc3 Cc6 397. Cb4 Cb5 398. Cc3 Cc6 399. Cb4 Cb5 400. Cc3 Cc6 401. Cb4 Cb5 402. Cc3 Cc6 403. Cb4 Cb5 404. Cc3 Cc6 405. Cb4 Cb5 406. Cc3 Cc6 407. Cb4 Cb5 408. Cc3 Cc6 409. Cb4 Cb5 410. Cc3 Cc6 411. Cb4 Cb5 412. Cc3 Cc6 413. Cb4 Cb5 414. Cc3 Cc6 415. Cb4 Cb5 416. Cc3 Cc6 417. Cb4 Cb5 418. Cc3 Cc6 419. Cb4 Cb5 420. Cc3 Cc6 421. Cb4 Cb5 422. Cc3 Cc6 423. Cb4 Cb5 424. Cc3 Cc6 425. Cb4 Cb5 426. Cc3 Cc6 427. Cb4 Cb5 428. Cc3 Cc6 429. Cb4 Cb5 430. Cc3 Cc6 431. Cb4 Cb5 432. Cc3 Cc6 433. Cb4 Cb5 434. Cc3 Cc6 435. Cb4 Cb5 436. Cc3 Cc6 437. Cb4 Cb5 438. Cc3 Cc6 439. Cb4 Cb5 440. Cc3 Cc6 441. Cb4 Cb5 442. Cc3 Cc6 443. Cb4 Cb5 444. Cc3 Cc6 445. Cb4 Cb5 446. Cc3 Cc6 447. Cb4 Cb5 448. Cc3 Cc6 449. Cb4 Cb5 450. Cc3 Cc6 451. Cb4 Cb5 452. Cc3 Cc6 453. Cb4 Cb5 454. Cc3 Cc6 455. Cb4 Cb5 456. Cc3 Cc6 457. Cb4 Cb5 458. Cc3 Cc6 459. Cb4 Cb5 460. Cc3 Cc6 461. Cb4 Cb5 462. Cc3 Cc6 463. Cb4 Cb5 464. Cc3 Cc6 465. Cb4 Cb5 466. Cc3 Cc6 467. Cb4 Cb5 468. Cc3 Cc6 469. Cb4 Cb5 470. Cc3 Cc6 471. Cb4 Cb5 472. Cc3 Cc6 473. Cb4 Cb5 474. Cc3 Cc6 475. Cb4 Cb5 476. Cc3 Cc6 477. Cb4 Cb5 478. Cc3 Cc6 479. Cb4 Cb5 480. Cc3 Cc6 481. Cb4 Cb5 482. Cc3 Cc6 483. Cb4 Cb5 484. Cc3 Cc6 485. Cb4 Cb5 486. Cc3 Cc6 487. Cb4 Cb5 488. Cc3 Cc6 489. Cb4 Cb5 490. Cc3 Cc6 491. Cb4 Cb5 492. Cc3 Cc6 493. Cb4 Cb5 494. Cc3 Cc6 495. Cb4 Cb5 496. Cc3 Cc6 497. Cb4 Cb5 498. Cc3 Cc6 499. Cb4 Cb5 500. Cc3 Cc6 501. Cb4 Cb5 502. Cc3 Cc6 503. Cb4 Cb5 504. Cc3 Cc6 505. Cb4 Cb5 506. Cc3 Cc6 507. Cb4 Cb5 508. Cc3 Cc6 509. Cb4 Cb5 510. Cc3 Cc6 511. Cb4 Cb5 512. Cc3 Cc6 513. Cb4 Cb5 514. Cc3 Cc6 515. Cb4 Cb5 516. Cc3 Cc6 517. Cb4 Cb5 518. Cc3 Cc6 519. Cb4 Cb5 520. Cc3 Cc6 521. Cb4 Cb5 522. Cc3 Cc6 523. Cb4 Cb5 524. Cc3 Cc6 525. Cb4 Cb5 526. Cc3 Cc6 527. Cb4 Cb5 528. Cc3 Cc6 529. Cb4 Cb5 530. Cc3 Cc6 531. Cb4 Cb5 532. Cc3 Cc6 533. Cb4 Cb5 534. Cc3 Cc6 535. Cb4 Cb5 536. Cc3 Cc6 537. Cb4 Cb5 538. Cc3 Cc6 539. Cb4 Cb5 540. Cc3 Cc6 541. Cb4 Cb5 542. Cc3 Cc6 543. Cb4 Cb5 544. Cc3 Cc6 545. Cb4 Cb5 546. Cc3 Cc6 547. Cb4 Cb5 548. Cc3 Cc6 549. Cb4 Cb5 550. Cc3 Cc6 551. Cb4 Cb5 552. Cc3 Cc6 553. Cb4 Cb5 554. Cc3 Cc6 555. Cb4 Cb5 556. Cc3 Cc6 557. Cb4 Cb5 558. Cc3 Cc6 559. Cb4 Cb5 560. Cc3 Cc6 561. Cb4 Cb5 562. Cc3 Cc6 563. Cb4 Cb5 564. Cc3 Cc6 565. Cb4 Cb5 566. Cc3 Cc6 567. Cb4 Cb5 568. Cc3 Cc6 569. Cb4 Cb5 570. Cc3 Cc6 571. Cb4 Cb5 572. Cc3 Cc6 573. Cb4 Cb5 574. Cc3 Cc6 575. Cb4 Cb5 576. Cc3 Cc6 577. Cb4 Cb5 578. Cc3 Cc6 579. Cb4 Cb5 580. Cc3 Cc6 581. Cb4 Cb5 582. Cc3 Cc6 583. Cb4 Cb5 584. Cc3 Cc6 585. Cb4 Cb5 586. Cc3 Cc6 587. Cb4 Cb5 588. Cc3 Cc6 589. Cb4 Cb5 590. Cc3 Cc6 591. Cb4 Cb5 592. Cc3 Cc6 593. Cb4 Cb5 594. Cc3 Cc6 595. Cb4 Cb5 596. Cc3 Cc6 597. Cb4 Cb5 598. Cc3 Cc6 599. Cb4 Cb5 600. Cc3 Cc6 601. Cb4 Cb5 602. Cc3 Cc6 603. Cb4 Cb5 604. Cc3 Cc6 605. Cb4 Cb5 606. Cc3 Cc6 607. Cb4 Cb5 608. Cc3 Cc6 609. Cb4 Cb5 610. Cc3 Cc6 611. Cb4 Cb5 612. Cc3 Cc6 613. Cb4 Cb5 614. Cc3 Cc6 615. Cb4 Cb5 616. Cc3 Cc6 617. Cb4 Cb5 618. Cc3 Cc6 619. Cb4 Cb5 620. Cc3 Cc6 621. Cb4 Cb5 622. Cc3 Cc6 623. Cb4 Cb5 624. Cc3 Cc6 625. Cb4 Cb5 626. Cc3 Cc6 627. Cb4 Cb5 628. Cc3 Cc6 629. Cb4 Cb5 630. Cc3 Cc6 631. Cb4 Cb5 632. Cc3 Cc6 633. Cb4 Cb5 634. Cc3 Cc6 635. Cb4 Cb5 636. Cc3 Cc6 637. Cb4 Cb5 638. Cc3 Cc6 639. Cb4 Cb5 640. Cc3 Cc6 641. Cb4 Cb5 642. Cc3 Cc6 643. Cb4 Cb5 644. Cc3 Cc6 645. Cb4 Cb5 646. Cc3 Cc6 647. Cb4 Cb5 648. Cc3 Cc6 649. Cb4 Cb5 650. Cc3 Cc6 651. Cb4 Cb5 652. Cc3 Cc6 653. Cb4 Cb5 654. Cc3 Cc6 655. Cb4 Cb5 656. Cc3 Cc6 657. Cb4 Cb5 658. Cc3 Cc6 659. Cb4 Cb5 660. Cc3 Cc6 661. Cb4 Cb5 662. Cc3 Cc6 663. Cb4 Cb5 664. Cc3 Cc6 665. Cb4 Cb5 666. Cc3 Cc6 667. Cb4 Cb5 668. Cc3 Cc6 669. Cb4 Cb5 670. Cc3 Cc6 671. Cb4 Cb5 672. Cc3 Cc6 673. Cb4 Cb5 674. Cc3 Cc6 675. Cb4 Cb5 676. Cc3 Cc6 677. Cb4 Cb5 678. Cc3 Cc6 679. Cb4 Cb5 680. Cc3 Cc6 681. Cb4 Cb5 682. Cc3 Cc6 683. Cb4 Cb5 684. Cc3 Cc6 685. Cb4 Cb5 686. Cc3 Cc6 687. Cb4 Cb5 688. Cc3 Cc6 689. Cb4 Cb5 690. Cc3 Cc6 691. Cb4 Cb5 692. Cc3 Cc6 693. Cb4 Cb5 694. Cc3 Cc6 695. Cb4 Cb5 696. Cc3 Cc6 697. Cb4 Cb5 698. Cc3 Cc6 699. Cb4 Cb5 700. Cc3 Cc6 701. Cb4 Cb5 702. Cc3 Cc6 703. Cb4 Cb5 704. Cc3 Cc6 705. Cb4 Cb5 706. Cc3 Cc6 707. Cb4 Cb5 708. Cc3 Cc6 709. Cb4 Cb5 710. Cc3 Cc6 711. Cb4 Cb5 712. Cc3 Cc6 713. Cb4 Cb5 714. Cc3 Cc6 715. Cb4 Cb5 716. Cc3 Cc6 717. Cb4 Cb5 718. Cc3 Cc6 719. Cb4 Cb5 720. Cc3 Cc6 721. Cb4 Cb5 722. Cc3 Cc6 723. Cb4 Cb5 724. Cc3 Cc6 725. Cb4 Cb5 726. Cc3 Cc6 727. Cb4 Cb5 728. Cc3 Cc6 729. Cb4 Cb5 730. Cc3 Cc6 731. Cb4 Cb5 732. Cc3 Cc6 733. Cb4 Cb5 734. Cc3 Cc6 735. Cb4 Cb5 736. Cc3 Cc6 737. Cb4 Cb5 738. Cc3 Cc6 739. Cb4 Cb5 740. Cc3 Cc6 741. Cb4 Cb5 742. Cc3 Cc6 743. Cb4 Cb5 744. Cc3 Cc6 745. Cb4 Cb5 746. Cc3 Cc6 747. Cb4

AU SICOB ILYA LE TELEPHONE ET TELIC



Telic, l'un des premiers spécialistes français de la téléphonie, expose au CNIT.

Le SICOB, en effet, permet avant tout à Telic de faire la preuve de sa haute compétence en matière de technique et de sa parfaite maîtrise des problèmes de communication.

Au cours de cette manifestation, Telic va démontrer, à travers un matériel dont l'habillage flatte l'œil inmanquablement, que l'électronique de pointe n'exclut pas forcément la beauté.

Ce n'est pas sans raison que Telic occupe, actuellement, une part importante du marché national de la téléphonie et gagne régulièrement du terrain.

Ceux qui ont déjà fait appel à Telic, les collectivités comme les particuliers, devineront bien pourquoi.

Car Telic n'est pas seulement synonyme d'efficacité et de qualité. Telic, c'est aussi le dynamisme de ses chercheurs, la volonté d'améliorer ce qui existe déjà, le goût de l'innovation dégagée de toute fantaisie inutile.

Pratiquement, Telic, c'est une gamme complète de matériels téléphoniques allant du poste terminal T 75 aux postes d'intercommunications T 77 et SE 1070, en passant par le dernier-né : l'autocommutateur 2505 doté des plus récents systèmes informatiques qui en font un auxiliaire particulièrement performant et efficace.

Mais le meilleur matériel étant toujours inutile s'il ne répond pas de façon exacte aux besoins précis d'un utilisateur, Telic propose en conséquence une infinité de solutions appropriées à chaque cas particulier. Ainsi, l'excellence de la technique se voit-elle renforcée par sa propre souplesse.

Enfin, le choix d'un équipement téléphonique est un acte bien trop important pour être effectué sans de sérieuses garanties.

C'est pourquoi on élimine tout risque de déception ultérieure en s'adressant à l'un des distributeurs du réseau d'installateurs Telic répartis dans la France entière. Des spécialistes qui démontrent, installent et suivent le matériel en permanence.

Simplement parce qu'une réputation ne se bâtit jamais sur des aléas.

Stand Sicob 3152 - Niveau 3 - Zone A.F

TELIC

TELIC, POUR UNE MEILLEURE COMMUNICATION.

LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - 206, route de Colmar, 67023 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 39.99.60

صكزا من الأصل

JUSTICE

MM. Edgar Faure et Jean Foyer proposent de réactualiser la déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Réunie le jeudi 15 septembre au Palais-Bourbon, la commission spéciale sur les libertés (1), s'est vu soumettre par son président, M. Edgar Faure (apparenté R.P.R.), et par son rapporteur, M. Jean Foyer (R.P.R.), président de la commission des lois, un document de travail, texte de synthèse qui a été présenté au président de l'Assemblée nationale à l'issue de la réunion. « Ce document constitue une réactualisation de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789, afin de l'adapter à la société moderne », a-t-il relevé. Le document présenté se limite volontairement aux grands principes, laissant à la future assemblée le soin de codifier éventuellement certains d'entre eux, par de nouveaux textes législatifs. « On nous a accusés d'avoir voulu enterrer la commission », a relevé M. Edgar Faure, « et-t-on nous reproche aujourd'hui de la déterrer ? »

Le rapporteur de la commission a insisté devant la presse sur la « orthodoxie indiscutable » de la méthode suivie. Il a déclaré : « La commission était saisie de trois textes. Il appartenait donc à son rapporteur de préparer un texte de synthèse, ce qu'il a fait en étroite collaboration avec le président. Il appartient maintenant à la commission d'examiner ce document rédigé dans un langage accessible et de qualité. C'est ce qu'elle fera dès mercredi soir prochain. » « Ce document, court et percutant, peut être amendé », a précisé M. Edgar Faure, tout en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une modification, mais d'un complément, afin de conserver son impact.

(1) Constituée à l'Assemblée nationale en décembre 1973, cette commission, composée de trente-trois membres désignés à la proportionnelle, devait initialement examiner la proposition de loi intitulée « De la liberté », présentée par M. Foyer et les présidents des trois groupes de la majorité. Elle devait, néanmoins, décider d'étudier conjointement deux autres textes sur des sujets présents. L'un par les socialistes et les radicaux de gauche. Après avoir, en février 1976, constitué cinq groupes de travail, la commission avait procédé, en présence de la presse, à une série d'auditions de personnalités choisies « en raison de leur compétence ou de leur représentativité ». Son rythme de travail devint, toutefois, se ralentir considérablement en raison, notamment, des ordres du jour très chargés des sessions d'automne 1976 et de printemps 1977.

Le président de l'Assemblée nationale a souligné l'importance du travail accompli par la commission. Il a affirmé que le document présenté en tenait largement compte et il a expliqué qu'il importait de passer à la période de synthèse, l'existence de la commission ne pouvant, en effet, excéder celle de l'Assemblée législative. C'est pourquoi, a-t-il relevé, le document présenté se limite volontairement aux grands principes, laissant à la future assemblée le soin de codifier éventuellement certains d'entre eux, par de nouveaux textes législatifs. « On nous a accusés d'avoir voulu enterrer la commission », a relevé M. Edgar Faure, « et-t-on nous reproche aujourd'hui de la déterrer ? »

Les représentants de l'opposition ont, il est vrai, accueilli sans enthousiasme ce document, exprimant des réserves certaines quant à la méthode adoptée. M. Lucien Villa (P.C.), secrétaire de la commission, a ainsi estimé : « La majorité semble désireuse d'aboutir à une déclaration d'intention sur les libertés, pour faire illusion. Mais le texte présenté aujourd'hui ne contient aucune garantie réelle, notamment en ce qui concerne les libertés des travailleurs dans les entreprises. On peut douter que ce qui est écrit dans ce texte soit en fait observé. Cela dit, nous participerons à la discussion afin d'améliorer le texte et de lui donner un contenu plus substantiel. »

De son côté, M. Raymond Forni (P.S.) s'est étonné de la rapidité avec laquelle était présenté un texte « élaboré par de nombreux techniciens nationaux et internationaux ». Il a ajouté : « On se précipite après avoir perdu beaucoup de temps. Sur le fond, nous ne pouvons qu'approuver le rappel de certains grands principes, mais nous constatons que l'effort d'actualisation n'aboutit qu'à des formules creuses et vagues qui ne veulent rien dire : c'est le cas, par exemple, pour l'écologie. » Le député socialiste a indiqué que la commission « institutions-libertés » de son parti allait se réunir afin de déterminer quelle serait l'attitude des membres socialistes de la commission. « A priori, a-t-il indiqué, nous ne pouvons pas être absents de la discussion. »

Pour M. Foyer, il n'y a aucune raison pour que, si la commission achève ses travaux, le gouvernement refuse d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session après la discussion budgétaire « ce texte majeur qui, a-t-il observé, réconcilie peut-être la gauche ». Du côté de la majorité, on se plaisait, en effet, à relever que le document élaboré reprenait certaines formules chères aux radicaux de gauche (la liberté d'entreprendre par exemple) et des articles inspirés du texte communiste.

Après l'attention portée à la mort de Jean-Baptiste Bloy, dans la nuit du 9 au 10 septembre (le Monde du 12 septembre), MM. Sauveur Costa, vingt-six ans, et Claude Sussni, vingt et un ans, ont été inculpés de violences, voies de fait et détention d'armes de première catégorie, puis placés sous mandat de dépôt.

Patrick Francis.

« TOUT HOMME A DROIT »

« Tout homme a le droit à la paix internationale », dit l'article premier et « à des ressources qui lui assurent un niveau minimum de bien-être » (article 7).

« Tout homme a droit à la préservation de la qualité de la vie. » (Article 10).

L'article 14 précise : « La femme, égale de l'homme, dispose des mêmes droits. » « Les parents décident librement de leur descendance. » (Article 19).

« Nul ne peut être soumis à la torture ni à un traitement cruel, inhumain ou dégradant. » (Article 20).

« Tout homme a droit au repos et aux vacances. » (Article 32).

FAITS ET JUGEMENTS

Pour des chaussures et un morceau de viande.

M. Emile Cianfrani, juge d'instruction au tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine), vient d'inculper, pour coups et blessures volontaires, M. Jean-Pierre Fleury, vingt-quatre ans, convoyeur de fonds employé à la Société de protection d'Île-de-France. M. Fleury, laissé en liberté, avait tiré sur M. Christian Fouquet, âgé de vingt-trois ans, alors que ce dernier se trouvait dans les locaux de la direction du centre commercial Sodim, rue Chevreul, à Nanterre.

Surpris en flagrant délit pour le vol d'une paire de chaussures et d'un morceau de viande sous cellophane, M. Fouquet attendait la venue des gendarmes. Comme on lui demandait de vider ses poches à l'arrivée de convoyeurs de fonds, M. Fouquet sortit un pistolet factice. M. Fleury, se croyant menacé, fit alors feu et atteignit la victime au pectoral gauche. Présenté au juge d'instruction le samedi 10 septembre, ce dernier a été inculpé le même jour. M. Christian Fouquet, hospitalisé, se trouve toujours dans un état critique.

Deux militants du CAP interrompus par la police. — Après l'émission pirate de radio diffusée le mardi 13 septembre en direction de la prison de la Santé (le Monde du 15 septembre), MM. Jean Lapeyre et Jean-Pierre Delaspre, deux militants du Comité d'action des prisonniers (CAP), ont été interrogés jeudi 15 septembre par la police judiciaire chez eux et dans les locaux du CAP.

M. Lapeyre, interrogé de 7 heures à midi jeudi, a été relâché. M. Jean Lapeyre, entendu depuis quinze heures, est toujours gardé à vue ce vendredi matin.

Le fils du général Ducommun. — Mortellement blessé à Paris, M. Jean-Paul Ducommun, âgé de trente-six ans, fils du général de corps d'armée Paul Ducommun, ancien commandant de la VI^e région militaire, est décédé dans la nuit du 14 au 15 septembre des suites d'une blessure provoquée par une arme de petit calibre.

Un autre « exco » de l'E.N.M. ?

La fédération de Paris du parti socialiste a annoncé, le 15 septembre, dans un communiqué, que l'un de ses militants, M. Guillaume Mulsant, venait de se voir refuser son inscription au concours d'admission à l'École nationale de la magistrature. Rappelant le cas de M. Christian Raoul, dont l'inscription a été également refusée par le ministre de la Justice (le Monde du 6 septembre), la fédération déclare : « Ni l'un ni l'autre n'ayant jamais été poursuivis en justice, cette mesure arbitraire ne peut être dictée que par des motifs politiques. »

A propos du cas de M. Mulsant, on précise au ministère de la Justice que le refus qui vient d'être opposé est « sans lien » avec une quelconque appartenance à un parti politique. Sans donner les raisons du refus, on précise toutefois que rien dans le dossier de M. Mulsant n'indiquait son adhésion au parti socialiste.

L'enquête sur les deux assassins de l'Arèche. — M. Jean-Pierre Mourier et Mlle Gisèle Siebert, âgés tous deux d'une trentaine d'années, ont été inculpés de recel de malfaiteurs, jeudi 15 septembre, par M. Alain Clergue, juge d'instruction au tribunal de Privas, dans le cadre de l'enquête sur les deux assassins de l'Arèche. Ils sont accusés d'avoir momentanément hébergé MM. Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillot. M. Mourier et Mme Siebert, domiciliés au lieu-dit « Grand Ravin », à Saint-Jean-Chambre (Ardèche), sont, respectivement, écroués à la prison de Privas et laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

Expulsion d'un ouvrier tunisien. — Visé par un arrêté d'expulsion depuis le 23 juillet, M. Mohamed Ben Dhiat, vingt-sept ans, ouvrier au chômage, a été conduit le 15 septembre à l'aéroport de Sotolas, près de Lyon, pour regagner la Tunisie. Il avait été condamné le 12 juillet dernier par le tribunal correctionnel de Grenoble à quatre mois d'emprisonnement avec sursis après s'être livré à des voies de fait dans un bureau de l'agence nationale pour l'emploi où il se plaignait de ne pas voir son dossier aboutir. Un employé avait été légèrement blessé au cours de la dispute.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE RECRUTE

Un concours destiné à pourvoir vingt-cinq postes de sous-directeurs (vingt-deux hommes, trois femmes) est organisé les 26 et 27 octobre prochains. Ce concours est ouvert aux Français ou aux étrangers naturalisés depuis plus de cinq ans, âgés de dix-huit à trente-cinq ans au maximum, prorogables jusqu'à quarante ans, compte tenu des enfants à charge et des obligations militaires. Les candidats doivent être titulaires de l'un des titres ou diplômes exigés pour se présenter à l'École nationale d'administration (premier concours).

Renseignements auprès de l'administration pénitentiaire, Bureau du recrutement et de la formation, 4, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

CORRESPONDANCE

Fouille à corps

Après le « Regard », la fouille à corps « le Monde » daté du 6 septembre, M. Latéberne, de Béziers (Hérault-Atlantique), nous écrit : « Il est un point que votre article ne relève pas, c'est qu'il est également tout à fait inadmissible que dans un centre commercial des employés au contact de la clientèle puissent superbelement ignorer la langue du pays. Peu importe la nationalité de l'employeur — il s'agit ici d'un firme allemande — lorsqu'une société ouvre un comptoir dans un Etat étranger, la courtoisie élémentaire exige que la langue employée, surtout avec la clientèle, et surtout s'agissant du contrôle direct de celle-ci, soit la langue de cet Etat. »

Cette histoire m'a un instant paru tout à fait invraisemblable, mais si elle est exacte, il me semble qu'il importe de toute urgence qu'une action officielle soit entreprise pour rappeler aux investisseurs étrangers les règles de la décence et les droits du français comme langue unique de l'emploi, du travail et de la communication sur le territoire français. N'existe-t-il pas déjà une loi, votée récemment, pour la défense du français ?

Si la réaction ne vient pas assez tôt, nous ne tarderons pas à nous exposer dans la situation des Québécois et je m'envisage vraiment pas de galet de cœur, pour moi ou mes enfants, deux siècles de lutte pour l'indépendance !

SOCIÉTÉ

REGARDS

Une passion

Jean-Claude Rude... voyons voir... se demande un Dijonnais. N'est-ce pas ce type qui veut rouler à bicyclette à plus de 200 km/h ? Un tou. Il ne pense qu'à ça. Il paraît qu'il ne travaille même plus. Comme tous les records spectaculaires de ce genre — le hémicycle qui a passé le plus de temps sur son fil, le plus grand dormeur du monde, le plus gros mangeur de saucisses et tous les autres, l'entreprise de Jean-Claude Rude pour passer pour insensé, faire hausser les épaules ou prêter à rire.

Ce Bourguignon âgé de vingt-trois ans est l'un des meilleurs coureurs cyclistes sur piste de sa région. Un tour de 1971, son entraîneur lui raconte l'histoire de José Melitret, un homme âgé maintenant de soixante-cinq ans, qui a passé sa vie à s'approcher du record du monde de vitesse absolue à bicyclette, améliorant sans cesse ses performances jusqu'à atteindre, en 1962, 204,778 km/h, vitesse jamais dépassée depuis lors.

Avec la spontanéité que l'on peut attendre de ses dires, Jean-Claude affirme immédiatement : « Je ferais mieux que Melitret. » Sa détermination ne convainc personne. Pourtant, au cours de l'hiver 1976-1977, le caprice d'adolescent devient projet lorsque Jean de Gribaldy, un directeur sportif de Besançon qui a eu connaissance du rêve de Jean-Claude, accepte de l'aider. Il résout les questions matérielles : la fabrication d'une bicyclette à grand braquet (à chaque coup de pédale on parcourt 27 mètres), qui devra être poussée au départ par une moto, car un homme ne peut entraîner seul un tel pédalier avant d'avoir atteint une certaine vitesse, et il faut aussi une voiture devant, pour s'entraîner. Explique Jean-Claude : « Nous aurons une Porsche 933 turbo, équipée d'un pare-vent pour la circonstance et pilotée par Henri Pescarolo, l'un des meilleurs pilotes de Porsche. »

Mais il n'a encore jamais tra-

vaillé ni avec Henri Pescarolo ni avec cette voiture ; il n'a encore jamais roulé à plus de 130 km/h. Cependant, il espère, à sa première tentative sur autoroute, atteindre au moins 200 km/h, pour battre Melitret et même aller jusqu'à 270 ou plus encore. Selon lui, « ça n'a rien de déraisonnable. Non, vraiment rien. »

Dès qu'on le rencontre, on est tenté de lui donner raison. On voit mal ce grand blond à l'allure athlétique, qui dissimule ses vingt-trois ans sous un visage grave et fermé, se laisser aller à la fantaisie. Surtout il ne faut pas croire, dit-il avec beaucoup de calme et un grand sérieux, que c'est une histoire farfelue. J'ai abandonné mon emploi depuis le 1^{er} mai, je me prépare avec sérieux et je sais que je risque de me tuer. Je ne fais pas ça non plus pour la notoriété. Ce que je veux connaître, c'est cette sensation de vitesse : ne plus rien peser... Aller aussi vite qu'un parachutiste en chute libre, ce doit être merveilleux. »

La tentative est fixée à la fin du mois de septembre. Jean-Claude ne peut pas imaginer de ne pas la battre, ce record. Un doute, et ce serait curieux, il ne veut pas pour autant entreprendre l'unique but de sa vie, comme Melitret, qui refuse de lui donner le moindre conseil. « Si le rate, conclut-il avec son habituelle tranquillité, je n'en ferai pas une dépression nerveuse ; je suis équilibré. Les gens qui me croient fou me jugent du point de vue de leur petite vie de leur train-train dont je n'ai aucune envie. D'autres prétendent que ma tentative est indigne d'un vrai sportif d'accord (est du spectacle, mais c'est aussi un exploit sportif. Même si j'ai besoin de la moto et de la voiture, la bicyclette ne pourrait pas être conduite par quelqu'un qui ne serait pas cycliste. Les mêmes par un cycliste n'ayant suivi aucune préparation spéciale. »

JOYANE SAVIGNEA.

Profitez de la rentrée pour avoir un costume à vos mesures

-20% chez

Monsieur S



Parmi plus de 600 échantillons, venez choisir celui qu'il vous faut. Monsieur S confectionnera pour vous un costume personnalisé et en plus, jusqu'au 1^{er} octobre, vous bénéficierez de 20 % de remise sur tous les vêtements en mesure industrielle

Exemples :
costume 2 pièces... 650F 520F
costume 3 pièces... 850F 680F
pantalon... 230F 184F

MAGASIN 2 - 2^e ETAGE

PARKING
SAMARITAINE
TROTTOIR ROULANT

CREDIT SEMEUSE

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

مكتبة من الأصل

LES « JOURNÉES D'ÉTUDES » DU BARREAU FRANÇAIS

La quadrature du cercle

A l'exception du Syndicat des avocats de France, proche du programme commun, qui s'y est refusé (« le Monde » du 30 août), l'ensemble des associations et organisations syndicales d'avocats participent, du 18 au 25 septembre, à Paris, à des journées d'études qui ont été marquées par une allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing, jeudi 15 septembre, à la séance d'ouverture. Due à l'initiative de M. Gérard Savreux, président de la Conférence des bâtonniers — que « co-préside » le bâtonnier de Paris — cette manifestation n'a pas été organisée sans mal.

Officiellement, son ordre du jour vise, d'une manière très générale, le statut de l'avocat à travers la situation fiscale, l'aide judiciaire, les procédures assistées, les barèmes d'honoraires, la retraite, la formation professionnelle et last but not least, l'éventuelle intégration de la profession des conseils juridiques à la profes-

sion d'avocat. Mais, en filigrane, c'est la question de la représentation nationale des avocats qui peut encore s'y trouver posée. Même si M. Savreux a, pour que son affaire ne capote pas, juré ses grands dieux qu'il n'en sera pas question.

Cette représentation nationale, qui fait l'objet de discussions régulières depuis que les avocats de grande instance et les agrégés au tribunal de commerce ont été fondus dans la profession d'avocats, est vivement souhaitée par les uns, et tout aussi vivement refusée par les autres.

Le plus hostile est le barreau de Paris qui, fort de quatre mille huit cent soixante-seize membres sur un total de douze mille neuf cent quatre-vingt avocats, craint d'y perdre une spécificité que les chiffres font apparaître clairement. Il est en cela soutenu par l'Association nationale des avocats de France (ANAF), Le Rassem-

ment national des avocats de France s'étant pour ainsi dire marié avec l'ANAF (« le Monde » du 30 juin 1977) pour former la Confédération syndicale des avocats, il a, ipso facto, renoncé à favoriser la création d'un ordre national. Alors qu'il y avait auparavant pousés, puisqu'il groupe un grand nombre des anciens avocats et que ceux-ci étaient, avant leur disparition, régis par un ordre national.

En sorte que la Conférence des bâtonniers, traversée, en outre, de courants contradictoires, n'a plus guère à ses côtés que l'Union nationale des avocats, mouvement assez discret. Les adversaires de la représentation nationale, ou, plus exactement, d'un ordre national, font ainsi valoir que cette représentation est déjà assurée par l'action nationale du barreau qui groupe toutes les associations et organisations syndicales y compris le Syndicat des avocats de France, absent des présentes journées d'études.

Créée dans une atmosphère de crise, au moment de la grève des avocats, en janvier 1976, l'Action nationale du barreau présente la particularité de réunir des représentants des syndicats d'avocats et des ordres professionnels d'avocats (l'ordre de Paris et la Conférence des bâtonniers qui rassemblent tous les autres). C'est dire que son action est délicate. De plus, elle n'a pas à sa tête un président qui pourrait parler au nom de tous les avocats. Les avocats vont en ordre dispersé à un moment où les conditions d'exercice de la profession sont mises en cause tant par le public que par la chancellerie. Faut-il remédier à ce désordre par la création d'un ordre national ? Les exemples des autres professions plaident largement contre une telle initiative. Le barreau, une fois de plus, doit résoudre la quadrature du cercle.

PHILIPPE BOUCHER.

DEUX POINTS DE VUE

La publicité des avocats aux États-Unis

L'A presse américaine s'est faite l'écho d'un procès jugé par la Cour suprême des États-Unis qui a grandement modifié l'éthique de la profession d'avocat dans ce pays et qui, selon l'expression d'un des juges, « provoquerait de profonds changements dans la pratique du droit ».

Les avocats peuvent désormais faire de la publicité par voie de presse écrite et même, éventuellement, par voie de télévision.

par GEORGES BRAUN (*)

que 90 % des avocats assistaient 10 % de la population et un sondage Harris révélait que seul 18 % du public avait confiance dans les cabinets d'avocats.

Pourtant il existait les Legal Aid Societies, composées de jeunes avocats principalement assistaient la population pauvre : ce sont les premiers à avoir tenté dans les tribunaux contre la discrimination raciale ; mais la population conservatrice a réagi et les crédits ont été réduits. Les avocats en faisant partie ont été également déçus de constater que peu d'associations remplaçaient l'assistance par l'entraide collective pour servir de relais.

En 1966-1967, les « communes d'avocats » acquirent principalement à l'occasion des grands procès des Black Panthers : certaines de ces communes fonctionnent encore dans des villes comme Chicago ou New York City : fortement politisées, elles sont surtout liées aux organisations locales d'entraide populaire.

D'autres associations d'aide judiciaire existent, telle que l'American Civil Liberties Union, qui semble attirer actuellement les jeunes avocats plus que les Legal Aid Societies dans la mesure où cette « Union » défendrait plus les libertés individuelles. (Il faut apporter une restriction à ce propos depuis le mois de juillet 1977, cette « union » ayant accepté de défendre le parti nazi du fait que l'application des règles constitutionnelles de libertés lui seraient été refusées.)

Parallèlement, et à l'opposé, les grandes sociétés sont bien représentées, conseillées et défendues : représentées par les Washington Lawyer Lobbyist, conseillées et défendues par les grands cabinets de Manhattan, qui regroupent cent à deux cent cinquante avocats chacun selon les cas.

Face à cette situation, les law clinics (boutiques de droit) sont nées dans de très nombreuses villes : leur survie est parfois difficile, les avocats en faisant partie cherchant à réduire le montant de leurs honoraires et à informer la population pauvre et moyenne de ses droits afin que ceux-ci soient revendiqués et respectés. Le succès de ces cliniques dépend en partie du monopole de représentation des avocats pour certaines affaires telles que le divorce.

Face à cette situation la Cour suprême a réagi également en autorisant la publicité. Il est à noter que certains barreaux prévoient de limiter cette autorisation aux seules law clinics ; même d'ores et déjà le barreau de Chicago a autorisé pour tous les avocats la publicité à condition qu'elle soit claire, précise quant aux spécialités et honoraires.

Justice Blackburn a analysé longuement les raisons de la crise. La population est sous-assistée en justice : d'une part, elle ignore ses droits, ce problème concernant tant les pouvoirs publics que le barreau ; d'autre part, elle craint d'aller consulter un avocat ignorant celui qui voudra ou saura s'attacher à résoudre un problème spécifique et craignant principalement le montant des honoraires à payer.

Or, note la Cour suprême, « une personne, tant en qualité de citoyen qu'en qualité de consommateur, a le droit de connaître les activités des professions judiciaires ».

La Cour suprême a rejeté les arguments du barreau de l'Arizona en répondant :

« L'interdiction de faire de la publicité est une question d'éthique, les avocats comme tous les travailleurs gagnant leur vie

par leur profession ; et « croire que les avocats sont d'une certaine façon « au-dessus » du commerce est un anachronisme ».

« La variété des affaires soumises aux avocats n'empêche pas que certains cas classiques « de routine » (divorce sans faute...) peuvent avoir des honoraires fixes à l'avance.

« La justice ne pourra que gagner à être appliquée à tous plutôt qu'à un petit nombre choisis par l'argent.

« La publicité ne pourra que faire baisser le montant des honoraires et n'augmentera pas le coût, du fait de la concurrence.

« La publicité aidera les avocats peu connus à se faire connaître, ce qui ouvrira le marché, l'interdiction de faire de la publicité perpétuant la position sur le marché des avocats installés.

« La publicité ne peut pas nuire plus à la qualité des services que le silence, les bar associations (ordre des avocats) ayant pouvoir de lutter contre les abus.

« La publicité, permettant aux avocats de se faire connaître, à la population de les connaître, et de connaître le coût des honoraires, présente plus d'avantages que d'inconvénients.

L'absence de statistiques en France ne permet pas de connaître les pourcentages des populations non assistées. Mais les problèmes sont comparables à ceux des États-Unis. Certes les ordres des avocats, certains barreaux, des organisations comme le Syndicat des avocats de France ont commencé à modifier la situation, ouvrant les portes de l'inconnu des honoraires : les syndicats, les associations de défense apportent leur contribution à l'œuvre de clarification.

Mais la publicité, telle qu'elle pourrait exister, telle qu'elle a commencé à exister aux États-Unis, devrait être autorisée en France dans l'intérêt des justiciables, des avocats et de la justice.

(*) Avocat au barreau de Paris.

CONTRE L'AMBIGUITÉ

par CLAUDE MICHEL (*)

Or, si l'on veut obtenir compréhension et appui du public, et assurer un avenir à la profession, il faut choisir : se consacrer à la défense des besoins juridiques et judiciaires qui s'expriment avec acuité et souvent de façon nouvelle dans la population (droit de la consommation, de l'environnement, droit du travail et du logement, problèmes de la famille), et résister à ceux qui préconisent un barreau technocratique, faisant prévaloir la collaboration étroite avec les milieux économiques et financiers.

Ainsi sera démontrée clairement l'utilité sociale spécifique de l'avocat qui joue un rôle indispensable dans la défense.

Il faut aussi se livrer à une réflexion publique et loyale sur ce que doivent être la légitime rémunération des avocats et leur statut fiscal. Cette réflexion est particulièrement nécessaire à un moment où un débat est engagé dans le pays sur l'éventualité des revenus. Elle doit être nourrie d'éléments concrets, se référer à la situation d'autres professions, en tenant compte des responsabilités exercées et aussi des charges, garanties et avantages respectifs.

Ainsi l'avocat pourra-t-il disposer de revenus clairement déterminés et connus, lui permettant de remplir sa fonction indépendante de défense, sans encourir les critiques d'abus, voire d'arbitraire auxquelles il est aujourd'hui souvent exposé.

Il faut en finir avec les privilèges et se démarquer de ceux qui en usent. Il faut aussi défendre les avocats.

En effet nombre de leurs préoccupations sont justifiées : quarante ans d'exercice pour recevoir une retraite inférieure à 2 000 F par mois ; l'avocat malade ou victime d'un accident n'est pratiquement pas garanti ; pendant quelques années, la rémunération de nombreux jeunes est proche du SMIC ; les commissions d'office pour la défense pénale ne sont pas payées ; souvent, les indemnités

sont versées au titre de l'aide judiciaire ne couvrent pas les frais exposés.

Pour ceux nombreux, dont la clientèle est essentiellement populaire et comporte une grande proportion de dossiers d'aide judiciaire et de commission d'office, cette situation est insupportable. Ces difficultés, si elles ne doivent pas servir d'alibi aux avocats d'affaires ni aux affaires des avocats, doivent recevoir des solutions qui nécessitent le concours de fonds publics.

Il faut accepter sans réticence l'extension de notre activité dans le domaine de l'aide judiciaire, au titre du conseil, de la défense pénale, civile ou prud'homale.

Mais nous refusons une assistance au rabais, une « justice pour les pauvres ».

Notre intervention dans ce domaine, comme dans les autres, doit être rémunérée en considération du travail effectif, sur la base d'un barème négocié.

Certains déplorent la mort du barreau englobé dans la bureaucratie, s'éloignant de la défense pour rechercher des secteurs d'activité plus rentables, tandis que d'autres voient dans cette reconversion la seule possibilité d'avenir.

En réalité, il faut mieux répondre aux besoins juridiques et judiciaires de la population, défendre partiellement l'information, garantir l'accès à la justice de tous ceux qui en sont écartés par l'insuffisance de leurs moyens financiers, tout en leur permettant le libre choix de leur conseil.

Cet élargissement du champ de la défense est indispensable pour un barreau vivant.

Il contribue à l'indépendance économique de l'avocat et donc à l'indépendance de la défense.

Seule une telle orientation, répondant aux réalités sociales d'aujourd'hui, peut permettre de rassembler la majorité des avocats dans une action commune bénéficiant du soutien de l'opinion.

1 129 EN 1900
12 914 AUJOURD'HUI

Attachés par tradition au caractère libéral de leur métier, les avocats forment un monde jaloux de ses particularismes, peu porté jusqu'à ces dernières années à s'organiser systématiquement. C'est l'un des raisons pour lesquelles il est difficile de procéder à un recensement exhaustif des différentes catégories d'avocats. La même remarque s'applique aux conseils juridiques apparus officiellement en France en 1972 (loi du 31 décembre 1971). Le ministère de la Justice ne dispose que de quelques éléments statistiques fragmentaires.

On peut toutefois signaler quelques tendances. La première de celles-ci est l'accroissement considérable du nombre des avocats, multipliés par dix au cours du siècle (11 229 en 1900, 12 914 (1) en 1977), et qui a pratiquement doublé depuis 1964 (6 700). Il est probable que l'augmentation des affaires judiciaires n'est pas proportionnelle à cet accroissement. On note une forte concentration à Paris : 4 706 (1) avocats exercent dans la capitale, dont 1 706 stagiaires environ. Les barreaux de la périphérie se développent rapidement.

Le stage obligatoire dure trois ans, mais peut se prolonger (et se prolonge fréquemment, pour des raisons fiscales) jusqu'à cinq ans. Les stagiaires sont des avocats à part entière : ils sont environ 2 700 cette année.

Le nombre global des conseils juridiques, pour la France entière, atteindrait environ 1 000.

Ces professions demeurent assez peu « féminisées » — 1 315 femmes avocats — mais connaissent une nette tendance au vieillissement. L'âge moyen des avocats serait de quarante et un ans.

(1) Chiffres communiqués par la Chancellerie nationale des barreaux de France.

SOCIÉTÉ

Une passion

Ce système n'était viable qu'à partir d'un volume d'affaires important ; ne voulant utiliser le système classique des invitations, réceptions, et autres moyens de publicité indirecte, classiques, et ne pouvant attendre que la réputation transmise de bouche à oreille fasse sentir ses effets, ils se sont trouvés, en 1977, confrontés au choix suivant : abandonner la profession, choisir un autre type de clientèle, ou faire de la publicité.

Ils optèrent pour la troisième solution, sachant que les règles du barreau de l'Arizona (comme celles des autres États) l'interdisaient.

Cette publicité était rédigée en ces termes :

« Avez-vous besoin d'un avocat ? Assistance juridique à des tarifs raisonnables », suivie d'une liste des cas étudiés à des tarifs spéciaux : « Divorce incontesté - 75 dollars, plus 20 dollars de frais de justice... », le tout suivi de leur nom et leur adresse.

Suspendus pour six mois par le conseil de l'ordre de Phoenix, la sanction fut réduite par l'ordre de l'Arizona à une semaine, sanction confirmée par la Cour suprême de l'État. Ils portèrent le litige devant la Cour suprême des États-Unis qui, pour la première fois, le 27 juin dernier, reconnut que l'interdiction de faire de la publicité pour les avocats était anticonstitutionnelle. Certaines restrictions étaient cependant apportées, chaque barreau pouvant réglementer cette publicité.

Certains penseront en France qu'il s'agit là d'un phénomène purement américain : un stéréotype veut que toute activité soit intéressée aux États-Unis alors qu'en France règne « pureté et désintéressement », notamment au barreau.

Or le barreau américain change : il ne s'agit pas de changements de structures, mais d'une modification importante des esprits, tant des jeunes avocats que de hautes personnalités de la justice : il n'est qu'à voir le cas de M. Ramsey Clark, ministre de la Justice de 1967 à 1969, devenu avocat spécialisé dans les affaires de défense des libertés et des droits individuels.

Il est vrai qu'un revirement est nécessaire : une statistique a montré



CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP 122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
PANTIN 845-97-67



Nous sommes un libre-service.

Libre à vous de choisir seul.

Libre à vous de demander conseil.

MI-TEMPS

Le premier libre-service du Loisir, Sport, Détente.

Centre Gaîté. Métro Gaîté. Angle avenue du Maine. Rue du Commandant Mouchotte.

محامي الأصيل

DÉFENSE

ENTRE L'AVEYRON ET LE TARN

La manœuvre en terrain libre de la 11^e division parachutiste a permis d'expérimenter le missile antichars Milan

Camp du Larzac. — La manœuvre du 12 au 15 septembre, a permis au général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, de constater l'efficacité des moyens antichars, notamment des missiles Milan mis à la disposition de la 11^e division parachutiste dont le nouveau commandant, le général Lagarde, a dirigé l'exercice avec son adjoint opérationnel, le général Callaud. Le P.C. avait été installé au camp militaire du Larzac, entre l'Aveyron et le Tarn. L'Espagne, qui participe chaque année à des exercices aéroportés avec la France, avait délégué deux cents parachutistes de la province de Madrid.

Selon un porte-parole de la 11^e D.P., il faut entraîner les unités de la division à l'utilisation de la « troisième dimension » sous toutes ses formes (parachutage, aéroporté, hélicoptère, appui aérien). Ces points sont importants, car ils ont permis de voir en action pour la première fois le nouveau 5^e régiment d'hélicoptères de combat, qui remplace depuis peu le groupe d'aviation légère divisionnaire. Quant à l'étude des problèmes de commandement et des liaisons entre les différents échelons du commandement, elle incombait également à une nouvelle unité, le 14^e régiment de commandement et de transmission parachutiste, qui groupe les traditionnelles formations logistiques divisionnaires. Au total, trois mille deux cents

De notre envoyé spécial

hommes dispersés sur les calcaires aveyronnais, terrain difficile pour l'attaque, mieux disposé pour la défense avec les forteresses naturelles du plateau de Levezou ; mille six cents parachutistes largués par trente avions de transport, dont les éléments du 17^e génie aéroporté ; trois cent cinquante véhicules, trente blindés et trente hélicoptères.

La phase la plus spectaculaire de cette manœuvre en terrain libre (1) a été le largage à basse altitude (entre 150 mètres et 5 mètres) à partir d'avions Transall de charges de plusieurs tonnes sur l'aérodrome de Rodet, où se trouvaient de nombreux attaqués militaires étrangers. La méthode française ainsi utilisée est encore expérimentale ; elle tend à diminuer la vulnérabilité des appareils et à supprimer la recherche de terrains favorables. Seul le Transall permet le largage de fardeaux opérationnels de 3 tonnes dont le poids est freiné par un petit parachute.

Hors manœuvres, le général Lagarde, accompagné de M. Philippe Lacarrière, secrétaire général pour l'administration des armées, a survolé en hélicoptère le plateau du Larzac et s'est posé près de la ferme Cavallès, au nord-est du périmètre de l'exercice, prévue du camp. Là, le 4 octobre 1977, un jeune berger corse, M. François Giacomini, et M. Charles Roucaurol, s'étaient installés avec leur famille — femmes et enfants — alors que l'armée venait d'acheter la propriété. Les deux ménages, aux quels des paysans contestataires avaient offert une trentaine de maisons et de bœufs, avaient pris possession de la bergerie, mais ils en avaient été chassés par des militaires, qui avaient détruit le toit pour la rendre inhabitable.

Le 10 octobre, le comité d'action du Larzac arrive sur les lieux avec des planches et des matériaux et il construit, à quelques mètres de la ferme, une seconde bergerie. M. François Giacomini y vit toujours, faisant paître ses vaches sous la surveillance de deux sentinelles perchées sur un mirador installé dans les branches fourrées d'un vieux chêne. Parfois autour de la ferme, poste de guet et rondes des soldats donnent à cette campagne occitane, limitée

(1) La grande manœuvre Déméter en terrain libre, qui a eu lieu la semaine dernière en Beauce, a coûté environ 12 000 F d'indemnités (réparation des dommages et estimation du contenu des terres aux agriculteurs). En sept jours d'exercice les blindés ont parcouru 100 000 kilomètres (dont 50 000 en tout terrain) et les véhicules à roues 500 000 kilomètres. Selon l'état-major, aucun accident grave de personnes n'est à déplorer.

au nord par une falaise abrupte dominant le cours de la Tourbe, un affluent du Tarn, l'aspect d'une ferme perdue dans le bled, pendant la guerre d'Algérie.

Pour les contestataires du Larzac, la ferme de Cavallès est un symbole. Mais certains paysans du Causse ne sont pas d'accord avec les méthodes pratiquées par les « squatters ». Plusieurs d'entre eux ont vendu à l'armée leurs terrains en friche ou sont sur le point de le faire. D'autres refusent. Tous attendent la déclaration d'utilité publique qui sera prononcée à la fin de cette année.

LEO PALACIO.

ÉDUCATION

L'HUMANISME FOSSILISÉ

(Suite de la première page.)

A la maternelle, l'enfant a entendu, en deux séances et trente dispositifs commentés, que le brossage quotidien des dents prévient leur carie ; plus tard, il va pouvoir, au cours de deux années, s'initier aux particularités de la vie des animaux et des végétaux dans leur milieu et faire au laboratoire des études comparatives et des dissections. Mais, les deux années suivantes, on ne lui fera entrevoir les problèmes de biologie humaine qu'à la souvenance. Au passage, il apprendra depuis peu, souvent d'un confesseur venu d'ailleurs, comment on ne fait pas d'enfant. On lui dévoilera enfin les mystères (donc la prévention) de la maladie dite du charbon, et du choléra des poules, fléaux dont on peut douter que l'intérêt soit très actuel. Je n'ai

ciété (et bien sûr caricaturé) que les points forts de ces programmes.

Certains jeunes privilégiés qui se destinent, pour une part, aux professions de santé disposeront en terminale de luxueux manuels de biologie comportant, particulièrement bien traité et détaillé par d'excellents spécialistes, un chapitre de paléontologie consacré sur quelques dizaines de millions d'années à l'évolution des équidés en Amérique du Nord, d'Équidés au cheval contemporain. Si le bachelier s'est destiné à devenir cadre de la nation (de ces cadres qui décident prioritairement de notre avenir d'hommes français parce qu'ils de l'École nationale d'administration, de l'École normale supérieure, de l'École polytechnique, par exemple), il aura eu tout le temps d'oublier ces notions écoulées lors de ses études secondaires jusqu'à sa connaissance le programme d'aucune de ces écoles ne comporte la moindre évocation d'un problème lié à la biologie de l'homme.

Qui plus est, comment la formation apportée par l'étude de problèmes spécifiques pourra-t-elle être offerte à tous les autres ? Comment pourrait-on reprocher à ceux qui gouvernent et prévoient de considérer parfois les êtres vivants comme ectoplasmes disciplinés et pliés aux données statistiques (vraies ou fausses, cela n'a de ce fait plus grande importance), puisque tout au long de leur formation (dont nous sommes pourtant si fiers) personne ne leur a jamais parlé de la vie.

Des têtes bien faites

On pleure, à tort ou à raison, l'humanisme disparu. Quel humanisme, d'abord ? Celui des humanités littéraires ? L'espèce est en voie d'extinction, c'est certain. L'humanisme scientifique, non celui des encyclopédistes ni du positivisme, un peu dépassé, mais celui qui forme des têtes bien faites à comprendre l'essentiel des progrès de la recherche en tous domaines ? Il nous semble que les chercheurs ayant des clartés de tout se font bien rares. Leur fréquentation pourtant était plus riche que celle de ceux dont la raison d'être est de faire avancer certaines connaissances, en profondeur sinon en surface. Aussi pourquoi évoquer encore, l'humanisme, notion en voie de dissolution, faute de définition claire ?

Parler d'humanisme paraît plus réaliste, en parler comme d'une ultime ligne de résistance derrière laquelle s'abrite encore, après qu'elle l'a fait défilée à la hâte, l'éducation d'aujourd'hui. L'humanisme fait de nous, naturellement (et pour longtemps encore, il faut bien s'en souvenir), l'être biologique correspondant

aux caractéristiques chromosomiques de notre espèce. L'humanisme fait de nous un être social (de contact agréable, et c'est d'abord cela la qualité de la vie), grâce à l'éducation-instruction, l'éducation du comportement et du civisme, l'éducation-connaissance de notre environnement, l'éducation-connaissance de la biologie de la reproduction et du développement de l'espèce humaine et de celles qui partagent avec nous la biosphère. On est humaniste aujourd'hui lorsqu'on peut sans névrose convenir que l'idéal de l'éducation civique reste la réalisation globale de la devise de la République française, tout en admettant bien que l'histoire naturelle des êtres vivants de tous bords a pour règles l'asservissement aveugle, le polymorphisme hiérarchisé, les combats sans fin ni pitié.

Les enseignants sont, de la maternelle à la terminale, la dernière chance pour la génération qui vient de naître de conserver quelque affection pour un monde naturel qu'on ne connaît et ne reconnaît plus. Ils sont, à mon sens, les premiers maîtres d'une éducation biologique qui reste presque entière, ment à criser sous la réserve que leur enseignement soit d'urgence actualisé, élargi, obligatoire et instauré tout au long du curriculum scolaire.

Pour faire mentir un Leroi-Gourhan prophétique que j'aime à citer souvent et éduquer avec lui l'heure de la « dernière poche de pétrole, vidée pour cuire la dernière poignée d'herbe, mangée avec le dernier rat ».

J.-M. ROBERT.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- ★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment
- ★ 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge
- ★ Petits groupes (maximum 9 étudiants)
- ★ Cours dans toutes les langues
- ★ Laboratoire de langues moderne
- ★ École reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise
- ★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer

SCRIFTS 407

RENEW BASSATE
KENT, E-8
Tél. : 0161 612-12
ou : 0161 612-13
4, rue de la Pastorale, 45 - EAUBOURN
Tél. : 0161-23 en soirée.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

PIEDS LONGS ET LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chauffer à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

Renault 5 480^F

par mois entretien et réparations compris

Une offre exceptionnelle : Renault vous propose une Renault 5 avec un mode de financement assorti d'un contrat d'entretien et de réparation.

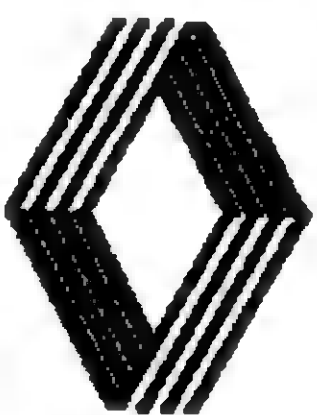
La C.N.E.R. : Convention Nationale d'Entretien et de Réparations est proposée par le Réseau Renault pour 45.000 km ou 4 années d'utilisation, au premier des deux termes échu. Cette offre est valable jusqu'au 15 Octobre 1977.

Le montant de l'option d'achat finale est de : 1.000 F, soit, l'équivalent du dépôt de garantie initial et obligatoire. Coût total d'acquisition à 4 ans : 26.440 F. Votre concessionnaire Renault vous donnera toutes précisions à ce sujet.

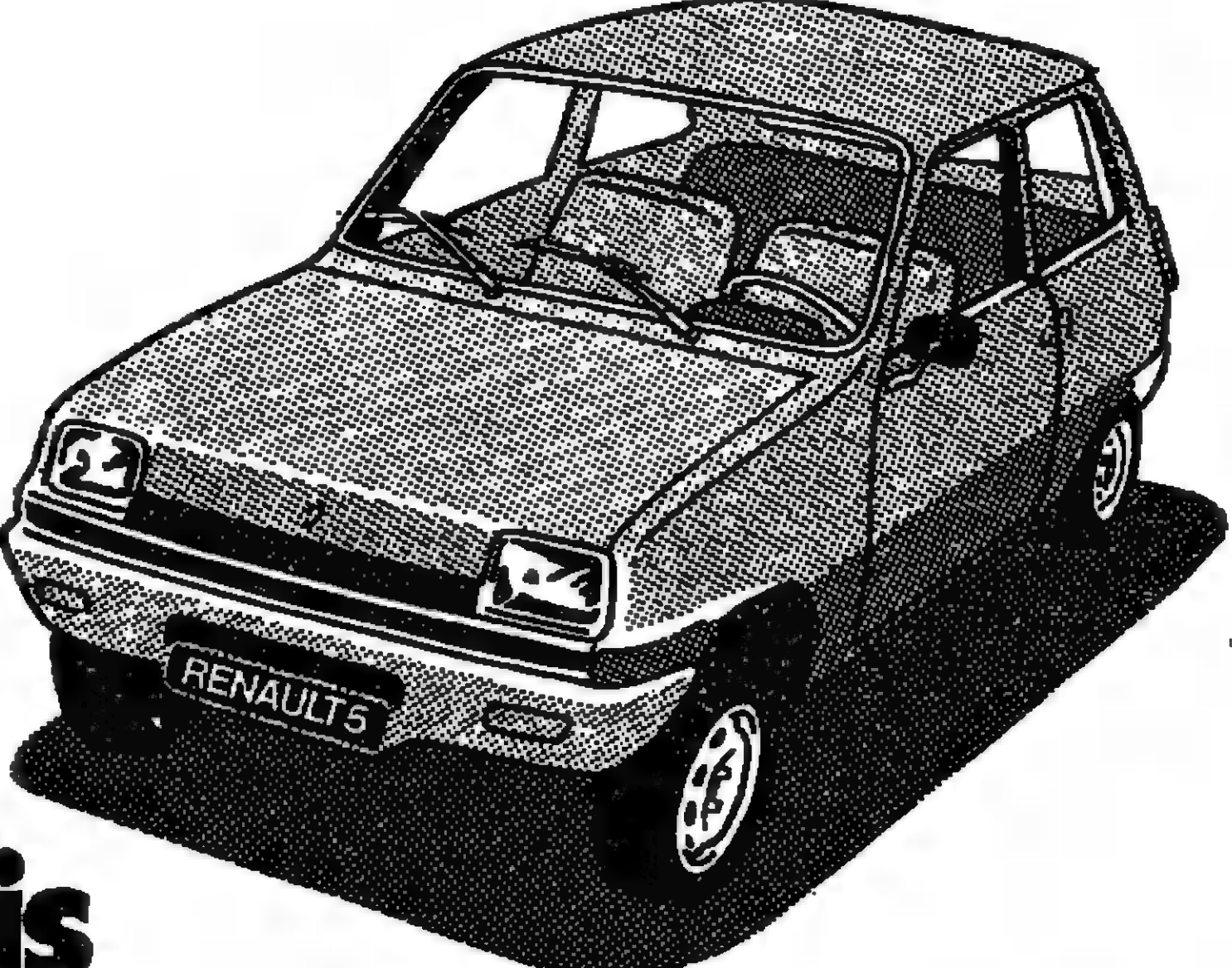
Exemple de bail avec option d'achat. Pour une Renault 5 : 18.800 F (Prix clés en main au 1.7.1977).

Désignation	1 ^{re} Année	2 ^e Année	3 ^e et 4 ^e Année	Montant Total
Loyers Mensuels	412,50 F	526,50 F	590,50 F	25.440 F
Loyers Mensuels avec C.N.E.R.	490,00 F	594,00 F	658,00 F	28.680 F

Extrait de barèmes au 28 Août 1977.



Renault préconise elf



1969-1977

Veuillez me faire parvenir sans engagement toutes informations complémentaires concernant les Renault 5 et leurs diverses possibilités de financement.

Nom _____ Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Retournez ce bon à : R.N.U.R. BP 142 92106 Boulogne-Billancourt

هكذا من الأصل

ATION
MANISME FOSSILISE
TICE

ÉDUCATION

LA RENTRÉE DES CLASSES

DES « BAVURES » EN NOMBRE LIMITÉ

La rentrée des classes, qui a mis cette année en mouvement dans l'enseignement public, onze millions d'élèves et neuf cent quatre-vingt mille adultes (enseignants et personnels de tous ordres) n'aura pas été marquée de « bavures » très sérieuses. Elles paraissent, en tout cas, moins nombreuses que les autres années. Le ministre de l'éducation s'est plu à souligner, jeudi 15 septembre au soir, qu'on ne lui avait signalé aucun problème pour cinquante à cent classes, soit mille à trois mille élèves, un dix millième d'erreurs, c'est de la mécanique de précision.

La sérénité de M. René Haby n'est pas partagée par M. André Allamy, secrétaire de la C.G.T., qui a affirmé que le ministre « pratiquait la méthode Coué » et tentait de tromper l'opinion et les travailleurs qui découvriront les réalités de la rentrée scolaire. Sévères plus grande encore du côté du P.S.U., où l'on déclare que la réforme de l'enseignement vise « à faire de l'école un instrument adapté à l'extension du chômage et à la déqualification ».

Parmi les « bavures » les plus sérieuses, on note, dans plusieurs villes, l'inachèvement des travaux de construction de locaux scolaires : à Rennes, à Uzès, à Abou (Creuse), à Lannion et à Bourg.

Dans d'autres villes, des retards dans les nominations des enseignants du primaire ou du secondaire ont provoqué des grèves localisées ou des occupations de locaux par des parents mécontents : à Villeneuve-de-Berg (Ardèche), à Contamine (Haute-Savoie), à Saint-Joachim (Loire-Atlantique), à Champen-sur-Marne (Seine-et-Marne). Au lycée de Corbeil (Essonne), les enseignants syndiqués au S.N.E.S. et au S.G.N.C.F.D.T. ont fait grève pour exiger le réemploi des auxiliaires. Ils récla-

maient aussi la démission du proviseur. Des mouvements de grève ont eu lieu à la Gaudeloupe.

À Paris, après la décision des élus communistes de préparer un « dossier noir » de la situation scolaire, M. Jacques Chirac s'est rendu, pour la rentrée, dans des écoles du XV^e arrondissement. « Je n'ai pas eu connaissance de graves problèmes », a-t-il déclaré, la rentrée s'est effectuée dans de bonnes conditions. « Ce n'est pas l'avis du Syndicat national des instituteurs, qui estime que la capitale a pris un « retard considérable » pour les ouvertures d'écoles maternelles. D'ici à trois ans, il ne devrait plus y avoir de listes d'attente en maternelle », a répliqué le maire de Paris. Au rectorat, on indique que des ouvertures de classes auront lieu « dans la semaine qui suit la rentrée », après examen de la situation des effectifs et dans la limite du contingent dis-

ponible. Le rectorat signale des retards de construction dans trois écoles maternelles de Paris : rue Jacquart (XIV^e), rue d'Alleray (XV^e) et rue de l'Archevêque (XIX^e).

Malgré la décision du ministre de réemployer, cette année, tous les maîtres auxiliaires qui avaient eu au moins un mi-temps de façon continue l'an dernier, diverses manifestations de maîtres auxiliaires ont eu lieu, le jour de la rentrée, à Toulouse, à Lille, à Nice et à Grenoble. Elles ont rassemblé, en général, quelques dizaines de personnes. Le ministre a réaffirmé que, même s'ils n'obtenaient pas tout de suite d'affectation, les maîtres auxiliaires seraient payés à dater du 15 septembre. Le Syndicat national des enseignants secondaires (S.N.E.S.) organise des manifestations devant les recto-rats de la région parisienne, ce vendredi 16 septembre.

Alors, Monsieur le ministre, cette réforme ?

Si être un bon pédagogue c'est n'avoir pas peur de se répéter pour se faire comprendre, alors M. René Haby est un excellent pédagogue. L'ancien instituteur devenu ministre en a fait la démonstration le jour de la rentrée. De l'après-midi au crépuscule, d'une antenne à l'autre de Paris à Pithiviers, il a répondu aux mêmes questions, dix fois répétées, avec une égale patience et une sérénité que rien n'entendait.

10 h 40. Les proches collaborateurs du ministre viennent faire le point. « Calme et sérieux dans l'académie de Créteil », a R.A.S. à Orléans, « à dix minutes devant le rectorat de Nice », a une construction inachevée à Nîmes. On ne s'attend pas à une conversation plus qu'un conseil de guerre.

11 heures. M. Haby part pour le lycée de Pithiviers, petite ville du Loiret. Il est attendu : mille trois cents élèves, le recteur et l'inspecteur d'académie, le préfet, le maire, le proviseur, une poignée de gendarmes, une équipe de T.V. et cinquante professeurs en grève. « Ils n'auraient pas fait grève si on n'était pas venu », s'indigne-t-on dans l'entourage du ministre. « Non dit le réjon M. Haby », dit une banderole. Dans une classe aurochante, vingt-quatre élèves de sixième subissent le choc : non seulement l'école privée s'engage à s'abstenir d'un équipement similaire à la télévision !

A quoi rêvent les enfants de sixième

Orléans. — Le jour de la rentrée, les élèves de sixième du collège Condorcet à Fleury-les-Aubrais (Loiret), tout frères dans leurs blouses bien repassées, n'avaient pour la plupart que de sages aspirations. Quel métier voudraient-ils exercer plus tard, après l'école ? Les réponses reviennent le goût du jour : « J'aimerais une activité qui soit proche de la nature » ; ou les conditions du milieu : « Je voudrais entrer à la S.N.C.F. » (la gare des Aubrais emplit de nombreux chemins). « Je suis attiré par une base aérienne est installée à Briey ». Les grandes ambitions sont rares : « chirurgien », « ingénieur », c'est ce qu'ils imaginent de plus élevé et de plus difficile à atteindre.

DANS LE JURA

Jour tranquille à Arinthod

Arinthod (Jura). — Les arca-dies forées qui cascaden autour de la place, les toits aux pans allongés. Tout le bourg d'Arinthod s'étend, levé dans le brouillard : c'est devenu une habitude depuis la mise en eau du barrage de Voglians, à quelques lieues. Cependant, peu avant 8 heures, des lumières ont brillé dans les salles de l'école communale, adossée à la mairie et où siègeait le juge de paix, comme au C.E.G., qu'on doit simplement appeler collège à partir d'aujourd'hui.

Mme Lucienne Troupel, directrice de l'école, n'a pas eu les nuits plus agitées par cette rentrée que par les précédentes. Aucune de ses classes, peuplées par les enfants d'Arinthod et de villages voisins, n'aura plus de vingt-huit élèves. Les cours préparatoires en attend dix-huit. Les tableaux ont été repeints pendant les vacances ; le nettoyage des classes a bien fallu, mais tout a été vite réparé. Seules préoccupations : le cas de l'instituteur du cours élémentaire deuxième année qui se trouve être aussi... maître d'Arinthod et conseiller général. Certaines de ses absences sont inévitables et le remplacement pas toujours assuré. Mais M. Jean-Claude Quemis, inspecteur départemental, venu assister à la rentrée à Arinthod, a confirmé qu'un

Politique à l'école

M. Haby s'installe au bureau du professeur. Interminable attente. Dans des haut-parleurs, on entend le début du journal et une succession de voix graves : M.M. Fabre, Marchais, Mitterrand, Solon, Giscard, etc. La politique entre dans cette école. Le ministre va vers les élèves, observe les emplois du temps, feuillette les manuels. Après plus d'une heure d'attente, on s'adresse à eux. Ici Pithiviers. Parlons de cette fameuse réforme. Les élèves s'interrogent sur le sport, les mathématiques : « Est-ce que ça sera plus difficile que dans l'ancienne école ? » « Il y a moins de difficultés que tu le crains. Vous allez apprendre au collège ce qu'il sera nécessaire de savoir pour entrer en 2000 ». La direction est interrompue plus tôt que prévu. Dans une classe voisine, des élèves de troisième, qui attendaient sagement leur tour, apprennent qu'ils ne passeront pas à l'ancienne école. « La politique a été trop longue ». On dialogue quand même.

MÉDECINE

« Une réorganisation du ministère de la santé et de la sécurité sociale a été approuvée lors du conseil des ministres du 14 septembre : l'actuel service central de la pharmacie et des médicaments est transféré dans la direction de la pharmacie et du médicament, qui s'ajoutera ainsi aux quatre autres directions techniques que comporte le ministère : la direction générale de la santé, la direction de la Sécurité sociale, la direction de la pharmacie et du médicament, la direction de l'action sociale. M. Jean Weber, inspecteur des finances, actuellement conseiller technique au cabinet de M. Simone Veil, a été nommé directeur de cette nouvelle direction de la pharmacie et du médicament.

mettre remplaçant, attaché au canton, sera disponible le plus tôt possible.

Autre souci : Féigny. Ce village de quatre-vingts habitants s'obstine à entretenir une école de cinq élèves. Deux familles s'opposent à sa fermeture. Certes, il subsiste dans le canton quatre écoles fréquentées par moins de dix élèves chacune (celles que le seul théoricien de la fermeture est de douze élèves), mais, à Féigny, l'institutrice étant partante et la démographie sans espoir de redressement, la décision de fermeture a été prise. Jeudi, trois des cinq enfants se sont présentés à Arinthod. Peu de remous en définitive.

C'est là qu'on est entre deux. Autour d'Arinthod et ses mille cent dix-neuf habitants qui font de l'élevage, travaillent la plâtrerie ou tournent des objets en bois, c'est la « petite montagne ». Celle qui, après la plaine de la Bresse, a la tête et les jambes aux rugosités du Haut-Jura, à l'est. Alors, la réforme, le nouveau cours préparatoire... De quoi parlez-vous ? Une réforme qui arrive après tant d'autres ? « Tenez, les maîtres modernes, nous on y est allé doucement, sans tomber dans l'excès. On n'a jamais cessé d'accorder une grande importance au calcul. Aussi n'avons-nous pas à revenir en arrière aujourd'hui ».

Dans une maternelle à Paris

PLUS DE QUARANTE ÉLÈVES PAR CLASSE

Au 76, boulevard Berthier, à Paris (17^e), l'ancien C.E.G. de briques rouges abrite aujourd'hui une école maternelle, une école primaire et une école mixte. Les classes au total, dont cinq de maternelle. Mais la rentrée n'a pu se faire simultanément pour tous les élèves, car le prêt, le 15 septembre, était réservé aux petites des classes enfantines, dûment alignées et étiquetées à leur nom. Les autres élèves n'étaient conviés à rentrer que l'après-midi, pour laisser à l'école maternelle le temps de s'organiser.

« Ce n'est plus possible, explique Mme Jean, la directrice du collège. Nous n'avons pas de directrice pour l'école maternelle, où deux cent dix enfants sont inscrits pour cinq classes, sans compter une trentaine d'autres sur la liste d'attente. Nous avons demandé l'ouverture d'une sixième classe — ce qui est matériellement possible puisqu'un local du primaire a été libéré, — mais cela nous a été refusé ».

L'inspectrice départementale, Mme Chavardès, l'inspectrice départementale, dont le bureau est précisément dans cette école, a reçu le matin une délégation de parents d'élèves qui ont annoncé leur intention d'occuper l'école si la sixième classe n'est pas ouverte. « Je leur ai dit d'attendre lundi prochain, jour où sera fait le pointage décisif, dit l'inspectrice. Mais je constate que c'est la seule manière d'obtenir quelque chose ».

En attendant, la directrice du collège a annoncé qu'elle renverrait chez eux les enfants de trois ans dès ce 16 septembre. « Puisqu'on refuse de nous ouvrir une sixième classe, dit-elle, nous sommes obligés d'en fermer une, celle des petits. » — R.C.

Sans se presser

Les horaires ont changé. Une heure de moins en français. « C'est normal puisqu'on fait du français à l'occasion de toutes les activités d'éveil, d'ailleurs, les horaires ne doivent pas être suivis à la minute... Et puis, ici, tout dépend tellement du temps qu'il fait... Allez donc déambuler dans cet écheveau de bon sens la part de prudence, compagne familière de ceux qui savent que les montagnes ne se laissent pas facilement dépecer, et la part d'indépendance que ces Francis Comtois ont appris à défendre pendant des siècles.

quatre collègues, elle y voit l'occasion d'intéresser les familles à l'école, de leur expliquer que « elles ne doivent pas toujours juger l'école de leurs enfants en la comparant à ce qui fut le leur ». Les candidats seront-ils en nombre suffisant ? La directrice n'est pas inquiète : il y a dans la commune un certain nombre de gens dévoués. On les retrouve partout : au conseil municipal, chez les donateurs de sang ou les pompiers. Pourquoi pas au comité des parents ?

À 11 h. 30, après la première matinée de classe, la correspondance du journal régional est venu tirer la photographie de l'école. Devant, les cent vingt élèves qui se connaissent tous ou presque ; derrière, Mme Troupel et ses quatre adjoints et adjointes, tous en place depuis plusieurs années, l'un étant le maire de la commune, l'autre le beau-père de la directrice. Quand la photo aura été prise, les habitants d'Arinthod reconnaîtront-ils la rentrée 1977 ?

Ainsi, des demandes de dérogation pour l'entrée précoce (à cinq ans) au C.P. il n'y en a pas une seule dans le canton. Une quinzaine en tout et pour tout dans le Jura, comme chaque année... L'an dernier, les élèves de Mme Troupel, étudiant leur région, avaient reproduit un vers de Ranzani qui leur semblait écrit pour eux : « Notre pays, il va se voir, sans se presser ».

Dans quelques jours, Mme Troupel organisera les élections de cinq délégués au comité des parents, ainsi que la réforme lui en fait obligation. Comme ses

CHARLES VIAL

BRUNO FRAPPAT.



Les horaires ont changé. Une heure de moins en français. « C'est normal puisqu'on fait du français à l'occasion de toutes les activités d'éveil, d'ailleurs, les horaires ne doivent pas être suivis à la minute... Et puis, ici, tout dépend tellement du temps qu'il fait... Allez donc déambuler dans cet écheveau de bon sens la part de prudence, compagne familière de ceux qui savent que les montagnes ne se laissent pas facilement dépecer, et la part d'indépendance que ces Francis Comtois ont appris à défendre pendant des siècles.

Ainsi, des demandes de dérogation pour l'entrée précoce (à cinq ans) au C.P. il n'y en a pas une seule dans le canton. Une quinzaine en tout et pour tout dans le Jura, comme chaque année... L'an dernier, les élèves de Mme Troupel, étudiant leur région, avaient reproduit un vers de Ranzani qui leur semblait écrit pour eux : « Notre pays, il va se voir, sans se presser ».

Dans quelques jours, Mme Troupel organisera les élections de cinq délégués au comité des parents, ainsi que la réforme lui en fait obligation. Comme ses

CHARLES VIAL

BRUNO FRAPPAT.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 18, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

EPDSM

enseignement privé
4, place St Germain des Prés
(44, rue de Rennes) 75006 PARIS
Tél. : 222-16-29 / 641-62-31

AMÉNAGEZ VOTRE TEMPS POUR ACQUÉRIR UNE QUALIFICATION

ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE

- « Préparation aux diplômes d'Etat »
- « Baccalauréat de Technicien F.U. »
- « Brevet de Technicien Supérieur, S.T.I., en 2 ans »
- 3 Options : Secrétariat, Tourisme, Distribution

CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE
en formation accélérée d'un an

Secrétariat : Médical, Touristique, de Direction
« Possibilité d'enseignement combiné cours Cours à Distance »

EPDSM 44, rue de Rennes 75006 Paris

Bon à découper et à retourner —

NOM _____
Adresse _____

55.1 من الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	48,18
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	90,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,48
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ATTACHE à la DIRECTION COMMERCIALE

LE GROUPE DE COMPAGNIES D'ASSURANCES BRITANNIQUES

LEGAL et GENERAL

recherche un Attaché à la Direction Commerciale avec perspective de promotion à la responsabilité de la Direction Commerciale

Le candidat retenu devra :

- avoir une connaissance pratique et l'expérience du marché français de l'assurance Vie (Grande Branche et Groupe) et I.A.R.D.;
- avoir réussi dans l'organisation, l'animation et la direction d'un réseau de vente;
- résider à Paris ou dans les environs immédiats.

Démarche à débiter.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à :

Directeur général pour la France
GROUPE LEGAL ET GENERAL
31, rue de la Victoire, 75009 PARIS CEDEX 09

SEMENCES Responsable Commercial

Entreprise de moyenne importance, située au Nord-Est de Paris, produisant et commercialisant des graines de semences, recherche, pour développer ses ventes en France et à l'étranger, un cadre commercial, bilingue anglais, ayant déjà une expérience de plusieurs années dans le négoce des produits agricoles.

Il disposera en France de l'assistance d'un service commercial qu'il animera et contrôlera ; à l'étranger il négociera lui-même les contrats (40 % du temps en déplacement).

Rattaché au Directeur Général, il participera à la politique commerciale et au développement de la société.

CEGES

Adressez lettre man. et CV détaillé à M.L. GUOMAR
Rer. 22007/M 504-CEGES 33, quai Gallieni 92132 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

secrétaires

Secrétaires
Boulev. de Charonne, 104 Avron.
Société recherche
- Notions comptabilité imp. ;
- Libre de suite ;
- Anglais apprécié.
STENOACTYLO
- Même débutant.
Tél. 378-35-60.

URGENT L.A.M. Elye panche cherche
- une secrétaire expérimentée
Tél. 22-72-63, de 13 h à 17 h.
Organisme de Formation profess. recruté

Secrétaires
Gout de l'ordre et des contacts humains.
Adressez C.V. + photo, n° 180, rue de la République, 95 bis, rue Rougemont, Paris 20

Sténodactylo
STENOACTYLO expérimentée (Anglais apprécié)
Ecrire à LA PROTECTRICE 45 à 51, rue de Châteauneuf, 75001 PARIS CEDEX 09

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH
NORWICH, NORFOLK NR1 1LG
Cours intensifs d'anglais à tous niveaux.
Cours spécialisés d'anglais : pour études scientifiques ; pour études commerciales ; pour secrétaires.
Trimestres commençant septembre, janvier, avril.
Cours d'été de 4 semaines chacun entre 27 juin et 18 septembre. Logement dans familles anglaises.
A partir de septembre préparation aussi aux examens « G.O.E. » et « A » levels pour l'anglais ; math. ; physique ; chimie et autres disciplines.

Ecrire à UTO SCHOOL OF ENGLISH (L.M.)
Crusader House, 28-30 Prince of Wales Rd., Norwich
Norfolk NR1 1LG, Angleterre.

traductions

Offre
TRADUCT. ALLEMAND
TECHNIQUE PROTECHNA - 770-81-33

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION FRUITS ET LÉGUMES

Région Parisienne

recherche un CHEF DE SERVICE ACHATS EXPERIMENTÉ

Ecrire avec C.V. détaillé à
SOCIÉTÉ FRÉKA
91780 MAUDCHAMPS.

Importante Entreprise d'Installations Région Parisienne

recherche pour poste d'ingénieur d'affaires (études approvisionnement, gestion de travaux...)

UN INGÉNIEUR

FORMATION GRANDE ECOLE possédant 10 années d'expérience en instrumentation/automatisme dans l'industrie pétrochimique.

Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 27.588, CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1^{er}.

gerances appointees

URGENT
Rechercheur expérimenté et expérimenté pour tenir très belle agence à Paris, avec un bon salaire. Adressez C.V. manuscrit + photo à : Elye panche, 17, r. Saint-Séverin, 75005 Paris.

capitaux ou proposit. com.

Metteur en scène ch. associé sérieux avec apport 30 à 100.000 fr. création site de production en vue tournage film av. vedettes nationales. Offre et réf. banquiers. Dir. production M. Ovilvie, 50, rue de l'Empereur, 92-Rue-Malmaison.

Société marketing, ch. produits additionnels pour les marchés : Europe, Moyen-Orient, Golfe, Amérique du Sud, Extrême-Orient. C.V. + photo, 12, 940 Buchs/SG, Suisse.

ANALYSTE FINANCIER SENIOR

recherche création ou participation en ANALYSE INDUSTRIELLE

Point d'attache parisien. Discrétion absolue assurée.

Ecrire n° 1.587 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS (9^e).

Filiale d'un Groupe International

recherche pour ABIDJAN (Côte-d'Ivoire) DIRECTEUR FINANCIER

Poste vacant début 1978

- Disponibilité immédiate souhaitée pour une période d'essai préalable ;
- Niveau certifié de gestion ou de révision ;
- Expérience acquise dans une Société anglo-saxonne (américaine de préférence) ;
- Connaissance écrite et parlée de la langue anglaise indispensable ;
- Age 30 ans environ ;
- Avantages habituels contrat expatrié.

Adresser photo, curriculum vitae et prétentions à : M. C. SAMARAT, Groupe FIDUCIAIRE FRANCO-AFRIQUAINE, 6, avenue de Messine, 75008 PARIS.

DORLAND & GREY

recherche 2 CHEFS DE GROUPE JUNIOR

diplômés de l'enseignement supérieur ayant au moins 3 ans d'expérience en agence et un anglais courant.

Adress. candidatures et C.V. à DORLAND & GREY, 23, rue Lincoln, 75015 PARIS.

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS
ANALYSTE-PROGRAMMEUR EXPERIMENTÉ
FORTRAN et COBOL-A.M.S.
I.L.M./O.S.
Tél. pour renseignements 32-58-73, ou écrire B.M. 3, rue Joseph-Sachau, 75003 PARIS.

Rech. COLLABORATEURS niveau DEC ou équivalent. Quelques années d'expérience. Notions fiscales, souhaitées. Ad. C.V. et photo à n° 21.95, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CABINET D'EXPERTISE
« REVISION COMPTABLE » PARIS-1^{er}, recherche
REVISEURS
COMPTABLES
Niveau N. 3, 2 ans de pratique dans la fonction exigée. Ad. C.V. et photo, n° 27.382, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-14^e
recherche
COMPTABLE
Niveau DEC ou équivalent. Quelques années d'expérience. Notions fiscales, souhaitées. Ad. C.V. et photo à n° 21.95, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

occasions

A SAISIR
29 juillet au 29 septembre
plans d'exportation modernes (1970 à 74) accident stock exportation, location, à vendre ancien tarif avec remise de 10 à 15%, avec ou sans garantie. Cédre possibles. Plans Magna, 36, r. de Valenciennes, PARIS-11^e. Métro Europe.
Tél. 322-30-10 et 21-74.

Laurence Corner Londres : surplus de vêtements et matériel gouvernementaux de haute qualité. Vêtements de haute qualité de protection. Prix imbattables. Très vaste gamme d'articles uniques pour tout le monde. Catalogue de 40 pages contre 4 F port compris et vous êtes informés de toutes les propositions de votre prochain séjour à Londres. Ecrire à : J. R. 1554, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris-9^e.

INGÉNIEUR TRILINGUE + LICENCE SCIENCES ÉCO

Spécialiste des problèmes d'exportation dans société industrielle.

Recherche poste de RESPONSABLE EXPORT dans Société Industrielle ou P.M.E.

Ecrire à n° 27.780 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

CHEF DE PROJETS INFORMATIEN - 38 ans

8 ans d'expérience béton, dessin automatique, étudiants toutes propositions France et étranger.

Ecrire à n° 2.135 M. BENOÎT-PRESSER, 85 bis, rue Sébastien - PARIS (2^e).

emploi régionaux

BANQUE DE DÉPÔTS
Région Ouest de la France
Recherche pour renforcer sa direction du personnel DEUX COLLABORATEURS
Jeunes praticiens de la fonction « personnel »

1) Pour contribuer, notamment, aux relations avec les partenaires sociaux.

2) Pour participer à la conception et à la mise en place de la gestion sociale : tableau de bord, bilan social, planification des actions sociales ; pour analyser et mettre au point les différents aspects de l'amélioration des conditions de travail.

Ecrire n° 6.584, R.A.P.-Hall Petites Annonces 7X, 44040 NANTES CEDEX.

Antiquités

Vend matériel wagonnets 1975-76, série Leed, table, panneaux de marqueterie, porcelaines, objets d'art, etc. etc. M. ABDI, T. 26-99-29.

Artisans

ARTISAN-PEINTRE
tout travaux Paris-banlieue. Appels, papiers, remises importantes. Tél. : 46-54-54.

Collections

Particulier vend
pièce de France II.
Tél. : 330 91-40-55.

Cours

CENTRE KLEBER
FORMULES POUR ÉLÈVES
RECEVOIR LEÇONS PIANO TOUS ÂGES
TOUS NIVEAUX
COURS DANSE ET ART
DRAMATIQUE TOUS ÂGES
CONSEILS, TESTS, ORIENTATION SCOLAIRE.
CONSULT. GRATUITE V.R.-V.
Tél. : 70-33-59

ANGLAIS PAR PROFESSEUR EXPERIMENTÉ. T. 32-69-41.

ANGLAIS THOMPSON
dijon. OXFORD. T. : 632-17-16.
L'INFORMATIQUE, vous intéresse le donne des cours de P.U.P.I. (P.U.P.I. 1975-76) 330-22-55.

COURS AUDIOVISUEL PRIVE ANGLAIS ESPAGNOL FRANÇAIS DEMONSTRAT. GRATUITES.
Venez 46, bd St-Michel, Paris-6^e. Tél. : 33-09-10 et 33-09-11. Ts les jours de 9 h à 21 h.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN
rech. pr poste à pourv. imméd.

CHARGÉ D'OPÉRATIONS
pr assurer coordination juridique, financière, technico, et commerciale d'opérations d'urbanisme. Form. supér., type ingén. T.P. Min. 35 ans et 1 an d'exp. professionnelle. Ad. C.V. photo et prétentions à S.B.L.C. B.P. 748, 42007 SLOIS CEDEX.

COLLEGE SAINT-MICHEL SOLESMES (NORD). T. 83-43-77 cherche prof. math. licence.

de musique

ACHETE VIOLONS ET HARPES. T. 778-32-45.

PIANOS D'AGENCE
Sélection meilleure marque : neuf, occasions, location, vente, achat, réparation, entretien. 10 ans garantie. Crédit, location-test, livraison. 20, rue de Dôme, 75008 PARIS. Tél. : 42-57-43 de 9 à 20 h.

de particuliers
Particulier à particulier. Vends
COFFRE VITRÉ
en marbre (irig. Charantais) 140 m de haut x 0,70 m de haut et 0,40 m de largeur. P. 300 F. Brocanteur d'Art. Tél. : 42-57-43 de 9 à 20 h.

VENDS clarinette 400 F.
L'annoncez avec volume 140 F. Tél. : 65-94-76.

Matériel

de bureau
URGENT part. vend répondeur mécanique, état neuf, pas exception. T. 774-71-75

Maquette

DISCOUNT 30 à 60 %
sur 10.000 m2, maquette toutes qualités. Téléphone : 72-19-19.

Lois de maquette anglaises. Peintures et grandes larges. Pure laine 72-74. Isabel Woolrich, plusieur coloris 70 F le mètre carré. LA MOUQUETTERIE, 334, r. de Valenciennes, Paris-15^e. Tél. : 842-42-42.

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (220 pages)

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi idéal : avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Montparnasse, 75006 Paris.

autos-vente

- de 5 C.V.
Part. vend FIAT 500 1967, bleu pétrole, 10.000 km. (très fiable) et av. facture. Mécanisme, bonne carrosserie à revoir, avec pneus de rechange. 4 p. avec roues. Prix 2.000 F. Tél. dom. 974-84-74, matin, soir après 20 h. Bureau 955-40-00, poste 24-09, 45-75. Disponible milieu octobre.

8 à 11 C.V.
Part. vend Dacia 1300, blanche 1972, 70.000 km. Parfait état. Prix : 7.000 F. Tél. 933-28-34.

12 à 16 C.V.
A votre B.M.W. 2500 autom. 1^{re} gen. 61, 75.000 km. Px 23.000 F. Contacter M. CHARLES, 53-52-13.

Cause changement de situation, particulier vend MATRA BAGHEERA 5 ans, 75, km Argus. Tél. 54-55-92.

MERCEDES 280 SE DE DIRECTION
4.000 km, 1^{er} mét. cuir noir. Garantie totale - 540-97-62.

+ de 16 C.V.
1 LANCIA «STRATOS» neuve et garantie. Livrable immédiatement. Bonnes conditions. LEASING sur quatre ans à étudier. 656-22-11

l'agenda du monde

Antiquités

Vend matériel wagonnets 1975-76, série Leed, table, panneaux de marqueterie, porcelaines, objets d'art, etc. etc. M. ABDI, T. 26-99-29.

Artisans

ARTISAN-PEINTRE
tout travaux Paris-banlieue. Appels, papiers, remises importantes. Tél. : 46-54-54.

Collections

Particulier vend
pièce de France II.
Tél. : 330 91-40-55.

Cours

CENTRE KLEBER
FORMULES POUR ÉLÈVES
RECEVOIR LEÇONS PIANO TOUS ÂGES
TOUS NIVEAUX
COURS DANSE ET ART
DRAMATIQUE TOUS ÂGES
CONSEILS, TESTS, ORIENTATION SCOLAIRE.
CONSULT. GRATUITE V.R.-V.
Tél. : 70-33-59

ANGLAIS PAR PROFESSEUR EXPERIMENTÉ. T. 32-69-41.

ANGLAIS THOMPSON
dijon. OXFORD. T. : 632-17-16.
L'INFORMATIQUE, vous intéresse le donne des cours de P.U.P.I. (P.U.P.I. 1975-76) 330-22-55.

COURS AUDIOVISUEL PRIVE ANGLAIS ESPAGNOL FRANÇAIS DEMONSTRAT. GRATUITES.
Venez 46, bd St-Michel, Paris-6^e. Tél. : 33-09-10 et 33-09-11. Ts les jours de 9 h à 21 h.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN
rech. pr poste à pourv. imméd.

CHARGÉ D'OPÉRATIONS
pr assurer coordination juridique, financière, technico, et commerciale d'opérations d'urbanisme. Form. supér., type ingén. T.P. Min. 35 ans et 1 an d'exp. professionnelle. Ad. C.V. photo et prétentions à S.B.L.C. B.P. 748, 42007 SLOIS CEDEX.

COLLEGE SAINT-MICHEL SOLESMES (NORD). T. 83-43-77 cherche prof. math. licence.

Décoration

Pose de tentures murales - 32 F TTC le m2. Tissus 100 coton, moquette, pelons tirés. Pose comprise. T. : 580-77-83.

Relations

CÉLIBATAIRES, VEUF, DIVORCÉS
Ce sont les meilleurs d'entre nous qui, de n'importe quelle rencontre, font quelque chose d'unique.

Maître RUCKEBUSCH
RELATIONS DANS LA MEILLEURE SOCIÉTÉ.

Une prestation hors du commun

5, rue du Cirque
PARIS 8^e
Rond-Point des Champs-Élysées
720-02-97 / 78

4 et 6, rue Jean-Bart
95000 LILLE
54-86-71
77-42

Homes d'enfants

« LA PELOUSE » T. 902-50-80.
91220 MONTGERON
rég parisienne, forêt de Sénart, parc, air pur, famille.
Année scolaire 77-78 MIXTE.

Instruments

ACHETE VIOLONS ET HARPES. T. 778-32-45.

PIANOS D'AGENCE
Sélection meilleure marque : neuf, occasions, location, vente, achat, réparation, entretien. 10 ans garantie. Crédit, location-test, livraison. 20, rue de Dôme, 75008 PARIS. Tél. : 42-57-43 de 9 à 20 h.

de particuliers
Particulier à particulier. Vends
COFFRE VITRÉ
en marbre (irig. Charantais) 140 m de haut x 0,70 m de haut et 0,40 m de largeur. P. 300 F. Brocanteur d'Art. Tél. : 42-57-43 de 9 à 20 h.

VENDS clarinette 400 F.
L'annoncez avec volume 140 F. Tél. : 65-94-76.

Matériel

de bureau
URGENT part. vend répondeur mécanique, état neuf, pas exception. T. 774-71-75

Maquette

DISCOUNT 30 à 60 %
sur 10.000 m2, maquette toutes qualités. Téléphone : 72-19-19.

Lois de maquette anglaises. Peintures et grandes larges. Pure laine 72-74. Isabel Woolrich, plusieur coloris 70 F le mètre carré. LA MOUQUETTERIE, 334, r. de Valenciennes, Paris-15^e. Tél. : 842-42-42.

مكتبة العالم

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

IDEAL PROFES. LIBERAL
RUE PIERRE-CHARON
6 P. 11 ch. balc. chbre serv.
URGEN. Tél. 223-99-79

RARELACH D. bel imm. 12 P.
1. 4 p. occupées, 2. 4 p. LIBR.
11 ch. Calme. SOL. URGENT.
Tél. 223-99-79

ABESSES (imm. rénov. asc.
ch. 2/3 p. rav. l'él. l'él.
Samedi, de 10 h à 17 h
7. RUE CONSTANCE (17^e)

MONTMARTRE Orig. duplex
120 m. 2 p. par. 120 m. 2 p.
acc. et escalier privé.
Tél. 223-99-79

RAMELACH D. bel imm. 12 P.
100 m. 100 m. 20 m. 20 m.
cuisine, 120 m. 20 m. 20 m.
Tél. 223-99-79

PORTES VINCENTES
Plein soleil, bel immeuble
salon, chbre, cuis. w.c.
penderie, balc., chauffage, asc.
park. 25.000 F. Tél. 223-99-79

PARIS-ROYAL 422-74-00
Livr. 2 ch. cuis. bns 80 m.
5 p. asc. balcon. 80.000 F.
S. p. 5. rue Villiers, 14-18 h.

17^e rue de Valenciennes, 14-18 h.
Tél. 223-99-79

17^e rue de Valenciennes, 14-18 h.
Tél. 223-99-79

17^e rue de Valenciennes, 14-18 h.
Tél. 223-99-79

Paris Rive gauche

VERSAILLES 4 P. 107 m²
+ jara. plein sud. P. de 17 m.
parc, int. d'habitation. Tél. 223-99-79

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
5^e - 67. RUE BUFFON
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

fonds de commerce

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

Boutiques

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

villas

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

propriétés

ALLIER Propriété sur 2.000 m²
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

VITRY Propriété sur 2.000 m²
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

CLAMART Propriété sur 2.000 m²
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

DEAUVILLE Propriété sur 2.000 m²
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

BOUTIQUES

Christian Dior

MONSIEUR

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

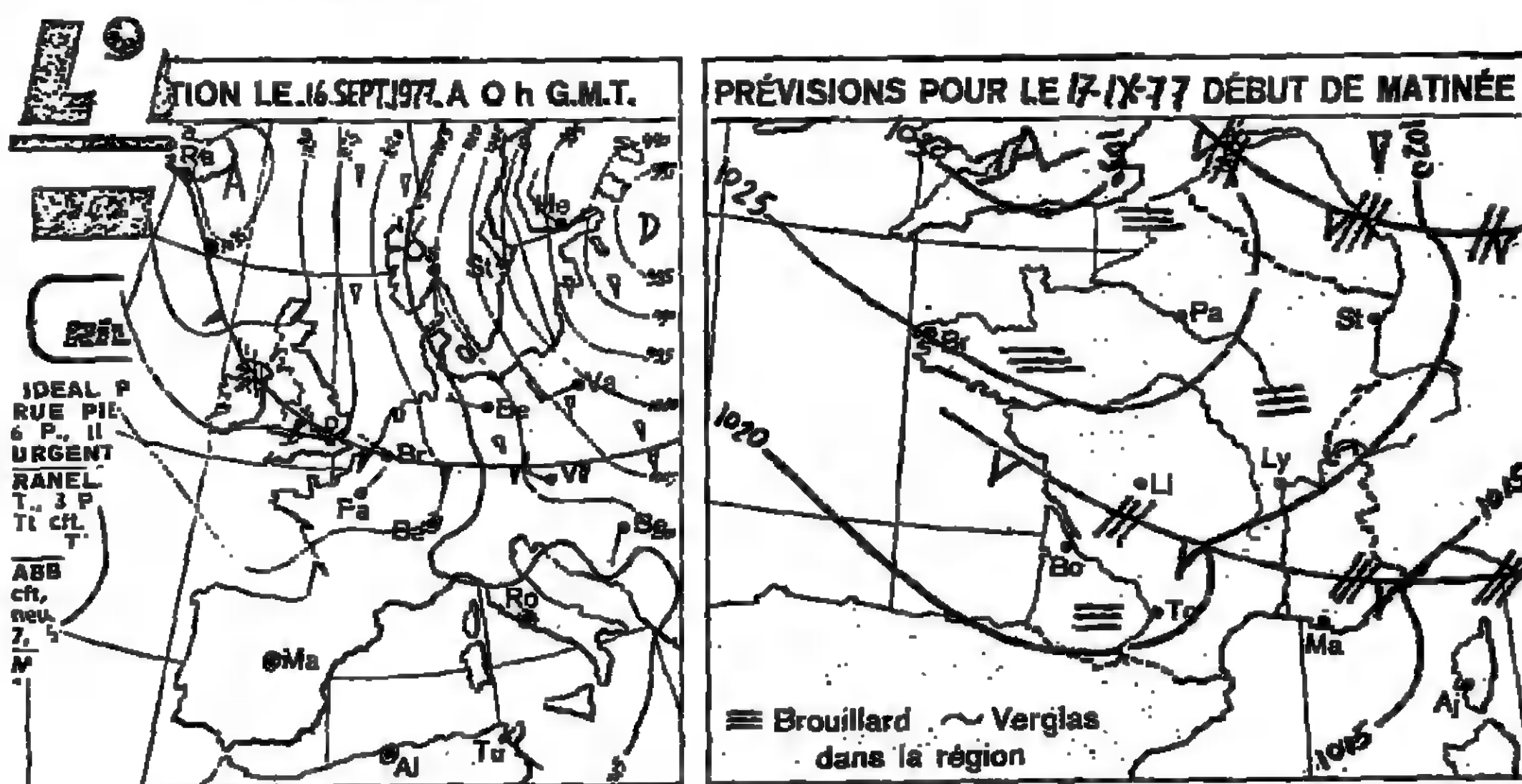
locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

locations non meublées

PARIS
A vendre de Paris. 10 P. 107 m²
Châta. 15 m. 107 m. 107 m.
107 m. 107 m. 107 m. 107 m.
Tél. 223-99-79

LE JOURD'HUI OROLOGIE



la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

Front chaud — Front froid — Front occlus

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 septembre à 0 heure et le samedi 17 septembre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistera du nord des Britanniques à l'ouest de la France et à la Sicile. L'air instable qui s'écoule entre ces hautes pressions et la zone dépressionnaire d'Europe centrale sera peu actif sur la France.

Samedi, le temps sera en général assez brumeux sur notre pays le matin, soit par des brouillards dans les vallées, ou bien par des nuages bas à aspect brumeux. Dans le courant de la matinée, ces formations brumeuses se dissolueront pour faire place à des éclaircies avec des nuages passagers. Ces derniers seront un peu plus nombreux près des frontières du Nord, du Nord-Est et de l'Est, et quelques faibles averses isolées ne sont pas à exclure l'après-midi sur ces régions.

Les vents, orientés entre nord et nord-est, seront faibles à modérés. Le début de la matinée sera assez frais pour la saison, surtout sur

la moitié nord dans les régions de l'intérieur. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans le Midi; ailleurs, elles varieront peu.

Vendredi 16 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 022,1 millibars, soit 16,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 septembre; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 28 et 17; Bordeaux, 27 et 16; Brét, 22 et 12; Caen, 21 et 9; Cherbourg, 18 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 22 et 12; Grenoble, 24 et 8; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille, 20 et 16; Nancy, 22 et 8; Nantes, 25 et 14; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 22 et 9; Pau, 24 et 12; Perpignan, 24 et 14; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 22 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 28 et 14; Poitiers-Pierre, 20 et 24.

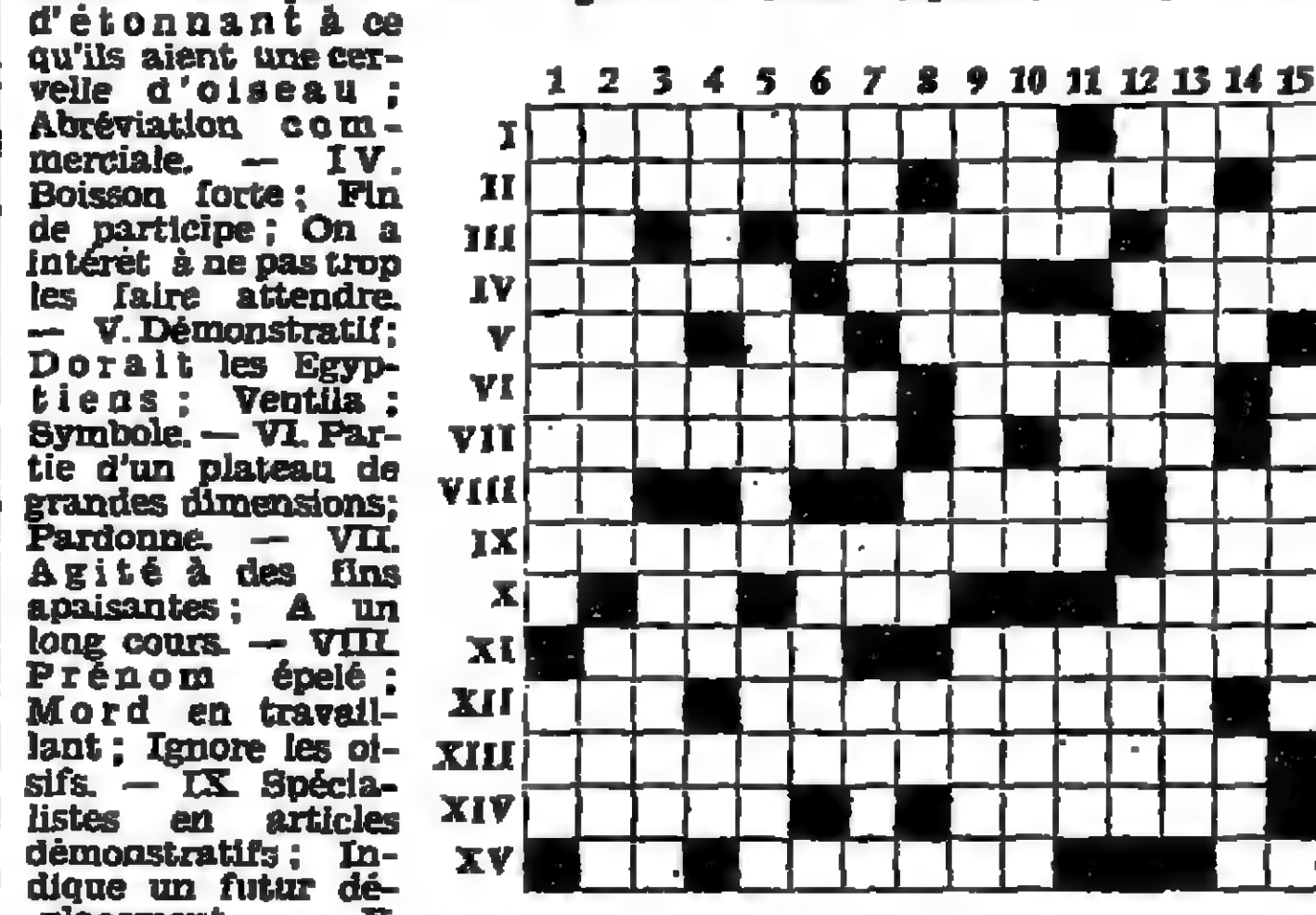
Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 16 et 7; Bonn, 17 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 24 et 20; Coppenhague, 16 et 5; Genève, 21 et 9; Lisbonne, 31 et 19; Londres, 22 et 11; Madrid, 30 et 13; Moscou, 7 et 4; New-York, 20 et 17; Palma-de-Majorque, 29 et 15; Rome, 28 et 15; Stockholm, 11 et 2.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1868

HORIZONTALEMENT

1. Marche dans la campagne; Emporte sa couronne dans la tombe.
2. Manquant à l'étiquette mais sont les bienvenues; Le jeu cause souvent leur perte.
3. Ignore le Credo (épelle); Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils aient une certaine d'oiseau; Abréviation commerciale.
4. Boisson forte; Fin de participation; On a intérêt à ne pas trop les faire attendre.
5. Démonstratif.
6. Dorsal; les Egyptiens; Ventila.
7. Symbole.
8. VI Partie d'un plateau de grandes dimensions.
9. Pardonner.
10. Agité à des fins apaisantes; A un long cours.
11. Dorsal; les Egyptiens; Ventila.
12. Mord en travail; Ignore les olives.
13. IX. Spécialistes en articles démonstratifs; Indique un futur de placement.
14. Un point; Fort étranger.
15. Produit de nettoyage; Jupon malais.
16. Avenir; Est proche.
17. Volent de leurs propres ailes.
18. Bien sûr; Surveille ses fils.
19. De quoi réfléchir; Pièces de musée; Ouvre la voie aux hypothèses les plus farfelues.



VERTICALEMENT

1. Facile à démonter; Pro- page bien des bruits.
2. Avec énormément de distinction; Sont impétueuses.
3. Abréviation; Couragées dévies; On est sûr qu'il y a de la tête.
4. Comme l'accent.
5. Point de chute de bien des espoirs; Affreux tourments (épelle).
6. Peuses initiales; N'agira pas à la légère; Sortent à peine de l'eau.
7. Réceptif; De l'esprit à bon compte; En- nuyer.
8. Dans le fond, ce ne fut qu'un bas matérialiste; Sym- bole; Coin de France; Une occasion de se réchauffer.
9. N'est donc pas léger (épelle); Lettres de démission.
10. Don- nerait de jolies couleurs; Em- pruntée par de jeunes amoureux.

Solution du problème n° 1868

Horizontalement

I. Vents; CIL. — II. V. Orme. — III. Falence. — IV. Oesse; Vol. — V. Lessive. — VI. Gâtée. — VII. Enée; Tir. — VIII. Ces- ses; Pre; Ose. — IX. Au; II. — XI. Laminola.

Verticalement

I. Folle; Pal. — II. Evase; Rua. — III. Naissance. — IV. Eue; Ee. — V. Neiges; In. — VI. Oe; Va. — VII. Pre; Ose. — VIII. Au; II. — XI. Laminola.

GUY BROUTY.

Pêche

M. MICHEL D'ORNANO A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI

M. Michel d'Ornano a présenté, le 14 septembre, à Paris, les principales dispositions du projet de loi sur la pêche qui, à-t-il dit, sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le début de la prochaine session.

Le ministre de la culture et de l'environnement a commenté ce projet à l'attention des députés membres du tout jeune groupe parlementaire de la pêche présidé par M. René Felt (P.R.), à l'issue d'une visite que ceux-ci ont consacrée à l'école des gardes-pêche de Paraclet à Evros (Somme).

Une dizaine de dispositions sont tout d'abord prévues pour le renforcement de la protection du poisson. Le projet propose notamment la limitation du nombre de captures de certaines espèces particulièrement menacées tels le saumon et l'esturgeon et l'interdiction de la vente de certains poissons pour également aboutir à une réduction volontaire des prises.

Le projet envisage également l'interdiction dans les cours d'eau de première catégorie — ceux où prédomine la truite — de la pêche « en marchant dans l'eau » (radin). Une telle mesure faciliterait notamment la lutte contre le braconnage. Elle soulève cependant de multiples réserves dans les milieux balnéaires et en particulier parmi les pêcheurs à la mouche à qui elle porterait un rude coup.

Plusieurs mesures sont également proposées concernant le contrôle sanitaire des poissons de réempoisonnement, l'interdiction d'introduire des espèces envahissantes et la maîtrise de la libre circulation du poisson migrateur (aménagement des barrages et des échues).

Le deuxième volet du projet concerne la classification des pêcheurs eux-mêmes et, selon M. d'Ornano, propose une « définition du statut des pêcheurs professionnels qui seront seuls habilités à utiliser certains engins ».

L'extension du champ d'application du code rural aux « eaux closes » constitue le troisième volet de ce projet.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 16 septembre 1977

DES DECRETS :

● Pris pour l'application de l'article 32 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires relatif aux changements d'armes, de service commun, de corps, d'arme ou de spécialité des militaires de carrière.

● Fixant les conditions de délivrance du brevet de capitaine océier et les prérogatives attachées à ce titre.

Transports

LES PLACES DE TRAIN PEUVENT ÊTRE RÉSERVÉES SIX MOIS À L'AVANCE

La S.N.C.F. précise que les voyageurs ont maintenant la possibilité de formuler leurs demandes de places par correspondance dès le sixième mois précédant leur départ. Le recours à ce mode de réservation est particulièrement recommandé pour les voyages se situant au moment des fêtes de fin d'année et des vacances scolaires de février.

Les demandes de réservation par correspondance doivent être établies sur des formules spéciales que l'on trouve dans toutes les gares. Il est d'ailleurs recommandé d'exprimer simultanément ses demandes de places

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONJONCTURE

APRÈS LES MAUVAIS RÉSULTATS D'AOUT

Le déficit du commerce extérieur atteint presque 11 milliards de francs en sept mois

Mauvais résultats du commerce extérieur français en août : les exportations ont atteint 26 000 millions de francs, contre 25 000 millions de francs en juillet, soit 3,6 % de plus. Les importations (28 845 millions) ont fait apparaître un déficit de 2 845 millions de francs, contre 2 744 millions de francs en juillet. En données brutes, les exportations (26 117 millions de francs) ne couvrent les importations qu'à 98 %, le déficit atteignant 2 728 millions de francs. En données nettes, les exportations (26 117 millions de francs) ne couvrent les importations qu'à 94 %, le déficit atteignant 2 728 millions de francs. En données nettes, les exportations (26 117 millions de francs) ne couvrent les importations qu'à 94 %, le déficit atteignant 2 728 millions de francs. En données nettes, les exportations (26 117 millions de francs) ne couvrent les importations qu'à 94 %, le déficit atteignant 2 728 millions de francs.

EMPLOI

POUR DÉNONCER LA « SITUATION CATASTROPHIQUE » DANS LES VOSGES

a C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une « marche sur Épinal »

Épinal. — La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent, samedi 17 septembre, une « marche sur Épinal ». De neuf points du département, des voitures, des autocars, des caravanes, convergeront vers le chef-lieu, à la fin de la journée, à l'issue d'un défilé dans les rues, une motion doit être déposée à la préfecture. Les deux syndicats entendent ainsi

De notre correspondant

« faire exprimer le mécontentement des travailleurs vosgiens face à la situation catastrophique de l'emploi dans le département ». Selon la C.G.T., à qui revient l'initiative de cette marche sur Épinal, dans les Vosges, ce sont trois mille

postes qui ont disparu depuis le début de l'année, chiffre auquel il convient d'ajouter les cinq mille chômeurs totaux, les dix mille demandeurs d'emploi et les cinq mille chômeurs partiels.

La nostalgie d'un « Boussac »

« Comptez, cela fait bien trente-trois ans que j'ai travaillé chez Boussac », dit un ouvrier de la verrerie de Saint-Laurent en 1961, à vingt ans, et il y a toujours. Seule interruption, trois ans de S.T.O. (1). Trente-trois ans chez Boussac et pas un jour d'absence. M. Henri Thibault, cinquante-six ans, technicien régulier, est très inquiet. Il parle lentement, l'accent vosgien. « Vous savez, on est sur le qui-vive depuis que l'on parle de fermer l'usine. Le directeur nous a annoncé, le 6 septembre, qu'il allait nous vendre. Il n'a pas donné de date, mais nous sommes persuadés que cela pourrait arriver d'un jour à l'autre ».

Dans leur coquet quatre pièces-cuisine de la rue de la VII^e Armée qui borde les cités Boussac, M. Thibault et Antoinette, son épouse, qu'ils ont eue depuis Boussac, vivent actuellement des « heures pénibles ». Pour M. Thibault, reconversion signifie déqualification et diminution de salaire. En 1960, lorsque la production a cessé pour être remplacée par l'échantillonnage, il a été réaffecté. De technicien régulier, avec un salaire inférieur au précédent de 20 000 anciens francs.

a combativité d'un jeune de Montefibre

Il n'est pas facile d'être Vosgien, mais c'est d'être montefibrien qui est difficile. M. Jean-Pierre Bonard, vingt-trois ans, marié, père d'une fille de six ans, est aujourd'hui « comme poisson sur la branche ». Turbier (conducteur de camion électrique) chez Montefibre, à Saint-Étienne, il ne se considère pas comme un cas exceptionnel, même la situation de cette entreprise à la tête d'un comité social lors de l'ordinaire la place, avec ses mille trente-cinq camarades, sur le devant de l'actualité.

Visage ouvert, regard vif, M. Bonard s'exprime avec beaucoup de facilité. « Comme de nombreux Vosgiens et Montefibriens, je suis pour conserver mon emploi ». Le chômage, M. Jean-Pierre Bonard le connaît depuis 1975 quand l'entreprise de chauffage de Remiremont qui l'employait ferme ses portes. Il cherche, en vain, pendant six mois, un travail. À défaut, il se trouve un qui correspond à sa qualification de plombier chauffagiste. Il entre en octobre 1975 à Montefibre. Alors commence une nouvelle période de formation sur le tas. Pour un salaire de 2 700 francs par mois, il fait les quatre huit, quatre-vingt heures par semaine, dans une atmosphère insupportable qui avoisine les 4 degrés en été.

A L'USINE CRICKET DE HAUTE-SAVOIE

Le quart du personnel a accepté une « aide au départ » de trente mille francs

Le système d'« aide au retour » inauguré récemment pour les immigrés chômeurs par le secrétariat d'État au travail manuel va-t-il être appliqué ? C'est une formule très voisine, mais beaucoup plus conséquente — il s'agit d'une somme de 30 000 F. — qu'a choisie, près d'Annecy, l'entreprise de briques Gillette, filiale d'un groupe multinational. Mais cette

« aide au départ » est offerte, cette fois, à tous les salariés, français aussi bien qu'étrangers. — Ils sont huit cents. — afin, pour la direction, d'éviter des licenciements dans cette usine en difficulté. L'affaire n'est pas sans créer quelque remous dans les états-majors syndicaux, car sur les trente-deux délégués que compte l'usine, neuf ont accepté la proposition patronale.

De notre correspondant

gagner leur pays. « Pas question d'aide au retour des travailleurs étrangers », rétorqua la C.G.T. Vous faites du racisme. La direction abandonne donc cette formule, qui se serait appliquée à celle acceptée par le gouvernement. Mais M. Troublans imagine de la transformer en allocation de départ volontaire offerte à tout le personnel d'un montant uniforme de 30 000 F. pour qui donnerait sa démission avant le 15 octobre. Cette somme de 30 000 F. correspondait à douze mois de salaire (2 500 F. mensuel), considéré comme un salaire moyen calculé sur celui des O.S. Ces derniers, il faut le préciser, représentent 90 % du personnel, lui-même composé de 90 % de femmes.

Les délégués en tête

La direction escomptait recevoir une cinquantaine de lettres. Elle en a reçu environ deux cents, et le délégué C.F.D.T., un jeune de vingt-cinq ans, fut le premier à signer. Stupéfaction générale. Non, autres délégués suivirent, sur les trente-deux que compte l'usine. Parmi les deux cents salariés démissionnaires, on compte cent soixante-quinze femmes. Les immigrés sont au nombre de quarante-trois, dont plusieurs couples, qui perdront ainsi 60 000 francs.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TIPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
CREDIT 50% sur 20 ans intérêt 6%
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206

WESTINGHOUSE ATTAQUÉ EN JUSTICE POUR RUPTURE DE CONTRAT

Un procès qui pourrait avoir de graves conséquences pour le groupe américain Westinghouse, constructeur mondial de centrales nucléaires, vient d'être ouvert devant un tribunal de Richmond (Virginie). Westinghouse est attaqué en justice par des producteurs d'électricité pour avoir rompu, il y a deux ans, un contrat de fourniture de 80 millions de livres d'uranium à des prix d'échelle de 8 à 12 dollars la livre. Entre-temps, en effet, le prix de la livre d'uranium avait atteint 40 dollars. Les producteurs exigent de Westinghouse qu'il honore le contrat au prix promis, et à défaut qu'il verse des dommages et intérêts équivalents à la différence entre les prix du contrat et ceux qui ont été payés pour l'approvisionnement ailleurs, soit 2,6 milliards de dollars (15 milliards de francs).

LES FABRICANTS D'HABILLEMENT MASculIN SONT RELATIVEMENT OPTIMISTES

Les mesures limitant les importations de certains produits textiles ont eu un large effet dissuasif. Les centrales d'achat ont peur de ne pas être livrées et reportent leurs ordres sur les fabricants français. Le président de la Fédération de l'habillement masculin à l'issue du SIEHM (Salon européen de l'habillement masculin), qui s'est tenu du 10 au 13 septembre à la porte de Versailles.

(PUBLI-CITE)

Le secrétariat de direction ?

agréable métier féminin, débouchés variés, permettant pratique des langues étrangères et relations humaines. Pour y accéder : un enseignement sérieux assurant

EN 5 TRIMESTRES + 1 STAGE DE 3 MOIS
la préparation au diplôme d'Etat - B.T.S.S. bilingue ou trilingue - et aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères.

ÉCOLE Bégué - I.C.S. Jeunes Filles
Établissement d'Enseignement Privé reconnu par l'État.
15, place de la République
75003 PARIS - Tél. : 272-30-76 et 272-31-17.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE COTE-D'IVOIRE
Ministère de l'Économie des Finances et du Plan
Société d'Équipement des Terrains Urbains
Société d'État
Dans le cadre du projet de développement urbain de la Banque Mondiale, la Société d'Équipement des Terrains Urbains (SETU) lance un appel d'offres international pour la réalisation des travaux de construction de logements sociaux à Abidjan, de la Zone de l'Économie de l'Énergie à Abidjan, de la Zone de l'Économie de l'Énergie à Abidjan, de la Zone de l'Économie de l'Énergie à Abidjan.

سكزانت الاصل

ÉCONOMIE - SOCIAL

ÉNERGIE

LA FRANCE ACHÈTE
DU GAZ NATUREL
À ABOU-DHABI

Le gaz de France vient d'acheter à Abou-Dhabi une cargaison de 50 000 m³ de gaz naturel liquéfié (30 millions de m³ de gaz gazeux). L'entreprise française a ainsi bénéficié du marché « spot » qui se crée dans le Golfe après la construction de plusieurs usines de gaz naturel liquéfié. Le gaz d'Abou-Dhabi, à l'exploitation duquel est associée la Compagnie française des pétroles, est destiné au Japon.

Chargé de transporter ce gaz, le Desmarc, qui a quitté Abou-Dhabi le 7 septembre, arrivera à Fos vers le 21 après avoir passé le canal de Suez. Malgré un coût de transport trois fois plus élevé que celui du gaz algérien, le prix de revient au terminal de Fos-sur-Mer serait de l'ordre de celui du gaz liquéfié à Arzew, en Algérie. G.D.F. manifeste ainsi l'intérêt qu'il porte à une région gazière jugée sans avenir pour l'approvisionnement français par les dirigeants énergétiques.

AGRICULTURE

LE BUDGET 1978

Les dépenses augmenteront de 17 %

M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, a présenté le 15 septembre le projet de budget de l'agriculture pour 1978. Au total, les dépenses du projet de budget s'élèveront à 47 346 millions de francs, soit 11,34 % des dépenses totales du budget de l'État et 17,09 % de plus que le budget de 1977 (40 436 millions de francs). Outre le budget du ministère de l'Agriculture proprement dit, qui comme nous l'avons annoncé (le Monde daté 7-8 août), atteint 19,6 milliards de francs, soit 22,5 % de plus qu'en 1977, les grandes masses des dépenses concernent :

● Le budget social de l'agriculture. — Comme les années précédentes, le BAPSA (Budget annexe des prestations sociales agricoles) absorbe la plus grosse part (49 %) des dépenses, avec 23 203 millions de francs, soit 19,73 % de plus que l'an passé. L'assurance-maladie, qui progresse de 22 %, absorbera 55,6 % de ces sommes. L'assurance-maladie 29,2 % et les prestations familiales 15,6 %. Dans les recettes, la subvention d'équilibre du ministère de l'Agriculture atteint 5 110 millions de francs, en progression de 54,86 % sur 1977, et la contribution du Fonds national de solidarité 4 120 millions de francs, en progression de 20,07 %.

● Action de soutien et d'organisation des marchés. — La contribution de la France à la politique agricole commune s'élève à 8,3 milliards, soit 15,98 % de plus qu'en 1977. En outre, la subvention aux organismes d'intervention pour la régularisation des marchés et l'orientation des productions (Fonds des marchés agricoles, offices de la viande, des céréales, etc.) se monte à 1 560 millions, soit 10,9 % de plus qu'en 1977. Il faudra ajouter à ces dépenses les « rallonges » traditionnellement accordées en cours d'année, lors de la conférence annuelle (90 millions de francs en 1977, 55 millions en 1978).

● Les dépenses d'équipement. — Au total, les crédits de paiement atteignent 3 054 millions de francs, en progression de 11,88 %, mais les autorisations de programme diminueront de 3,7 %, à 2 970 millions de francs. Sur ce total, les dépenses inscrites au budget du ministère de l'Agriculture proprement dit atteignent 2 255 millions de francs en crédits de paiement (+ 12,7 %) et 1 851 millions de francs en autorisations de programme (- 7,03 %). Il faut également inclure dans les dépenses d'équipement les crédits consacrés à la prise en charge des bonifications de prêts du Crédit agricole, qui atteignent 4 560 millions de francs, en augmentation de 21,9 %.

● Les betteraves sont mieux traitées. — L'économie de betterave française est malade, malade de trois mauvaises campagnes, de trois mauvaises récoltes, de trois mauvaises compensations et de leurs effets nocifs, de l'absence d'un règlement sur l'alcool, a déclaré M. Henri Cayre, directeur général de la Confédération générale des planteurs de betteraves, le 11 septembre, au cours d'une assemblée générale des coopératives de transformation de la betterave. Il a dénoncé « les prix misérables de la betterave qui empêchent les sucreries d'intervenir », et demandé à M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, d'être « viril » lors des prochaines négociations internationales, notamment celles sur le sucre. « Vous ne devez pas avoir de complexes », a répondu M. Méhaignerie, en évoquant les perspectives favorables de production pour cette année, la reprise des ventes de sucre et les engagements de soutien du revenu agricole pris par le gouvernement.

AUTOMOBILE

LE 47^e SALON DE FRANCFORT
La relance attendue renforce l'optimisme des constructeurs

De notre envoyé spécial

pression « il faut tenir » attend-millions de véhicules sera atteint, due lors du précédent Salon voici deux ans. Le chiffre de quatre voiturés dépassé, à la fin de cette année et ce rythme se maintient.

Les constructeurs étrangers représentés en Allemagne fédérale ont également connu durant les six premiers mois de l'année une hausse en immatriculation, passant de 1 319 888 unités, de janvier à juin 1976, à 1 451 212 véhicules pour la période correspondante de 1977.

La France a, pour sa part, vendu 160 774 véhicules en six mois contre 156 574 durant les six premiers mois de 1976. Citroën et Peugeot sont en hausse. Chrysler-France et Renault en légère baisse, bien que les ventes de la Régie aient été en hausse. Le chiffre supérieur au total des ventes italiennes en Allemagne fédérale, soit 75 083 véhicules.

Une berline diesel
à turbo-compresseur

Le stand Mercedes attirera certainement beaucoup de monde. La firme de Stuttgart présente, en effet, ici, cinq variantes de break qui seront mises en fabrication en avril à Brême. Deux diesel, l'un de 2,4 litres à quatre cylindres (240 TD), l'autre de cinq cylindres de 3 litres (300 TD), et trois modèles à essence : un de 2,3 litres à quatre cylindres (230 T), un de six cylindres à 2,5 litres (250 T) et un six cylindres à 2,8 litres (280 T). Présentés dans le stand avec des contenants fixés au toit, ces breaks, qui respirent le solide, ont, dès les premières heures, attiré la grande foule.

Pourtant, c'est la 300 SD, une berline diesel à turbo-compresseur, qui est la voiture la plus surprenante de la gamme Mercedes. Destinée dès le printemps 1978 au marché américain, puis éventuellement plus tard aux pays européens, cette berline est dotée du moteur diesel cinq cylindres qui équipe la 300 D, mais la suralimentation amène le groupe propulseur à une puissance de 115 chevaux DIN. La vitesse de pointe est de 165 km/h, les 100 mètres en 12,5 secondes. Le couple maximal, de 25,5 kgm, est obtenu à 1 500 tours. Le moteur est alimenté par un injecteur à 300 D classique. Enfin, un nouveau moteur V 8 de 5 litres en aluminium est monté sur la 460 SL. L'injection à 450 chevaux et 225 kilomètres-heure sont courants, dit-on, avec cette voiture de prestige.

Chez Audi, c'est la berline 100 en version « fast-back », à large hayon arrière oblique, qui tient la vedette. Des octobre prochain, on la trouvera en France sous deux modèles : l'Audi 100 Avant, avec moteur de 85 chevaux (elle se vendra 39 600 francs) et la LS

de 115 chevaux, qui sera livrée au prix de 46 500 francs. Une version à moteur cinq cylindres suivra sur le marché français au début de 1978.

Chez Opel (GM), l'Admiral et le Diplomat ont disparu du catalogue pour faire place à une Senator (six cylindres, 3 litres, 180 chevaux) et à une Mopar qui n'est autre qu'une version « coupé » de la précédente. Ces deux voitures de haut de gamme ne manquent pas d'allure et tournent le dos à la ligne américaine et un peu vieillotte que l'on connaissait aux deux anciens modèles dont la production est maintenant arrêtée.

Côté Ford, les Granada, dont les nouvelles versions viennent d'être confiées à la presse spécialisée en France, nous aurons l'occasion d'y revenir, sont exposées sous tous les angles, et, là aussi, les lignes on tchangé, plus douces, plus latines pourrall-on dire.

Chez B.M.W., ce sont les nouvelles six cylindres en ligne qui constituent l'innovation. Ils dotent la 330 à carburateur et la 323 i à injection. Dans la série 5, seule la 518 sera désormais livrée avec un quatre cylindres. Les six cylindres représenteront plus du tiers de la production des moteurs de la firme de Munich en 1977. L'an prochain, la moitié des modèles fabriqués par B.M.W. en seront porteurs. Signe des temps ?

Les chiffres, en tout cas, prouvent que l'on s'oriente de plus en plus vers ce type de moteur où le 2 litres est actuellement en vogue. Il se révèle à l'usage économiquement plus simple mais aussi, et cela en est une conséquence, moins vorace qu'on voulait bien le dire.

CLAUDE LAMOTTE.

● General Motors adopte le diesel. — En présentant, le 14 septembre, les Oldsmobile 88 et 98 animées par un moteur diesel, General Motors est le premier constructeur américain à « dieseliser » sa gamme (le Monde du 25 février). Toutefois, les deux modèles coûtent 740 à 850 dollars de plus que leur équivalent consommant de l'essence. Jusqu'à présent, seuls des constructeurs étrangers (surtout Mercedes) distribuaient des voitures diesel sur le marché américain. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS
DES SOCIÉTÉS

JAEGER

M. Pierre Piar, Président-Directeur général de Jaeger, a été nommé administrateur de la Société Jaeger holding du groupe Lecoulre-Jaeger Le Coultre.

Cette nomination s'inscrit dans la politique de développement que Jaeger poursuit dans le domaine de l'horlogerie.

A L'ÉTRANGER

BILLET

Le renouveau pétrolier du Mexique

Second producteur mondial dans les années 20, le Mexique pourrait redevenir prochainement un important exportateur de pétrole. Pourtant, lorsqu'en 1938 le président Cardenas nationalisa les installations de la Shell, montrant ainsi la voie aux pays du golfe Persique, la production annuelle de « brut » n'était plus que de 6 millions de tonnes. Mais le développement des techniques de prospection en mer (offshore) comme les possibilités nouvelles de forages profonds justifiaient bien des espoirs.

En octobre 1974, le Mexique est devenu exportateur. Mais c'est en 1977 qu'il a été révisé une progression importante du potentiel pétrolier du pays. Les réserves prouvées, qui étaient de 5,7 milliards de barils il y a trois ans et de 11 milliards de barils au début de l'année, ont été réévaluées à 14 milliards de barils pour tenir compte du gisement offshore de la baie de Campeche et des nouvelles découvertes du Chiapas et du Tabasco dans le sud-est du pays. Quant aux réserves probables, les estimations varient de 60 à 100 milliards de barils, soit de six à dix fois la réserve officielle de l'Alaska.

L'ambition pétrolière nouvelle du Mexique est confirmée par le programme d'investissement de la compagnie d'État PEMEX d'ici à 1982. Ne prévoit-elle pas un doublement de la production de « brut » qui atteindrait 2,4 millions de barils par jour — soit le niveau actuel du Venezuela — tandis que les exportations (200 000 barils par jour actuellement) dépasseraient 1,1 million de barils. Sans parler du triplement de la pétrochimie.

Car le gaz naturel ne manque pas non plus. Dès cette année, rappelle le Petroleum Economist du mois de septembre, la

production pourrait atteindre plus de 100 millions de mètres cubes par jour. La revue souligne que des plans sont actuellement à l'étude pour construire un gazoduc reliant les gisements mexicains au sud des États-Unis. Les premières livraisons sont prévues pour 1980 : en 1982 elles devraient être de 55 millions de mètres cubes par jour.

Six sociétés américaines, ayant à leur tête Tenneco et Texaco Eastern, ont signé un accord de principe sur l'achat de ce gaz et sont prêtes à verser des acomptes, afin de financer le projet, car les capitaux manquent dans ce pays fortement endetté. De 1977 à 1982, Pemex aura besoin de 15 milliards de dollars pour ses investissements et devra inévitablement faire appel à des concours extérieurs. Mais dans le même temps, la compagnie d'État estime entre 17 et 21 milliards de dollars les rentrées de devises qui seront procurées par le seul pétrole (900 millions de dollars en 1977).

Rien ne s'oppose donc à ce que le Mexique retrouve une place parmi les douze principaux exportateurs de pétrole du monde. Rejoindra-t-il pour autant l'OPEP ? La nouvelle administration américaine n'a pas réitéré la menace de sa démarche de prendre « des mesures commerciales appropriées » si une telle décision survenait ; mais tout en se déclarant d'accord avec les principes fondamentaux et les prix de l'Organisation, les dirigeants mexicains ont précisé à plusieurs reprises qu'une telle adhésion ne leur semblait pas indispensable.

Comme la Grande-Bretagne et la Norvège, le Mexique se contentera sans doute, dans un premier temps, de bécoter l'existence de l'OPEP, qui permet aux prix du pétrole d'être ce qu'ils sont. — B. D.

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	à Bas + Haut	Rep. + en Bdp.	Rep. + en Bdp.	Rep. + en Bdp.
\$ U.S.	4,9280 4,9210	+ 70 + 100	+ 280 + 280	+ 450 +
£ S.T.	4,29 4,29	+ 100 + 100	+ 100 + 100	+ 250 +
Yen (100)	1,5430 1,55	+ 10 + 70	+ 130 + 160	+ 270 +
D.M.	2,1185 2,1210	+ 60 + 90	+ 200 + 200	+ 450 +
Florin	2,0910 2,0935	+ 50 + 70	+ 170 + 200	+ 350 +
F.S. (100)	12,145 12,170	+ 200 + 230	+ 780 + 860	+ 1380 +
F.S.	2,680 2,675	+ 90 + 120	+ 320 + 320	+ 330 +
L. (1 000)	5,2730 5,2830	+ 300 + 300	+ 800 + 700	+ 1600 +
S. francs	8,59 8,60	+ 130 + 200	+ 390 + 470	+ 800 +

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	4	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11
D.M.	3 1/4	4	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11
\$ U.S.	4	4 1/2	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11
Florin	4	4 1/2	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11
F.S. (100)	10	12	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2	23 1/2	25 1/2	27 1/2	29 1/2	31 1/2	33 1/2	35 1/2	37 1/2
L. (1 000)	10	12	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2	23 1/2	25 1/2	27 1/2	29 1/2	31 1/2	33 1/2	35 1/2	37 1/2
S. francs	5 3/4	6 1/4	6 3/4	7 1/4	7 3/4	8 1/4	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché international des devises tels qu'ils étaient indiqués au 11h de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIÈRES, MEUNIERES.
FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

6, BOULEVARD ZIRKOUT-YOUCER - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La S.N.S.E.M.P.A.C. lance un avis d'Appel d'Offres International en vue de la réalisation « produits en mains » d'une unité de levure fourragère d'une capacité de 10.000 tonnes par an.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 20 août 1977, le cahier des charges contre la somme de 200 DA à la S.N.S.E.M.P.A.C. Direction de Développement, 26, rue Ayachi-Mohamed (ex-rue de Suez), à Belcourt - ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et références doivent parvenir sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention : « APPEL D'OFFRES - Unité de levure fourragère - Soumission à ne pas ouvrir ».

La date de dépôt des offres est fixée au samedi 26 novembre 1977, délai de rigueur.

Vos affaires à Copenhague?
Traitez-les dans la journée.

Départ : Charles de Gaulle 9 h 30* Retour : Copenhague 20 h 05
Copenhague 10 h 15 Charles de Gaulle 22 h 55*

Un vol spécial par ses horaires. Vous partez les premiers et, sur place, vous disposez de plus de temps que vos concurrents.

Un vol spécial par DC 9. Vous profitez du confort d'un avion moderne, rapide. Des sièges profonds, de l'espace, du silence.

Un vol spécial par ses repas. A l'aller, nous vous servirons un solide petit déjeuner. Au retour, un vrai dîner chaud et soigné.

SAS
742.06.14

* A partir du 25 septembre, ces horaires sont avancés d'une heure.

سكزا من الأصل

A L'ETRANGER

RILEY

La renouveau pétrolier du Mexique

PARIS
15 SEPTEMBRE

Forte hausse

Comme on pouvait s'y attendre, l'écoulement de la poudre s'est poursuivi la première journée des entretiens de la gauche, a provoqué une forte hausse des valeurs françaises à la Bourse de Paris, l'indice inclinant progressivement de près de 10 % dans la journée, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs mois et ramène les cours à leur niveau du début de l'année.

Les gains ont atteint jusqu'à 8 % (pour Union), dont la cotation a été tirée vers le haut par le quotient 5 % en de nombreux cas : Bouygues, Perrier, B.S.N., C.D., Moët-Hennessy, Pernod-Alcort, Peugeot-Citroën, Michelin, Moulin de la Roche, etc.	British Petroleum..... 934..... 930 Comcast..... 131..... 131 Crested Butte..... 136..... 136 Imperial Chemical..... 443..... 440 The Ritz Hotel Corp..... 286..... 287 Shell..... 631..... 624 Société Générale..... 241..... 241 Van Line 3 1/2 %..... 25 3/8..... 25 West Intermediate..... 24 1/2..... 24 1/2 "Oil Holdings"..... 23 3/4..... 23 3/4 "In Oilfield U.S. oiler investment..... net to prime tax in
---	--

Le mouvement qui favorise non seulement les acheteurs (P.U.T.C., Saint-Gobain-P.-B.-M.) mais aussi les vendeurs, s'est traduit par un marché très animé, avec un volume en forte augmentation.

Les acheteurs étrangers, notamment britanniques, dont la responsabilité est officiellement notée la veille, ont été assez actifs.

Pour beaucoup d'opérateurs, les événements politiques de la veille au soir ont entraîné une hausse des cours qui pourrait durer quelque temps dans un climat nettement transformé et bien différent de celui que nous avons connu jusqu'à présent.

Au moment où les commissions de la majorité se défont

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CLUB MEDITERRANEE. Les chiffres d'affaires toutes taxes comprises des deux premiers mois de l'exercice 1976-1977 ont atteint 8 millions de francs contre 605,4 millions de francs (+ 12,8 %).

SOUVAGE. Pour le premier semestre de l'exercice en cours (1976-1977), le chiffre d'affaires s'élève à 1.440 millions de francs (+ 1,4 %) et le résultat net à 1,44 milliard de francs (+ 14,1 %).

GROSDI-RACE. — Bénéfices nets en France : 0,55 million de francs contre 0,45 million de francs l'an dernier. Le chiffre d'affaires des participations enregistrées au titre de l'exercice 1976-1977 s'élève à 10,5 milliards (1 million de francs) de Beyrouth contre 10,4 milliards de francs l'an dernier. Les dividendes payés au titre de l'exercice 1975-1976 s'élevaient à 1,50 F. Le total sera ramené de 12,50 F à 7,50 F.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines, notamment I.T.T., en reprise après sa baisse de jours précédents

des jours précédents		
Irregularité des mines d'or.	Valeurs françaises ..	89,5 92,1
	Valeurs étrangères ..	100 104,1
Sur le marché du métal, le	Cie DES AGENTS DE CHANGIS	
lingot a gagné 220 F, à 24 195 F,	(Base 100 à 23 d'août 1961.)	
«casanet» ainsi le cours de	Indes général 59	60,4
24 000 F qui constituait un plafond		
devient un certain temps, tandis		
que le marché du platine restait stable à		
24 500 F (+ 0,50 F).		
	Taux de marché monétaire	
	Stève white	50,5-52,5

246,50 (+ 0,50 F).	Effets privés	2 1 2 %
--------------------	---------------------	---------

LONDRES

Prises de bénéfice

Les prises de bénéfice se multiplient sur les valeurs industrielles après la forte avance des jours précédents, et les cours des valeurs industrielles fléchissent.

Ennuye des fonds d'Etat dans l'attente d'une nouvelle baisse du taux d'escompte. Repli des pétroles et des mines d'or.

OR (ouverture) (châliers) : 147 95 contre 147 00

VALUES	CLOTHURE		COMES	
	15/9	15/9	15/9	15/9
Blackham	657	...	654	...
British Petroleum	934	...	930	...
Commercials	131	...	131	...
De Beers	296	...	296	...
Imperial Chemical	443	...	440	...
Isa Tinto Zinc Corp.	296	...	291	...
Over	631	...	624	...
Others	341	...	287	...
West 3 1/2 %	55	3/8	56	...
West 3 1/2 %	24	1/2	24	...
Western Holdings	20	7/8	20	1/2

NEW-YORK

L'amélioration se poursuit

La légère amélioration enregistrée samedi à Wall Street s'est poursuivie jeudi à une allure très modérée, l'indice Dow Jones ne gagnant que 2 points, à 380,79, au lieu de 378,79 la veille.

Estimant que la hausse des taux d'intérêt pouvait avoir atteint son apogée, et peu sensibles aux décisions officielles et officieuses sur les monnaies, il n'y avait pas

« Mais les choses ne sont pas si simples. Les statistiques de la Banque mondiale, qui ont été publiées récemment, indiquent que le Brésil a accumulé des dettes de 100 millions de dollars pour la seule année écoulée après avoir subi une réduction de 3 milliards de dollars de sa dette extérieure, ce qui laisse penser que les autorités monétaires brésiliennes ne pourront pas à prendre de mesures restrictives supplémentaires. Cette nouvelle n'a été connue qu'après la clôture.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CLUB MEDITERRANEE. — Le chiffre d'affaires toutes taxes comprises des neuf premiers mois de l'exercice 1976-1977 s'élève à 724 millions de francs contre 605,4 millions de francs (+ 19,6 %).

LA REDOUTE à ROUBAIX. — Pour le premier semestre de l'exercice en cours (1976-1977), le chiffre d'affaires consolidé est passé de 1,44 milliard de francs (+14,10 %).

GEOSDI-EACH. — Bénéfices nets en France: 0,85 million de francs contre 0,62 million de francs. Les pertes enregistrées au titre des "accidents" par la succursale de Bayrorth (1 million de francs) ont été couvertes par des provisions. Le dividende global est ramené de 10,50 F à 7,50 F.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 dec. 1976.)

Valeurs françaises ..	89,5	92,1
Valeurs étrangères ..	104	104,1
Cie DES AGENTS DE CHANG ^e		
(Base 100 : 23 déc 1961.)		
Indice général	59	60,4

Taux du marché monétaire

Effets privés 212 %

2.

VALEURS	COURS	COURS
	14,9	15,9

.....	45 3/4	48
.....	62	62 3/4
.....	54 1/4	28
.....	38 1/4	30 3/4
.....	105 5/8	109 1/8
.....	60 7/8	66
.....	48 1/2	48 1/2
.....	44 1/8	44 3/8
.....	53 5/8	53 3/4
.....	33 7/8	33 1/2
.....	66 8	69 1/2
.....	19 3/8	19 5/8
.....	263 1/8	262 5/8
.....	30 3/4	30 7/8

.....	20 3/4	30 7
.....	24 ..	23 3
.....	61 5/8	61 5
.....	26 1 2	26 1
.....	88 1/2	58 1
.....	28 1/2	28 3
.....	18	18 1

Inc.	18	18 1
Carbide	45 3 8	45 1
Steel	31	30 5
Engine	18 7 8	18 1
X	52 3 4	53 1

HOURS DU DOLLAR A TOKYO		
	15 9	15 9
Choc	25 5	

Dollars (end years) ...	CLOS	268 94
-------------------------	------	--------

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 9	15 9
dollar (per year) ...	Clos	255 94

BOURSE DE PARIS - 15 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles ne sont pas de nature à fausser les tendances, mais les variations de cotes sont susceptibles d'être affectées.

MARCHÉ A TERME

Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. précédent cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. précédent cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. précédent cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. précédent cours				
4.5 % 1973.	657 98	658	657 50	657 50	183	A. Lohrberg	186	187 20	187 20	198	120	Ohio-Cap.	118	120 30	120 30	121 90	179	10. Cresson	164	170 50	172 50	325	Ch. Mottet	335	335 20	335 20	334 35
G.M. 1974.	1956	1978	1961	1961	173	Emo S.A.A.	176	176 50	177 50	178 20	96	Op-S-Petras.	91 90	91 95	91 95	91 90	164	Thomson-R.	174	178 50	178 50	326	Capitaine	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278	278 20	278 20	278 20
Alcan. Can.	336 50	341	341	341	355	Emo S.A.A.	186	186 50	187 50	188 20	64	Pari-Fran.	63 50	64 20	64 10	64	216	(- incl.)	214 80	215 20	215 20	383	Moctini	278</			

pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES | COURS DES MONNAIES | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS d'or.	COURS 15 g.	de gr 3 et gr entre barres	MONNAIES ET DEVISES	COURS d'or	COURS 15 g.
				échange		
Inde-Dutch (S. I.)	4 963	4 930	4 920		23076	24000
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	De Ind (100 en barre)	23076	24000
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	De Ind (50 en barre)	11538	12000
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (20 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (10 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (5 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (2 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (1 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,5 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,2 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,1 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,05 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,02 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,01 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,00000000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,000000000000000000000000000000000001 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000000000005 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (0,0000000000000000000000000000000000002 fr.)	248	248,50
Thaï-Dutch (100 mm.)	311 880	311 950	311	Pièces strassées (

مَكْنَزُ امْنِ الْأَمْوَالِ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— LE POINT DE VUE DE MAURICE T. MASCHINO : « Les fous du roi ».
— « Les paillettes d'or », par Gabriel Mounier.
— LA PHILOSOPHIE, par Jean Lucien : « Heidegger et la valeur ».

3-4. AFRIQUE

4-5. AMERIQUES
— Les Etats-Unis suggèrent que les Palestiniens soient représentés à Genève au sein d'une délégation arabe.

6-7. LA VISITE DE M. BARRE A WASHINGTON

8-9. EUROPE
— La préparation des élections sénatoriales dans la Tarn et le Tarn-et-Garonne.

10-15. POLITIQUE

— UN POINT DE VUE D'ANTOINETTE SANGUINETTI SUR LE MALAISE CORSE : « Rien ne sert de mentir ».
— La préparation des élections sénatoriales dans la Tarn et le Tarn-et-Garonne.

16. EQUIPEMENT

16. SPORTS

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 17 A 22
— Les parcs nationaux malades de leurs animaux.
— La Guyane au fil de la plume.
— La chasse dans la brousse des textes.
— PLAISIRS DE LA TABLE.
— Coupe de l'été.
— Modes du temps. Eliphas, Philatélie, Jeux.

24-25. JUSTICE

— DEUX POINTS DE VUE SUR LE BARREAU : La publicité des avocats aux Etats-Unis, par Georges Braun. « Contre l'ombiguë », par Claude Michel.

26. DEFENSE

26-27. EDUCATION
— La rentrée des classes.

28-30. ARTS ET SPECTACLES

— CINEMA : La Machine, de Paul Vecchiali. mythologie punk.
— FORMES : abstraction faite.

35-36. ECONOMIE SOCIALE

— EMPLOI : la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une marche sur Epinal pour dénoncer la situation catastrophique dans les Vosges.
— L'usine Cricket de Haute-Savoie, le quart du personnel a accepté une aide au départ de 30 000 francs.
— AUTOMOBILE : au 47^e Salon de Francfort, la relance attendue renforce l'optimisme des constructeurs.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)
— Annonces classées (31 et 32).
— Aujourd'hui (34) : Carnet.
— Journal officiel (34) : Météorologie (34) : Météo (34) : Letz (34) : Bourne (34).

DÉCORATION, TROIS NOUVELLES TENDANCES

CHINTZ
IMPRIMÉS AMERICAINS
depuis 25 F le mètre

TOILES,
PIQUÉS ET JACQUARDS
depuis 30 F le mètre

TWEEDS
blancs - beiges - écru
depuis 42,50 F
le mètre

Tous nos tissus sont en stock

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro du « Monde »
daté 16 septembre 1977 a été
tiré à 619 964 exemplaires.

A B C D E F G

L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DU PATRONAT ALLEMAND

Les autorités gardent le contact avec les ravisseurs

Après le discours de M. Helmut Schmidt, chancelier fédéral, sur l'affaire Schleyer et le problème de la violence en R.F.A. (« le Monde » du 16 septembre), un débat s'est engagé au Bundestag, jeudi 15 septembre.

Dans l'après-midi de jeudi, le chancelier a réuni à nouveau le grand état-major de crise.

constitué au lendemain de l'attentat. Cette réunion a duré plus de trois heures, sans que ses résultats aient été divulgués. Un nouveau message a d'autre part été adressé aux ravisseurs par le gouvernement, à l'instigation de M. Denis Fayot, l'arocel genevois qui assure le contact entre les autorités ouest-allemandes et les ravisseurs du président du patronat.

Heinrich Böll, Herbert Marcuse et Rudi Dutschke désavouent les terroristes

Bonn. — L'hebdomadaire allemand Die Zeit a publié, jeudi 15 septembre, des déclarations de trois personnalités connues pour leur sympathie, ou au moins leur compréhension, à l'égard de l'extrême gauche ouest-allemande et qui sont unanimes à condamner en termes catégoriques l'action des commandos de la Fraction armée rouge.

Il s'agit de l'écrivain Heinrich Böll, du philosophe Herbert Marcuse et de l'ancien dirigeant de la contestation étudiante, Rudi Dutschke.

L'écrivain Heinrich Böll estime « moment venu, pour toutes les organisations de gauche, de ne plus laisser le moindre doute » sur leur attitude en proclamant que l'assassinat et l'enlèvement de citoyens « ne sont pas des moyens de lutte politique ».

Le philosophe Herbert Marcuse a été, comme le souligne Die Zeit, le père spirituel de l'opposition extra-parlementaire. Sa

De notre correspondant

position, aujourd'hui, est claire. Selon lui, la gauche doit se demander tout d'abord si des actions terroristes sont capables d'affaiblir le système capitaliste et, en second lieu, si de telles actions peuvent être justifiées au regard de la « morale révolutionnaire ».

Des « groupes terroristes coupés des masses »

A l'une comme à l'autre de ces questions, Marcuse répond par un non catégorique. La « liquidation de personnes isolées », même lorsque celles-ci occupent une position éminente au sein du système capitaliste, n'affecterait en rien le fonctionnement des institutions et aurait pour résultat inévitable de stimuler la répression sans développer en aucune manière la conscience des citoyens. Aussi, l'intervention de groupes terroristes coupés des masses ne pourrait-elle, en fin de compte, qu'aboutir à la destruction de la gauche.

Avec la même fermeté, Marcuse rejette l'argumentation selon laquelle les actions terroristes cons-

titueraient un « prolongement » de la lutte entamée il y a quelques années déjà par les étudiants. Tout au contraire, le terrorisme représente une rupture avec l'opposition extraparlementaire, qui, en dépit de toutes ses faiblesses, jouissait, estime-t-il, « de beaucoup d'appuis dans les masses ».

Rhénore plus inattendue, pour ses amis comme pour ses ennemis d'il y a une dizaine d'années apparaît la prise de position de Rudi Dutschke, qui fut le symbole de toute une génération révolutionnaire. Lui aussi commence par condamner le terrorisme pour des raisons pragmatiques. Il observe que si l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, par exemple, a pu contribuer à affaiblir la dictature franquiste, en Allemagne fédérale, au contraire, chaque attentat aurait pour effet de rendre l'air plus rare et d'osciller à la limite de la terreur de la lutte de classes.

Allant plus loin, Rudi Dutschke n'hésite pas à soutenir qu'en perpétrant le combat politique, les terroristes deviendraient des agents de la classe dominante. Au surplus, le terrorisme individuel ne manquerait pas, en cas de succès, d'instaurer le despotisme, plutôt que le socialisme.

JEAN WETZ.

La préparation des élections législatives

M. EDGAR FAURE SERA CANDIDAT A PONTARLIER

M. Edgar Faure a renoncé à se présenter dans le dix-septième arrondissement de Paris (22^e circonscription) comme il en avait l'intention (le Monde du 17 août). Le président de l'Assemblée nationale briguerait donc un nouveau mandat à Pontarlier dans la 3^e circonscription du Doubs, dont il est élu depuis 1967. Il devait annoncer sa décision durant le week-end à l'occasion d'un comice agricole dans sa circonscription.

M. Edgar Faure souhaitait briguer le siège de député de Paris laissé vacant par la décès de Bernard Lafay, le 13 février dernier, mais il n'a pas pu obtenir la garantie d'être le candidat unique de la majorité dans la 11^e circonscription.

En effet, M. Henry Estingoy, directeur général de l'Institut national de la consommation, membre du parti républicain qui avait annoncé sa candidature dès le mois d'avril, avait refusé de s'effacer au profit du président de l'Assemblée. De plus, M. Philippe Lelay (R.P.R.) fils de l'ancien député devenu le dernier adjoint au maire de Paris, n'avait montré aucun empressement à devenir le suppléant de M. Edgar Faure comme celui-ci le lui proposait. M. Philippe Lelay sera en conséquence le candidat du R.P.R. dans cette circonscription. Le président de l'Assemblée, membre du comité directeur du parti radical, mais qui est demeuré député appartenant au groupe R.P.R., a, en définitive, préféré courir sa chance dans le Doubs malgré son échec à la mairie de Pontarlier en mars dernier, plutôt que de devoir son éventuelle élection à Paris à la « protection » de M. Chirac ou de M. Giscard d'Estaing.

● M. Giscard d'Estaing devait recevoir ce vendredi 16 septembre M. Kamougue, ministre tchadien des affaires étrangères.

● Un mort après un incendie dans le 11^e arrondissement. — Un travailleur africain, M. Sambala Siby, trente ans, est mort, jeudi 15 septembre, en début d'après-midi, des suites des brûlures contractées au cours d'un incendie qui s'était déclaré quelques heures plus tôt dans un foyer de travailleurs immigrés, 34, rue Sedaine, à Paris (11^e). Cinquante-sept personnes ont été blessées, dont huit assez gravement, au cours de ce sinistre. Le feu pourrait avoir une origine criminelle.

Ecole d'Orgue Hamm-Farfa

3 méthodes : 120 à 180 F par mois.
35 F d'inscription
hamm
135713 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 30 00

DANS UN RAPPORT D'EXPERTS

La C. E. E. préconise une relance de la consommation

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Une politique de croissance rapide est nécessaire pour que la C.E.E. puisse se de la crise et parvienne à améliorer la situation de l'emploi. C. politique doit « bénéficier en priorité aux investissements », a compte tenu du faible degré actuel d'utilisation des capacités de production, ne peut se concevoir sans un soutien plus gén de la demande, qui implique aussi une relance de la consommation.

« Une telle stratégie nécessite l'acceptation provisoire d'un déficit extérieur et d'une détérioration momentanée des dépenses publiques. Les mesures spécifiques en faveur de l'emploi doivent être maniées avec une grande prudence. Telles sont les conclusions d'un rapport qui vient d'être rédigé par la Commission Bruxelles, en collaboration avec les experts des Neuf, et reflète une inflexion sérieuse de l'analyse des responsables économiques de la Communauté.

Continuer à croire que la C.E.E. pourra sortir de la crise en mettant principalement l'accent sur la restauration des grands équilibres conduirait à la catastrophe, c'est-à-dire à la détérioration des potentiels de production et de ce fait, en 1980, à un taux de chômage « sensiblement supérieur à celui enregistré aujourd'hui ». La persistance d'une croissance lente ne permettrait pas de remédier au mal principal dont souffre la C.E.E. : la faiblesse des investissements. Tel est le pronostic en forme d'autocritique que portent les auteurs du rapport.

Face à cette situation, « il convient, selon eux, d'adopter une relance générale, de faire une politique de stimulation indifférenciée de la demande (...). Le soutien de la consommation ne peut se concevoir à travers une politique d'expansion des salaires trop forte ; il convient plutôt de faire appel à des mesures de dégrèvement fiscal (ajustement des barèmes pour tenir compte de l'inflation) et de favoriser une baisse des taux d'épargne ». La modération demandée aux syndicats « devra s'accompagner, avec une intensité variable suivant les pays, d'une politique de réduction des inégalités de revenus ».

Compte tenu de la nécessité absolue d'une relance, les auteurs du rapport invitent les Neuf à se débarrasser du « complexe balance des paiements ». Choisir

PHILIPPE LEMAIT

M. ALBERT ZURFLUH PRÉSIDENT DE L'UNION INTERNATIONALE DES AVOCATS

L'Union internationale des avocats, qui vient de se réunir en congrès à Zagreb (Yougoslavie), a porté à sa présidence M. Albert Zurfluh, avocat au barreau de Paris. L'U.I.A. a été créée en 1927 sous le patronage de la Société des Nations. La première fois, une femme a été portée à un poste de vice-président, Mme Geneviève Augendre, avocat au barreau de Paris. Le vice-président international étant M. Harold E. Healy (Etats-Unis). Le prochain congrès aura lieu à Cannes en septembre 1978.

LE VENEZUELA AUGMENTE LE PRIX DE CERTAINES QUALITÉS DE PÉTROLE

Le Venezuela a décidé d'augmenter le 1^{er} octobre le prix de ses qualités de pétrole, à l'indice 15 septembre M. Valentin B. de, ministre de l'énergie, a annoncé. Le tarif du baril de « lourd » est majoré de 15 c. celui de « brut moyen » de 10 c. Les prix moyens de ces 2 catégories, après la 1^{re} modification, passeront de 10 dollars 12 dollars le baril.

Le prix du baril de « brut I » qui sert de référence au S. l'OPBP, ne varie pas. — (A.)

STAGE LECTURE RAPID

Ce stage s'adresse à toute personne qui désire capter assimiler une plus large information en lui permettant

- de choisir entre plusieurs vitesses de lecture selon les textes
- de développer sa concentration intellectuelle
- d'améliorer sa compréhension et sa mémorisation.

MÉTHODE :
● Techniques de lecture intégrale.
● Techniques de lecture sélective.
● Nombreux exercices pratiques et entraînement physiologique.

DURÉE : 3 jours.

PROCHAIN STAGE :
18 octobre, 25 octobre, 8 novembre.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FORMATION APPLIQUÉES
93 rue des Moines 75017 PARIS
Tél. : 228-51-99 - 228-55-98 - 228-56-50

Venez visiter nos 5 étages d'exposition

Le plus grand choix de marques de Paris. Neuf et occasion toutes marques. Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport.
hamm Plant Orgu
Instruments de musique
135-139 r. de Rennes - Paris 75008 - Tél. : 544 30-00
Parking - Prés gare Montparnasse

Le président Ca

Emmanuel Roblès Les sirènes



سكزا من الأصل